This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

MÉMOI

BUHR A
a39015 01808323 1b

À L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT ;

PAR M. LE BARON DE CROSSARD ,

[illegible]

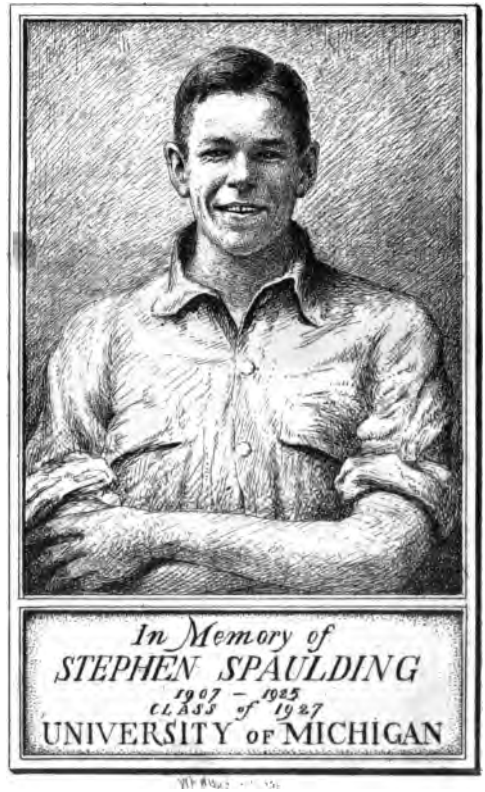
TOME SIXIÈME ET DERNIER.

A PARIS,

CHEZ MIGNERET, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
RUE DU DRAGON, N.° 30.

DUFAUCONY, LIBRAIRE, AU PALAIS-ROYAL,
GALERIE VITRÉE.

1830.



In Memory of
STEPHEN SPAULDING
1907 – 1925
CLASS of 1927
UNIVERSITY OF MICHIGAN

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792
JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT.

AVERTISSEMENT.

La grande quantité de cartes qu'ont produite tant d'ouvrages écrits sur les guerres de la révolution, a paru devoir dispenser d'ajouter à ces Mémoires celles qui marquent le théâtre des opérations dont il y est parlé.

Nota. Tout exemplaire qui ne portera pas la griffe de l'auteur sera réputé contrefait.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT ;

PAR M. LE BARON DE GROSSARD, Jean Baptiste -Jérôme,

MARÉCHAL-DE-CAMP, CHEVALIER DES ORDRES MILITAIRES ET ROYAUX DE SAINT-LOUIS ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR, DE MARIE-THÉRÈSE, DE SAINT-GEORGES, DU MÉRITE DE PRUSSE, DE MAXIMILIEN-JOSEPH, DE GUILLAUME I.er, DE LÉOPOLD, DE SAINT-VLADIMIR DE 3.me CLASSE, DE SAINTE-ANNE DE 2.me CLASSE.

TOME SIXIÈME ET DERNIER.

A PARIS,

CHEZ MIGNERET, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,
RUE DU DRAGON, N.° 20.

DELAUNAY, LIBRAIRE, AU PALAIS ROYAL,
PÉRISTYLE VALOIS.

1829.

DC
198
.C95
A3

v.6

12 3626 - 136
Nicholl
2-15-77
SF633

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SIXIÈME.

CHAPITRE LXVII.

Bonaparte porte son quartier à Dohna. — Les alliés se retirent sur Tœplitz. — Bonaparte ne doute plus du plan qu'ils ont adopté. — Il abandonne le projet de marcher sur Berlin. — Il attaque sans succès la droite des alliés. — Il pense à établir la guerre sur la rive droite de l'Elbe. — Réflexions. — Jonction de l'armée de Beningsen. — Réunion des armées du nord et de Silésie derrière la Saale. — Les alliés marchent sur Leipzig. *Page* 1

CHAPITRE LXVIII.

Les armées sont en présence. — Le prince de Schwartzenberg sait qu'il sera attaqué le 16 octobre. — Les forces du prince ne sont pas réunies ; quel devait être son but. — Description et division du terrain. — Quel pouvait être le but de Bonaparte en combattant. — — Répartition des attaques entre les généraux alliés. — Affaire du 16, dite de Wachau. — Les deux armées conservent leurs positions primitives. — Lequel des deux partis pouvait s'attribuer la victoire. — Le 17 octobre, à la pointe du jour, les souverains reparaissent sur le champ de bataille. — Les armées n'en viennent point aux mains. — Lequel des deux partis était intéressé à cette inaction. — Bataille de Leipzig. — Le grand-duc Constantin engage l'affaire avec le régiment autrichien de Devaux. — La victoire est aux alliés. —

Bonaparte abandonne Leipzig. — Sa retraite. — Comment il est poursuivi. — Les souverains alliés arrivent à Francfort, où ils mettent leur quartier-général. — La campagne de 1813 est terminée. — Incertitude sur la continuation de la guerre. *Page* 39

CHAPITRE LXIX.

Le corps de réserve sous les ordres du grand-duc Constantin s'avance sur Francfort sans rencontrer l'ennemi. — Bonaparte renverse l'armée bavaroise qui entreprend de lui fermer le passage. — Le comte de Giulai rejette derrière le Rhin les troupes que Buonaparte veut tenir sur la rive droite, et termine la campagne de 1813. — Les grandes-duchesses de Russie, Marie et Catherine, tous les princes de la confédération du Rhin, arrivent à Francfort. — Ménagemens pris vis-à-vis de Bernadotte, prince royal de Suède. — On balance entre la paix et la continuation de la guerre. — Note tendant à faire continuer la guerre et à écarter toute idée de passer le Rhin entre Bâle et Mayence. — Plan d'invasion en France et d'une marche rapide sur Paris. *Page* 97

CHAPITRE LX.

La continuation de la guerre est résolue. — Marche des armées. — Miloradowitch préside le chapitre de l'ordre de Saint-Georges. — L'armée de réserve traverse le royaume de Wirtemberg. — Revues passées par le roi. — Différens corps de troupes alliées passent le Rhin. — Les monarques arrivent à Bâle avec le corps de réserve. — Ils entrent en France. — Différens combats ont été inutiles aux troupes de Bonaparte, refoulées de toutes parts dans l'intérieur. — Bataille de Brienne perdue par Bonaparte. — Occupation du château de Brienne. *Page* 145

CHAPITRE LXI.

Position habilement prise par le duc de Raguse pour couvrir la retraite de Bonaparte. — Découverte d'un gué qui oblige ce maréchal à quitter sa position. — Nouveau plan des alliés. — Vice de ce plan. — Bonaparte s'arrête devant Troyes. — Ses opérations ultérieures bien conçues. — Il bat successivement les généraux Alsuwieff, Sacken et Blucher lui-même. — Belle retraite de Blucher. — Manœuvres du prince de Schwartzenberg pendant que Bonaparte attaque les différens corps de l'armée de Blucher. — Belle défense de Nogent par le comte de Bourmont. — L'armée de Blucher se trouve dissoute. — Bientôt reformée elle se réunit à celle de Schwartzenberg. — Bonaparte entre dans Troyes. — Les armées alliées se séparent de nouveau. — Plan d'opération de Bonaparte publié par un bulletin. — Blucher passe l'Aisne à Soissons, et se réunit aux corps de Winzingerode et de Bulow. *Page* 192

CHAPITRE LXII.

Les mouvemens de Bonaparte contre Blücher sont connus du prince de Schwartzenberg. — Le plan des alliés obtient son succès. — Dispositions du peuple en faveur des Bourbons. — Monsieur (Charles X) arrive à Vezoul. — Il vient à Nancy. — L'empereur d'Autriche lui envoie le comte Louis de Bombelles. — Le prince de Schwartzenberg suspend ses mouvemens offensifs. — Il se retire. — La retraite est arrêtée. — Par qui. — Résolution d'attendre Bonaparte et de le combattre. — — Combat d'Arcis-sur-Aube. — Réflexions sur la position prise par Bonaparte. — Belle conduite du maréchal duc de Reggio. — L'empereur Alexandre annonce la dissolution du congrès de Châtillon. — Bonaparte passe la Marne et marche sur Saint-Dizier. —

Par qui cette nouvelle est apportée au grand-duc Constantin. — Manœuvre qu'elle suggère. — Courrier pris par les cosaques portant une lettre à Marie-Louise. — Opinion du général Diebitch opposée à la manœuvre qui avait été proposée au grand-duc Constantin. — Son Altesse impériale se rend au quartier-général de l'empereur Alexandre. *Page* 239

CHAPITRE LXIII.

Les armées alliées marchent sur Paris. — Un corps laissé aux ordres du général russe Winzingerode masque ce mouvement. — Combat de Fère-Champenoise. — Les alliés continuent leur marche sur la capitale. — L'ennemi n'est plus rencontré qu'à Claye. — Il est rejeté dans Pantin. — Les grenadiers russes occupent les hauteurs de Romainville. — Bataille de Paris. — Reddition de cette capitale. — L'empereur Alexandre et le roi de Prusse daignent me féliciter publiquement. — Entrée des alliés dans Paris. *Page* 282

CHAPITRE LXIV.

Cérémonie expiatoire sur la place Louis XVI. — Arrivée de Monsieur, du Roi, et de la famille royale à Paris. — Le roi donne de nouvelles institutions. — Convenaient-elles aux français ? — Départ des alliés. — Congrès à Vienne en Autriche. — Débarquement de Bonaparte en France. — Le roi se retire dans les Pays-Bas. — Marche des alliés. — Défaite de Bonaparte. — Retour du roi dans Paris. — Il maintient les institutions. — Leur danger. *Page* 326

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Reconnaissance d'une position à prendre en avant de Paris, contre une armée venant de Fontainebleau. *Page* 399

Projet d'opérations pour la campagne de 1815, proposé au roi. *Page* 405

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

DU BARON

DE CROSSARD.

CHAPITRE LVII.

Bonaparte porte son quartier à Dohna. — Les alliés se retirent sur Tœplitz. — Bonaparte ne doute plus du plan qu'ils ont adopté. — Il abandonne le projet de marcher sur Berlin. — Il attaque sans succès la droite des alliés. — Il pense à établir la guerre sur la rive droite de l'Elbe. — Réflexions. — Jonction de l'armée de Beningsen. — Réunion des armées du nord et de Silésie derrière la Saale. — Les alliés marchent sur Leipzig.

Le 9 septembre, Bonaparte porte son quartier-général à Dohna et marche en avant. Les alliés se retirent devant lui sur tous les points, et le prince de Schwartzenberg se hâte de rentrer à Tœplitz. Le lendemain, Bonaparte voit encore les alliés lui céder

le terrain, et de toutes parts se retirer sur leur camp. Ses colonnes s'avancent jusqu'au Geierberg ; mais Schwartzenberg sait que les obstacles multipliés que le pays oppose au dessein que Bonaparte pourrait avoir formé d'agir sur sa gauche, le rendront sans succès. Son adversaire acquiert, en effet, la conviction que la difficulté des chemins ne lui permettra pas la manœuvre qu'il a projettée, celle de déloger les alliés en les tournant par leur gauche. Ces obstacles que lui oppose la nature, et les nouvelles fâcheuses qui lui sont parvenues, l'obligent à renoncer au dessein de pénétrer en Bohême. Il revient à Dresde [1]. Il ne croit pourtant pas devoir rester stationnaire et montrer une impuissance d'agir. Il prépare de nouveau la reprise de sa marche sur Berlin. Néanmoins, pour qu'il arrive à la capitale de la Prusse, il faut que le maréchal Macdonald paralyse Blucher, et que le maréchal Saint-Cyr arrête le prince de Schwartzenberg. Mais il a éprouvé l'efficacité de la tactique que ses adversaires emploient contre lui. Aurait-il donc oublié que le duc de Tarente lui avait écrit, le 6 de Goërlitz : « Que son armée n'a » ni force ni consistance ; qu'elle ne peut tenir » sa position, le pays étant totalement épuisé ;

[1] Spect. milit., II.e vol., page 369.

» avant 24 heures, dit le maréchal, Blucher, » informé de l'absence de l'empereur, recom- » mencera [1]. » Le même avait écrit le 2 septembre : « Si dans ce moment cette armée s'expose à un échec, il y aura dissolution totale [2]. »

Une lettre du maréchal Saint-Cyr, en date du 3 septembre, de Liebstat, s'exprimait en ces termes : « La grande supériorité de l'ennemi nous laisse à craindre des résultats fâcheux, d'abord par rapport à cette infériorité si disproportionnée dans toutes les armes, et plus encore par le découragement qui règne parmi les soldats par manque de subsistances. On ne peut les tenir dans les camps; la faim les chasse au loin. Il est à craindre sous peu de jours une désorganisation complète, si on ne peut leur fournir de vivres [3]. » Le maréchal écrivait encore : que l'ennemi s'arrêtait déjà à l'approche de Bonaparte, et qu'il *retenterait* sur Dresde, quand il le verrait s'éloigner [4].

Bonaparte lui-même ne doute plus du système que suivent les alliés. Il écrit le 11 septembre

---

[1] Spectateur milit., I.er vol., page 349.

[2] *Id.*, I.er vol., 4.e livraison, page 350.

[3] *Id.*, *id.*, *id.*, page 350.

[4] *Id.*, *id.*, *id.*, page 359.

1..

tembre sur Berlin était dérisoire [1] ». Le 14 septembre, le maréchal Macdonald est sous Dresde, et le 11, Ney a suspendu son mouvement au-delà de Torgau. Ce maréchal a annoncé : « Que, si on voulait forcer l'Elster, l'abattement de ses troupes est tel, qu'un nouvel échec est à craindre [2] ».

Obligé de renoncer à la marche sur Berlin, ayant échoué dans son attaque sur la gauche de l'armée principale des alliés, Bonaparte veut porter ses efforts contre la droite. Il marche par Langen sur Beraun. Witgenstein, qu'il rencontre le premier, se replie successivement, et vient enfin s'acculer sur Kulm. C'est dans cette plaine que tout s'arrête, et que Bonaparte est défié. Les alliés se trouvent placés sur un terrain qu'ils connaissent, et qui prête à leur cavalerie tous les avantages qu'elle peut désirer. En arrière, des communications assurées à l'avance, protégeront, en cas de revers, l'entrée de l'armée dans un camp depuis long-temps retranché sous Laun. La nature des montagnes auxquelles leur gauche s'appuie, leur garantit qu'elles ne leur deviendront pas aussi funestes qu'elles le furent à Van-

---

[1] Spectateur militaire, I.er vol., 4.e livrais., page 308.

[2] *Ib.*, *id.*, *id.*, page 367.

damme. Pour manœuvrer contre leur droite, que couvre encore la Bilia, tributaire de l'Elbe, l'ennemi doit descendre dans la plaine. Il y arrive en effet; et là, le combat s'engage par l'artillerie, aux feux de laquelle s'unissent quelques charges de cavalerie. Mais le prince de Schwartzenberg, certain qu'il ne sera pas forcé sur le théâtre qu'il a choisi, change en audacieuse offensive la timide défensive à laquelle Bonaparte doit croire que le généralissime s'est restreint. Pendant qu'on amuse l'ennemi en plaine, deux généraux, dont les talens et la bravoure sont généralement estimés dans l'armée autrichienne, Merveld et Collorédo, passent derrière sa gauche : l'un d'eux, Collorédo, vient attaquer Arbezeau, qui coupe la communication principale de Tœplitz avec Dresde; tandis que Merveld, dont cette attaque couvre la marche, se porte sur Hellendorff. Il n'en fallut pas davantage pour mettre fin au combat. Attaqué vivement sur ses derrières, sans succès sur son front, Bonaparte n'eut plus d'autre parti à prendre que celui de la retraite : un brouillard survint et sépara les combattans. Les deux attaques que Bonaparte fit contre la position que les alliés avaient prise au débouché des montagnes, en avant de Tœplitz, leur avait paru si peu redoutables, que les réserves ne furent même pas alar-

mées et ne prirent pas les armes. La plaine pouvait être considérée comme étant divisée en deux parties séparées par une élévation. C'était sur ce dernier amphithéâtre que les réserves avaient été placées. Il eût donc fallu que l'ennemi se rendît maître du premier bassin avant de menacer la seconde position : or, il a été prouvé que le terrain y favorisait en tous sens la défense des alliés, qui, dans la plaine de Tœplitz, devait se changer en offensive. Si cependant l'ennemi réussissait à s'emparer de cette plaine, c'était alors à la réserve à soutenir la retraite des premières troupes, en combattant jusqu'à ce qu'elles se fussent placées dans le camp de Laun. Mais comme aucune crise ne manifesta de danger, la réserve ne fit aucun mouvement.

L'armée était entrée dans le camp de Tœplitz le 29 août, et elle demeurait dans l'inaction. Plusieurs officiers pensèrent avec moi qu'on restait incertain du plan offensif que l'on devait adopter. Cette opinion était permise à ceux qui, ignorant la marche des choses en politique, méconnaissaient l'influence dont ces résultats, de même que la jonction de l'armée de Beningsen, devaient exercer sur les nouvelles combinaisons. Dans cet état de choses, la position que les alliés tenaient en avant de Tœplitz paraissait tout à la

fois trop timide, et laissait échapper le grand but qu'ils devaient avoir, celui de séparer Bonaparte de ses communications naturelles. Chacun eut donc, à ce sujet, ses vues particulières. J'eus aussi les miennes : les voici.

« Puisque le projet, disais-je, le seul raisonnable, de se porter *en masse vers Leipzig*, sur les communications de l'ennemi, est combattu par la crainte, peut-être mal fondée, d'exposer la Bohême à des incursions ; ne détruirait-on pas ce danger, et n'obtiendrait-on pas le même but, en établissant la masse des forces austro-prusso-russes entre Freyberg et Nossen? Le prince royal de Suède, renforcé du corps de Blucher, inutile aujourd'hui en Silésie, retrancherait un camp vers Meissen, où il mettrait sa gauche. Il jetterait des ponts qui seraient couverts sur la rive droite, et soutenus de la rive gauche de l'Elbe ; sa droite s'appuierait aux positions de Nossen. Ainsi placé, le prince pourrait, sans rien donner au hasard, détacher quarante mille hommes dans les montagnes du Hartz. Ces troupes isoleraient complètement le corps de Davoust, et elles arrêteraient tout ce qui tenterait de venir du bas du Weser. Un camp retranché, élevé en avant d'Aussig, couvrirait entièrement la Bohême. Les troupes qui occuperaient ce camp manœuvreraient, en

cas de retraite, par Theresienstadt, sur les camps déjà retranchés à Bullin et à Postelberg.

L'infanterie peut marcher à Freyberg en plusieurs colonnes; la cavalerie et l'artillerie ont des chaussées à leur convenance. Le corps commandé par le prince de Reüss pourra sortir de sa stagnation et aller s'emparer d'Erfurt.

Si l'ennemi quittait Dresde pour entrer en Bohême par la rive droite de l'Elbe, on pourrait le prévenir sur tous les points et l'isoler entièrement de toutes ses ressources. Les troupes que Beningsen tient dans son camp détruiront ses arrière-gardes engagées dans des défilés, pendant que ses forces principales seront arrêtées par les obstacles que la nature a ménagés et que l'art a créés.

Si l'ennemi voulait heurter de front les masses placées entre Nossen et Freyberg, sur toute l'étendue de la ligne, cette entreprise échouerait infailliblement.

S'il voulait agir par sa droite, entre Meissen et Nossen, en suivant la rive gauche, il est indubitable que, rencontrant sur tous les points des corps de cavalerie dans les terrains les plus favorables, il serait acculé au fleuve et s'y verrait renversé. Mais, en adoptant de pareilles dispositions, il faudrait, en toute diligence, ouvrir des communications sur l'Eger, échelonner des posi-

tions jusques derrière la Zschopau par Chemnitz. Il faut ajouter à ces communications de la droite celles qu'il serait besoin de multiplier sur la gauche, tant pour se lier avec le prince royal que pour faciliter l'arrivée de la cavalerie partout où il conviendrait de l'employer. Les armées disposées de la sorte n'auraient point à redouter la pénurie des subsistances : la Bohême, l'Autriche et la Bavière contribueraient à les approvisionner par des chaussées commodes et bien entretenues. Les armées alliées, formidables dans une semblable position, à l'abri de toute insulte, désoleraient l'ennemi par de continuels harcellemens. Il serait restreint à n'entreprendre que, sur la droite, des affaires de poste, genre de guerre où les alliés commencent à conserver la supériorité. Voudrait-il agir contre la gauche? Tout le terrain serait à l'avantage de la cavalerie : quant au front, il paraît inabordable. Répétons-le donc ici : tout l'art réside dans l'intelligence des pionniers à faciliter les mouvemens, à droite sur l'Eger; à gauche dans les plaines qui bordent la rive gauche de l'Elbe; et en arrière, avec Chemnitz et Postelberg. »

Je communiquai les idées que je viens d'exposer au général Wilson. Il en fit part au lord Cathcart, ministre d'Angleterre auprès de l'empereur de Russie, et là se borna tout l'usage que

j'en fis. Je suis fort éloigné de croire que ce plan méritât d'obtenir des suffrages, et encore moins son exécution; mais il prouve que, dès l'époque où il fut écrit, *on parlait au quartier-général des souverains alliés, de Leipzig*, comme devant être le point où il fallait concentrer les forces coalisées pour obtenir contre Bonaparte le but qui avait échappé à la Bérésina. Cette preuve ne devient point inutile ici, puisque le fait est contesté par un général dont l'autorité doit être imposante : « Après les affaires de Leipzig, dit ce général [1], les bulletins de l'ennemi ont prétendu que les armées alliées s'étaient donné rendez-vous autour de cette ville, et que le but de cette opération avait été la concentration de leurs forces sur les derrières de Napoléon. Nous n'adoptons ni ce motif ni ce but, imaginés après l'événement. » Sans suivre le général dans les savantes discussions où il entre pour démontrer que ce plan ne fut jamais celui des coalisés, je crois prouver que cette idée ne fut pas étrangère au quartier-général des souverains. Je cite deux témoins renommés existans encore. Mais si cette preuve ne paraissait pas mériter assez de confiance, ne pourrait-on pas en tirer une plus

[1] Spectateur milit., tome II, pag. 23 et 24.

concluante du projet que le même auteur [1], d'accord avec celui des Victoires et Conquêtes, assure avoir long-temps occupé Bonaparte; celui de changer son échiquier, et de l'établir derrière la rive droite de l'Elbe? Bonaparte concevait donc qu'il était possible qu'il ne restât pas maître de ses communications naturelles par la rive gauche de l'Elbe. Ce fut le 12 septembre, que la grande idée de son changement d'échiquier l'occupa, dit le général Pelet [2]. Cette grande idée fut donc celle qu'il avait exprimée lui-même [3] avant la reprise des hostilités, et qui se renfermait dans ces mots : « Au pis aller, je passerai sur la rive droite de l'Elbe. [3] » Ainsi Bonaparte, descendant cette rive, soutenu par les places de Torgau, Wittemberg et Magdebourg, se flattait de pouvoir à volonté se joindre au maréchal Davoust. Il espérait que s'il éprouvait des revers, il pourrait, réuni à ce maréchal, recommencer une nouvelle campagne. Dans ce cas, alimenté par les richesses des villes anséatiques, aidé par

---

[1] Spect. milit., vol. I.er, page 359; et Victoires et Conquêtes, vol. XXII.

[2] *Voyez* le Spect. milit., I.er vol., 3.e liv., page 256.

[3] Ecrite au prince de Neufchâtel, le 23 août. Spect. milit., I.er vol., page 246.

celles de la Hollande, et devenu militairement formidable par les places fortes qui couvrent l'étendue de ce dernier pays, il ne doutait pas qu'il n'arrêtât tous les succès que les alliés pourraient avoir sur lui. Parvenait-il à prolonger la guerre, il concevait l'espoir que la coalition se dissoudrait bientôt, par la tendance que toutes les coalitions ont à se dissoudre avec le temps. Le principe de ce système était vrai : union de forces nouvelles, moyens nouveaux de résistance, prolongation de temps, et, par cette prolongation, dissolution de forces sans homogénéité. Mais l'exécution de ce projet n'était-elle pas une chimère ? Long-temps je crus moi-même cette idée, la seule militaire, dans la situation où Bonaparte se trouvait à Dresde ; long-temps je partageai l'opinion de ceux qui reprochèrent à Bonaparte d'avoir pris sa retraite sur Leipzig, au lieu d'avoir cherché à rejoindre le maréchal Davoust en grossissant son armée de troupes laissées dans les garnisons de l'Elbe. Mais, poursuivi par des armées aussi nombreuses que celles qui l'entouraient alors, traversant un pays déjà épuisé, rencontrant des difficultés naturelles à mesure qu'il se serait rapproché du Bas-Elbe, n'eût-il pas été dissous avant d'avoir fait sa jonction avec le maréchal ? N'est-ce pas dans cette conjoncture que

combattre, il est incontestable que le choix du champ de bataille aurait appartenu aux alliés, puisque, maîtres du terrain du nord au sud, n'étant point comme Bonaparte resserrés par les obstacles de la nature, ils auraient pu l'attendre là où ils auraient voulu recevoir le combat ; enfin la dissémination obligée de son infanterie dans les places dont le pays est couvert, eût énervé ses forces et facilité contre lui le triomphe de l'offensive, dont les alliés seraient restés maîtres.

Depuis le mois de septembre, les partisans alliés avaient fait éprouver à Bonaparte [1] combien il est désastreux de n'être pas maître de ses communications. Il en avait déjà fait la funeste expérience en Russie : que n'en serait-il pas résulté, quand ses communications auraient été absolument interrompues, et qu'il aurait été séparé de toutes ses ressources par des armées nombreuses et victorieuses ? Mais croit-on que les dispositions dans lesquelles étaient les peuples auraient laissé à la guerre le temps de se prolonger ? La déclaration de la Bavière, du Wirtemberg, du pays de Bade, et le corps auxiliaire du prince de Reüss, mettaient cent mille hommes de plus à la disposition des alliés. Ces troupes, je-

[1] Spectateur milit., II.me vol., page 183.

tées en France sans défense alors, et pleine de l'esprit qui y régnait, n'auraient-elles pas suffi pour produire six mois plutôt la révolution du 30 mars? C'est alors qu'un Bourbon, paraissant au milieu de cette France, lorsque quatre cent mille hommes victorieux tenaient Bonaparte acculé à la mer, aurait rendu à notre malheureux pays le repos dont il avait tant de besoin. Les plaines de la Champagne n'auraient point été ensanglantées, et le canon n'aurait pas brisé les barrières de Paris. Je suis donc autorisé à penser que Bonaparte n'eût point été aussi avantageusement établi qu'il semblait se le persuader, sur la nouvelle ligne d'opérations qu'il voulait se former derrière la rive droite de l'Elbe, en prenant Torgau pour centre, Dresde et Magdebourg pour l'appui de ses ailes. Mes réflexions ne me portent pas moins à croire que cette contre-manœuvre n'eût pas fait perdre aux alliés tout le fruit de leur campagne, comme l'auteur des Victoires et Conquêtes l'affirme [1]. Il semble, au contraire, que Bonaparte eût violé le principe : que le grand art, à la guerre, est de s'emparer des communications de son adversaire : loin de s'en emparer, il eût cédé les siennes.

---

[1] Victoires et Conquêtes, vol. XXII, pag. 121.

L'époque fixée à l'action générale est arrivée. Beningsen, venu de la Russie avec une nombreuse armée, a joint celle du prince de Schwartzenberg. La confédération du Rhin, à la tête de laquelle se montre la Bavière, a quitté les drapeaux du protecteur pour unir les siens à ceux des monarques coalisés. Les armées de Bonaparte ont été assez long-temps fatiguées par les combats partiels qui, comme l'a judicieusement observé l'auteur que nous venons de citer [1], ont dû remplir l'intervalle qui régna entre la bataille de Dresde, la jonction de Beningsen, et l'insurrection générale que les partisans, de concert avec les diplomates, provoquaient de l'Elbe jusqu'au Rhin. Le temps de remettre la destinée des empires au sort d'une bataille générale, presse la concentration des armées alliées sur le point jugé le plus propre à lui servir de théâtre. Or, quand on connaît la position des différens corps, les armes où les alliés avaient la supériorité, il suffit de jetter un coup-d'œil sur la carte pour désigner Leipzig. Mais jamais il ne fallut plus de talens aux chefs des différens corps pour opérer une jonction sans se trouver partiellement engagés par l'ennemi avant qu'elle fût effectuée. Tout devait faire redouter

[1] *Voy.* Spect. milit., I.er vol., 2.me livraison, p. 159.

à chaque corps de se voir infailliblement compromis dans le mouvement qu'il allait entreprendre. C'est ici que la position centrale dut paraître la plus redoutable, surtout quand elle appartenait à Bonaparte, dont l'activité était extrême, le génie fertile en ressources, et le coup-d'œil rapide. Les armées alliées du nord et du midi n'avaient pas moins de danger à courir l'une que l'autre. L'armée du nord, avant de commencer sa jonction avec celle du midi, dut être jointe elle-même par l'armée de Silésie. Cette tâche fut, à mon avis, la plus difficile à remplir. Il fallut l'audace et la rapidité de Blucher, avec le génie de Gneisenau, pour ne pas échouer sous les yeux d'un adversaire aussi entreprenant que l'était Bonaparte. Blucher commença par en imposer à son ennemi en feignant de ne pas refuser la bataille que Bonaparte lui offrait dans les plaines de Bautzen [1]. Ce témoignage ne peut être récusé, puisque nous l'empruntons d'un auteur qui ne sera point soupçonné de complaisante partialité en faveur du prussien. Mais Bonaparte se fut à peine désisté de son projet d'attaque, que Blucher pensa à exécuter celui qui avait été arrêté entre les chefs des alliés. Par une marche rapide et hardie où il prêtait le flanc

[1] Victoires et Conquêtes, tom. XXII.

à son adversaire, Blucher alla passer l'Elbe au village d'Elster. Le passage une fois exécuté, sa jonction avec le prince royal de Suède ne fut plus un problème. Mais la tâche n'était encore qu'à demi-remplie, il importait à l'armée de Silésie et à celle du nord de ne pas se commettre avant que leur jonction avec l'armée de Schwartzenberg n'eût été complète. Que de difficultés à vaincre pour arriver à ce terme! Il fallait éviter Bonaparte, qui voulait marcher sur Berlin. Il fallait lui donner le change; il fallait donc à Blucher, non-seulement une extrême rapidité dans sa marche, mais encore beaucoup d'habileté pour dérober pendant plusieurs jours une marche de flanc, à la vue d'un ennemi dont les yeux étaient toujours ouverts. Le 2 octobre Blucher franchit l'Elbe, que le prince royal de Suède ne passa que le 4 à Roslau pour opérer à Dessau sa jonction avec le général prussien. Comment ce double passage put-il être dérobé à Bonaparte? Et comment cet ardent adversaire ne profita-t-il pas de deux jours que Blucher resta séparé du prince royal, pour l'écraser? On ne conçoit pas qu'il pût être aussi mal informé par ses partisans et ses espions. Bonaparte ignorait si profondément le mouvement des armées du nord et de Silésie, qu'il ne se mit en marche que le 11 pour

aller les attaquer et les refouler sur Berlin, où il voulait arriver. C'est alors qu'il apprit que Blucher et le prince royal avaient quitté Dessau. Il crut d'abord avoir imprimé au prince royal un sentiment peu généreux qui lui avait fait repasser l'Elbe; mais il ne tarda pas à être désagréablement désabusé. Il sut que, depuis le 5 octobre, l'armée de Schwartzenberg, les empereurs d'Autriche et de Russie avec le roi de Prusse, avaient levé leur quartier-général de Tœplitz; et que tous leurs mouvemens annonçaient une concentration sur Leipzig. Cette nouvelle lui parvint le 13 : quelques heures auparavant, il avait donné l'ordre à toute son armée de marcher sur la rive droite de l'Elbe, pour aller combattre les deux armées qu'il espérait y rencontrer. Mais, réunis depuis le 10 à Zorbin, les deux généraux (Blucher et le prince royal de Suède) avaient passé la Saale sur différens points. Cette manœuvre a encouru l'improbation d'un général dont on ne peut méconnaître les talens [1]; il s'est étonné de voir deux généraux qui réunissaient cent quarante mille hommes sous leurs ordres, se laisser effrayer par Bonaparte au point de prendre des résolutions aussi désastreuses. « Ils livraient, dit le général, leurs magasins,

[1] Spect. milit., vol. II, page 45.

leurs dépôts, etc. sans avoir vu l'ennemi qu'ils venaient chercher de si loin. » Quant à nous, au lieu d'improuver nous croyons devoir offrir des éloges. Depuis le 5, toutes les armées alliées étaient en mouvement pour attaquer Bonaparte *simultanément*. Si l'armée du nord venait chercher le combat, ce n'était donc pas pour le soutenir isolément. Les alliés découvraient Berlin et abandonnaient leurs lignes d'opérations; mais cet abandon démontra que le sort de l'Europe était remis à une bataille générale, où toutes les chances, calculées et combinées même avec le moins de sagacité, ne permettaient pas de douter de la victoire. L'abandon que les alliés faisaient de cette base première démontre encore combien ils jugeaient dangereux pour Bonaparte le nouvel échiquier qu'il avait résolu de prendre derrière l'Elbe. Il est évident qu'ils hasardaient quelque chose pour lui enlever ses communications avec l'Allemagne. Ils voulaient le contraindre à descendre l'Elbe par la rive droite, et ne lui laisser de ressources que dans sa jonction avec Davoust sur le Bas-Elbe. Mais qu'aurait-on besoin de conjectures? On nous apprend[1] que le plan de Napoléon[1], médité depuis deux mois, était de repasser l'Elbe à Wittemberg, de mar-

[1] Spect. milit., tome II, page 159.

cher sur Berlin, de jetter les alliés entre la Saale et l'Elbe, et d'établir la guerre entre ce fleuve et l'Oder. Eh bien ! les alliés prennent la position à laquelle Bonaparte voulait les obliger ; ils viennent se réunir entre l'Elbe et la Saale ; ils abandonnent entièrement à Bonaparte toute la rive droite de l'Elbe : que va-t-il résulter de tant de concessions ?..... La défaite de Bonaparte, *et le prochain retour du roi légitime* en France.

Mais, pendant que Blücher et le prince royal de Suède passent la Saale et exécutent, à l'abri de tout danger, la célèbre et périlleuse manœuvre dont le succès devait couronner la plus hardie et la plus heureuse conception, toutes les troupes coalisées arrivaient au rendez-vous général, sur les rives de la Saale. On semble désapprouver les directions que le prince de Schwartzenberg prend pour venir donner bataille à Bonaparte. Il est évident que le généralissime a pivoté sur sa droite avec son corps principal, en faisant un changement de front, l'aîle gauche en avant. Il a donc bien certainement voulu se rendre maître de la Saale. Cette volonté lui a été suggérée par les résultats de la bataille de Lutzen, où il avait vu que le terrain avait été entièrement à l'avantage de son adversaire. A cette première réflexion se joignait l'importance dont il était pour lui, de

faire sa jonction avec les armées du nord et de Silésie. Or, sous la protection de la Saale, cette jonction ne devenait plus incertaine. Enfin, il a voulu enlever à Bonaparte ses meilleures communications, et les plus directes qu'il pût avoir en cas de retraite. Schwartzenberg n'avait point les mêmes dangers à courir, en mettant derrière lui les obstacles et les défilés dont les bords de la Saale sont hérissés. La Bavière unie aux alliés devenait pour lui une réserve sur laquelle il pouvait se replier en tout état de choses : c'était une seconde ligne que l'ennemi devait combattre. Si l'armée alliée éprouvait une défaite, l'armée bavaroise, jointe au corps que commandait le prince de Reüss, lui assurait sa rentrée en Bohême ou en Autriche. Les défilés et les terrains difficiles étaient rangés derrière Schwartzenberg, il en était donc maître : ils devaient servir à le protéger au lieu de lui porter préjudice. Passons maintenant aux mouvemens qui ont amené les coalisés sur le terrain que le généralissime avait choisi pour champ de bataille ; et voyons si quelques-uns de leurs corps furent exposés à être compromis avant d'y être arrivés.

Et d'abord, on a vu que, le 5 octobre, les alliés reprirent l'offensive, par un mouvement général vers Leipzig; on a vu que, avant cet

ébranlement général, Blücher avait continué pendant quatre jours la marche de flanc la plus dangereuse, presque à la vue de Bonaparte; qu'il avait passé l'Elbe sans opposition, et opéré sa jonction avec le prince royal de Suède. Voici déjà une grande chance de fortune échappée à Bonaparte, qui n'a point écrasé le prussien dans son mouvement. Pour comble de bonheur, les armées du nord et de Silésie s'étaient, après leur jonction, assuré le moyen de passer à volonté la Mulde et la Saale. C'est aussi à la faveur de tant d'avantages qu'elles purent tellement donner le change à Bonaparte que, tantôt il les crut entièrement séparées, tantôt il crut que le prince de Suède était à Dessau, ou même qu'il était repassé sur la rive droite. Il dût à cette incertitude les fausses dispositions qu'il fit pour aller attaquer ce prince sur la rive droite de l'Elbe et enlever les ponts que les deux armées y auraient construits. Cette tentative se borna à lui procurer des succès, par l'action de la majeure partie de ses forces réunies contre les corps isolés des généraux prussiens Tauenzien et de Thumen : mais elle le jetta dans l'incalculable inconvénient d'avoir mis le long défilé de Düben entre la presque totalité de son armée et le terrain sur lequel les alliés se hâtaient d'arriver. Ceux-ci avaient complètement atteint leur

but : ils s'étaient mis en mesure de livrer la bataille à laquelle ils avaient attaché tout le sort de l'avenir. Quelque prévenu que l'on puisse être en faveur du parti et du chef que l'on a servi, il serait trop injuste de refuser un grand talent à la disposition des marches par lesquelles les alliés effectuèrent leur concentration devant Leipzig. Blücher avait masqué la marche la plus audacieuse par un mouvement offensif de la cavalerie de Wasilitchkow sur celle de Latour-Maubourg, et par une canonade sur Meissen ; et la jonction qu'il opéra avec le prince royal de Suède réunit une masse imposante de cent-vingt mille hommes. Cependant, Bonaparte n'a point défait ces deux généraux quand ils étaient isolés ; il ne les a pas tenus séparés quand il avait une position centrale ; il ne les a même pas troublés dans les opérations les plus délicates de la guerre, des passages de rivières, des marches de flanc et une jonction d'armée ! Pour avoir exécuté d'aussi grandes choses, il semble pourtant que ces deux généraux méritent quelques éloges. Il jettèrent leur pont à l'embouchure de la Mulde dans l'Elbe ; le choix de ce point serait-il aussi sans quelque mérite ? Il leur donne pourtant la facilité d'éviter le combat au gré des circonstances, ou de le recevoir avec leur armée en masse ; tandis que leur ennemi était

obligé de se diviser pour combattre, s'il ne voulait pas passer un fleuve de vive force avant de les aborder. A cet immense avantage, ils joignent celui de n'être plus éloignés que d'une marche de la Saale, rivière bien plus difficile encore que la Mulde. Ils y conservent des ponts qui, ne pouvant leur être ôtés, leur laissent la certitude de se réunir à la grande armée commandée par le prince de Schwartzenberg.

Bonaparte, après avoir acheminé ses troupes vers Dessau, part de Dresde pour se porter sur Blücher, qu'il croit isolé. Le 10 octobre, le quartier-général de Napoléon est à Düben; mais, le même jour, pendant la nuit, le prince royal et Blücher ont passé la Saale et mis une seconde barrière entre eux et Bonaparte. Nous ne partagerons pas l'avis de ceux qui attribueront à la timidité ce mouvement des armées du nord et de Silésie. Les alliés voulaient écraser leur adversaire sous le poids de leurs masses : toute attaque partielle devenait donc une faute pour celui des corps alliés qui l'aurait engagée ou reçue.

Bonaparte apprend enfin, le 13 septembre, et la défection de la Bavière, et le mouvement général des alliés sur Leipzig. Il n'était plus temps de se faire illusion. Peut-être vit-il alors que le projet de transporter la guerre, par une contre-manœuvre

sur la rive droite de l'Elbe, ne ferait qu'accélerer la ruine que le passage de la Marne devait causer six mois plus tard. Il prend donc le seul parti qui lui restait, celui de venir recevoir la bataille que les alliés allaient lui offrir dans les plaines de Leipzig, heureux encore s'il avait le temps et l'espoir d'entamer une des nombreuses colonnes qui s'avançaient contre lui ? Schwartzenberg avait dû les multiplier, pour donner des inquiétudes à son adversaire sur plusieurs points à la fois, et pour dissimuler par là son véritable projet. Cette disposition avait encore facilité la sortie de son armée des montagnes qui séparent la Bohême des plaines de Leipzig : mais pouvait-on si aisément entreprendre l'une des colonnes sans qu'elle eût été promptement dégagée par une attaque ou par une manœuvre d'une des autres colonnes? Cette solution doit ressortir de la disposition des troupes chargées de tenir en échec l'armée de Bohême, et de la manière dont le prince de Schwartzenberg ordonna la marche de ses différens corps.

Deux généraux, Murat et le maréchal Saint-Cyr, furent chargés de garder le débouché des montagnes. Leur quartier-général indiquera la position de leurs troupes et la tâche que chacun d'eux eût à remplir. Destiné à fermer le

débouché des montagnes, Murat avait mis son quartier-général à Freyberg; et le maréchal, auquel était confié le soin de garder Dresde, avait premièrement établi le sien à Pirna.

Le prince de Schwartzenberg pousse, la veille de son mouvement général, les corps de Klenau et de Platow sur Chemnitz, et celui de Witgenstein sur Altenbourg. Le lendemain, il porta son quartier-général à Marienberg, ce jour même où Bonaparte faisait marcher la presque totalité de ses troupes sur Düben. Le lendemain, ces mouvemens, continués en avant, décident la prise, la perte et la reprise de Pénig par Klenau, tandis que Witgenstein se loge dans Altenbourg; mais Witgenstein et Klenau n'avaient pu s'établir dans Pénig et Altenbourg, qu'en chassant Murat devant eux. Celui-ci, délogé successivement de Marienberg et de Rochlitz, vint, le 11 octobre, prendre position à Wachau, où les circonstances imposaient impérieusement un terme à sa retraite.

Wittgenstein et Klenau avaient agi au centre et à la gauche de l'armée de Schwartzenberg : le généralissime fit marcher sur sa droite les généraux Bubna, Beningsen et Collorédo contre les troupes que commandait le maréchal S.t-Cyr. Ces austro-russes, après avoir tenu le maréchal en échec sur les deux rives de l'Elbe, l'obligèrent à

rentrer dans Dresde, et se dirigèrent rapidement sur Leipzig.

Si on parcourt attentivement la carte, si on suit l'itinéraire de chaque colonne, on verra que toutes s'ébranlèrent par échelons : les corps les plus nombreux marchèrent aux ailes, et la réserve de l'armée, suivie du grand quartier-général, fut au centre.

Nous avons vu que, lorsque Klenau attaquait Murat de front, les corps bien plus nombreux de Platow et de Wittgenstein menaçaient de le prendre à revers.

Le quartier-général suivait, une marche en arrière. Par cette disposition, le centre de l'armée, que le généralissime conduisait en personne, était toujours prêt à soutenir ou à recueillir les corps chargés d'écarter l'ennemi par la force, ou de le déloger par des manœuvres, s'il s'opposait à l'arrivée de l'armée sur le champ de bataille.

Le prince de Schwartzenberg refusant encore, dans son mouvement général, le centre et l'extrême droite de son armée, atteignait graduellement l'ordre dans lequel il voulait combattre; il réduisait Bonaparte à combattre avec un fleuve à dos, et à n'avoir plus derrière lui ses communications, qu'il aurait dû couvrir durant l'action.

Au moyen de l'ordre en échelons, que Schwartzenberg avait adopté dans sa marche, toute résistance de la part de l'ennemi, pour empêcher une colonne de déboucher, devenait inutile : la colonne entreprise, restant sur la défensive, attendait que la colonne la plus voisine la dégageât par un mouvement qui menaçait de prendre à dos l'ennemi; il semble donc que Schwartzenberg, n'a pas encouru les reproches qui lui sont adressés [1]. Si le généralissime commit une faute en s'enfonçant dans des terrains remplis d'obstacles, Bonaparte en commit une bien plus grave en ne l'en punissant pas; aurait-il pu avoir un moment d'absence, ce génie transcendant. Que doit-on penser?.... Bonaparte avait prévu la manœuvre de Schwartzenberg, et il la lui laisse consommer sans en tirer avantage! il engage par une fausse manœuvre la presque totalité de son armée dans un long défilé qui la sépare des troupes qu'il a livrées aux coups de son adversaire; *de même il cède le terrain que cet adversaire a choisi pour champ de bataille.* Certes, Bonaparte devait bien compter sur la fortune pour s'attendre à revenir, *sans avoir eu à s'en*

[1] Spectateur militaire, tome II.

plaindre, sur le terrain où on a dit qu'il désirait combattre les alliés [1].

Des rapports plus fidèles viennent pourtant l'instruire que les alliés sont sortis des défilés de la Bohème, et qu'ils marchent sur Leipzig; que Blücher et Bernadotte lui ont abandonné tout à la fois la rive droite de l'Elbe et le chemin de Berlin; et qu'ils se sont joints avec Schwartzenberg. Il ordonne à l'armée de retrograder sur Leipzig, où il sait que les alliés ont acculé Murat. Il sait aussi qu'ils ont forcé le maréchal S.t-Cyr à se jetter dans Dresde. Reconnaissons ici le caractère de Bonaparte: prompt à résoudre, il n'hésite plus; il retourne en toute hâte à Leipzig, recevoir la bataille qui va lui être présentée. Tout autre peut-être eut été effrayé à la vue du long et seul défilé par où toute son armée devait s'écouler, depuis Düben jusque non loin de Leipzig : Bonaparte, sans se troubler, ne pense qu'à régler la marche des différens corps de manière à ce qu'aucun embarras n'entrave leur rapidité. Un danger paraissait éminent : l'armée en défilant parallèlement à la Saale, prêtait le flanc à Blücher et au prince de Suède. Bonaparte pare à ce danger. Il fait prendre position aux troupes qu'il destine à cou-

[1] Spect. milit., vol. II, page 183.

vrir sa marche, parallèlement à la rive droite de la rivière ; c'est-à-dire, faisant front à la basse Saale : ce sont les expressions dont les narrateurs du temps se sont servis [1]. Mais combien ces troupes n'étaient-elles pas exposées, dans cette position ? elles prêtaient le flanc à l'armée de Schwartzenberg. Celle-ci après avoir débouché le 14 entre la Pleiss et la Saale, marchant droit devant elle, arrivait sur le flanc des troupes que Bonaparte avait placées le 13, faisant front à la basse Saale. L'expérience a prouvé que les deux partis ne pensaient qu'à se joindre dans les plaines de Leipzig. Ils devaient rendre cette ville témoin d'une des plus sanglantes batailles et de la plus remarquable par le nombre des combattans et par la qualité des chefs.

Si cependant on admet que le prince de Schwartzenberg fut parfaitement instruit de tout ce qui se passait dans l'armée ennemie, on peut l'accuser d'avoir mis trop de lenteur dans sa marche sur Leipzig. Il n'ignorait pas les mouvemens que Bonaparte faisait depuis le 5 octobre, et il aurait dû savoir l'heure à laquelle son adversaire

---

[1] Spect. milit., vol. II, page 187 ; ou Victoires et Conquêtes, vol. XXII.

avait lui-même quitté Dresde le 8. Or, il connaissait trop bien le pays pour ignorer le danger que courait Bonaparte dès qu'il aurait franchi le défilé de Duben. Il semble donc que le prince de Schwartzenberg aurait dû être préparé à se jeter avec des masses bien supérieures sur les troupes de son adversaire, lorsque la majeure partie de celles-ci auraient été embarrassées dans le défilé. Il semble que Schwartzenberg avait toutes les données nécessaires pour régler l'arrivée de ses principales forces aux environs de Leipzig. La position que tenaient dans ce moment les armées du nord et de Silésie lui avait révélé que le mouvement de Bonaparte sur Dessau serait sans résultat; on sera pourtant moins prompt à accuser la lenteur apparente du prince de Schwartzenberg, si on remarque qu'il est bien difficile que dans une marche aussi compliquée, tout se soit exécuté si fort à point que l'ensemble n'ait éprouvé quelque retard et le général de fréquentes contrariétés; et que voulant être à portée de servir de point d'appui à sa droite dans son mouvement contre le maréchal S.t-Cyr, il ne pouvait faire avancer sa gauche qu'avec mesure; mais si les empêchemens n'avaient pas été pour le prince tels qu'on les suppose ici avec assez de vraisemblance, c'est donc le

14 octobre, que Schwartzenberg, dont toutes les troupes s'étaient ébranlées depuis le 4, aurait dû attaquer Leipzig avec la plus grande vigueur pour pouvoir se porter au débouché du défilé de Duben. Si le prince n'eût pas été en état d'entreprendre avec les troupes qu'il avait, au moins aurait-il dû se rapprocher par sa gauche le plus près possible de la Saale pour soutenir les attaques que Bonaparte redoutait de la part des armées du nord et de Silésie. Les tentatives que le prince royal et le général prussien auraient pu faire, dépendaient de leur volonté, puisqu'ils avaient à leur disposition des ponts sur la Saale. Quant au terrain que le prince de Schwartzenberg destinait à servir de théâtre à la grande action qu'il méditait, il ne pouvait jamais en être privé. Les corps de Colloredo et de Béningsen, dont il n'était plus au pouvoir de Bonaparte d'empêcher l'arrivée, auraient occupé tous les points qui rendaient maîtres de ce terrain.

Ce ne fut que le 14 octobre, que les alliés, débouchant dans les plaines de la Pleiss, rejettèrent Murat à la vue de Leipzig. Les alliés en prenant ce jour là l'offensive, n'avaient d'autre intention que de reconnaître les forces que Bonaparte avait déjà concentrées aux environs de Leipzig et de juger des dispositions les plus con-

venables au terrain. Le lendemain de cette reconnaissance se passa dans le calme. Il servit aux deux partis à rapprocher les troupes de Leipzig, centre de l'action. Bonaparte fut le plus intéressé à cette inaction; car, par sa fausse manœuvre sur Dessau, ses troupes se trouvaient les plus éloignées. Les inconvéniens de cet éloignement s'étaient encore agravés par le retard qu'un défilé à traverser et une seule route à suivre avaient apporté à l'écoulement de ses troupes. On pourrait, avec quelque apparence de raison, improuver le prince de Schwartzenberg, si bien servi par ses espions et ses partis, de n'être point arrivé le 15 avec assez de troupes pour pouvoir emporter Leipzig. Cependant, si cette erreur avait été causée par l'absence des corps de Béningsen, Bubna et de Colloredo; si Schwartzenberg avait pu craindre de ne pas entrer en lice avec des forces qui devaient lui donner quelques jours plus tard, une grande supériorité numérique, cette erreur mériterait des éloges; car le retard qui fut mis dans la jonction des corps qui viennent d'être cités fut le résultat d'un calcul sage et prudent. La manière dont ces généraux avaient manœuvré avait servi à masquer la marche de la grande armée, et favorisé le débouché des montagnes de la Bohême. On ne peut

donc pas inculper le prince de Schwartzenberg de n'avoir rien entrepris le 15.

Au rapport de ses généraux [1], Bonaparte a organisé ses troupes pour la grande bataille; ses troupes, ajoutent-ils, diminuées par les pertes de tant d'affaires et par les fatigues de tant de marches: Schwartzenberg a donc atteint le premier but qu'on lui a supposé [2]. Il a harcelé, fatigué, affaibli son ennemi avant d'en venir à l'affaire générale qui va préparer sa chute. Concluons de cette expérience, qu'avant de commencer une guerre, il faut s'être formé un système fondé sur le caractère du général que l'on va combattre, sur le caractère national des troupes qui composent son armée, sur leur tactique particulière et la valeur intrinsèque des différentes armes qui composent cette armée. C'est au 16 octobre qu'il est réservé de préluder par de nouveaux combats à une des plus mémorables journées que les archives des peuples militaires transmettront à la postérité, « et l'ennemi, dit le général que nous prenons pour guide, se trouve sur le terrain où Napoléon a voulu le placer; mais il intercepte toutes les

[1] Spect. milit., tome II, page 184.

[2] Vict. et Conquêtes, tome XXII, page 359; et Spect. milit., tome II, 4.e liv., pag. 155 et 40.

routes qui conduisent vers nos frontières menacées »[1]. Il nous semble que le terrain où Bonaparte n'avait plus de communications avec ses frontières n'était pourtant pas celui où il devait chercher une bataille générale : nous en avons souvent établi le principe. Son adversaire, plus heureux, restait lié avec la Bohême et la Prusse[2]

Nous n'admettons pas davantage que les alliés commirent une faute en concentrant leurs troupes sur un point rapproché de l'Elbe. Ils tenaient leur ennemi resserré entre eux et le fleuve. Or, quoique cet ennemi eût des ponts et des places fortes sur ce fleuve, il n'en était pas moins réduit à combattre, ayant une rivière (la Mulda) et un fleuve (l'Elbe) à dos.

Privé de ses communications avec ses frontières, Bonaparte ne pouvait les reconquérir que par la victoire; mais quel est le général qui fut jamais physiquement certain de vaincre? Enfin, le terrain sur lequel Bonaparte allait donner ou recevoir la bataille, était, dans la majeure partie de son étendue, tout à l'avantage de la cavalerie; et on ne pouvait pas contester aux alliés une supériorité décidée dans cette arme : cette supé-

---

[1] Spectateur militaire, tome II, page 18?.

[2] *Id.*, *id.*, page 27.

riorité n'eût-elle résidé que dans le plus grand nombre et dans la qualité des chevaux, qui, de toute manière, avaient moins souffert que les siens. Il semble, d'après ces observations, que ce n'est pas sur ce terrain qu'il aurait dû vouloir placer son adversaire.

CHAPITRE LVIII.

Les armées sont en présence. — Le prince de Schwartzenberg sait qu'il sera attaqué le 16 octobre. — Les forces du prince ne sont pas réunies ; quel devait être son but. — Description et division du terrain. — Quel pouvait être le but de Bonaparte en combattant. — — Répartition des attaques entre les généraux alliés. — Affaire du 16, dite de Wachau. — Les deux armées conservent leurs positions primitives. — Lequel des deux partis pouvait s'attribuer la victoire. — Le 17 octobre, à la pointe du jour, les souverains reparaissent sur le champ de bataille. — Les armées n'en viennent point aux mains. — Lequel des deux partis était intéressé à cette inaction. — Bataille de Leipzig. — Le grand-duc Constantin engage l'affaire avec le régiment autrichien de Devaux. — La victoire est aux alliés. — Bonaparte abandonne Leipzig. — Sa retraite. — Comment il est poursuivi. — Les souverains alliés arrivent à Francfort, où ils mettent leur quartier-général. — La campagne de 1813 est terminée. — Incertitude sur la continuation de la guerre.

Enfin, le 16 octobre, les armées sont en présence; Bonaparte va livrer cette bataille que les alliés ont évitée si long-temps [1]. Quelques accidens

[1] *Voy.* Spect. milit., II.e vol., p. 170.

imprévus ont sans doute retardé d'un jour cet événement; car on voit, par la lettre que Murat écrivait, et par celle que Napoléon avait précédemment adressée au duc de Bassano [1], qu'il devait avoir réuni son armée dès le 14 octobre. Certes, il était trop habile pour avoir perdu un jour, quand il savait que chaque heure rapprochait de lui des forces supérieures : il était par conséquent de son intérêt de précipiter le moment de cette affaire générale si désirée [2], tandis qu'il était dans les intérêts de Schwartzenberg de le retarder de trois jours.

Le généralissime autrichien acquiert la certitude que Bonaparte l'attaquera le 16 avec toutes ses forces réunies : il se décide à prendre l'initiative. Cette résolution, d'accord avec tous les principes, était, dans l'état présent de la guerre, bien plus savante encore. L'ennemi qu'il combattait, sent en attaquant le premier, ses forces morales doubler ses forces physiques. Mais si Schwartzenberg pouvait espérer de vaincre, il voyait lui échapper le but stratégique que l'intérêt général lui prescrivait d'atteindre. Il s'était flatté qu'après avoir réuni toutes les forces

[1] Spect. milit., vol. II, lettre de Murat.

[2] *Id.*, vol. II, lettre du général Pelet.

des alliés, leur extrême supériorité numérique lui donnerait la faculté de fermer à Bonaparte le retour sur ses frontières. Vouloir barrer le passage à un ennemi brave et expérimenté en lui opposant partout des forces supérieures, est une entreprise plus que hardie; le tenter à nombre égal, est une folie.

La victoire que les deux partis allaient chercher devait être décisive; elle cessait de l'être si, de part et d'autre, on gardait son terrain. Dans l'état actuel des choses, Schwartzenberg devait accabler Bonaparte; et celui-ci devait se dégager du mauvais pas dans lequel il était tombé. Quel but devait donc avoir le prince Schwartzenberg, obligé de combattre le 16, avant d'avoir réuni ses forces? Celui de retenir l'ennemi dans ses positions jusqu'à ce que l'action simultanée de tous ses corps d'armée lui permît de le renfermer dans Leipzig. La principale tâche de Schwartzenberg était donc de maintenir ses communications avec Blucher, qui lui-même était lié au prince royal de Suède. Il n'était pas moins important pour le généralissime de couvrir les routes par lesquelles Beningsen et Collorédo venaient le joindre. Ce double objet dirigea tout son plan d'attaque et de défense. On lui reproche encore d'avoir, dans le premier combat, trop

étendu sa ligne; on trouve vicieuse la demi-circonférence qu'il forma autour de Leipzig, qui en fut le centre, et dont par conséquent, la ligne de bataille de Bonaparte ne pouvait être que le diamètre. Il est évident que l'extension était toute entière au désavantage du chef des alliés. Mais, avant de lui adresser un reproche, ne perdons pas de vue qu'il eut pour double but et de maintenir ses communications avec les corps qui devaient le joindre, et de retenir Bonaparte dans les positions où il le combattait. A cette première observation ajoutons celle du terrain qui servait de théâtre à l'action, et considérons la qualité des armes qui composaient les deux armées opposées. Ce terrain peut être divisé en trois parties très-distinctes : de l'est au midi, entre la Partha et la Pleiss, en y comprenant le Gossel; au sud, entre la Pleiss et le haut Elster; enfin, de l'est à l'ouest, entre la rive gauche de l'Elster et la rive droite de la Saale.

Le terrain entre la Partha et la rive droite de la Pleiss est chargé de villages; mais ne présentant partout que des surfaces planes, il offrait un vaste champ à la cavalerie dans laquelle les alliés plaçaient leur confiance. Ce terrain légèrement ondulé favorisait encore l'emplacement de la nombreuse artillerie des alliés et n'en gênait point la

mobilité : c'était par-là que passait la route de Chemnitz et que devaient arriver les généraux Beningzen et Collorédo. C'était donc sur cette partie du terrain, que les efforts et l'attention devaient se concentrer ; les autres ne devaient plus être considérées que comme auxiliaires, ou servant à manœuvrer.

L'intervalle qui séparait la Pleiss de l'Elster était moins dégagé d'obstacles : des fonds marécageux et des bois le remplissaient. Cette partie ne pouvait donc servir qu'à la défensive. Mais aussi avait-on lieu d'espérer qu'on n'y serait pas forcé. Le prince de Schwartzenberg y plaça les réserves autrichiennes, et conçut le projet d'y manœuvrer. Il était à présumer que si les démonstrations qu'on y ferait, donnaient de l'inquiétude à Bonaparte, il y opposerait des troupes, ce qui l'affaiblirait sur quelques points de sa ligne : le dessein du généralissime était d'en profiter, pour refouler sans peine dans Leipzig la masse qu'il avait intérêt d'y contenir.

Enfin, la dernière partie dans laquelle nous avons divisé le terrain, celle qui s'étendait à l'ouest entre le bas Elster et la Saale, renfermait les débouchés naturels qui pouvaient ramener Bonaparte à ses frontières. Cette partie devait être d'autant mieux gardée, que c'était par-là que

le prince de Schwartzenberg se liait à l'armée du nord. Mais croire que le premier de tous les soins de Bonaparte fut de conserver ses communications, eût été mal le connaître. Le premier besoin qu'il éprouvait, était d'accabler son ennemi. Il était donc certain qu'il s'attacherait à le combattre sur le point où il croirait pouvoir y parvenir. C'était donc entre la Partha et la Pleiss. Là, le terrain se prêtait davantage au déploiement de ses forces qu'il pouvait croire alors égales à celles de Schwartzenberg; et à forces égales, il avait la confiance de vaincre. D'ailleurs, comme le terrain entre la Saale et le bas Elster était le plus susceptible de chicanes, il ne douta pas que l'intelligence de ses soldats n'y obtînt la supériorité. De plus, il devait penser que les troupes ennemies qui seraient adossées de près à la Saale, craindraient d'y être renversées et ne feraient par conséquent qu'une molle résistance aussitôt qu'elles verraient le corps principal céder. Ce que Bonaparte avait le plus à redouter dans l'attaque de la partie ouest, était de voir pénétrer les autrichiens dans Leipzig; mais des ouvrages de campagne couvraient cette ville où l'on ne pouvait arriver qu'en passant plusieurs ponts, pour se battre ensuite dans les rues. Quelque faible que fût le nombre auquel il avait remis la garde de

cette ville, il dut néanmoins présumer qu'il en resterait maître durant toute l'action. Revenons à l'ensemble du terrain sur lequel se passa l'action du 16 octobre, appelée par les deux partis la bataille de Wachau.

Après avoir remarqué que la Pleiss vient se jeter dans l'Elster un peu au-dessous de Leipzig, concevons toute l'étendue du terrain partagée en trois champs de bataille. L'un sera compris entre la Partha et la route de Halle, par laquelle arrivait l'armée du nord; c'est là que combattit Blucher contre les maréchaux Marmont et Ney.

Le second s'étendra de la rive gauche de la Partha à l'Elster : c'est là que Bonaparte s'opposera aux souverains alliés et à leur généralissime.

Enfin, sur le troisième, compris entre le haut et le bas Elster, formant une courbe rentrante vers Leipzig, agiront les généraux autrichiens Giulay et Merveld. Ils auront derrière eux la Saale et les routes qui, des bords de cette rivière, vont à Leipzig. De nombreux villages couvrent toute la surface dont il vient d'être parlé: c'est par conséquent autant d'attaques et de défenses de postes qui rempliront la durée de l'action; car, si dans certaines parties du terrain une arme particulière peut déployer tout son jeu, ses

mouvemens doivent être appuyés par l'occupation du village qu'elle voudra dépasser; autrement, les feux qui en partiraient, prenant les troupes en flanc ou à revers, les forceraient de rétrogader après avoir supporté d'énormes pertes.

Dans tous les combats, l'arme qu'on a le plus d'intérêt d'employer et le but stratégique qu'on s'est proposé d'atteindre, indiquent les points les plus propres soit à la défensive, soit à l'offensive. Dans la bataille qui s'engageait, le prince de Schwartzenberg devait se rendre maître entre la Partha et la Pleiss des points qui, couvrant un plus grand espace, donnaient plus de jeu à sa cavalerie.

Il devait s'emparer de ceux qui, situés sur la Pleiss, lui procuraient le moyen de déboucher derrière les troupes qu'il aurait vis-à-vis de lui.

Il devait, entre le haut et le bas Elster, occuper les points qui fermaient les débouchés de la Saale et le liaient avec l'armée du nord.

Enfin, ce généralissime devait chercher à pousser son adversaire de poste en poste jusqu'à Leipzig.

Le général Blücher ne pouvait avoir en vue que de se joindre au prince de Schwartzenberg, puisque c'est dans un cercle de feux qu'on voulait placer

Bonaparte, dont tous les efforts ne pouvaient tendre qu'à conserver ses communications avec la Saale : car s'il eût voulu manœuvrer pour couper le prince Schwartzenberg de ses communications, en l'isolant des frontières de la Bohême, c'eût été une aberration de tous les calculs ; elle aurait attesté une ignorance profonde de la situation des troupes ennemies et de l'état des choses. L'armée bavaroise unie au corps du prince de Reüss, était devenue une base mobile sur laquelle l'armée alliée du midi pouvait s'appuyer à tout événement : elle assurait à Schwartzenberg sa rentrée en Autriche et en Bohême. Mais admettons que le prince de Schwartzenberg entièrement séparé de Blücher pût être coupé de la route de Chemnitz par les masses qu'on aurait portées sur son extrême droite : les corps de Colloredo et de Béningsen n'assuraient-ils pas, par la direction de leur marche, la conservation de cette communication ? N'eût-il pas fallu qu'après avoir écarté Schwartzenberg, Bonaparte eût combattu des troupes fraîches formant un ensemble de cinquante mille hommes ? Il lui était donc difficile d'ôter même par la victoire les moyens de retraite à son adversaire, tandis que sa défaite mettait les siens entièrement à la merci du vainqueur. Ainsi, la position dans laquelle Bonaparte allait combattre lui promettait

des résultats bien moins favorables que ceux que son adversaire pouvait espérer de la sienne. Elle avait cependant un avantage que l'on a voulu faire ressortir avec éclat à Leipzig comme à Dresde : elle le mettait en possession de la ligne intérieure, ce qui lui procurait la faculté de se porter en masse sur les points qui étaient à sa convenance, et de former des attaques d'ensemble, quand ses ennemis, obligés de rester disséminés, étaient réduits à n'opposer que des résistances partielles.

Dans la répartition des attaques, Giulay eut ordre d'enlever le village de Lindenau qui fermait la Saale.

Par l'occupation de Mackern, Blücher dut lier l'armée du nord avec celle du midi.

Le village de Connevitz, situé sur les bords de la Pleiss, appelait spécialement l'attention du prince de Schwartzenberg; il en confia l'attaque au comte de Merveld. Quant au corps que le généralissime voulut commander en personne, entre la Partha et la Pleiss, il résolut d'en borner toute l'action au jeu de l'artillerie et aux manœuvres de la cavalerie. Un village ou un poste ne dut être attaqué qu'autant qu'il appuyerait un mouvement de cette arme, ou qu'il procurerait à l'artillerie une de ces ondulations de terrain favorables à un établissement de batteries.

L'étendue qu'il fallait embrasser, le projet de renfermer Bonaparte dans une enceinte si resserrée, qu'il dût, ou combattre jusqu'au dernier homme, ou déposer les armes, exigeaient que le prince de Schwartzenberg n'engageât l'affaire générale qu'après avoir été joint par les comtes de Bubna, Colloredo, Béningsen et le prince royal de Suède. Cependant les raisons morales que nous avons exposées l'emportèrent sur les raisons de guerre : les alliés prirent l'initiative.

Le 16, à neuf heures du matin, leur artillerie, placée sur une ligne énormément étendue de l'ouest à l'est, préluda aux attaques des généraux Wittgenstein et Klenau. Ils les commencèrent au même instant entre la Partha et la Pleiss à laquelle s'appuyait Wittgenstein. Klenau s'avançait à l'est du champ de bataille, sans avoir de point d'appui pour sa droite ; ces deux généraux marchèrent sur Lieberwolkowitz et Vachau, d'où ils cherchèrent à déloger l'ennemi. Je n'entrerai point dans les détails de ces différentes attaques, alternativement repoussées et victorieuses. pour rendre avec une exacte vérité toutes les vicissitudes d'un combat, il faudrait avoir les rapports des différens commandans de corps dans les deux partis, écrits de bonne foi de part et d'autre ; et on ne peut pas y pré-

tendre. Je n'ai pour guide que ma mémoire après un intervalle de quinze ans. Aussi ne me voit-on parler que du point ou je me suis trouvé; c'est le seul engagement que j'ai pris. Cependant dans cette circonstance, je dirai quels ont été les événemens et leurs résultats, parce que je les ai connus.

On combattit depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit entre la Partha et la Pleiss. Les villages de Lieberwolkowitz, Vachau, Marckleberg, Crobern et Gossa furent tour-à-tour le théâtre de l'action; pris, perdus et repris par les deux partis. Bonaparte dirigea ses efforts contre l'aile droite du général Klenau, qui n'était point appuyée. La gauche, que formait Wittgenstein, couverte par la Pleiss, aurait offert plus de difficultés à vaincre.

Bonaparte, attaqué quand il voulait engager le combat, suivit en cette occasion la marche tracée par les principes et inspirée par son génie. Tandis que ses généraux défendaient les villages sur lesquels Wittgenstein et Klenau avaient porté les premiers coups, il prit l'offensive. Il attaqua les troupes de son adversaire sur les points où il ne jugea pas seulement qu'il serait le plus aisé de les renverser, mais où il pensa que, après les avoir enfoncées, il pourrait prendre à revers les corps

qui auraient gagné du terrain et les forcer de rétrograder. Par l'attaque à laquelle il s'attachait, il avait encore l'avantage de menacer la route de Chemnitz. Il jugeait que le sort de son adversaire était attaché à cette grande base d'opérations : de plus, il pouvait croire Beningsen et Collorédo dans une autre direction, ou bien devenus, par les combinaisons du généralissime, étrangers à cette grande action.

Si, comme nous le présumons, le prince de Schwartzenberg n'avait en vue que de retenir Bonaparte dans la position qu'il occupait, en se maintenant lui-même dans la sienne, il ne pouvait pas désirer un champ de bataille plus propre à servir ses projets. Les villages dont la plaine était couverte n'étaient pas les seuls points d'arrêt qu'il eut contre son ennemi : le terrain, légèrement ondulé, donnait successivement des positions graduellement disposées en échelons. Séparées par des fonds sur lesquels elles se déprimaient par une pente insensible, ces positions conservaient la nature d'une plaine. Elles n'en offraient pas moins des commandemens avantageux pour des emplacemens de batteries qui en faisaient autant de lignes de résistance. La cavalerie, surtout, pouvait agir partout quand on avait préparé son action par des points d'appui. Mais il était diffi-

cile de concevoir une de ces grandes manœuvres où l'habileté secondée par la nature du terrain, en permettant de triompher sur un point essentiellement principal d'une ligne, entraîne la défaite du reste. Ici, celui qui était repoussé d'un poste trouvait bientôt le moyen de se remettre et de reprendre l'offensive à la faveur d'un nouvel accident du terrain : ce fut aussi cette alternative de succès qui remplit presque toute la journée, entre la Partha et la Pleiss.

Les premières troupes alliées qui avaient été lancées eurent besoin d'être soutenues par des détachemens de la réserve : les grenadiers russes furent envoyés pour appuyer Wittgenstein. Le point qu'il fallait défendre était une tuilerie en arrière de Wachau. Située dans un fond, elle couvrait le pied de la côte sur laquelle le nouveau renfort se rangea. Les russes y résistaient avec opiniâtreté. En arrière de cette position, se tenaient les deux empereurs et le roi de Prusse, ayant avec eux les gardes russes et prussiennes. Leurs Majestés étaient exposées, comme le plus simple officier. La position que les monarques avaient choisie aurait encore coûté à l'ennemi beaucoup de peine à forcer, en supposant qu'il fût parvenu à balayer toutes les troupes qu'il avait devant lui. Elle dominait le terrain sur lequel on combattait; elle

en était séparée par deux ruisseaux. Ces obstacles, dangereux pour les troupes qui auraient dû franchir leurs bords marécageux, le devenaient bien plus encore pour celles qui auraient poursuivi que pour celles qui se seraient retirées, parce que le terrain qui en commandait les approches aurait favorisé les retraites et arrêté les vainqueurs. La situation des troupes engagées en avant des lignes que formaient les grenadiers devint un moment critique. Elles furent repliées, et la cavalerie ennemie menaçait de charger les grenadiers. Le brave général Rajewski, qui les commandait, homme impassible au milieu du danger, fit former les carrés. A l'instant, parut un jeune officier autrichien. Il portait un uniforme avec paremens bleu clair, et devait appartenir aux cuirassiers de Sommariva ou aux dragons de Risch. Cet officier était probablement adjudant d'un général ou d'ordonnance. « Colonel, me dit-il, « le prince de Hombourg fait demander comment « cela va ? — Très-mal, répondis-je. Où est le « prince ? — Très-près d'ici, avec sa colonne, « répliqua-t-il. » Je ne pouvais le découvrir : le terain par où il arrivait était couvert d'arbrisseaux. « Vîte, dis-je au jeune officier, que le prince arrive; il n'a qu'à marcher droit en avant, il tombera sur le flanc de l'ennemi. » Le général

Nostitz ne tarda pas, en effet, à se montrer. A peine se donna-t-il le temps de former ses premiers escadrons, qui devaient défiler pour passer la Pleiss; il tombe sur le flanc de l'ennemi avec la plus grande impétuosité : il l'arrête et le renverse par ses charges, auxquelles bien d'autres allaient succéder. Presque toute la cavalerie de la réserve autrichienne arrivait avec son infanterie. Les affaires furent ainsi promptement redressées. Le général Nostitz, dont j'admirai la résolution, rendit aux alliés un service signalé.

Le général Rajewski rompit les carrés, qui ne firent point feu, parce que l'ennemi n'arriva pas sur eux. Je ne conçois pas comment un estimable écrivain a pu montrer les souverains agités. Dans la position où ils étaient, ils pouvaient juger par leurs yeux des chances que couraient les troupes qui étaient aux prises, et ne pouvaient pas douter que le corps des grenadiers russes opposerait de la résistance; ils savaient que l'ennemi, pour arriver à eux, devait franchir un terrain susceptible d'être aisément disputé, et qu'il rencontrerait ensuite l'élite des armées que formaient les nombreux régimens des gardes dont ils étaient entourés. L'on convient, sur preuves incontestables, que les trois monarques étaient doués d'une valeur personnelle qui, même de l'aveu de cet

écrivain, les faisait s'exposer au-delà des bornes que des souverains doivent se prescrire : comment a-t-il pu représenter ces monarques inquiets et les officiers qui les entouraient éclatant en reproches contre le prince de Schwartzenberg, pour avoir franchi la Pleiss malgré l'avis de ces sages conseillers [1] ; je ne comprends pas plus pourquoi on aurait fait un crime au généralissime d'avoir voulu passer la Pleiss ; et d'abord de quel côté de cette rivière aurait-on désiré qu'il restât? Aurait-on voulu qu'il se plaçât sur la rive gauche, entre elle et l'Elster? Mais alors il eût cédé à Bonaparte le champ de bataille le plus favorable que les alliés pouvaient prendre. Nous avons développé les avantages qu'il procurait à la cavalerie et à l'artillerie, dont l'une, chez les alliés, était supérieure en qualité, et l'autre plus nombreuse que dans l'armée de Bonaparte. C'est alors que ce dernier aurait manœuvré entièrement par sa gauche, que son génie entreprenant et hardi lui aurait fait exécuter d'audacieuses manœuvres sur le flanc droit des alliés, et qu'ils auraient totalement compromis la route de Chemnitz. Ce n'est donc pas sur la rive droite de la Pleiss qu'on peut accuser Schwartzenberg de s'être porté. [2]

---

[1] Spect. milit., II.me vol.

[2] *Id.*, II.me vol.

Peut-on également blâmer le généralissime d'avoir tenu de gros corps sur la rive gauche de la Pleiss? Ils étaient séparés, il est vrai, de la première masse agissante; mais qu'on observe que les moyens de passage étaient nombreux et que la destination de ces corps était décisive : qu'on ne perde pas de vue qu'il était indispensable d'ouvrir et de soutenir une liaison avec l'armée du nord; qu'il fallait en même temps fermer le passage à Bonaparte vers la Saale, si, refusant le combat dans les plaines de Leipzig, il ne cherchait qu'à couvrir par des démonstrations aggressives sa marche sur Lützen et Weissenfels. Or, toutes ces conditions n'étaient garanties et ne pouvaient l'être que par les corps placés entre la Pleiss et l'Elster. On doit donc louer le généralissime d'avoir posté les réserves autrichiennes entre la rive gauche de la Pleiss et la rive droite de l'Elster; elles dûrent d'abord en imposer à l'œil observateur de l'ennemi, et l'empêcher de porter toutes ses masses sur le point où il avait résolu de conduire l'action. Elles exerçaient, sans agir, une puissante diversion.

Déja nous avons vu la réserve autrichienne, franchissant la Pleiss qu'on croyait être un obstacle majeur, arrêter Bonaparte quand il se crut vainqueur : bientôt nous la verrons rendre un

service bien plus marquant encore : elle va terminer le combat.

Quoique les grenadiers russes n'eussent point été abordés, et que les charges que la cavalerie autrichienne avait fournies sous les ordres de Nostitz eussent mis un frein à l'ardeur de l'ennemi animé par un succès, nous avions perdu la Tuilerie située devant nous. L'ennemi s'y soutenait, sans que la position que les grenadiers tenaient, et que nous avons montrée dominant le terrain en avant, parut être exposée. Le combat se continuait; les feux de mousqueterie et l'artillerie en faisaient les frais; ou plutôt les différens corps gardaient leurs positions respectives, laissant à leurs tirailleurs le soin d'augmenter les pertes que cette sanglante journée avait occasionnées aux deux partis. Le soleil disparaissait; une balle vint frapper le général Rajewski. Je crus d'abord le coup dangereux; mais nous fûmes promptement rassurés : la balle n'avait point pénétré dans les chairs. La cessation du combat, auquel la nuit allait mettre fin, et la douleur qu'éprouva, dans le moment, le général, l'obligèrent de se retirer. Je revins avec lui à la position où étaient les souverains. Mais à peine avions-nous quitté l'endroit où nous avions combattu, que la scène changeait pour les deux partis,

et que l'affaire se terminait à l'avantage des alliés. Le général Merveld, placé sur la rive gauche de la Pleiss, avait eu ordre de chercher un passage le plus près possible de Leipzig. Cet ordre avait pour objet de prendre à revers toute la ligne que Bonaparte porterait entre la Pleiss et la Partha, intervalle indiqué d'avance comme champ principal du combat pour les deux partis. Cette manœuvre, si elle réussissait, devait entièrement influer sur l'action de Bonaparte. Le passage avait-il lieu de bonne heure, Bonaparte ne pouvait hasarder de pousser une attaque en avant sans s'être défait des troupes qui se seraient établies sur son flanc. Il se trouvait donc paralysé dans son entreprise. Le général Merveld, comprimé dans ses tentatives, ne parvenait-il que plus tard à remplir sa mission, il était certain qu'en débouchant derrière Bonaparte, il arrêtait les succès que celui-ci aurait pu obtenir, et qu'il reprenait, par un simple mouvement en avant, opéré à dos des troupes victorieuses, tout le terrain qu'elles auraient conquis. Ce fut, en effet, ce qui arriva. Bonaparte avait opposé le prince Poniatowski avec ses polonais aux efforts de Merveld. Ces deux généraux, élevés et formés l'un et l'autre dans l'armée autrichienne, liés d'amitié dans leur jeunesse, et pénétrés l'un pour

l'autre d'une estime réciproque, avaient été loin de prévoir la situation dans laquelle il se trouveraient à pareil jour. Mais plus ils s'étaient estimés, plus ils étaient jaloux de se montrer dignes du sentiment qu'ils avaient conçu l'un pour l'autre. Chacun d'eux, au reste, pensait qu'il combattait pour son pays. A ce sentiment s'unissait dans Merveld, un autre non moins entraînant pour un noble guerrier: la conviction qu'il défendait le trône de son souverain, de ce souverain juste, chéri de ses sujets, et qui l'honorait d'une bienveillance particulière : Poniatowski s'efforçait de relever un trône auquel il aspirait. De puissans motifs animaient ainsi l'attaque et la défense. Le village de Connewitz, en donnant à Merveld un pont sur la Pleiss, l'avait décidé à l'attaquer. Ce choix avait le double avantage de menacer par sa proximité Leipzig, d'ouvrir des débouchés bien en arrière des troupes qui agissaient contre Schwartzenberg, et de lier plus particulièrement le corps de Merveld avec celui de Giulay dont les efforts étaient restés impuissans : pendant toute la journée, Merveld n'avait pu parvenir à s'emparer ni du pont, ni du village de Connewitz; mais plus heureux vers le soir, il avait réussi à saisir un gué plus haut que le point auquel il s'était attaché. Heureux de cette découverte, il

voulut en assurer tout le succès en appliquant au terrain les dispositions qu'il pouvait exiger. A cet effet, il eut l'imprudence de s'avancer seul et à pied au-delà d'un endroit un peu marécageux, tant pour donner de la confiance aux soldats qui allaient le suivre, que pour reconnaître le terrain et voir comment il disposerait ses troupes et engagerait l'action à dos de l'ennemi.

J'ai dit que les bords marécageux de la Pleiss, étaient encore chargés d'arbrisseaux; la nuit approchait. Merveld ne vit pas qu'il allait tomber dans une embuscade. A peine se fut-il séparé de sa troupe, que plusieurs soldats ennemis coururent sur lui. Le général, persuadé qu'il était suivi, au lieu de se rendre quand il en fut sommé, tira l'épée et s'adossa à un arbre. Mis aussitôt en joue, on lui cria de mettre bas les armes ou qu'on allait le tuer: sa mort ne pouvait être d'aucune utilité pour les siens; il se rendit. Tels sont les termes dans lesquels il me rapporta sa mésaventure, le surlendemain. Ses troupes débouchèrent néanmoins en force sur les derrières de celles de Bonaparte, qui avaient combattu toute la journée, et même gagné du terrain. L'action de ce renfort, joint à celle de la réserve autrichienne, dont le général Bianchi avait conduit l'infanterie, composée d'une division de grenadiers, eut,

bientôt culbuté les polonais. Les troupes de Bonaparte, pressées par le danger qui éclatait derrière elles, cédèrent, comme on avait le droit de s'y attendre, le terrain sur lequel elles avaient eu des succès, et là finit le combat.

On reproche au général Giulay de n'avoir pas mis assez de vigueur dans son attaque, qui aurait pu le faire loger dans Leipzig. Sans approfondir jusqu'à quel point cette improbation est juste, il me semble pourtant que ce général fit tout ce qu'on pouvait attendre de lui, et qu'en tentant davantage, il eût pu rompre les desseins qu'on avait formés contre Bonaparte. Quelle était la principale tâche imposée à Giulay? Celle de se lier avec Blücher, et de fermer les routes qui menaient à la Saale; enfin, de réprimer toute tentative de l'ennemi sur la gauche de l'Elster. Le poste de Lindenau remplissait toutes ces vues. Si Giulay ne s'en empara pas, au moins ne permît-il pas à l'ennemi de déboucher par là; admettons qu'il se fût emparé des faubourgs de Leipzig: certes, l'ennemi ne l'y aurait pas souffert. Bonaparte aurait déployé contre Giulay des forces auxquelles il lui eût été impossible de résister. Qu'en serait-il résulté? Que Giulay, en conjurant sur lui une plus grande masse de troupes, aurait, il est vrai, empêché Bonaparte de faire des progrès contre

Wittgenstein et Klenau; mais il aurait été écrasé par des forces prépondérantes, et l'action eût été transportée sur la rive gauche de l'Elster. Bonaparte, reconnaissant peut-être alors tout le danger de sa position, aurait abandonné Leipzig deux jours plutôt; et en regagnant le bord de la Saale, il eût évité une bataille où il ne pouvait plus échapper à sa défaite.

Enfin, pour terminer ce qui concerne la journée de Wachau, ajoutons que le général Blücher, quoiqu'il ne commençât que très-tard à entrer en action, refoula derrière la rive gauche de la Partha les troupes sous les ordres du duc de Raguse et du prince de la Moskowa. Ces maréchaux prirent leur position, face en arrière de celle où Bonaparte avait rangé ses troupes. Ils combattirent ainsi pendant tout le jour; il fallut, pour s'y maintenir, beaucoup d'assurance de leur part et de celle de leurs soldats; car des troupes derrière lesquelles on combat, éprouvent une inquiétude bien capable de les démoraliser. Il faut beaucoup de fermeté, autant que la présence d'esprit est nécessaire à des généraux pour n'être pas influencés par l'incertitude des événemens dont ils ne peuvent ni prévoir, ni juger la marche, surtout, quand ils savent qu'un mauvais succès entrainerait leur perte certaine. Telle était la situation du duc de Raguse et

du prince de la Moskowa : ceux des alliés qui combattaient Bonaparte de front ne pouvaient pas le repousser sans s'avancer à dos des deux maréchaux. Je ne sais pas jusqu'à quel point la postérité poussera son admiration pour Bonaparte quand elle le verra se laisser contraindre à combattre dans de pareilles positions.

Lorsque le général Rajewski se retira après en avoir fait prévenir l'empereur, nous rencontrâmes le lieutenant-général prince de Trubezkoy, aide-de-camp de Sa Majesté. L'empereur l'envoyait prendre le commandement de la division de grenadiers, qui, quoi qu'on ait pu écrire, était restée à la place qu'elle était venue occuper pour soutenir les troupes qui étaient trop vivement poussées. Le prince était digne par sa rare valeur de remplacer le brave Rajewski au poste que sa blessure venait de l'obliger de quitter. Trubetzkoy ne crut pas devoir se borner à conserver la position qui lui était remise ; quoique la nuit commençât au moment où il prenait son commandement, il attaqua la tuilerie, que l'ennemi gardait en avant de son front, et s'en rendit maître.

Quelque sanglante qu'eût été la journée du 16, il faudrait, pour décider auquel des deux partis demeura la victoire, connaître quel fut, en commençant le combat, le projet de l'un et de

l'autre. Il est constant que chacun revint sur le terrain d'où il était parti. Bonaparte eut-il le projet de se borner à repousser son ennemi, pour rester dans Leipzig ? Ce plan est trop insensé pour en adopter l'idée; c'est cependant le seul cas où il pourrait s'attribuer la victoire; car il conserva son terrain... Aurait-il eu le projet de défaire son adversaire, de lui faire abandonner le champ de bataille, de le rejetter en Bohême, et de s'emparer de ses communications, plan que ses premières dispositions annonçaient? Il aurait manqué son but, et, sous ce rapport, le succès de la journée appartint à son adversaire. Mais quel fut le projet de Schwartzenberg? On n'en apperçoit qu'un seul, qui a déjà été supposé : celui de prendre l'offensive quand il allait être attaqué, d'exalter par cette résolution le moral de son armée tout en affaiblissant l'ardente exaltation de ses adversaires, sans avoir pourtant d'autre but que de retenir son ennemi sur un terrain où il se persuadait avec raison que ses forces réunies l'écraseraient. Dans cette hypothèse, on ne peut refuser à Schwartzenberg d'avoir remporté la victoire à la journée du 16 octobre; mais il est plus exact de dire que cette victoire fut indécise. Il fallait donc s'attendre à voir la lutte recommencer le 17. Il était cependant à présumer que Bonaparte ne

s'y exposerait pas. On devait croire qu'il mettrait à profit le désordre et la tiédeur qu'une affaire longue et meurtrière aurait produits chez les alliés, pour sortir de la position où il s'était vu enveloppé la veille, et qu'il chercherait à faire sa retraite. Ne devait-il pas avoir su, par ses espions les moins fidèles et par les prisonniers, que le prince royal de Suède, le comte de Colloredo et le général Beningsen n'avaient point assisté au combat? Il avait au contraire employé toutes ses forces à l'exception du corps de Regnier, composé en très-grande partie de saxons. Comment pouvait-il espérer de vaincre les alliés, renforcés par les corps dont ils attendaient à chaque instant l'entrée en ligne, lorsqu'il n'avait pu les rejetter hors de leurs positions quand ils étaient privés de l'union de leurs forces? Les alliés ne manquèrent pas de remarquer les pertes qu'ils avaient causées à leur adversaire. Celles qu'ils avaient souffertes n'étaient pas moins sensibles; mais ils conservaient toujours la supériorité numérique. Le prince de Schwartzenberg se tint donc pour assuré que Bonaparte se retirerait, ou que, s'il s'obstinait à rester, il serait forcé de passer la journée du 17 sans rien entreprendre. Cette inaction lui devenait indispensable pour reformer ses corps, recompletter ses munitions et arrêter de nouvelles dis-

positions d'attaque, de défense, ou de retraite. Quant au généralissime, il est évident que ses intérêts lui recommandaient d'éviter toute espèce d'engagement, autant que ceux de Bonaparte le pressaient d'agir avant l'arrivée des corps qui allaient grossir les rangs de Schwartzenberg. Tous les projets du prince se bornèrent donc le lendemain du combat de Wachau, à se tenir sur ses gardes et à observer les mouvemens de l'ennemi, pour qu'il ne lui dérobât pas sa retraite, s'il se décidait à l'effectuer.

Le 17, à la pointe du jour, les souverains se rendirent à l'endroit où ils avaient passé la journée de la veille. Je parcourus la ligne des vedettes: tout me parut tranquille; et rien ne me fit présager une attaque de la part de l'ennemi. J'apperçus, dans cette reconnaissance, un soldat prussien se traînant sur ses mains: il cherchait à gagner la ligne de nos vedettes. Il était plus rapproché de l'ennemi que de nous. Le cosaque qui me suivait descendit de cheval et alla prendre ce brave homme. Il le ramena heureusement. Je crus que cet acte de courage et d'humanité pourrait mériter la médaille militaire de Prusse. J'adressai une demande au roi, par l'intermédiaire du lieutenant-colonel Thil, aide-de-camp de Sa Majesté, à qui de vrais talens avaient mérité la confiance

de son monarque. Il me répondit, que le roi n'avait pas jugé l'action assez méritoire. En poursuivant ma reconnaissance, j'arrivai à la gauche, où étaient les troupes autrichiennes qui, la veille, avaient rendu un service signalé. Là tout tendait à multiplier mes émotions; le plaisir de revoir des camarades qui n'avaient pas cessé de m'être chers, et le plaisir encore de leur parler de la gloire qu'ils avaient acquise sous mes yeux. « C'est vous, me dit le général Bianchi, qu'il faut remercier ». Je ne lui demandai pas à quoi se rapportait sa pensée; j'ai négligé de le lui demander plus tard; et je ne sais pas encore aujourd'hui à quoi l'attribuer. Voulait-il parler des russes auxquels j'appartenais alors, qui, par leur héroïque contenance, méritaient des éloges? S'il n'appliquait qu'à moi seul ce remercîment, je ne vois pas en quoi j'avais pu m'en rendre digne : aucune action ne m'avait distingué. Peut-être entendait-il parler de l'indication que j'avais fait donner au prince de Hombourg par l'officier d'ordonnance qui lui était attaché; mais je n'avais point eu le mérite de décider le mouvement de cette réserve autrichienne; je pense qu'elle était en pleine marche quand l'officier parut, et que son général ne l'avait envoyé en avant que pour faire, d'après son rapport, les dispositions convenables en débouchant

sur la rive droite de la Pleiss. La manœuvre que j'indiquais au prince, de marcher droit en avant afin de prendre l'ennemi en flanc, le militaire le moins expérimenté l'aurait conçue. Je ne dus donc la manière obligeante dont s'exprima le général Bianchi qu'à une ancienne amitié, qu'au désir qu'il aurait eu de voir le jugement d'un général aussi renommé qu'il l'était, aider à ma fortune.

Les deux armées restaient dans la plus parfaite inaction : elle se conçoit de la part des alliés; nous en connaissons la cause. Mais l'intérêt pouvait-il être le même pour Bonaparte? Tout espoir de succès lui était ravi dès qu'il aurait en tête cent-cinquante mille hommes de plus. Ces troupes, qui n'avaient point encore combattu, venaient se heurter contre une armée harassée et forcément affectée des pertes qu'elle avait souffertes. L'apathie de Bonaparte ne pouvait donc être attribuée qu'à son incertitude dans le choix de sa retraite, jointe aux premiers besoins que nous avons exposés, comme suite nécessaire d'un combat long et meurtrier.

Le lendemain d'une sanglante journée, les chefs ont besoin d'une énergie et d'une vigueur particulière pour se ranimer; car tout tend alors à l'engourdissement; et vingt-quatre heures sont

bientôt évanouies. Aussi, en voyant Bonaparte rester immobile, les monarques alliés avaient-ils le droit de penser qu'il s'acheminait au terme que leur impatience appelait, sa dissolution. Leurs Majestés ne quittèrent pas de toute la journée le terrain où elles s'étaient placées la veille. Vers les deux heures après midi, l'empereur de Russie fit venir des paniers remplis de provisions. Le monarque les distribua lui même. Le grand-duc Constantin, dont l'activité et l'esprit d'observation ne connaissaient point de relâche, toujours ardent à se porter où sa présence pouvait conduire à bien les troupes sur lesquelles il exerçait une autorité immédiate, le grand-duc restait à cheval, éloigné d'une vingtaine de pas de l'empereur son frère, et sur la même ligne. Son Altesse Impériale s'entretenait avec moi des différens mouvemens que nous apercevions du côté de l'ennemi. Ce prince ne se bornait pas à me faire participer à ses idées: Son Altesse Impériale daignait y ajouter le partage des vivres que l'empereur lui envoyait. Cette remarque intéressera fort peu ceux qui la liront; mais le souvenir ne peut m'en être indifférent, et il est naturel d'exprimer ce que l'on sent. Ce trait, d'ailleurs, pourra fournir aux analystes du cœur humain un élément pour bien

approfondir celui d'un prince que de si hautes destinées attendaient. Après ce frugal repas, je m'approchai des troupes les plus avancées. En les longeant, j'arrivai à la division de la cavalerie légère de la garde ; rien ne paraissait inquiétant du côté de l'ennemi. Seulement quelques-uns de ses cavaliers qui revenaient d'Espagne en s'annonçant pour tels, proféraient des propos menaçans. Je m'arrêtai assez long-temps près du lieutenant-général, chef des hussards de la garde impériale russe, qui commandait cette division. Il avait auprès de lui le général Zeschin, chef des dragons de la garde. Quelques coups de canon se tiraient de distance en distance, et remplissaient le vide de la journée. A peine avais-je quitté les généraux dont je viens de parler, qu'un boulet emporta la tête du lieutenant-général. Cette perte fut aussi sensible à l'empereur et au grand-duc qu'à toute l'armée. Cet officier, généralement estimé, jouissait à la cour d'une grande considération. Il était digne de ces distinctions par sa valeur et par toutes les qualités qui le caractérisaient.

Un engagement que le général Blücher eut avec la cavalerie ennemie d'Arrighi fut le seul fait d'armes qui marqua la journée du 17 octobre, avant-courrière de celle qui était réservée à renverser des empires et à raffermir les plus chance-

lans. Bien loin cependant d'avoir été perdue pour les grands intérêts de la coalition, cette journée en avait assuré l'infaillible triomphe : elle avait rapproché du camp du prince de Schwartzenberg les armées du prince de Suède, de Beningsen et de Collorédo. Le plan de la bataille ne pouvait plus présenter aux alliés de grandes difficultés dans ses combinaisons, quoique le but stratégique dût changer. Dans la première affaire, Schwartzenberg voulait retenir Bonaparte à Leipzig, et se lier avec les armées du nord et de Silésie ; il devait faire en sorte que si Bonaparte, prévenu des forces qui allaient bientôt fondre sur lui, se décidait à se retirer, il le fît par la rive droite de l'Elbe. Ce vaste plan avait exigé que les alliés missent la majeure partie de leurs forces entre la Partha, la Pleiss et l'Elster. De là vint la position de bataille que prirent les troupes du prince de Hesse-Hombourg, de Giulai et de Merveld. La tâche de ce dernier n'avait été que de manœuvrer, le jour de la bataille de Vachau ; le prince de Schwartzenberg avait senti qu'il n'avait pas sur Bonaparte une supériorité numérique assez puissante pour l'empêcher de gagner du terrain. Il chercha donc à arrêter ses progrès, et à le rappeler vers le point d'où il ne voulait pas qu'il s'écartât : ce fut le but de l'attaque de Connewitz.

Tout l'art de Merveld, pendant l'affaire, consista à toujours menacer les troupes qui voulaient gagner du terrain, de passer la Pleiss derrière elles et à effectuer ce passage quand il vit que ses démonstrations cessaient d'en imposer. Ce n'était qu'en agissant mollement qu'on pouvait abuser Bonaparte sur le danger qui le menaçait; et qu'en s'interposant avec vigueur entre Leipzig et lui, qu'on pouvait l'empêcher de garder le terrain qu'il aurait conquis.

Le jour décisif, la prépondérance des masses qui allaient être mises en action, devait produire d'autres combinaisons ; et tel était l'état des choses : ou Bonaparte, renfermé dans Leipzig, après avoir vainement tenté d'en éloigner les armées alliées, devait être contraint d'y déposer les armes; ou bien, il allait se voir forcé, après une infaillible défaite, à la retraite qu'un inconcevable aveuglement lui avait fait trop long-temps différer. Dans cette dernière hypothèse, il avait à choisir entre deux partis : il fallait qu'il se hâtât de gagner ses places fortes de l'Elbe et de manœuvrer derrière ce fleuve, de manière à recouvrer sa première fortune, ou du moins à retarder l'heure de sa chute : que s'il rejettait ce moyen, le plus facile peut-être à obtenir, il devait traverser les plaines de Lützen, franchir la Saale, et s'enfoncer

dans les défilés et les forêts de la Thuringe, pour mettre au plutôt la barrière protectrice du Rhin entre les alliés et lui. Le dernier de ces deux partis était le plus favorable aux alliés. Si Bonaparte repassait l'Elbe, il s'isolait à la vérité de son pays; mais, en retirant toutes les garnisons qu'il avait dans les places, il créait une nouvelle armée, qu'il dotait de tout le matériel que ces places renfermaient. L'hiver approchait; il pouvait joindre la Hollande qu'il tenait sous le joug; et quelques chances, alors, militaient en sa faveur. Il était donc de l'intérêt des alliés que Bonaparte ne descendît pas la rive droite de l'Elbe. S'il prenait, au contraire, le chemin de la Saale, sa retraite en devenait plus longue, et se faisait à découvert; le passage de plusieurs rivières devait infailliblement diminuer le nombre de ses troupes, déjà tant affaiblies; la cavalerie des alliés ne pouvait pas, au milieu des plaines de Lützen, ne pas profiter du désordre dans lequel, au sortir de Leipzig, une bataille perdue l'aurait jetté. Avait-il traversé la Saale et l'Instrutt, l'une et l'autre rivières difficiles, il entrait dans des défilés où une multitude de troupes irrégulières multipliait les obstacles et mettait à profit la marche lente et pénible qu'il devait y faire.

Enfin, Bonaparte se retirait-il par la Thuringe,

on le poussait sur l'armée austro-bavaroise commandée par le maréchal de Wrède. Cette armée n'avait point encore combattu, et pouvait être évaluée au moins à cinquante mille hommes. Si les chefs savaient choisir une position, dans un pays qui en est si riche, et s'ils se hâtaient de s'y fortifier, il était vraisemblable qu'ils arrêteraient pendant quelques jours les restes d'une armée barassée et désorganisée par ses malheurs. Il était alors indubitable que les colonnes alliées auraient le temps d'arriver sur toutes les directions, de cerner cette armée, et de lui faire trouver le sort qu'on avait espéré lui voir subir à la Bérésina. Ces combinaisons, qui ne paraîtront ni fausses ni exagérées, dûrent décider Schwarztenberg à adopter, pour la bataille qu'il voulait livrer le 18, un plan tout opposé à celui qu'il avait suivi le 16. Le terrain sur lequel il allait agir était le même; mais les élémens de forces étaient différens. Or, le talent du général consiste à savoir varier les dispositions qu'il applique au terrain, suivant les circonstances, les élémens dont il est maître et le but qu'il veut atteindre. On avait vu le 16, le prince de Schwartzenberg mettre tous ses efforts dans l'action de sa gauche; le 18, ce fut à sa droite qu'il remit le sort de la bataille.

Le 16, les attaques du généralissime, en se

liant à l'armée de Blücher, formèrent autour de Leipzig une demi circonférence du nord au sud passant par l'ouest. Dans la bataille de Leipzig, rappelant sur les rives de la Pleiss, les corps qui avaient combattu entre le haut et le bas Elster, Schwartzenberg se lia par sa droite à la gauche de l'armée du nord et de Silésie. Il forma donc une demi circonférence du nord au sud passant par l'est. Ainsi Leipzig fut, si l'on y comprend les deux affaires générales, le centre d'une circonférence de feux et de combats. Les alliés firent converger tous leurs efforts sur ce centre, ils cédèrent parconséquent tout l'avantage stratégique à Bonaparte.

Le premier jour, Bonaparte avait combattu au moins à forces égales, car on convient que tous ses corps d'armée[1] se trouvèrent rassemblés dans la journée. Les alliés, obligés de s'étendre sur tous les points de la circonférence, dûrent numériquement s'affaiblir ; et Bonaparte conserva encore sur eux, par sa position centrale, l'avantage de porter ses efforts sur le point qu'il choisissait. Cette situation fut la même le jour de la bataille de Leipzig : si le nombre des enne-

[1] *Voy.* Victoires et Conquêtes, vol. XXII; et le Spect. militaire, vol. II.

mis de Bonaparte s'accrut, il dut toujours considérer comme une forte compensation l'avantage de sa position.

Enfin, le 18 octobre paraît. A la pointe du jour, le grand duc Constantin part, sans même attendre les officiers de sa suite, et il arrive sur le champ de bataille. A peine le soleil se montrait-il que Son Altesse Impériale jetta un régiment autrichien dans un bois occupé par l'ennemi. Le prince marche à la tête, et s'enfonce le premier dans le bois. Ce régiment était celui de Devaux [1]. « Allons, criai-je aux soldats, le frère de l'empe- » reur Alexandre est à votre tête, montrez-vous » dignes de cet honneur. » Ils le furent en effet. Bientôt l'ennemi, cédant à leur attaque, laissa le bois en notre pouvoir. Quelques jours auparavant, un bataillon de ce régiment avait traversé le quartier-général du grand duc; ce bataillon était excédé de fatigue ; le temps était pluvieux, les chemins défoncés ; l'air abattu des soldats n'avait pas donné au prince une haute opinion de ce qu'on pouvait attendre d'eux; mais Son Altesse impériale revint de cette première impression. Elle dut au régiment de Devaux la gloire d'avoir ouvert cette brillante journée par un succès. Cette gloire parut

[1] Aujourd'hui régiment de Trapp.

néanmoins avoir exposé le grand duc au-delà du terme auquel il est permis à un prince de braver les dangers. Le général Alsuwieff, attaché au grand duc depuis ses premières années, me blâma de n'avoir pas cherché à arrêter l'élan de Son Altesse Impériale. « Le frère, dit-il, de l'empereur de Russie n'est pas fait pour attaquer un bois. » Personne mieux que vous, lui répondis-je, ne sait qu'on n'influe pas sur les résolutions que prend le grand duc; et quand Son Altesse Impériale va en avant, il ne m'est pas permis de rester en arrière. » Je rapportai l'inculpation et mon excuse au grand duc, qui, dans la suite, ne tint jamais compte de cet officieux avertissement, dicté d'ailleurs au général Alsuwieff par un bien sincère dévouement.

L'occupation du bois fut le prélude des scènes qui allaient ensanglanter cette mémorable journée. Bientôt l'artillerie répondit aux premiers coups de fusil que le grand duc venait de faire tirer. Les colonnes d'attaque, formées sur les différens points, s'avancèrent de toutes parts contre les postes que l'ennemi occupait aux environs de Leipzig.

Pour bien suivre toute la marche de la bataille dont nous allons retracer quelques événemens, ne perdons pas de vue le but que se proposèrent les alliés. Ils voulaient acculer Bonaparte dans

Leipzig, et le forcer à encombrer la ville de ses troupes ou ils espéraient que le défaut d'espace pour se mouvoir répandrait parmi elles la confusion et le désordre, gages de leur dissolution.

Quand on voit Bonaparte laisser deux nuits et un jour s'écouler, sans faire sa retraite et sans changer la position qu'il avait le 16 au matin, on ne doute plus qu'il n'espérât éloigner par la victoire les armées qui venaient pour le combattre. J'ai dit que je ne tracerais que quelques événemens, parce que je ne prétends parler que de ceux dont j'ai été le témoin oculaire.

La Pleiss et la Partha furent, comme dans la bataille précédente, les lignes qui dessinèrent le grand théâtre sur lequel se passait l'action. Le corps que le grand duc commandait fut placé dans la plaine qui régnait entre ces deux rivières. Le lieutenant-général russe Ozarowski, commandant la division légère de la cavalerie de la garde, se plaça en avant de ce corps. Je le joignis ; et bientôt nous vîmes paraître le lieutenant-général prussien Kleist, que la direction qu'il prenait portait sur le village de Probstheide. J'avais déjà pris un aperçu de ce poste, et j'avais pensé qu'il coûterait beaucoup de monde, si on voulait l'emporter de vive force. Je fis part de mon opinion au général Kleist, à côté duquel était Son Altesse

Royale le prince Auguste de Prusse ; j'ajoutai que je croyais que ce poste était entouré de retranchemens. Le prince l'observa avec une lunette d'approche. Après avoir examiné avec calme et avec sang-froid, Son Altesse Royale dit qu'elle ne découvrait aucun ouvrage, et que la terre que je croyais nouvellement remuée n'était autre qu'une terre jettée sur le revers des fossés dont les propriétés étaient entourées. Je n'en proposai pas moins de brûler Probstheide en le criblant d'obus. Cette manière de s'emparer d'un village n'est-elle pas celle que Frédéric prescrit [1] ? Eh ! pourquoi me dit le prince, voulez-vous brûler ces pauvres gens ? — Cette réflexion honore l'humanité de Son Altesse Royale, en même temps qu'elle fait l'éloge d'une valeur qui ne cherche pas à écarter les dangers quand il s'agit du salut des peuples. Mais le prince ne remarquait pas que, pour épargner les habitans, il fallait sacrifier beaucoup de soldats et que c'était ceux qu'il nous importait le plus de conserver. Je vis, par un signe d'approbation, que me fit le général Kleist qu'il était de mon avis. Cependant, son avant-garde avait continué de marcher contre Probstheide, et s'était engagée avec les troupes ennemies qui le défendaient : la position de ce

[1] Instruction du roi de Prusse à ses généraux.

village, situé sur une éminence détachée en avant d'un vallon qui conduisait à Leipzig, avait fixé l'attention de Bonaparte. Il le choisit pour en faire le point de force de sa résistance. Si le terrain eût été partout égal et dégagé de villages ou d'autres pareils obstacles, Bonaparte aurait été forcé d'opposer un ordre circulaire convexe à l'ordre circulaire concave dans lequel le prince de Schwartzenberg l'attaquait. Dans ce cas, quoique le cercle formé par Bonaparte, inscrit dans celui que Schwartzenberg décrivait autour de Leipzig, eût laissé aux défenseurs moins de terrain à garder que n'en devaient embrasser les assaillans, Bonaparte n'en eût pas moins été contraint à une dissémination qui eût affaibli ses forces. Mais, profitant du saillant que faisait la position de Probstheide, il donna à sa défense la forme d'un angle, dont ce village fut le sommet.

Si on compare cette disposition avec celle que Koutousoff adopta à la bataille de la Moskowa [1], on trouvera une grande similitude entre les positions défensives que prirent les deux généraux qui reçurent la bataille. On pourra donc appliquer

[1] *Voy.* dans le vol. XXII des Victoires et Conquêtes, la description de la position de Koutousoff à la bataille de la Moskowa.

à la position de Bonaparte devant Leipzig les réflexions qui furent suggérées par celle que Koutousoff avait tenue à la Moskowa. Il est pourtant des modifications qui n'échapperont pas au lecteur. Il remarquera, par exemple, que la position de Bonaparte sous Leipzig était plus forte que celle de Koutousoff à la Moskowa. Si le front n'en était pas aussi couvert, les ailes en étaient mieux appuyées. De plus Bonaparte, ménageant une forte réserve en arrière du sommet de l'angle, annullait l'avantage que l'on aurait eu en enfonçant un de ses côtés, de pouvoir prendre l'autre à revers, et de forcer par là les troupes qui défendaient le sommet de l'angle, à l'abandonner. On conviendra néanmoins que la position de Koutousoff à la Moskowa présente un aspect plus imposant.

Pendant que nous observions ce qui se passait autour de Probstheide, le général Ozarowski, emporté par son ardeur naturelle, voulut s'avancer, charger sur ce qu'il rencontrerait, et pénétrer dans le village. Je lui représentai d'abord, que cette charge ne pouvait manquer d'échouer; et, en second lieu, que la cavalerie, criblée par les feux qui sortiraient du village, serait rejettée en désordre sur nous. Cette dernière considération devait suffire pour réprimer une audacieuse entreprise; car, commencer une bataille par

eprouver un échec, c'est disposer les troupes qui l'ont essuyé à conserver de la timidité pendant toute l'affaire, et c'est donner par conséquent de l'audace à ceux qui ont été vainqueurs. A peine avais-je achevé de parler, que nous vîmes arriver vers nous et en plein désordre des cavaliers du régiment des gardes à cheval. Avec eux revenaient les deux lieutenans de l'état-major du grand duc, Apraxin et Mensdorf. Le premier était neveu du prince Démétri-Galitzin, qui avait sous ses ordres la division des gardes à cheval. Ces deux jeunes gens, pleins de bravoure et désireux de se signaler, avaient suivi une charge partie de notre droite [1] et dirigée sur Probstheide. Il arriva ce qui aurait dû être prévu : cette cavalerie fut accablée par les feux qui partirent du village, et s'éparpilla. Je dis au général Ozarowski : « Voilà ce qui vous serait arrivé. » Il fut obligé d'éloigner ses troupes, pour éviter que ceux qui nous revenaient ne leur communiquassent leur désordre. Au même moment, le général Cretoff, envoyé avec ses cuirassiers pour nous soutenir, reçut l'ordre de se porter plus à droite. Le mouvement qu'on exigeait de lui était

[1] D'après l'ordre circulaire dans lequel combattaient les alliés, il est difficile de désigner la droite, le centre, et la gauche de la bataille.

un mouvement de flanc. Cretoff l'exécuta, sans que l'ennemi en profitât, quoiqu'il se fît à sa vue, et tellement à sa portée, que ce général reçut une balle, en le commençant.

Uu peu en arrière de notre gauche régnait une espèce de ravin. J'y rangeai de l'infanterie, pour arrêter par un feu rasant la cavalerie qui voudrait fondre sur nous. A peine cette disposition était-elle faite, que le roi de Prusse, suivi du prince royal, des princes Frédéric d'Orange et Frédéric de Prusse ses neveux, passa, allant vers la gauche; car ce monarque s'exposait comme le plus simple soldat. J'expliquai à Sa Majesté le but que j'avais eu en plaçant cette infanterie : « C'est bien, dit le roi, restez à la troupe ». Le combat se soutenait avec violence devant nous, à Probstheide. A notre gauche, s'avançait, le long des rives marécageuses de la Pleiss, le comte de Collorédo, qui commandait la seconde colonne dans l'attaque générale.

Le comte de Klenau avait sous ses ordres la troisième et dernière colonne des forces qui embrassaient l'intervalle entre la Pleiss et la Partha.

Le terrain entre le bas Elster et la rive droite de la Partha, c'est-à-dire la droite, doit être considérée comme ayant été le partage du prince royal et de Blücher.

Aussitôt que j'apperçus la tête de la colonne de

Colloredo, avec lequel j'étais lié de la plus intime amitié, je le joignis pour connaître ses instructions. On le pressait de rejeter ce qu'il avait devant lui dans Leipzig. Il est certain que son mouvement devait exercer la plus grande influence. Il menaçait de prendre à revers ceux qui arrêtaient notre colonne du centre. Menaçant aussi ceux qui défendaient Probstheide de leur couper la retraite sur Leipzig, il pouvait leur faire abandonner ce poste. Ces considérations eussent été majeures si les positions des deux armées avaient été parallèles. Colloredo, en avançant, eût donné à la ligne de bataille la forme de l'oblique. Cet avantage aurait permis de renforcer au besoin son attaque, et de le mettre en mesure d'enfoncer ce qui lui était opposé. Il serait parvenu à prendre de revers toute la ligne ennemie, et à se placer entre elle et le seul point de retraite qu'elle eût. Mais ici, toutes choses n'étaient pas égales. Tant que Bonaparte conservait Probstheide, il prenait lui-même à revers toute ligne qui se serait formée au-delà de ce poste. En devenant le point d'appui de toutes ses attaques, ce village laissait à Bonaparte la faculté de porter des masses sur les corps ennemis qu'il jugeait à propos d'accabler; et Colloredo dans sa situation, aurait conjuré sur lui tous les efforts de Bonaparte. Le

lui en fis l'observation. Il était trop experimenté pour ne pas en reconnaître la justesse. Il vit qu'il ne devait pas s'avancer avant que les troupes qui marchaient à sa droite ne fussent à la hauteur de la tête de sa colonne. L'attention de Bonaparte se trouvait alors partagée; car, bien que l'attaque de la droite des alliés ne menaçât pas Leipzig elle n'en devenait pas moins inquiétante pour Bonaparte, dès qu'elle parvenait à prendre de revers les troupes qui défendaient Probstheide, et même à s'établir derrière elles. Je ne sais s'il échappait aux généraux qui dirigeaient, une réflexion qui me paraît se présenter bien naturellement quand on étudie le champ de bataille de Leipzig et les dispositions que les alliés y appliquaient: c'est que l'attaque générale ayant pris la forme d'un cercle, il convenait que tous les corps qui faisaient partie de la courbe n'avançassent que simultanément, en conservant à la ligne la forme circulaire. Dans cette disposition, tous les points présentaient à l'ennemi une égale force de résistance et de choc. En avançant tous également, ils refoulaient l'ennemi sur Leipzig jusqu'à la distance où il paraissait convenable de s'arrêter. Le terme en était fixé au moment où les deux ailes auraient été à portée d'incendier la ville par leurs projectiles. De plus, l'attention de Bonaparte, partagée sur

tous les points également menacés, aurait retenu ses forces dans les positions respectives qu'elles occupaient; et la supériorité numérique des alliés eût conservé partout sa puissance. Colloredo persista donc dans la mesure qu'il donna à sa marche. Il répondit à un personnage important qui le pressait de s'avancer : « Je suis connu pour ne pas garder l'immobilité; que la droite avance, et je serai toujours à sa hauteur ». Sa résolution était d'autant plus militaire que, s'il fût arrivé le plus proche de Leipzig, tous les feux dont cette place était armée se seraient concentrés sur lui: il eût été obligé d'employer toute son artillerie pour leur en imposer : il lui fût donc devenu impossible de diriger des batteries pour prendre à revers la défense de Probstheide. C'était cependant là qu'était attaché le sort de la bataille : c'était ce point qu'il fallait emporter. Mais l'ennemi, trop habile pour ne pas en apprécier l'importance, le défendait avec l'élite de son armée.

Je quittai Colloredo, et allai auprès du prince de Schwartzenberg. En lui exposant l'état des choses et le rôle que jouait dans l'affaire Probstheide, je montrai que ce serait le tombeau des soldats qui l'attaqueraient. « Je le sais, dit le » prince; et je suis fâché qu'on y ait mis les » troupes aux prises. Retournez à Barclai; dites-

« lui que je le prie de ne pas le faire attaquer « davantage. Quand Beningsen aura pris sa posi- « tion, ainsi que le prince royal de Suède, nous « en délogerons l'ennemi par l'artillerie dont nous « l'envelopperons, et il faudra bien qu'on nous « l'abandonne ». Je remplis ma commission auprès du général Barclay. Je communiquai également l'intention du prince au lieutenant-général Kleist, qui répondit: « Que faire? j'ai sept bataillons « d'engagés ». J'ai rapporté textuellement l'ordre dont le généralissime me chargea. Il est donc positif que non-seulement les attaques de vive force contre Probstheide ne furent pas autant répétées qu'on l'a écrit, mais encore qu'elles furent bientôt suspendues. D'un autre côté, si l'on en excepte les premières charges de cavalerie dont j'ai parlé, je ne me souviens pas que Bonaparte ait fait déboucher ses troupes de Probstheide pour aller au devant de ceux qui attaquaient ce poste. Ce fut en continuant la reconnaissance, que, placé à l'extrême gauche sur un terrain élevé, j'en découvris toute la défense: en arrière, une ligne profonde était disposée de manière à pouvoir tout à la fois se jetter sur ceux qui pénétreraient dans le village, et empêcher qu'on pût le tourner. Il eût fallu, avant de chercher à se loger entièrement dans Probstheide, avoir dis-

persé les troupes qui le soutenaient. Or, celles-ci, couvertes à leur tour par ce poste, étaient inabordables. Le prince de Schwartzenberg avait donc bien jugé en décidant que ce poste ne devait qu'être livré à tous les ravages de l'artillerie, et entouré d'un cercle de feu. Ce cercle fut en effet formé quand le prince royal de Suède eût pris sa place de bataille à l'extrême droite, sur la rive gauche de la Partha. La distance que ce prince avait eu à franchir pour atteindre le point où il devait entrer en action, retarda son arrivée. A peine fut-elle conuue, que l'empereur Alexandre envoya le grand-duc Constantin le complimenter. Son Altesse impériale, qui ne quittait jamais son auguste frère que quand sa présence était nécessaire aux troupes qui étaient sous ses ordres, remplit cette mission en courant les plus grands dangers. Ce prince dut parcourir un demi-cercle de feux, où il fut entouré de boulets. Le soir, le grand-duc prit plaisir à raconter son entrevue avec Bernadotte. Il loua son air martial, l'aisance avec laquelle il se montrait à la tête de ses troupes; en un mot, il le trouva brillant général.

La jonction du prince de Suède ne s'était faite avec la droite de l'armée alliée que vers les deux heures. Elle completta les masses qui, ce jour-là, devaient enlever à Bonaparte toute espérance de

victoire et tout moyen de retraite sur l'Elbe. Aucune action ne fut tentée dès ce moment, ni de la part de Bonaparte pour rejetter les assaillans au loin, ni de la part des alliés pour rejetter Bonaparte dans Leipzig : ce fut à l'artillerie à consommer le grand œuvre. De nombreuses batteries s'avançaient, suivies par les troupes, et resserraient de plus en plus le cercle que le matin avait vu former.

Mais, pendant que toutes les forces des alliés agissaient de l'Elster à la Partha, le général russe Sacken inquiétait, dans la partie nord, les premières maisons de la ville ; et ses balles arrivaient jusques dans les rues. Si cette attaque particulière était la plus alarmante pour la ville de Leipzig, l'ensemble plaçait Bonaparte dans une cruelle alternative : ou il fallait se résoudre à supporter, en se retirant, d'énormes pertes ; ou bien il fallait qu'il se résignât à passer sous le joug, s'il s'arrêtait vingt-quatre heures encore dans sa position. Un incident survenu pendant la bataille ne lui laissa plus d'espoir dans les secours qu'il aurait pu attendre des allemands. Les saxons et les westphaliens avaient abandonné ses aigles pour se ranger sous les drapeaux de la coalition. Cet abandon, joint à la marche offensive des bavarois, portait le dernier coup à sa puissance d'outre

devaient être acheminées les troupes, celles surtout destinées à presser l'ennemi.

Je sortis le lendemain, à la pointe du jour, pour aller reconnaître l'état des choses et la situation générale des troupes, et venir en faire un prompt et fidèle rapport au grand-duc. Je trouvai, à une très-petite distance de Leipzig, en vue des portes de la ville, le comte de Raijecourt, royaliste français et général autrichien, occupé à tirer la ligne des avant-postes. On ne découvrait aucune troupe ennemie. Je présume qu'elles étaient toutes rentrées dans les faubourgs et dans la ville, et que les plus avancées ne l'étaient que fort peu en avant des murs. Quelques coups de fusil se firent entendre sur notre gauche, aux bords marécageux de la Pleiss, mais si faiblement qu'ils ne purent nous donner de distraction. Il était donc bien certain qu'il n'y avait plus qu'à prendre possession de la ville, du consentement de l'ennemi; ou qu'il fallait l'emporter de vive force, puisqu'on ne paraissait pas disposé à nous en disputer les approches. Pendant que nous étions au milieu de ces reflexions, une ordonnance m'apporte l'ordre du grand-duc d'accompagner le lieutenant-général Ozarowski dans l'expédition dont il était chargé. Ce général devait aller, avec la division de la cavalerie légère de la garde, à la rencontre des

austro-bavarois, pour se joindre à leur armée, que l'on croyait beaucoup moins éloignée qu'elle ne l'était. Cette raison explique le trop peu d'ardeur que le prince de Schwartzenberg mettait à serrer de près la retraite de l'ennemi. Il espérait que Bonaparte, toujours disposé à montrer de l'audace et à en imposer à ses adversaires par sa contenance, relentirait ses mouvemens rétrogrades si on ne le talonnait pas trop. Cette interprétation est la seule qui puisse légitimer la tiédeur qui fit négliger au généralissime des alliés de déployer de grandes mesures contre la retraite de Bonaparte. Les préparatifs que l'ennemi n'avait pu cacher, les troupes qui, le soir de la bataille, avaient filé vers Lützen, avaient révélé au prince de Schwartzenberg le parti que Bonaparte prenait. Le général Pelet [1] a donc eu le droit de s'étonner de voir le prince de Schwartzenberg n'avoir pas mieux saisi les avantages d'une retraite qui ne pouvait plus se faire qu'en désordre. On ne voit même pas que le général Léderer ait eu l'ordre d'agir. Ce général avait été chargé, le jour de la bataille, de faire des démonstrations le long de la Pleiss pour inquiéter les derrières de la ligne de Bonaparte; et toute l'armée autrichienne

[1] *Voy.* Spectateur militaire, vol. II.

connaît l'ardeur, l'intrépidité et les talens de ce général, qui servit constamment dans les dragons de la Tour. On est donc obligé de croire que le généralissime des alliés espérait que l'armée austro-bavaroise, sous les ordres des princes de Wrède et de Reüss, saisirait la tête de quelque défilé dans un pays qui en est hérissé; qu'elle s'y retrancherait; qu'à l'appui de ces retranchemens, elle serait assez forte pour arrêter, pendant deux jours seulement, l'armée tant affaiblie de Bonaparte, retard qui suffirait pour donner le temps aux armées alliées d'arriver en queue de l'armée ennemie, de se répandre sur ses flancs, et d'en consommer la ruine. Si l'on avait cet espoir, il était essentiel de ne pas presser Bonaparte et de lui laisser attribuer à la timidité ou à l'inhabileté, la lenteur avec laquelle on le suivait. Car pourrait-on croire que Schwartzenberg doutât un moment que la victoire ne fût à lui? Probstheide aurait été, le lendemain, pris à revers de tous côtés, si Bonaparte avait encore voulu y résister: mais, dans tous les cas, on s'étonne de ce que le prince de Schwartzenberg, qui avait à sa disposition des milliers de cosaques et de partisans, n'en ait pas jeté, aussitôt après la bataille, en avant de toutes les directions que pouvait prendre Bonaparte, pour couper les ponts et embarasser les

Collorédo, avec lequel j'étais lié de la plus intime amitié, je le joignis pour connaître ses instructions. On le pressait de rejeter ce qu'il avait devant lui dans Leipzig. Il est certain que son mouvement devait exercer la plus grande influence. Il menaçait de prendre à revers ceux qui arrêtaient notre colonne du centre. Menaçant aussi ceux qui défendaient Probstheide de leur couper la retraite sur Leipzig, il pouvait leur faire abandonner ce poste. Ces considérations eussent été majeures si les positions des deux armées avaient été parallèles. Collorédo, en avançant, eût donné à la ligne de bataille la forme de l'oblique. Cet avantage aurait permis de renforcer au besoin son attaque, et de le mettre en mesure d'enfoncer ce qui lui était opposé. Il serait parvenu à prendre de revers toute la ligne ennemie, et à se placer entre elle et le seul point de retraite qu'elle eût. Mais ici, toutes choses n'étaient pas égales. Tant que Bonaparte conservait Probstheide, il prenait lui-même à revers toute ligne qui se serait formée au-delà de ce poste. En devenant le point d'appui de toutes ses attaques, ce village laissait à Bonaparte la faculté de porter des masses sur les corps ennemis qu'il jugeait à propos d'accabler; et Collorédo dans sa situation, aurait conjuré sur lui tous les efforts de Bonaparte. Je

lui en fis l'observation. Il était trop expérimenté pour ne pas en reconnaître la justesse. Il vit qu'il ne devait pas s'avancer avant que les troupes qui marchaient à sa droite ne fussent à la hauteur de la tête de sa colonne. L'attention de Bonaparte se trouvait alors partagée; car, bien que l'attaque de la droite des alliés ne menaçât pas Leipzig elle n'en devenait pas moins inquiétante pour Bonaparte, dès qu'elle parvenait à prendre de revers les troupes qui défendaient Probstheide, et même à s'établir derrière elles. Je ne sais s'il échappait aux généraux qui dirigeaient, une réflexion qui me paraît se présenter bien naturellement quand on étudie le champ de bataille de Leipzig et les dispositions que les alliés y appliquaient: c'est que l'attaque générale ayant pris la forme d'un cercle, il convenait que tous les corps qui faisaient partie de la courbe n'avançassent que simultanément, en conservant à la ligne la forme circulaire. Dans cette disposition, tous les points présentaient à l'ennemi une égale force de résistance et de choc. En avançant tous également, ils refoulaient l'ennemi sur Leipzig jusqu'à la distance où il paraissait convenable de s'arrêter. Le terme en était fixé au moment où les deux ailes auraient été à portée d'incendier la ville par leurs projectiles. De plus, l'attention de Bonaparte, partagée sur

tous les points également menacés, aurait retenu ses forces dans les positions respectives qu'elles occupaient; et la supériorité numérique des alliés eût conservé partout sa puissance. Collorédo persista donc dans la mesure qu'il donna à sa marche. Il répondit à un personnage important qui le pressait de s'avancer : « Je suis connu pour ne pas garder l'immobilité; que la droite avance, et je serai toujours à sa hauteur ». Sa résolution était d'autant plus militaire que, s'il fût arrivé le plus proche de Leipzig, tous les feux dont cette place était armée se seraient concentrés sur lui; il eût été obligé d'employer toute son artillerie pour leur en imposer : il lui fût donc devenu impossible de diriger des batteries pour prendre à revers la défense de Probstheide. C'était cependant là qu'était attaché le sort de la bataille; c'était ce point qu'il fallait emporter. Mais l'ennemi, trop habile pour ne pas en apprécier l'importance, le défendait avec l'élite de son armée.

Je quittai Collorédo, et allai auprès du prince de Schwartzenberg. En lui exposant l'état des choses et le rôle que jouait dans l'affaire Probstheide, je montrai que ce serait le tombeau des soldats qui l'attaqueraient. « Je le sais, dit le « prince; et je suis fâché qu'on y ait mis les « troupes aux prises. Retournez à Barclai; dites-

« lui que je le prie de ne pas le faire attaquer « davantage. Quand Beningsen aura pris sa posi- « tion, ainsi que le prince royal de Suède, nous « en délogerons l'ennemi par l'artillerie dont nous « l'envelopperons, et il faudra bien qu'on nous « l'abandonne ». Je remplis ma commission auprès du général Barclay. Je communiquai également l'intention du prince au lieutenant-général Kleist, qui répondit: « Que faire? j'ai sept bataillons « d'engagés ». J'ai rapporté textuellement l'ordre dont le généralissime me chargea. Il est donc positif que non-seulement les attaques de vive force contre Probstheide ne furent pas autant répétées qu'on l'a écrit, mais encore qu'elles furent bientôt suspendues. D'un autre côté, si l'on en excepte les premières charges de cavalerie dont j'ai parlé, je ne me souviens pas que Bonaparte ait fait déboucher ses troupes de Probstheide pour aller au devant de ceux qui attaquaient ce poste. Ce fut en continuant la reconnaissance, que, placé à l'extrême gauche sur un terrain élevé, j'en découvris toute la défense: en arrière, une ligne profonde était disposée de manière à pouvoir tout à la fois se jetter sur ceux qui pénétreraient dans le village, et empêcher qu'on pût le tourner. Il eût fallu, avant de chercher à se loger entièrement dans Probstheide, avoir dis-

persé les troupes qui le soutenaient. Or, celles-ci, couvertes à leur tour par ce poste, étaient inabordables. Le prince de Schwartzenberg avait donc bien jugé en décidant que ce poste ne devait qu'être livré à tous les ravages de l'artillerie, et entouré d'un cercle de feu. Ce cercle fut en effet formé quand le prince royal de Suède eût pris sa place de bataille à l'extrême droite, sur la rive gauche de la Partha. La distance que ce prince avait eu à franchir pour atteindre le point où il devait entrer en action, retarda son arrivée. A peine fut-elle conuue, que l'empereur Alexandre envoya le grand-duc Constantin le complimenter. Son Altesse impériale, qui ne quittait jamais son auguste frère que quand sa présence était nécessaire aux troupes qui étaient sous ses ordres, remplit cette mission en courant les plus grands dangers. Ce prince dut parcourir un demi-cercle de feux, où il fut entouré de boulets. Le soir, le grand-duc prit plaisir à raconter son entrevue avec Bernadotte. Il loua son air martial, l'aisance avec laquelle il se montrait à la tête de ses troupes; en un mot, il le trouva brillant général.

La jonction du prince de Suède ne s'était faite avec la droite de l'armée alliée que vers les deux heures. Elle completta les masses qui, ce jour-là, devaient enlever à Bonaparte toute espérance de

victoire et tout moyen de retraite sur l'Elbe. Aucune action ne fut tentée dès ce moment, ni de la part de Bonaparte pour rejetter les assaillans au loin, ni de la part des alliés pour rejetter Bonaparte dans Leipzig : ce fut à l'artillerie à consommer le grand œuvre. De nombreuses batteries s'avançaient, suivies par les troupes, et resserraient de plus en plus le cercle que le matin avait vu former.

Mais, pendant que toutes les forces des alliés agissaient de l'Elster à la Partha, le général russe Sacken inquiétait, dans la partie nord, les premières maisons de la ville ; et ses balles arrivaient jusques dans les rues. Si cette attaque particulière était la plus alarmante pour la ville de Leipzig, l'ensemble plaçait Bonaparte dans une cruelle alternative : ou il fallait se résoudre à supporter, en se retirant, d'énormes pertes ; ou bien il fallait qu'il se résignât à passer sous le joug, s'il s'arrêtait vingt-quatre heures encore dans sa position. Un incident survenu pendant la bataille ne lui laissa plus d'espoir dans les secours qu'il aurait pu attendre des allemands. Les saxons et les westphaliens avaient abandonné ses aigles pour se ranger sous les drapeaux de la coalition. Cet abandon, joint à la marche offensive des bavarois, portait le dernier coup à sa puissance d'outre

Rhin : il ne lui laissait plus entrevoir qu'une dissolution plus ou moins éloignée.

Pendant toute la journée, les deux empereurs de Russie et d'Autriche avec le roi de Prusse étaient constamment restés auprès des réserves, à très-petite distance de la première ligne. Je rejoignis leur suite vers le soir; je vis combien ces monarques étaient calmes au milieu des boulets qui arrivaient jusqu'à eux.

Après que la canonnade, prolongée sur toute la ligne jusqu'à la nuit, eût fini cette journée où tant de sang avait été répandu, les troupes prirent la position qu'elles devaient garder. Les souverains rentrèrent dans leurs quartiers, et les généraux en chef allèrent méditer sur ce qui serait entrepris le lendemain. Plusieurs mouvemens, commencés des le soir, continués pendant la nuit, ne laissaient plus de doute sur la retraite à laquelle Bonaparte se décidait. Cependant, il était nécessaire de savoir jusqu'à quel point il voudrait que Leipzig fût défendu. Cette incertitude et une autre combinaison que nous développerons bientôt arrêtèrent les généraux dans les mesures qu'il convenait de prendre pour profiter de la retraite de l'ennemi, s'il la faisait avec toutes ses forces. Il fallut attendre que le jour vînt éclairer les résolutions et indiquer les directions dans lesquelles

devaient être acheminées les troupes, celles surtout destinées à presser l'ennemi.

Je sortis le lendemain, à la pointe du jour, pour aller reconnaître l'état des choses et la situation générale des troupes, et venir en faire un prompt et fidèle rapport au grand-duc. Je trouvai, à une très-petite distance de Leipzig, en vue des portes de la ville, le comte de Raijecourt, royaliste français et général autrichien, occupé à tirer la ligne des avant-postes. On ne découvrait aucune troupe ennemie. Je présume qu'elles étaient toutes rentrées dans les faubourgs et dans la ville, et que les plus avancées ne l'étaient que fort peu en avant des murs. Quelques coups de fusil se firent entendre sur notre gauche, aux bords marécageux de la Pleiss, mais si faiblement qu'ils ne purent nous donner de distraction. Il était donc bien certain qu'il n'y avait plus qu'à prendre possession de la ville, du consentement de l'ennemi; ou qu'il fallait l'emporter de vive force, puisqu'on ne paraissait pas disposé à nous en disputer les approches. Pendant que nous étions au milieu de ces reflexions, une ordonnance m'apporte l'ordre du grand-duc d'accompagner le lieutenant-général Ozarowski dans l'expédition dont il était chargé. Ce général devait aller, avec la division de la cavalerie légère de la garde, à la rencontre des

austro-bavarois, pour se joindre à leur armée, que l'on croyait beaucoup moins éloignée qu'elle ne l'était. Cette raison explique le trop peu d'ardeur que le prince de Schwartzenberg mettait à serrer de près la retraite de l'ennemi. Il espérait que Bonaparte, toujours disposé à montrer de l'audace et à en imposer à ses adversaires par sa contenance, relentirait ses mouvemens rétrogrades si on ne le talonnait pas trop. Cette interprétation est la seule qui puisse légitimer la tiédeur qui fit négliger au généralissime des alliés de déployer de grandes mesures contre la retraite de Bonaparte. Les préparatifs que l'ennemi n'avait pu cacher, les troupes qui, le soir de la bataille, avaient filé vers Lützen, avaient révélé au prince de Schwartzenberg le parti que Bonaparte prenait. Le général Pelet [1] a donc eu le droit de s'étonner de voir le prince de Schwartzenberg n'avoir pas mieux saisi les avantages d'une retraite qui ne pouvait plus se faire qu'en désordre. On ne voit même pas que le général Léderer ait eu l'ordre d'agir. Ce général avait été chargé, le jour de la bataille, de faire des démonstrations le long de la Pleiss pour inquiéter les derrières de la ligne de Bonaparte; et toute l'armée autrichienne

[1] *Voy.* Spectateur militaire, vol. II.

connaît l'ardeur, l'intrépidité et les talens de ce général, qui servit constamment dans les dragons de la Tour. On est donc obligé de croire que le généralissime des alliés espérait que l'armée austro-bavaroise, sous les ordres des princes de Wrède et de Reüss, saisirait la tête de quelque défilé dans un pays qui en est hérissé; qu'elle s'y retrancherait; qu'à l'appui de ces retranchemens, elle serait assez forte pour arrêter, pendant deux jours seulement, l'armée tant affaiblie de Bonaparte, retard qui suffirait pour donner le temps aux armées alliées d'arriver en queue de l'armée ennemie, de se répandre sur ses flancs, et d'en consommer la ruine. Si l'on avait cet espoir, il était essentiel de ne pas presser Bonaparte et de lui laisser attribuer à la timidité ou à l'inhabileté, la lenteur avec laquelle on le suivait. Car pourrait-on croire que Schwartzenberg doutât un moment que la victoire ne fût à lui? Probstheide aurait été, le lendemain, pris à revers de tous côtés, si Bonaparte avait encore voulu y résister: mais, dans tous les cas, on s'étonne de ce que le prince de Schwartzenberg, qui avait à sa disposition des milliers de cosaques et de partisans, n'en ait pas jeté, aussitôt après la bataille, en avant de toutes les directions que pouvait prendre Bonaparte, pour couper les ponts et embarasser les

chemins. Il paraît même que cette mesure fut négligée par les autrichiens qui étaient à Weissenfeld. On sait pourtant que, le jour où les premières colonnes se servirent du pont de Weissenfeld, la Saale était si grosse qu'elle apportait de grands obstacles à la construction des ponts auxiliaires.

Notre destination cessa dans la journée même. Je rejoignis à Naumbourg le grand quartier-général, qui était aussi celui du grand-duc. L'ennemi, dont la retraite principale se faisait sur Weimar et Erfurt, où il avait ses dépôts, s'était formé de l'autre côté de Kœsen : avantageusement posté sur les hauteurs qui bordent la rive gauche de la Saale, il barrait le pont et le rendait inabordable. Le grand-duc m'envoya le reconnaître : j'y allai avec un prince polonais, capitaine dans les gardes à cheval. Je rencontrai le comte de Salins, général autrichien qui avait été mon lieutenant-colonel dans le régiment de Mitrowski. Nous traversâmes le pont, et nous fumes convaincus de la difficulté de faire passer une colonne, car les balles le couvraient. Le comte de Salins se borna pour le moment à faire occuper, comme tête de pont, les maisons bâties sur la rive opposée : il n'y avait pas d'autres dispositions à faire.

Revenu sur la rive droite, je rédigeai un précis

de reconnaissance. Je dis que l'ennemi était placé vis-à-vis du village de Kœsen, sur la montagne de Hassenhausen, que la route traversait; qu'il défendait le débouché du pont par des feux supérieurs qui prendraient constamment d'écharpe les colonnes qui voudraient s'avancer sur ce point. Je fis observer que le terrain ne prêtait aucun abri aux troupes tant qu'elles filaient sur la chaussée, et qu'elles ne pouvaient être couvertes que lorsqu'elles étaient parvenues sur la rive opposée, à la faveur des maisons qui y étaient situées. Je remarquai que nous ne pouvions nous flatter d'être maîtres du défilé par lequel on arrivait, qu'en occupant la montagne appelée Weinberg, à droite, et le Flamingenberg à gauche; mais que, si l'ennemi voulait défendre la côte opposée, il était indispensable de chercher à déboucher par le Flamingenberg; parce que les montagnes qu'il occupait, battaient partout d'écharpe la chaussée jusqu'à Freiberg. Je terminais en disant qne je ne pensais pourtant pas que l'ennemi voulût s'obstiner à défendre le débouché du pont, parce qu'il avait trop à craindre qu'on ne se hâtât de le tourner par Cambourg : opération qui, néanmoins, devenait délicate à cause de la nature du pays. Le village de Schulepforte me parut propre à couvrir les manœuvres.

A mon retour, je soumis au grand-duc la reconnaissance : on fit, en effet, un mouvement par Cambourg, et l'ennemi se retira. Il fut suivi par le général autrichien Giulay, qui marchait en tête des colonnes. On se plaignit de ce que ce général n'avait pas été assez entreprenant. Je vis le lendemain le comte Christian de Kinski, son chef d'état-major. Le temps chargé d'un épais brouillard avait été le seul coupable; les détails dans lesquels Kinski entra justifiaient entièrement Giulay. Ce général avait partout servi avec distinction. On ne pouvait lui contester ni des talens ni une longue expérience. Il était donc certain que des obstacles impossibles à surmonter s'étaient opposés à ce qu'il ne fit à l'ennemi le mal qu'on attendait de sa poursuite. Cette reconnaissance fut la dernière opération à laquelle je fus employé en présence de l'ennemi pendant la campagne de 1813. L'armée n'eut plus d'engagemens, et il n'y eut que quelques affaires d'avant-garde contre l'arrière-garde ennemie. Elles cessèrent, au reste, le 20 octobre, par le combat que l'avant-garde de Blücher engagea entre Gotha et Eisenach.

CHAPITRE LIX.

Le corps de réserve sous les ordres du grand-duc Constantin s'avance sur Francfort sans rencontrer l'ennemi. — Bonaparte renverse l'armée bavaroise qui entreprend de lui fermer le passage. — Le comte de Giulai rejette derrière le Rhin les troupes que Buonaparte veut tenir sur la rive droite, et termine la campagne de 1813. — Les grandes-duchesses de Russie, Marie et Catherine, tous les princes de la confédération du Rhin, arrivent à Francfort. — Ménagemens pris vis-à-vis de Bernadotte, prince royal de Suède. — On balance entre la paix et la continuation de la guerre. — Note tendant à faire continuer la guerre et à écarter toute idée de passer le Rhin entre Bâle et Mayence. — Plan d'invasion en France et d'une marche rapide sur Paris.

La réserve, toujours sous les ordres du grand duc Constantin, continua sa marche par Weimar. Après avoir séjourné dans cette résidence où la grande duchesse Marie, sœur du grand duc Constantin, avait épousé le prince héréditaire, nous reprîmes la route d'Erfurt, pour arriver à Francfort. Notre marche s'était faite comme si nous eussions été en pleine paix.

Mais si le combat d'arrière-garde entre Eisenach et Gotha fut le dernier que les troupes de Bona-

parte eurent à soutenir contre les armées qui l'avaient combattu à Leipzig, il lui restait encore à repousser victorieusement le dernier effort que les alliés feraient pour lui fermer le retour au-delà du Rhin. Ce soin fut le partage des bavarois unis aux troupes autrichiennes que le prince de Reüss commandait. Le maréchal de Wrède, leur général en chef, vint derrière la ville de Hanau opposer à Bonaparte une barrière qu'il espéra lui rendre inexpugnable. Une bataille s'engagea; on se battit avec acharnement; et Bonaparte, non moins heureux près de Hanau qu'à la Bérésina, sembla n'avoir éprouvé de résistance que pour acquérir de la gloire au milieu d'une défaite. Loin du champ de bataille, je ne pourrais que reproduire des faits qui ont été exposés avec plus ou moins de vérité, ou bien asseoir des conjectures sur des données trop vagues. Ce serait m'écarter des obligations que je me suis imposées : celles de ne raconter que ce que j'ai vu ou entendu. Quoique fidèle à ce dernier engagement, je dois dire que tous les renseignemens firent attribuer la mauvaise fortune des bavarois aux dispositions dans lesquelles on n'avait pas assez ménagé les principes, et au trop peu d'importance qu'on avait attaché au choix du terrain. Obligé de céder aux démonstrations que lon donnait de ces vérités, je n'imputai les

fautes qui avaient pu être commises, qu'à une surprise. Le général en chef bavarois n'avaît pû croire que Bonaparte serait si promptement en présence de son armée. Le maréchal de Wrède marchait avec la persuasion qu'il l'arrêterait dans les forêts ou dans les montagnes de la Thuringe : le général Geppert était le chef de son état-major. Quoique cet officier eût presque toujours servi en Italie, et que les autres pays ne dussent pas lui être connus dans les détails qui assurent les opérations de guerre, ses talens naturels, sa longue habitude des fonctions de l'état-major, l'auraient infailliblement préservé des fautes qui ont été reprochées aux chefs de l'armée austro-bavaroise.

Bonaparte, dégagé de ces dernières entraves, eut bientôt mis le Rhin entre les alliés et lui. Il voulut cependant conserver une tête de pont sur le Rhin. Cette position eut été à la fois menaçante et n'eut pas laissé dans toute leur plénitude les succès que les alliés avaient obtenus. Il fut donc résolu que le général Giulay attaquerait le corps que le général Bertrand commandait à Hocheim en avant de Mayence. Les souverains voulurent assister à cette attaque. Ils s'y rendirent avec le grand duc. Le combat fut sérieux; Giulay, que des improbations trop peu

méritées avaient aigri, déploya une impétuosité qui tenait d'une espèce de fureur. L'ennemi ne put résister; il repassa entièrement le Rhin et termina la campagne de 1813, à côté de laquelle l'histoire en placera difficilement de plus remarquables par l'art des manœuvres, par les pertes qu'essuyèrent les deux partis, et par les grands résultats qui la suivirent. On peut dire en effet que, si la campagne de 1812 avait préparé le changement que la face de l'Europe devait éprouver, ce changement fut dû à celle de 1813, tant par l'épuisement à laquelle elle avait réduit les moyens de Bonaparte, que par le rapprochement de ses frontières, où elle conduisit les armées alliées. Il était donc impossible de douter que la campagne suivante ne mît fin aux maux dont l'Europe gémissait, par la chute infaillible de l'auteur de tous ces maux. Encore une secousse, et le colosse était abattu. Eh bien! croira-t-on que le mauvais génie qui, depuis vingt-deux ans, infestait les cabinets, fut encore sur le point de triompher? Les souverains réunis à Francfort faillirent méconnaître leurs plus chers intérêts, et peu s'en fallut qu'ils n'accédassent aux propositions de paix que Bonaparte leur faisait; mais les peuples ont aussi leur étoile. Celle des nations avait amené à Francfort les deux grandes duchesses sœurs de l'empereur de Russie. Ces

deux princesses, également distinguées par des agrémens extérieurs et par la supériorité de leur esprit, n'avaient pas les mêmes nuances dans le caractère. La grande duchesse Marie, douce et bienfaisante, ne s'occupait que du bonheur de ceux qui l'entouraient. Au même empressement de faire le bien et d'être utile, Catherine, tourmentée du désir de se montrer digne du nom qu'elle portait, joignait une ardente ambition, le besoin d'entreprendre, et un courage au-dessus des événemens. On peut dire qu'elle avait reçu de la nature l'ame et l'esprit d'un grand homme avec tous les agrémens de son sexe.

Les rois et les princes de la confédération étaient accourus à Francfort, offrir aux souverains vainquenrs les hommages que la victoire impose. Les empereurs de Russie et d'Autriche, de concert avec le roi de Prusse, avaient dépouillé Bonaparte du prestige qui appartient à la force. Ils s'étaient emparés de la suprématie que le dominateur avait exercée sur ces princes de la confédération. Trop faibles pour oser émettre une opinion qui leur fut propre, ils attendaient la résolution que les puissans monarques prendraient, avec la résignation de s'y soumettre. Poursuivrait-on la guerre? Irait-on chercher Bonaparte sur son territoire et au sein de sa capitale pour arra-

cher de ses mains le sceptre des Bourbons? Tel était le problème politique dont la solution paraissait si compliquée. Les trois monarques, quoique entourés de leurs ministres et des généraux les plus distingués de leurs armées, voulurent être seuls dépositaires de leurs projets. Tous les jours après leur dîner, ils se réunissaient chez la grande duchesse Catherine. Cette princesse était seule admise à leurs conférences. C'est là que les futures destinées s'agitaient. On sent bien que l'avis de Catherine ne restait pas inconnu aux souverains; et on présuma encore que cet avis n'était pas pour la paix. Dans cet auguste conseil, deux choses étaient surtout remarquables : la déférence que le roi de Prusse et l'empereur de Russie avaient pour l'empereur d'Autriche, qui, dans le cercle, occupait la première place, toujours assis sur le même fauteuil; et l'empire que devait exercer une princesse jeune, aimable et douée de tant de qualités sur deux souverains dans la vigueur de l'âge, veufs, très-susceptibles d'éprouver les atteintes de la beauté. Ces deux monarques étaient de caractère à persister dans le sentiment qu'ils avaient une fois adopté; mais Catherine était un bien redoutable obstacle à écarter, si leur avis n'était pas le sien. Quelque secrètes que fussent ces hautes conférences, il était bien difficile d'empêcher que

les courtisans ou les généraux ne surprissent pas des données capables de fournir des conjectures, et peut-être même de conduire au vrai : des questions indispensables adressées aux ministres ou aux généraux étaient, pour de tels hommes, des révélations.

Quoique les apparences signalassent une hésitation entre la paix et la guerre, les ménagemens dont les monarques usaient envers les princes de la confédération du Rhin étaient autant de symptômes prononcés pour la guerre. On éloignait avec soin tout ce qui pouvait donner de l'ombrage à Bernadotte. Je ne citerai qu'un fait : on avait logé le grand duc Constantin à l'hôtel d'Angleterre; au moment ou j'entrai chez lui, le grand duc me fit un signe impératif de silence. — « Qui croyez-vous, me dit Son Altesse Impériale, loge dans cette chambre? — Il me montrait une porte qui communiquait dans un autre appartement... Le roi de Suède, Gustave... J'ai fait défendre ma porte pour tout le monde. » Mais la première fois que le grand duc sortit, il fut rencontré par Gustave, qui vint au-devant de lui et l'embrassa. Le lendemain, Gustave quitta Francfort. Ce départ lui fut probablement insinué : sa présence devenait trop embarrassante pour les souverains qui refusaient de le voir, il leur était pourtant uni par les liens du

sang; mais la politique, mais l'intérêt des nations ne peuvent-ils pas commander les plus grands sacrifices?

Le temps s'écoulait, on ne prenait point de résolution. La fortune de Bonaparte parut un moment l'emporter et la guerre fut sur le point d'être terminée. Le prince Léopold de Cobourg avait gagné par des qualités véritablement estimables l'affection particulière d'un grand monarque. Il allait tous les jours au spectacle dans la loge de Sa Majesté. Le logement que j'occupais était voisin de celui du prince, et je le voyais ordinairement le matin. Nous avions la même opinion sur la nécessité de continuer la guerre. Un jour, il me dit d'un air peiné: « Toutes nos espérances sont ren» versées; le roi m'a dit hier dans sa loge: pour» quoi passer le Rhin?..... Si l'on peut ici dicter » une bonne paix, pourquoi s'y refuserait-on? » Et le roi qui tenait ce langage n'était certainement pas timide! on ne put jamais l'accuser que de trop de témérité au milieu des dangers. Mais il était dans sa première jeunesse quand il fit la campagne de 1792; et dans le temps où il parlait il voyait en roi les calamités qui avaient marqué cette désastreuse campagne. Ces considérations de roi devaient néanmoins s'affaiblir devant le caractère ferme du monarque. Le désir ardent

de venger son peuple des calamités dont un orgueilleux vainqueur l'avait chargé, devaient étouffer les froides prévisions de la prudence; il était donc indubitable que le roi ne s'opposerait pas à la reprise des hostilités. Je ne crois pas au reste que le parti qui voulait la paix, fût jamais bien puissant à Francfort. Sans connaître les intrigues qui, dans cette résidence, agitaient les cabinets, et sans avoir su, dans le temps, par qui ces intrigues étaient menées, je pense pourtant que les personnages les plus influens, parmi lesquels on peut placer le comte de Metternich au premier rang, furent constamment d'avis de passer le Rhin.

En refléchissant sur ce que le prince Léopold m'avait redit, je crus qu'il pourrait être utile de détourner les regards du théâtre où la première guerre s'était faite, et de prouver que le territoire soumis à la domination de Bonaparte pouvait être envahi par tout autre point que celui par lequel les armées austro-prussiennes y avaient pénétré en 1792. A l'âge ou j'étais, l'imagination travaille; on regarde comme infaillible le succès après lequel on court. Mais il fallait des preuves, il fallait encore dans la position respective des armées bien peser les moyens qu'elles auraient de passer le Rhin. Cette bar-

rière ne s'opposait point aux austro-prussiens quand ils formèrent en 1792 leur plan offensif. Ce premier obstacle à surmonter, appelait les premières discussions. C'était en examinant le cours du fleuve, qu'on pouvait espérer d'indiquer les endroits où le passage pouvait s'effectuer, selon les raisons de guerre et la manière d'opérer qui convenait aux circonstances. J'examinai donc le cours du Rhin depuis Bâle jusqu'à Coblentz, sous le rapport d'un point de passage pour les armées. Je ne prétendis pas, dans cet examen, émettre mes propres idées : je recueillis les opinions que nos plus grands généraux avaient exprimées sur la défense de la rive gauche du fleuve et sur les moyens qu'ils avaient jugé propres à empêcher une invasion en France : car c'était là qu'il était urgent de pénétrer; c'était à Paris que le terme de nos travaux et le retour du bonheur dans notre pays nous attendaient. Je disais donc :

« On veut la paix, avec la persuasion que l'homme à qui on la demande ne l'accordera pas; ou qu'il ne l'accordera qu'en méditant une nouvelle guerre. Dans cet état des choses, on semble vouloir s'adresser à la nation. Mais, en ce cas, il faut se rappeler qu'un des plus célèbres généraux qui aient combattu contre la France, le prince Louis de Baden a dit : « Les français se mettent

« fort peu en peine des événemens qui ont lieu « au-delà de leurs frontières ; aussi un projet « de guerre contre cette nation n'est-il plausible « que quand il tend à la menacer dans son inté- « rieur ». Cette opinion, si celle des grands hommes a de l'autorité sur les résolutions des autres, ne nous permet plus d'hésiter sur le parti que nous avons à prendre : elle nous prescrit d'attaquer Bonaparte au cœur de sa puissance. C'est vers la capitale de son empire, que nos armées doivent s'acheminer; ce projet une fois tenté, doit-il nous intimider parce qu'il échoua? De quelle démence n'eût-il pas été accusé, celui qui, en 1810, eût calculé d'avance les défaites de Napoléon et l'anéantissement de ses armées?

« La guerre est une science de calcul : procédons de conséquence en conséquence, et nous atteindrons notre but. C'est parce qu'il voulut braver ces principes, que Napoléon succomba. Mais, avant de s'engager dans l'expédition qui vient d'être proposée, il est de la plus haute importance d'avoir une volonté bien prononcée; car chaque volonté exige un mode différent d'opérer.

« Marcher sur la capitale d'un pays ennemi, fut dans tous les temps le principe des plus grands capitaines : ce n'est qu'à Carthage que Scipion crut pouvoir sauver Rome. Mais il est deux ma-

nières de marcher sur une capitale : ou on veut s'établir militairement et solidement dans un pays, ce qui constitue le système des conquêtes ; ou bien on ne veut qu'obtenir un but momentané, et alors on procède par invasion.

« S'il s'agissait aujourd'hui de s'établir militairement en France, le point d'attaque ne pourrait pas être problématique ; se rendre maître de la grande barrière qui sépare l'Allemagne de la France ; la couvrir de points de force qui, en donnant une base, créeraient en même temps des pivôts de manœuvre, et assureraient une communication avec la base première, quel que fût le rayon sur lequel des raisons de guerre détermineraient à pénétrer plus avant dans l'intérieur, seraient autant d'axiomes qui feraient regarder l'Alsace comme la clé de la France. Mais les différens siéges qu'il serait indispensable de faire, le danger qu'impliquerait à tous les mouvemens le peu de distance qui règne entre les forteresses et le pied des Vosges, nouvelle barrière qu'il faudrait forcer, exigeraient l'emploi de plusieurs campagnes, exposeraient les alliés à toutes les vicissitudes de la guerre, donneraient le temps à Napoléon de rasseoir l'esprit public et d'aguerrir ses nouveaux soldats, qu'il nous importe de ne pas laisser se former. Il ne peut donc pas entrer dans

le plan des alliés de s'établir militairement en France : ils ne peuvent que projeter une guerre d'invasion, ou, s'il m'est permis de m'expliquer ainsi, ils ne peuvent que tenter un coup de main sur la France. Cette résolution prise, la politique et la guerre doivent également concourir à son exécution.

« C'est à la politique à éclairer sur l'esprit du jour qui anime les français ; c'est à elle à lui donner une nouvelle direction. Il faut, en rendant la multitude étrangère à la cause du gouvernement, annuller la résistance d'un grand ensemble.

« C'est à l'art de la guerre, en se considérant isolé des moyens politiques, à tracer une marche sûre pour arriver au point que l'on veut atteindre. La route qui doit être tenue sera donc la ligne la plus courte et la moins hérissée d'obstacles. Elle cheminera par un terrain qui n'offrira à l'ennemi aucun centre ou pivot d'où il pourrait partir pour se placer sur les communications de l'armée. Cette armée, dans aucune chance de guerre, ne doit pouvoir être coupée de sa base ni acculée à des obstacles insurmontables, de quelque nature qu'ils soient. Loin de là, le terrain qui servira de théâtre aux opérations doit offrir de distance en distance des positions propres à placer des échelons capables de couvrir les

flancs et les derrières de toutes les marches ; il doit se prêter le plus tôt possible à l'action de l'arme jugée supérieure dans l'armée, traverser les pays les plus abondans ou du moins ceux qui faciliteront les transports et s'éloigneront le moins des entrepôts de vivres. Or, dans une semblable recherche, l'ouvrage que les français ont si impolitiquement livré au public, sous le titre *de Tableau historique de la Guerre de la Révolution*, peut nous servir de guide. Cet ouvrage, en développant les moyens d'attaque et de défense que l'art et la nature ont mis aux mains des français, repartit en cinq fronts d'attaque la périphérie de la France. Mais je pense qu'il suffit ici de soumettre à la discussion, relativement à une entreprise au-delà du Rhin, l'espace qui s'étend de Bâle à Cologne.

« En examinant les points qui favorisent le passage du Rhin, les auteurs dont les réflexions composent l'ouvrage que l'on vient de citer se contentent de prouver par des exemples la facilité que donnent les villes forestières pour franchir le fleuve. Il est dit qu'en 1709, le comte de Merci, après avoir passé le Rhin à Lauffenbourg et à Rhinfelden, marcha par Neubourg en Franche-Comté où le duc de Savoie devait venir le joindre par la Bresse pour marcher ensemble à Dijon et

de là sur Paris. Mais le comte Dubourg, général français, se hâta d'aller au-devant de l'armée autrichienne, et battit cette armée, dont les débris entrèrent par petits pelotons en Suisse, où les paysans les assommèrent [1].

Pendant que le roi (Louis XV) fut malade à Metz, le prince Charles de Lorraine avait formé le dessein de faire la même tentative, lorsque, les suisses l'ayant menacé de le suivre en queue avec trente mille hommes, il se désista de son projet [2]. Il résulte de ces antécédens qu'Huningue oppose une faible barrière à celui qui a résolu d'entrer dans la Haute-Alsace par Bâle, ou en Franche-Comté par le Frickthal. Mais serait-il sage à un général de s'engager aujourd'hui dans une pareille trouée? D'abord, il est constant que les destins de son armée reposeraient entre les mains des suisses. Ceux-ci lui seraient incontestablement dévoués tant qu'il serait victorieux; mais si la fortune lui devenait contraire, pourrait-il avec certitude se promettre le dévouement d'un gouvernement qui, composé de la volonté de plusieurs, est nécessairement livré aux passions et aux partis?

---

[1] Tableau historique de la guerre de la révolution de France, tom. I.er, page 98.

[2] *Idem*, page 100.

Or, en cas de défection, de tiédeur ou d'embarras de la part des suisses, que deviendrait l'armée poursuivie après un échec ?

La Suisse se suffit à peine à elle-même; les communications y sont difficiles : d'où tirerait-on les subsistances ? Si la Souabe les fournissait, où établirait-on des dépôts à l'abri des insultes que peuvent toujours hasarder les ennemis soutenus par leurs forteresses ? Admettons qu'on ait paré à tous ces inconvéniens ; le camp de Hessingen n'a-t-il pas été reconnu propre à fermer la Franche-Comté ? [1] Les passages de la Birs et de la Birzig ne sont-ils pas des obstacles à surmonter ? Le pays montueux qu'il faut traverser ne se prête-t-il pas à une guerre de chicanes et défensive, que des ennemis agiles, intelligens, astucieux par caractère national, sont capables de jouer avec succès.

Étudions la campagne que fit le maréchal de Turenne en 1674, et ces vérités acquerront toute leur évidence [2].

Au reste, supposons que, n'éprouvant aucune résistance, on soit en pleine marche vers l'intérieur du pays. L'ennemi, appuyé par ses forteresses de

[1] Tableau historique, page 104.

[2] Tableau historique, page 104.

l'Alsace, est encore maître de la chaîne des Vosges, dont des places le mettent solidement en possession. Il ne manquera certainement pas de porter toutes les masses dont il pourra disposer, sur les communications, dans les directions les plus dangereuses. Que faire pour lui ôter ces moyens offensifs? Il serait ridicule de penser à les lui arracher en cherchant à le prendre à revers par la Lorraine, parce qu'il serait toujours trop rapproché de sa base et de ses points d'appui. Je me persuade que, pour se soustraire à ce désavantage, on ne voudrait pas opérer sur les trois provinces à la fois; car on se jetterait dans une dissémination qui promettrait à l'ennemi un infaillible triomphe. Dans tous les cas, on ne pourrait se dispenser de faire les siéges de Brisach, Schelestadt, Huningue et Befort. Ces places, quoique mauvaises, retarderaient cependant la rapidité, qui doit être le premier élément de nos succès.

« En concevant une offensive par la Franche-Comté, peut-être viserait-on à se joindre à l'armée d'Italie. On lui donnerait rendez-vous sur Lyon, éloigné seulement de quinze lieues de la frontière. Mais par où s'effectuerait la jonction? Par Bregens, Constance et les Grisons?.... La campagne du duc de Rohan dans la Valteline, celle du maréchal Souvarow en Suisse nous éclairent sur cette

exécution, surtout dans la saison où nous nous trouvons ; elles nous en montrent les difficultés et les dangers.

« Le Piémont paraissant sur le point d'être soumis, peut-être voudrait-on déboucher par une vallée des Alpes? Mais si on méconnaisait l'âpreté de ces pays; les réflexions de Feuquières sur l'expédition du duc de Savoie et du prince Eugène, quand ils s'avançèrent jusqu'à Frejus; la campagne du prince de Conti, si bien décrite par Saint-Simon, celle de Maillebois, si militairement exposée par Pezé, l'état de défensive proposé par Berwick, prouvent combien une telle opération est peu praticable dans les conjonctures présentes. De plus, quelque achevée que puisse être la route qui passe par le Simplon, on n'en serait pas moins réduit à un passage de défilé, opération toujours délicate et peu sûre, même en présence d'un ennemi faible et désorganisé.

« Par une autre combinaison plus juste au premier apperçu, on parle de se réunir sur les bords du Rhône avec lord Wellington? Dans vingt-quatre marches au plus, l'armée anglo-espagnole pourrait, à la vérité, se trouver au point qui lui aurait été fixé; mais cette combinaison exigerait impérieusement que l'armée du lord fût déjà maîtresse des Pyrenées Orientales, afin de dé-

boucher par Perpignan. Autrement, elle serait obligée de prêter constamment le flanc aux masses que l'ennemi ferait mouvoir contre elle. D'ailleurs, observe-t-on bien le grand nombre d'obstacles que la nature oppose, tels que des montagnes, des rivières et des forêts, au moyen desquels l'ennemi pourrait entraver et même arrêter cette armée! N'est-ce pas dans cette hypothèse, qu'une position vraiment centrale permettrait à l'ennemi d'isoler les deux armées et de les entreprendre séparément? Enfin, perdrait-on de vue que chacune de ces armées s'éloigne, en divergeant, de sa base d'opération, sans pouvoir s'en créer une secondaire, et qu'en formant des entrepôts provisoires, il n'en est aucun dont l'art puisse répondre. Bien plus, après une jonction faite sans contre-temps, combien ne serait-on pas encore éloigné du point vers lequel on est pressé de se montrer pour arriver au terme; et on avoue que tout ce qui produit des délais est pernicieux. Il est vrai que le caractère des habitans des provinces méridionales, inquiets, turbulens et amateurs de nouveautés, pourrait faire espérer de leur rendre commune la cause pour laquelle on combat. Mais l'incertitude de cet avantage peut-il balancer la certitude des dangers qui viennent d'être exposés? Enfin, dois-je dire que le comte de Maillebois, ce général

que le grand Frédéric ne craignait pas de mettre à côté du prince Henri, soutenait, avant que la guerre de la révolution éclatât, que de toutes les manœuvres contre la France, une entrée par la Franche-Comté était la plus fausse.

« Supposons maintenant que, convaincu des hasards auxquels exposerait une irruption en Franche-Comté, on aimât mieux, par une marche plus militaire, s'établir solidement en France en s'emparant des places de l'Alsace et en se rendant maître des Vosges. Avant d'adopter un pareil dessein, consultons les généraux les plus imposans par leur réputation, ceux qui ont enseigné aux peuples de la rive gauche du Rhin la manière dont ils doivent défendre ce fleuve.

« D'abord, après avoir désigné les six places situées derrière le fleuve dans un espace de quinze meiles [1], ils montrent à la distance de deux meiles en arrière des forteresses, les montagnes des Vosges. Ces montagnes, qui séparent l'Alsace de la Lorraine et de la Franche-Comté, resserrent l'ennemi entre elles et le fleuve, compriment ainsi tous ses mouvemens, et deviennent par là une seconde barrière non moins formidable que la première. Ils affirment qu'une armée bien postée derrière

[1] Deux lieues de poste font le meile d'Allemagne.

Strasbourg, couverte par le Rhin et les places qui le bordent, soutenue par Schelestadt, Béfort, Haguenau, empêcherait facilement de passer le fleuve; et, à moins, disent-ils, de se rendre maître de toutes les places (ce qui est inadmissible), il serait tout au plus possible à une armée ennemie de traverser l'Alsace pour tenter en Franche-Comté ou en Lorraine une invasion qui ne serait pas sans danger. Ils croient donc que la France n'a rien à craindre de ce côté, et qu'elle doit désirer au contraire que l'ennemi vienne s'enfermer lui-même entre le Rhin, les places de guerre et les montagnes, parce qu'alors un général médiocrement habile le détruirait entièrement [1].

« Si, non content des observations qui viennent d'être rapportées, on voulait plus de détails, le mémoire militaire dans lequel monsieur de Grimoard, chef habile de l'état-major de France, analysa en 1785 la défense du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Haguenau, ne laisserait plus rien à désirer [2]. Cet officier général, après avoir énoncé qu'un pays montueux favorise puissamment

---

[1] Tableau hist. de la guerre de la révolution de France, in-4.°, chap. III, page 91.

[2] *Idem*, pag. 103 et suivantes.

une défensive, affirme que huit positions principales ferment le chemin de la Franche-Comté, empêchent d'arriver jusqu'aux montagnes, rendent ainsi nulle la facilité qu'on a de déboucher par les villes forestières, et deviennent par là le boulevard de la haute Alsace. Il indique ensuite ces positions.

« Une étendue de quatre meiles, qui sépare Huningue de Neuf-Brisach, parait à cet officier facile à défendre. Si cependant le passage était forcé, il propose à l'armée française de venir se placer entre l'Ill et le Rhin. A son avis, une multitude de rivières dont on peut se couvrir, la fameuse position de Kestenholz entre Schelestadt et les montagnes, protégent le reste de l'Alsace et la communication avec Strasbourg. Il pense que, par une position centrale prise entre le Rhin et l'Ill en avant de Schelestadt, l'espace de six meiles qui sépare Neuf-Brisach et Strasbourg, sera suffisamment gardé. Mais si l'ennemi réussissait à passer entre Brisach et Strasbourg, il veut qu'on s'établisse entre l'Ill, le Rhin et le Zeimbs. Des camps posés à Erstein, entre la forêt du Hart et l'Ill, et une inondation donnée par le ruisseau de Blodelsheim, sont encore des moyens qui lui paraissent victorieusement répulsifs.

« La campagne de Turenne en 1674, celle de

Condé en 1675 apprirent à éloigner l'ennemi de la basse Alsace. Cette partie, couverte par la Bruch, la Mutzig, la Suffel et le camp de Detweiler derrière la Sorr, est à toute épreuve.

« Si des sinuosités et des îles provoquent à passer le fleuve entre le fort Louis et Philippsburg, il est si difficile d'aborder sur la rive gauche et les débouchés qu'on y trouve sont si pénibles, que la nature s'est chargée elle-même de la défense de cette contrée.

« M. de Grimoard termine son travail en protestant que les armées en occupant les positions entre la Motter et la Sorr, entre cette rivière et la Lauter, Veissemburg et la Queisch, empêcheront les allemands d'effectuer un passage depuis Strasbourg jusqu'à Philippsburg. Mais la partie du fleuve qui coule de cette dernière ville jusqu'à Coblentz ne lui inspire pas la même confiance : plusieurs points, au contraire, qu'il indique, invitent les armées ennemies à jeter des ponts pour pénétrer ensuite dans des pays abondans.

« Sur la foi de ces assertions, si on était d'abord tenté d'adopter un projet de passage entre Landau et Mayence, on rejetterait bientôt cette idée en apercevant que chaque direction que l'on pourrait prendre conduit à une place de premier ordre ;

qu'il faudrait, avant tout, avoir forcé les lignes de la Motter, de la Queisch et de la Lauter. Ces lignes peuvent être défectueuses, peuvent être même détruites par le temps; mais elles peuvent être relevées, et mises dans un état capable d'entraver la rapidité dont il est urgent d'user pour ne pas donner le temps à l'ennemi de former de nouveaux soldats.

« Enfin, si, maître de passer le Rhin à Mayence ou dans ses environs, on se proposait de se porter en Lorraine, on oublierait que le maréchal de Turenne, en se postant à Winden, sut paralyser les armées qui, avec le même dessein, avaient traversé le fleuve dans cette ville. Ce grand capitaine nous a démontré que la position de Winden est de nature à mettre un très-petit nombre en état d'en arrêter un très-grand.

« Dois-je ajouter, en dernière analyse, que le marquis de Bouillé, réglant la défensive entre le Spirbach et l'embouchure de la Kill dans la Moselle, apprend comment on doit mettre à profit tous les accidens de ce pays montueux renforcés par des forteresses et par des postes, pour inutiliser le débouché que fournit Mayence.

« Telles sont les autorités qui m'inspirent la hardiesse de conclure que toute espèce d'invasion faite dans l'intérieur de la France en partant d'un

point pris entre Bâle et Mayence doit être rejeté.

« On me reprochera sans doute de m'être trop appesanti sur des détails qui sont connus de tous les militaires : je répondrai que, dans une question aussi épineuse que celle que je viens d'agiter, je n'ai point la prétention de juger par moi-même. J'ai cru ne pouvoir pas trop justifier le plan d'opérations qui m'a paru le plus convenable, et que je demande la permission de présenter de suite. »

Je remis, le 28 novembre, ces réflexions au grand duc Constantin et au prince de Metternich. Ce ministre était entouré de généraux capables de juger, et il était assez influent dans les conseils pour y faire prévaloir les opinions qui auraient pu lui paraître justes. On vient de voir que je m'étais engagé à soumettre des vues et sur le passage du Rhin et sur la manière dont il me semblait que l'expédition devait être conduite au-delà du fleuve. Quelque téméraire que fût cet engagement, il n'était plus en mon pouvoir de m'y soustraire, à moins qu'on ne m'interdît de m'en occuper. Mais il n'était pas probable qu'on me donnât cet ordre : il est rare qu'il soit défendu à un officier d'état-major de méditer sur les intérêts de l'armée; on ne peut que lui savoir gré du temps qu'il y consacre. Je l'ai déjà fait observer : le devoir d'un officier de

ce corps est de réfléchir sur les opérations qui peuvent avoir lieu dans tout état de guerre : c'est aux chefs à rejeter ses pensées ou à les admettre. Le temps pressait; j'achevai la tâche que je m'étais imposée; et voici quelle fut ma proposition :

« De quelque côté qu'on attaque la France, on ne peut éviter ni des pays difficiles qu'il faut franchir ni des places fortes qu'il faut ou prendre ou paralyser. Dans cette hypothèse, il est donc naturel de se déterminer pour l'attaque de la frontière à laquelle on arrive par les pays les moins embarrassés et qui n'opposent de la résistance que dans le plus petit nombre de places, que l'art peut encore avoir négligées.

« Les marais, les rivières, les bois et les montagnes sont les obstacles par lesquels la nature arrête les progrès des armées et entrave la célérité de leur marche. Or, de tous ces obstacles, il me semble que celui apporté par les bois est le moins à redouter. Un bois est, en effet, bientôt emporté, ou par un mouvement bien combiné et rapidement exécuté, ou par la valeur d'une troupe qui s'y jette la bayonnette basse, précédée par quelques décharges d'une artillerie qui n'a point craint d'exposer ses pièces pour donner plus de jeu à la mitraille.

« Les montagnes, au contraire, propres aux

chicanes, donnent pleine carrière à l'intelligence et à l'adresse du tirailleur. Elles appellent davantage la science de l'artilleur, pour choisir des emplacemens capables de lui procurer des feux de commandemens et de revers. D'ailleurs, ne fussent-elles pas même défendues, et fussent-elles percées par des routes qui permissent de marcher sur le plus grand front, les montagnes n'en appesantissent pas moins la marche de toutes les armes, et privent d'un calcul positif l'arrivée des transports.

« L'aisance avec laquelle nos cosaques passent toute espèce de rivières à la nage, l'usage qu'ils ont de se charger, au besoin, d'un fantassin en croupe, rendent presque nulles pour nous des barrières qui peuvent toujours être tournées. Il résulte de ces réflexions, qu'un pays qui n'opposerait aux armées que quelques bois soutenus par une ou deux mauvaises places délaissées, tandis qu'il donnerait la ligne la plus courte sur Paris, en même temps que cette direction n'exposerait jamais les flancs ni les derrières; il en résulte, dis-je, qu'un tel pays est le plus avantageux qui puisse être choisi pour le théâtre de nos opérations. Ce pays, ne le trouverait-on pas si on passait le Rhin à Coblentz et dans ses environs, pour se porter sur la Meuse, entre l'embouchure de la Semois et celle de la Chiers?

« Réparties dans un espace de trois meiles, les troupes se trouvent concentrées, et par conséquent capables de tout effort en masse.

« Ce n'est pas assez d'avoir médité une opération ; il faut encore, pour en tracer l'exécution avec certitude, connaître le nombre de troupes qui peut y être employé. Il faut savoir les forces dont l'ennemi peut disposer ; il faut, enfin, connaître les peuples chez lesquels on doit passer, aussi bien que les ressources qu'offre leur territoire. Dénué de ces connaissances, qui ne peuvent être communiquées que par les cabinets, je me bornerai à répartir les troupes dans leurs différens placemens, sans déterminer la quotité de ces répartitions. Je supposerai les peuples de l'ancienne France indifférens à la cause du gouvernement, et je ne parlerai que des ressources alimentaires consignées dans les ouvrages statistiques.

« Mais, avant d'énoncer les moyens qui caractérisent l'offensive, l'usage veut qu'on fixe ceux qui, en mettant le pays d'où l'on part à l'abri de toute agression, assurent la base de cette offensive. C'est pourquoi, avant de parler de la manière dont le Rhin devrait être passé, il est nécessaire de dire quels sont les procédés par lesquels on empêcherait Bonaparte de passer lui-même ce fleuve

entre la Suisse et Coblentz. D'abord, on observera que la Suisse couvre le Haut-Rhin; on observera ensuite que trois routes principales conduisent en Souabe par un pays difficile et rempli de défilés. Réglant la défensive sur ces observations, je pense qu'on se contenterait de rompre les routes principales par les moyens que suggérerait la vue du terrain; on retrancherait les défilés, et on ferait entrer dans ces retranchemens, ainsi que dans les différens camps retranchés qu'on établirait de distance en distance sur toute la crête de la montagne de la Forêt noire, tous les armemens sédentaires que pourrait fournir le pays, joints aux bataillons de dépôts Bavarois, Wirtembergeois, Badois et Hessois. La droite de cette ligne purement passive pourrait s'appuyer à Heilbron, dont on chercherait à faire un poste qu'occuperait l'élite de ces armemens : c'est aux reconnaissances à désigner les points qui ne seraient que des postes, et ceux ou seraient posés les camps retranchés que ces postes lieraient entre eux.

« A l'aide des armemens que fournirait le Tyrol, un corps considérable serait formé à Kempten, à portée de prévenir l'ennemi sur Memmingen et même sur Ulm. Cette place, à tout hasard, serait mise en état de défense, et armée.

Je ne croirais pas qu'on dût prendre d'autres

précautions sur la rive droite du Rhin, où un tiers de la masse générale serait placé entre le Mein et la Lahn, en en déduisant cependant un corps qui serait posté à Kreutznach. Ce corps communiquerait par le pont et le poste retranché de Bingen avec la masse d'entre Lahn et Mein. Ces troupes occuperaient également la chartreuse de Coblentz, qui serait retranchée. On jetterait dans les plaines du palatinat du Rhin les cosaques irréguliers, nuisibles en France aux succès de nos armes par leur trop d'indiscipline. D'ailleurs, comme le cas ne serait point ici de semer l'épouvante, les hussards alliés rempliraient le service des cosaques, pour donner des nouvelles et couvrir les camps.

« Ces premières dispositions achevées, les deux autres tiers de la masse générale passeraient le Rhin à Coblentz et dans ses environs. Cette masse disposée en échelons se diviserait sur l'une et l'autre rive de la Moselle en autant de colonnes que le pays offrirait de routes dans les directions de Rocroi et de Stenay, toutefois, sans étendre le rayon de droite et de gauche au-delà de trois meiles au plus. On peut, d'après la carte et les renseignemens pris, évaluer le nombre de ces colonnes à quatre. Celle qui longerait la rive gauche de la Moselle suivrait une chaussée particulièrement réservée à l'artillerie

et aux bagages, peut-être même à la cavalerie, qui, dans ce cas, serait au centre et à la queue de l'infanterie. A mesure qu'on cheminerait, les troupes occuperaient les postes de Witlich, de Grewenmaker, sur la rive gauche de la Moselle; et on occuperait Trèves, en économisant autant que possible la garnison.

« Berncastel et Trarbach, paraîtraient, conjointement avec la chartreuse de Coblentz, assurer la rive droite. Un poste, cependant, pourrait être poussé dans le Hundsruck, vers les sources de la Nahe, pourvu qu'il ne s'éloignât pas au-delà d'une marche de Berncastel, dont il serait l'avancé. Chaque poste établi sur la rive droite communiquerait avec la gauche. Des bateaux ou des bois de flottage faciliteraient la construction des ponts.

De Grevenmacker, quittant la chaussée, on se créerait à travers pays une route pour éviter Luxembourg. Cette route existe; je l'ai reconnue pour y faire passer des pièces de siége. Le blocus de la place serait réglé d'après la force de la garnison et la nature du terrain environnant. Les ouvrages qui seraient construits pour bloquer seraient combinés de manière à remplir cet objet et à servir encore de camp propre à recevoir les troupes de l'expédition, dans l'hypothèse où elles devraient se replier.

« De tous les postes à occuper, Arlon semblerait exiger l'attention et les soins les plus étudiés. Il ferme les routes de la Basse-Meuse et celles de la Lorraine; il couvrirait le blocus de Luxembourg; il appuyerait le camp central destiné à paralyser Montmédi et Longwi; il se trouve, enfin, situé aux sources de la Sémois, rivière difficile, propre à couvrir constamment la droite de l'expédition, jusqu'à son embouchure dans la Meuse. Il ne serait laissé qu'un sixième de la masse générale dans tous les postes dont il vient d'être parlé, le blocus de Luxembourg, et le camp centralement placé contre Montmédi et Longwy y compris. J'ai dit qu'un camp central devrait être pris pour paralyser Montmédi et Longwi : ce n'est que par de sérieuses reconnaissances que l'emplacement d'un tel camp peut être déterminé. On n'occuperait à poste fixe que des points isolés où la nature et l'art pourraient se prêter un secours mutuel. Mais à la faveur du terrain, on préparerait des communications faciles et couvertes pour transporter rapidement une masse entre le blocus de Luxembourg et Arlon, entre ce point et Wirton, et enfin entre Wirton et la Chiers, afin de prendre, selon les circonstances, celle des trois positions retranchées qui auraient été appliquées aux chances de guerre que l'ennemi pourrait avoir

contre la gauche de l'armée. Les navettes pourraient être conduites à travers les bois de Meega, de Wirton et de Stokeim.

« Arrivé au bord de la Meuse, on ne serait point arrêté par Mézières ni par Charleville, ces places sont en trop mauvais état pour en imposer. Loin de là : un échelon serait militairement posté derrière le fleuve, la droite à Chateau-Renault, et la gauche à Sedan, avec ordre de s'emparer de Rocroi, de Mouzon et de Stenay.

« Fort de ces dispositions, couvert à droite par la Semois et à gauche par la Chier, favorisé par une multitude de gués, le reste de l'armée se hâterait de passer la Meuse. Le passage exécuté, les colonnes embrasseraient dans leur marche l'intervalle compris entre l'Aisne et l'Oise, pour se porter en quatre jours sous les murs de Soissons. C'est alors, qu'entrant dans les vastes plaines du Soissonnais, la cavalerie recouvrerait toute son utilité, d'autant plus importante que nous toucherions au dénouement de l'action. Les cosaques qui auraient été jugés susceptibles de servir, seraient jetés sur la gauche de Stenay, parcourant toute la partie qui servit de théâtre aux opérations de 1792. Je crois cependant que leurs courses ne devraient pas s'étendre au-delà de la Marne : car je pense toujours que dans cette ex-

pédition il faudrait vouloir persuader et non contraindre, se montrer en protecteurs et non pas en vainqueurs, encore moins en conquérans.

« Campés au confluent de l'Aisne et de l'Oise, dans un camp que fortifie la nature, où il serait au pouvoir de la cavalerie de déployer tout son jeu, on pourrait attendre sans danger l'effet que produirait sur les esprits cette nouvelle situation; car il me semble qu'il suffirait alors de pousser de nombreux partis sur la capitale, pour donner à l'opinion publique tout le ressort dont elle aurait besoin [1].

« Si les dispositions étaient en faveur des alliés, ou même s'il existait de l'hésitation et des troubles toujours générateurs des partis, on ne balancerait pas à porter toute la masse sur Paris; parce que, dans un état d'oscillation, la multitude se rallie au plus hardi.

« Si la capitale seule épousait la cause du gouvernement lorsque les provinces s'armeraient avec nous, l'honneur et l'intérêt nous imposeraient la loi de ne plus abandonner ces nouveaux amis. Chaque jour le camp s'améliorerait par de nou-

[1] Il est bien entendu que cette position stagnante n'aurait dû avoir lieu que pendant trois ou quatre jours. L'important était d'arriver, sans délai, à Paris.

veaux retranchemens ; les mauvaises places de la Somme, dont on renforcerait la droite, des postes avantageusement choisis sur l'Oise et sur l'Aisne, lieraient notre position avec notre base secondaire de la Meuse, et nous donneraient un centre. Nous partirions de ce centre pour aller sur tous les rayons appuyer les mouvemens de ceux qui prendraient notre parti, et les protéger contre des vexations.

« Mais si, contre tout espoir, la masse générale de la nation se ralliait activement au gouvernement, il me paraîtrait trop hazardeux de vouloir la contraindre à se soumettre. Dans cette conjoncture, rappelant les termes de protection dont on se serait fait précéder pour écarter toute apparence de conquête, on légitimerait une retraite qui ne paraîtrait plus avoir été décidée par une conviction d'infériorité. Cette retraite se ferait sans exposer l'armée, puisqu'on se replierait successivement sur des corps qui, laissés à petite distance, en échelons, auraient eu le temps de rendre chaque position inexpugnable. Ces corps n'auraient également rien négligé pour ouvrir sur les derrières toutes les routes qui pourraient assurer une marche rétrograde. On ne se serait pas moins empressé à former, dans chacun de ces

camps, des dépôts de vivres calculés sur la supposition d'une retraite [1].

« Mais en pénétrant en France, une opération, qui ne paraît difficile que parce qu'elle n'est pas ordinaire, servirait avantageusement, à mon avis, l'invasion; je veux parler d'un embarquement. Vingt mille hommes, sous les ordres d'un chef imposant par son nom, hardi, capable d'entreprise, déjà connu dans les armées françaises par une réputation acquise, obtiendraient, j'en suis convaincu, en débarquant sur un point sagement jugé, un succès presque infaillible. Cette opération, facile à concerter, à laquelle l'expérience de cette guerre ôte tout prétexte d'impossibilité, présente deux points et deux époques de débarquement.

« Voudrait-on tenter cette expédition avant l'entrée des alliés en France? Dans ce cas, le débarquement aurait lieu dans la Vendée, et les mouvemens des troupes débarquées iraient d'ac-

---

[1] C'est en prenant de pareilles précautions qu'on couvrait les flancs et les derrières de l'armée d'expédition pendant sa marche invasive, et que toute tentative de Bonaparte pour opérer par diversion eût non seulement été illusoire, mais aurait encore accéléré le résultat que produisit son passage de la Marne.

cord avec ceux de lord Wellington. En appelant ainsi l'attention de Bonaparte sur des parages qui ne peuvent lui être indifférens, on verrait les moyens de répression qu'il emploierait. Ces moyens indiqueraient tout à la fois et ses ressources répressives et l'esprit du peuple. Sur de pareilles données, il serait aisé de régler la grande expédition, et même d'en tirer l'horoscope.

« Si, au contraire, pressé d'agir, on ne croyait pas devoir attendre l'issue d'un débarquement dans la Vendée, et qu'on voulût le faire *coïncider* avec la marche des armées, on chercherait à l'effectuer vers les bouches de la Somme, d'où l'on donnerait à Paris toutes les inquiétudes capables d'y susciter les mouvemens propres à faciliter l'approche des alliés et l'occupation de la capitale.

« Les troupes destinées à s'embarquer pourraient être tirées des armées d'Hanôvre et du Bas-Weser, d'où partirait l'embarquement. Ces troupes seraient remplacées par les contingens de Cassel, d'Hanôvre et de Brunswick. On ose affirmer qu'une telle expédition serait plus militaire, moins chanceuse qu'une opération par la Franche-Comté; et huit jours suffiraient, avec un vent favorable, pour la rendre à sa destination.

« Après avoir tracé le projet qui a été conçu, il est indispensable de prouver que, si le succès ne

couronnait pas l'entreprise, les armées qui en auraient été chargées seraient au moins, dans toute espèce de chances, à l'abri des revers. Pour arriver à cette démonstration, il est besoin de décrire la nature du pays que les armées devraient traverser dans leurs marches; il faut se souvenir de l'emplacement des corps demeurés en échelons, de leur liaison et de leur éloignement entre eux; il faut se pénétrer des points où l'ennemi pourra rassembler ses forces et calculer les mouvemens qu'il fera, ou pour arrêter les armées, ou pour les attaquer dans leur marche.

« On observera, avant tout, que de Coblentz à Soissons, la distance est à peine de soixante meiles. Cette ligne est donc la plus courte qui puisse être choisie.

« Pour arriver à la Meuse, il faut traverser, à la vérité, un pays naturellement montueux, puisque trois rivières en dessinent l'ensemble. Mais, comme les directions que prendraient les armées longeraient une rivière, il est également dans la nature que le terrain qu'elles parcourraient serait la partie la plus inclinée. Des bois entrecoupent encore l'intervalle qui sépare le Rhin de la Meuse; mais ces bois ne commencent à se multiplier et à devenir épais qu'à trois ou quatre lieues de la Moselle, vers la Basse-Meuse et le Bas-Rhin. Ces

bois, loin d'être un obstacle, ne servent au contraire qu'à couvrir et protéger la droite du mouvement.

« Si, de Coblentz à Trèves, le pays présente quelques défilés sur la route principale, il n'en est point qui ne soit susceptible d'être tourné par l'une ou l'autre rive de la Moselle : ils cessent donc d'être un empêchement.

« Par la nature du pays, il n'est pas au pouvoir de l'ennemi de nous engager dans une bataille générale avant que nous n'ayons passé la Meuse : quelques forces qu'il ait, il ne peut nous obliger qu'à des affaires de postes, où nos troupes sont accoutumées à conserver la supériorité. Remarquons bien que, du point de départ jusqu'au point d'arrivée, les marches seraient presque constamment couvertes sur leurs flancs ou par des rivières ou par d'épaisses forêts; ces dernières cependant trop éloignées de nous pour nous gêner.

« Mais pour donner plus d'évidence à la sûreté de nos mouvemens, examinons ce que l'ennemi pourrait tenter contre l'armée.

« Si l'on supposait que l'ennemi, n'étant point occupé sur le bas Rhin, voulût arriver sur un point quelconque de la basse Moselle par sa rive gauche, on oublierait que la partie de Malmédi, Stavlo, Eupen et Mont-joie, par où il devrait ve-

nir, est absolument impraticable. La route commerciale qui avait été projetée a été interrompue à Pruin. D'ailleurs, le poste connu de Witlich fermerait toute espèce de débouchés.

« Rassemblé sur la Basse-Meuse, deux routes pourraient amener l'ennemi sur Trèves ou Luxembourg; mais ces deux routes cheminent l'une et l'autre par un défilé continuel, surtout celle qui passe par le fond de Mersch. Toutes deux tombent sur Arlon, et le général Beaulieu nous a appris quels étaient les postes qui rendaient ces routes impraticables. Ajoutons que l'ennemi aurait à traverser l'immensité des forêts qui nous couvriraient, au milieu d'un pays dénué de tous moyens de subsistances. En outre, il est à présumer que le prince royal serait invité à faire un détachement sur Juliers et Maestricht. La droite paraîtrait donc à l'abri de toute insulte.

« Au premier aperçu, la gauche se montre plus exposée : car l'ennemi possède une infinité de places fortes à la faveur desquelles il pourrait entreprendre contre elle. Mais l'art et la nature nous mettraient encore en état de déjouer ses efforts.

« En effet, si l'ennemi, venant de la Basse-Alsace, voulait déboucher entre Trèves et Coblentz, il ne pourrait se présenter qu'après avoir franchi

le Hundsruch. Il aurait donc été chicané dans sa marche par les cosaques, que l'on a dit être répandus dans le Palatinat du Rhin. Il aurait été contraint d'emporter les postes de Bingen et de Kreutznach, celui qui aurait été établi au débouché du Hundsruch, en avant de Berncastel, ceux même de Berncastel et de Trarbach, tous soutenus de près par une armée. La précaution qu'on aurait eue de rompre tous les gués le forcerait à jeter des ponts sur une rivière dont les rives ne se prêtent pas partout à une pareille jetée. Il serait donc entraîné dans des lenteurs qui donneraient à l'armée d'entre Lahn et Mein tout le temps et toute la facilité dont elle aurait besoin pour l'écraser. Il est, par conséquent, presque certain que l'ennemi n'entreprendrait rien entre le Rhin et la Sarre : ses efforts paraîtraient donc devoir se concentrer entre la Sarre et la Moselle, ou bien entre la Moselle et la Meuse. Dans cette supposition, le corps d'entre Lahn et Mein se trouverait hors de mesure de concourir à une action pour dégager l'armée d'expédition. Ce corps ne pourrait que relever les différens postes de la Moselle qui viendraient grossir le blocus de Luxembourg. Il pourrait encore tenter l'attaque de quelques places sur la Haute-Sarre, afin d'inquiéter l'ennemi par cette diversion. Je crois

même que, dans le mouvement que l'ennemi ferait entre la Sarre et la Moselle, il suffirait que le corps placé entre la Lahn et le Mein fît un mouvement en avant au-delà du Rhin, pour que l'ennemi, incertain du parti qu'il aurait à prendre, s'arrêtât dans ses projets : car, s'il laissait prendre Metz, place qui n'est redoutable que quand elle est soutenue par un corps d'armée, à quelle affreuse situation ne se trouverait-il pas réduit!

« Au reste, en supposant l'ennemi agissant toujours entre la Sarre et la Moselle, l'espace qu'il pourrait embrasser n'excéderait pas dix meiles. Cet espace aurait été couvert par les postes fortifiés de Grevenmacker, d'Arlon, Wirton et Carignan. On aurait eu soin de préparer deux camps retranchés dans cet intervalle, et les navettes pour entrer de l'un dans l'autre de ces camps se feraient à la faveur des bois, qui masqueraient les mouvemens. D'ailleurs, un tiers de la masse générale serait destiné à cette défense, pendant que des deux autres tiers qui manœuvreraient sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi, l'un le séparerait définitivement de la capitale. Il est donc presque certain qu'il ne lui resterait aucun espoir de succès.

« La Meuse passée, le terrain étant absolument

ouvert et dégagé devant nous ; les flancs couverts à gauche par l'Aisne, à droite par l'Oise et par la Somme, qui, marécageuse, comprimerait tout ce qui viendrait de l'Artois et de la Flandre; les derrières, assurés par l'échelon laissé à la rive droite de la Meuse, je pense que, dans une telle position, il ne serait plus périlleux de courir les hazards d'une bataille. Si la victoire se déclarait pour nous, il ne serait plus au pouvoir de l'ennemi de se rallier, et son désordre, porté dans la capitale par les fuyards, nous la livrerait en dépit de la volonté de la multitude. J'ai déjà dit qu'au moment où nous passerions la Meuse, les cosaques seraient jetés dans la partie de la Champagne qui servit de théâtre aux opérations de la campagne de 1792 ; et ils étendraient leurs courses jusqu'à la Marne. »

« Il est à remarquer que, dans l'exécution du projet que je viens de soumettre, la direction de chaque marche devrait être bien reconnue ; celle de la cavalerie surtout, jusqu'à la Meuse, devrait être sérieusement étudiée. Il n'est point de marche, principalement sur la rive droite de la Moselle, qui ne dût être couverte par des postes occupés à l'avance. Ces postes ne rejoindraient l'armée qu'après que celle-ci serait entrée dans son nouveau camp. L'art fortifiant devrait être en pleine

activité : le temps nécessaire pour fortifier ne manque jamais ; à Malojaroslawetz, trois redoutes furent élevées dans la nuit; et le lendemain, vingt-quatre heures suffirent pour fortifier tout un camp.

« Je n'ai point cru devoir discuter les mouvemens que l'ennemi pourrait tenter sur la rive droite du Rhin : on connaît les moyens de défense qui ont été proposés. Il paraît inutile de dire ici que l'armée d'entre la Lahn et le Mein, en veillant sur toutes les entreprises de l'ennemi, n'aurait d'autre manœuvre à faire que celles qui tendraient à l'attaquer sur son flanc et sur ses derrières aussitôt qu'il aurait effectué un passage du Rhin.

« Enfin, il ne me reste plus qu'à parler des moyens de subsistances.

« De cinq départemens, qui sont ceux de Rhin et Moselle, de la Sarre, des Forêts, des Ardennes et de l'Aisne, que les armées auraient à traverser, trois sont fertiles en bled, quatre donnent du fourrage, deux seulement n'offrent que très-peu de ressources. Mais, fût-on assuré de pouvoir se nourrir dans le pays, la politique ne m'en paraîtrait pas moins exiger qu'on confiât le soin des approvisionnemens à des entrepreneurs à qui les réquisitions seraient sévèrement interdites. La Lahn, le Mein, la Moselle et le Rhin activeraient

leurs transports. Lorsque la gelée viendrait s'opposer à ce service, des chaussées y suppléeraient. La distance au point le plus éloigné n'étant que de quarante meiles, les arrivages ne pourraient pas éprouver de lenteurs. Les dépôts seraient établis à Coblentz, Witlich, Trèves et Arlon, jusqu'à ce qu'on fût maître de quelque poste sur la Meuse. Si, d'après toutes les données que l'on a, les peuples de Limbourg et du Luxembourg, embrassaient chaudement la cause des alliés, les Pays-Bas, ou du moins ceux de la basse Meuse, pourraient contribuer à faire subsister les armées. Mais, je le répète : il serait indispensable de s'abstenir pendant quelque temps de réquisitions. Ce mode de vivre n'est admissible que quand on a l'opinion prononcée pour soi, ou que l'on peut se prévaloir d'un supériorité imposante. L'entreprise des vivres est, en Allemagne, un commerce bien entendu. »

Je remis ce travail, ainsi que je l'avais fait du précédent, au grand-duc Constantin et au prince de Metternich. Le maréchal de Bellegarde avait été appelé à Francfort par sa majesté l'empereur d'Autriche. Ce maréchal est trop connu de l'Europe politique et militaire pour qu'il soit nécessaire de faire pressentir l'influence que ses talens devaient lui faire obtenir dans les conseils. On a

déjà eu l'occasion de connaître le respect et la confiance que ses qualités m'avaient inspirés, de même que la reconnaissance que je lui devais. Je lui soumis ma manière de voir sur les opérations que je proposais pour la campagne qui allait s'ouvrir. Je crus remarquer que le maréchal ne les réprouvait pas; mais il me dit avec franchise : « Vous ne pouvez pas vous isoler des in-« térêts de l'Autriche, et vous savez que ces inté-« rêts ne lui permettent pas de perdre de vue « l'Italie. Il faut donc que les opérations tendent « à forcer Bonaparte de l'évacuer ». Les idées du comte de Bellegarde étaient sans contredit celles de l'homme d'état et de l'homme de guerre qui servait l'Autriche. C'était, de la part du maréchal, m'en dire assez pour m'indiquer le plan qui devait prévaloir dans les conseils de l'empereur François. Ce plan était celui qui aurait coupé la communication de la France avec l'Italie; c'était par conséquent une opération sur Lyon, et une prompte jonction avec lord Wellington, qui devenaient urgentes. Mais, en s'asservissant au principe de guerre et d'une politique particulière, le maréchal perdait de vue que la conquête de tous les pays dominés par Bonaparte ne tenait qu'à sa seule existence, et qu'il suffisait d'avoir entraîné sa chute pour que chaque souverain dépossédé redevînt maître des pays

qu'il avait perdus. Le comte de Merveldt, l'un des membres du conseil, qui jouissait à juste titre de l'intime confiance du ministre autrichien, ne méconnut pas cette vérité. « Le comte de Metternich, me dit-il, m'a montré ce que vous lui avez donné, et je suis pleinement de votre avis. Ce général voyait donc avec moi le danger d'éparpiller les forces dans l'invasion que l'on projettait; il était donc aussi persuadé que, plus Bonaparte s'obstinait par orgueil et par besoin de conserver sa suprématie, à garder tout ce qu'il avait conquis; plus il importait aux alliés de serrer leurs masses pour enfoncer de faibles résistances et arriver ainsi au grand terme, au sein de la capitale.

Je n'ai point la prétention de croire que les opérations que je proposais méritassent la préférence. Je ne crois pas qu'elles fussent assez clairement tracées pour être facilement comprises. Je ne pense pas davantage que les positions que j'avais désignées eussent toutes les qualités que je leur attribuai. Je crains encore qu'on ne trouve les moyens défensifs trop multipliés. Mais on remarquera que je n'eus qu'un but, celui d'arriver à Paris, d'enfoncer tout ce qui s'y opposerait, d'écraser Bonaparte sous le poids des masses dans les plaines d'outre-Meuse, comme il l'avait été

couronnait pas l'entreprise, les armées qui en auraient été chargées seraient au moins, dans toute espèce de chances, à l'abri des revers. Pour arriver à cette démonstration, il est besoin de décrire la nature du pays que les armées devraient traverser dans leurs marches; il faut se souvenir de l'emplacement des corps demeurés en échelons, de leur liaison et de leur éloignement entre eux; il faut se pénétrer des points où l'ennemi pourra rassembler ses forces et calculer les mouvemens qu'il fera, ou pour arrêter les armées, ou pour les attaquer dans leur marche.

« On observera, avant tout, que de Coblentz à Soissons, la distance est à peine de soixante meiles. Cette ligne est donc la plus courte qui puisse être choisie.

« Pour arriver à la Meuse, il faut traverser, à la vérité, un pays naturellement montueux, puisque trois rivières en dessinent l'ensemble. Mais, comme les directions que prendraient les armées longeraient une rivière, il est également dans la nature que le terrain qu'elles parcourraient serait la partie la plus inclinée. Des bois entrecoupent encore l'intervalle qui sépare le Rhin de la Meuse; mais ces bois ne commencent à se multiplier et à devenir épais qu'à trois ou quatre lieues de la Moselle, vers la Basse-Meuse et le Bas-Rhin. Ces

bois, loin d'être un obstacle, ne servent au contraire qu'à couvrir et protéger la droite du mouvement.

« Si, de Coblentz à Trèves, le pays présente quelques défilés sur la route principale, il n'en est point qui ne soit susceptible d'être tourné par l'une ou l'autre rive de la Moselle : ils cessent donc d'être un empêchement.

« Par la nature du pays, il n'est pas au pouvoir de l'ennemi de nous engager dans une bataille générale avant que nous n'ayons passé la Meuse : quelques forces qu'il ait, il ne peut nous obliger qu'à des affaires de postes, où nos troupes sont accoutumées à conserver la supériorité. Remarquons bien que, du point de départ jusqu'au point d'arrivée, les marches seraient presque constamment couvertes sur leurs flancs ou par des rivières ou par d'épaisses forêts; ces dernières cependant trop éloignées de nous pour nous gêner.

« Mais pour donner plus d'évidence à la sûreté de nos mouvemens, examinons ce que l'ennemi pourrait tenter contre l'armée.

« Si l'on supposait que l'ennemi, n'étant point occupé sur le bas Rhin, voulût arriver sur un point quelconque de la basse Moselle par sa rive gauche, on oublierait que la partie de Malmédi, Stavlo, Eupen et Mont-joie, par où il devrait ve-

nir, est absolument impraticable. La route commerciale qui avait été projetée a été interrompue à Pruin. D'ailleurs, le poste connu de Witlich fermerait toute espèce de débouchés.

« Rassemblé sur la Basse-Meuse, deux routes pourraient amener l'ennemi sur Trèves ou Luxembourg; mais ces deux routes cheminent l'une et l'autre par un défilé continuel, surtout celle qui passe par le fond de Mersch. Toutes deux tombent sur Arlon, et le général Beaulieu nous a appris quels étaient les postes qui rendaient ces routes impraticables. Ajoutons que l'ennemi aurait à traverser l'immensité des forêts qui nous couvriraient, au milieu d'un pays dénué de tous moyens de subsistances. En outre, il est à présumer que le prince royal serait invité à faire un détachement sur Juliers et Maestricht. La droite paraîtrait donc à l'abri de toute insulte.

« Au premier aperçu, la gauche se montre plus exposée : car l'ennemi possède une infinité de places fortes à la faveur desquelles il pourrait entreprendre contre elle. Mais l'art et la nature nous mettraient encore en état de déjouer ses efforts.

« En effet, si l'ennemi, venant de la Basse-Alsace, voulait déboucher entre Trèves et Coblentz, il ne pourrait se présenter qu'après avoir franchi

le Hundsruch. Il aurait donc été chicané dans sa marche par les cosaques, que l'on a dit être répandus dans le Palatinat du Rhin. Il aurait été contraint d'emporter les postes de Bingen et de Kreutznach, celui qui aurait été établi au débouché du Hundsruch, en avant de Berncastel, ceux même de Berncastel et de Trarbach, tous soutenus de près par une armée. La précaution qu'on aurait eue de rompre tous les gués le forcerait à jeter des ponts sur une rivière dont les rives ne se prêtent pas partout à une pareille jetée. Il serait donc entraîné dans des lenteurs qui donneraient à l'armée d'entre Lahn et Mein tout le temps et toute la facilité dont elle aurait besoin pour l'écraser. Il est, par conséquent, presque certain que l'ennemi n'entreprendrait rien entre le Rhin et la Sarre : ses efforts paraîtraient donc devoir se concentrer entre la Sarre et la Moselle, ou bien entre la Moselle et la Meuse. Dans cette supposition, le corps d'entre Lahn et Mein se trouverait hors de mesure de concourir à une action pour dégager l'armée d'expédition. Ce corps ne pourrait que relever les différens postes de la Moselle qui viendraient grossir le blocus de Luxembourg. Il pourrait encore tenter l'attaque de quelques places sur la Haute-Sarre, afin d'inquiéter l'ennemi par cette diversion. Je crois

même que, dans le mouvement que l'ennemi ferait entre la Sarre et la Moselle, il suffirait que le corps placé entre la Lahn et le Mein fît un mouvement en avant au-delà du Rhin, pour que l'ennemi, incertain du parti qu'il aurait à prendre, s'arrêtât dans ses projets : car, s'il laissait prendre Metz, place qui n'est redoutable que quand elle est soutenue par un corps d'armée, à quelle affreuse situation ne se trouverait-il pas réduit!

« Au reste, en supposant l'ennemi agissant toujours entre la Sarre et la Moselle, l'espace qu'il pourrait embrasser n'excéderait pas dix meiles. Cet espace aurait été couvert par les postes fortifiés de Grevenmacker, d'Arlon, Wirton et Carignan. On aurait eu soin de préparer deux camps retranchés dans cet intervalle, et les navettes pour entrer de l'un dans l'autre de ces camps se feraient à la faveur des bois, qui masqueraient les mouvemens. D'ailleurs, un tiers de la masse générale serait destiné à cette défense, pendant que des deux autres tiers qui manœuvreraient sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi, l'un le séparerait définitivement de la capitale. Il est donc presque certain qu'il ne lui resterait aucun espoir de succès.

« La Meuse passée, le terrain étant absolument

ouvert et dégagé devant nous ; les flancs couverts à gauche par l'Aisne, à droite par l'Oise et par la Somme, qui, marécageuse, comprimerait tout ce qui viendrait de l'Artois et de la Flandre; les derrières, assurés par l'échelon laissé à la rive droite de la Meuse, je pense que, dans une telle position, il ne serait plus périlleux de courir les hazards d'une bataille. Si la victoire se déclarait pour nous, il ne serait plus au pouvoir de l'ennemi de se rallier, et son désordre, porté dans la capitale par les fuyards, nous la livrerait en dépit de la volonté de la multitude. J'ai déjà dit qu'au moment où nous passerions la Meuse, les cosaques seraient jetés dans la partie de la Champagne qui servit de théâtre aux opérations de la campagne de 1792 ; et ils étendraient leurs courses jusqu'à la Marne. »

« Il est à remarquer que, dans l'exécution du projet que je viens de soumettre, la direction de chaque marche devrait être bien reconnue ; celle de la cavalerie surtout, jusqu'à la Meuse, devrait être sérieusement étudiée. Il n'est point de marche, principalement sur la rive droite de la Moselle, qui ne dût être couverte par des postes occupés à l'avance. Ces postes ne rejoindraient l'armée qu'après que celle-ci serait entrée dans son nouveau camp. L'art fortifiant devrait être en pleine

activité : le temps nécessaire pour fortifier ne manque jamais ; à Maloyaroslawetz, trois redoutes furent élevées dans la nuit; et le lendemain, vingt-quatre heures suffirent pour fortifier tout un camp.

« Je n'ai point cru devoir discuter les mouvemens que l'ennemi pourrait tenter sur la rive droite du Rhin : on connaît les moyens de défense qui ont été proposés. Il paraît inutile de dire ici que l'armée d'entre la Lahn et le Mein, en veillant sur toutes les entreprises de l'ennemi, n'aurait d'autre manœuvre à faire que celles qui tendraient à l'attaquer sur son flanc et sur ses derrières aussitôt qu'il aurait effectué un passage du Rhin.

« Enfin, il ne me reste plus qu'à parler des moyens de subsistances.

« De cinq départemens, qui sont ceux de Rhin et Moselle, de la Sarre, des Forêts, des Ardennes et de l'Aisne, que les armées auraient à traverser, trois sont fertiles en bled, quatre donnent du fourrage, deux seulement n'offrent que très-peu de ressources. Mais, fût-on assuré de pouvoir se nourrir dans le pays, la politique ne m'en paraîtrait pas moins exiger qu'on confiât le soin des approvisionnemens à des entrepreneurs à qui les réquisitions seraient sévèrement interdites. La Lahn, le Mein, la Moselle et le Rhin activeraient

leurs transports. Lorsque la gelée viendrait s'opposer à ce service, des chaussées y suppléeraient. La distance au point le plus éloigné n'étant que de quarante meiles, les arrivages ne pourraient pas éprouver de lenteurs. Les dépôts seraient établis à Coblentz, Witlich, Trèves et Arlon, jusqu'à ce qu'on fût maître de quelque poste sur la Meuse. Si, d'après toutes les données que l'on a, les peuples de Limbourg et du Luxembourg, embrassaient chaudement la cause des alliés, les Pays-Bas, ou du moins ceux de la basse Meuse, pourraient contribuer à faire subsister les armées. Mais, je le répète : il serait indispensable de s'abstenir pendant quelque temps de réquisitions. Ce mode de vivre n'est admissible que quand on a l'opinion prononcée pour soi, ou que l'on peut se prévaloir d'un supériorité imposante. L'entreprise des vivres est, en Allemagne, un commerce bien entendu. »

Je remis ce travail, ainsi que je l'avais fait du précédent, au grand-duc Constantin et au prince de Metternich. Le maréchal de Bellegarde avait été appelé à Francfort par sa majesté l'empereur d'Autriche. Ce maréchal est trop connu de l'Europe politique et militaire pour qu'il soit nécessaire de faire pressentir l'influence que ses talens devaient lui faire obtenir dans les conseils. On a

déjà eu l'occasion de connaître le respect et la confiance que ses qualités m'avaient inspirés, de même que la reconnaissance que je lui devais. Je lui soumis ma manière de voir sur les opérations que je proposais pour la campagne qui allait s'ouvrir. Je crus remarquer que le maréchal ne les réprouvait pas; mais il me dit avec franchise : « Vous ne pouvez pas vous isoler des in-« térêts de l'Autriche, et vous savez que ces inté-« rêts ne lui permettent pas de perdre de vue « l'Italie. Il faut donc que les opérations tendent « à forcer Bonaparte de l'évacuer ». Les idées du comte de Bellegarde étaient sans contredit celles de l'homme d'état et de l'homme de guerre qui servait l'Autriche. C'était, de la part du maréchal, m'en dire assez pour m'indiquer le plan qui devait prévaloir dans les conseils de l'empereur François. Ce plan était celui qui aurait coupé la communication de la France avec l'Italie; c'était par conséquent une opération sur Lyon, et une prompte jonction avec lord Wellington, qui devenaient urgentes. Mais, en s'asservissant au principe de guerre et d'une politique particulière, le maréchal perdait de vue que la conquête de tous les pays dominés par Bonaparte ne tenait qu'à sa seule existence, et qu'il suffisait d'avoir entraîné sa chute pour que chaque souverain dépossédé redevînt maître des pays

qu'il avait perdus. Le comte de Merveldt, l'un des membres du conseil, qui jouissait à juste titre de l'intime confiance du ministre autrichien, ne méconnut pas cette vérité. « Le comte de Metternich, me dit-il, m'a montré ce que vous lui avez donné, et je suis pleinement de votre avis. Ce général voyait donc avec moi le danger d'éparpiller les forces dans l'invasion que l'on projettait; il était donc aussi persuadé que, plus Bonaparte s'obstinait par orgueil et par besoin de conserver sa suprématie, à garder tout ce qu'il avait conquis; plus il importait aux alliés de serrer leurs masses pour enfoncer de faibles résistances et arriver ainsi au grand terme, au sein de la capitale.

Je n'ai point la prétention de croire que les opérations que je proposais méritassent la préférence. Je ne crois pas qu'elles fussent assez clairement tracées pour être facilement comprises. Je ne pense pas davantage que les positions que j'avais désignées eussent toutes les qualités que je leur attribuai. Je crains encore qu'on ne trouve les moyens défensifs trop multipliés. Mais on remarquera que je n'eus qu'un but, celui d'arriver à Paris, d'enfoncer tout ce qui s'y opposerait, d'écraser Bonaparte sous le poids des masses dans les plaines d'outre-Meuse, comme il l'avait été

dans celles de Leipzig; en empêchant toutefois que pendant cette incursion les communications avec la base première ne fussent coupées. La position des échelons atteste le soin que j'avais pris pour assurer la retraite en cas d'échec. Je voulais que cette disposition pût nous soustraire aux défaites dont Bonaparte avait été victime dans sa marche sur Moscou. Si la solution de ces différens problêmes ne fut pas exacte, au moins je provoquais l'examen des gens plus habiles, et les fautes que je commettais leur indiquaient la marche à suivre pour atteindre le but.

CHAPITRE LX.

La continuation de la guerre est résolue. — Marche des armées. — Miloradowitch préside le chapitre de l'ordre de Saint-Georges. — L'armée de réserve traverse le royaume de Wirtemberg. — Revues passées par le roi. — Différens corps de troupes alliées passent le Rhin. — Les monarques arrivent à Bâle avec le corps de réserve. — Ils entrent en France. — Différens combats ont été inutiles aux troupes de Bonaparte, refoulées de toutes parts dans l'intérieur. — Bataille de Brienne perdue par Bonaparte. — Occupation du château de Brienne.

La continuation de la guerre est enfin résolue, et le jour où les souverains de la confédération quitteront Francfort est annoncé. On ne parle plus que des présens que ces souverains laisseront aux personnages qui entourent les grands monarques. La curiosité s'attache particulièrement au roi de Wirtemberg. Ce prince règne sur un petit pays ; mais il a toute l'ostentation d'un grand roi, et la fermeté nécessaire pour en maintenir la puissance. Il ne s'entourera jamais d'un millier de législateurs qui, de conseillers devenant bientôt maîtres, sont moins propres à faire des lois dont la sagesse veut être méditée dans le calme, qu'à

produire la subversion, suite inséparable des discussions tumultueuses.

De toutes parts l'armée s'ébranle et marche vers le Rhin, pour le passer. Je vois avec peine que les deux empereurs et le roi de Prusse, qui ne se séparaient plus de leurs armées, remontent le fleuve avec l'armée de réserve aux ordres du grand-duc Constantin. J'accuse cette disposition auprès du comte de Radetsky, quartier-maître général du prince de Schwartzenberg. Je ne lui dissimule pas que je regrette de ne pas voir nos masses se diriger sur Coblentz. « Sois tranquille, me répondit-il amicalement; un grand corps d'armée passera par là, mais nous ne pouvons pas y passer tous : ce serait un encombrement; et puis nous ne trouverions pas assez de vivres. » Ces raisons étaient spécieuses; elles m'imposèrent silence. Je ne tardai pas à être informé que ce grand rôle avait été réservé au général Blucher, dont l'habile Gneiseneau continuait d'être le chef d'état-major, de concevoir et de diriger les mouvemens. Je vis avec peine qu'on allait mettre tant de divergence entre les corps principaux; mais il n'était en mon pouvoir, ni de me plaindre, ni de diriger.

Pendant que les armées s'acheminaient sur le Rhin, l'empereur de Russie ordonna la tenue

d'un chapitre de l'ordre de Saint-George ; la présidence en fut déférée au général en chef Miloradowitch sous lequel le lieutenant-général Yermoloff eut la vice-présidence. Le général Miloradowitch venu chez le grand-duc me dit un jour avant de se faire annoncer : « On vient de parler « de vous à l'assemblée des braves, je suis chargé « par le chapitre de prier Son Altesse impériale « de vous proposer. » Mais après avoir quitté le grand-duc, le général revint à moi et me dit : « Monseigneur m'a répondu qu'il n'était pas né- « cessaire de vous proposer, parce que l'empereur « vous avait déjà fait chevalier de l'ordre. » Le précas aux armées [1] en date du 26 novembre (vieux style) me désigna en effet comme fait chevalier de Saint-George pour la bataille de Leipzig. Le grand-duc voulut bien m'attacher la croix, de même que Son Altesse impériale avait daigné le faire pour les ordres de Saint-Wladimir et de Sainte-Anne. Le même jour, le lieutenant-général Yermoloff me dit : « Colonel, je ne vous ferai » pas mon compliment ; ce n'est pas ainsi que je » voulais vous voir la croix de l'ordre... Je vou- » lais vous la voir au cou ». S'il y a de la vanité

[1] Ces pièces sont imprimées, et par conséquent faciles à conserver.

à rappeller de pareilles anecdotes, j'espère qu'il ne se rencontrera pas de lecteur disposé à ne pas m'absoudre; car ce sont des dates de gloire que je rappelle, et j'espère que ces pages ne tomberont pas sous les yeux de ceux qui sont insensibles à la gloire. Ils les flétriraient.

1814. Nous partîmes de Francfort, et la campagne de 1814 commença pour nous.

Quelque active, quelque féconde en événemens politiques et militaires qu'ait été cette campagne: si l'on remarque que Bonaparte, en ne partant de Paris que le 26 janvier, ne lui donna que 62 jours de durée; si l'on remarque encore que je ne raconte que ce que j'ai vu et ce que j'ai entendu, on n'attendra de moi qu'un récit auquel peu de pages suffiront.

L'armée de réserve, toujours composée des gardes russes, prussiennes et badoises, des grenadiers et cuirassiers autrichiens, sous les ordres du grand-duc Constantin, se dirigea sur Bâle en traversant le royaume de Wirtemberg. Aussitôt que nous fûmes arrivés à Louisbourg, résidence d'été de la Cour, le grand-duc se rendit à Stutgard, auprès du roi Fréderic, son oncle. Son altesse impériale revint, dans la nuit même, rejoindre son quartier général; et le lendemain elle prit plaisir à rapporter ce qui s'était passé dans la soirée. Le long

entretien que le grand duc avait eu pendant le spectacle avec le roi, lui avait laissé de profondes et intéressantes impressions. Il était parti avec des préventions contre son oncle, il revint pénétré d'admiration pour l'étendue de son esprit et la force de son ame. Il citait avec complaisance qu'entre autres choses, le roi lui avait dit : « Il y a peu de sagesse à vouloir être roi : mais quand on a la couronne sur la tête, il faut savoir la porter dignement. » Grande et belle leçon pour les rois qui commandent à des sujets trop peu soumis. Elle leur apprend qu'ils doivent par des faits inculquer aux peuples cette vérité : que, *Dieu crée les rois pour les commander, et que l'épée qu'il a mise dans leurs mains est tout à-la-fois destinée à terrasser les ennemis de leur empire, et à châtier les sujets rebelles.* Il semble que cette attitude n'est pas difficile à saisir : quand un roi juste et bienfaisant est franchement décidé à mourir les armes à la main ; quand toutes ses actions n'en laissent pas le moindre doute à ses soldats, il est assuré de les rallier toujours autour de lui ; car alors ils jouiront d'une considération qui flattera leur amour-propre ; et quand le roi sera sûr de son armée, personne n'osera *broncher :* il régnera ; ses sujets seront heureux ; on ne les verra plus divisés entre eux ; leur es-

prit ne sera plus empoisonné par des discours ou des écrits séditieux, on craindra la force du roi, autant qu'on aimera ses heureuses qualités. Qu'on ne soit donc point étonné si le roi de Wirtemberg doué de vigoureuses dispositions, a souvent forcé Bonaparte de convenir que, s'il avait autant de puissance que de caractère, il serait, de tous les souverains, celui qu'il redouterait le plus.... Il est donc vrai que l'énergie peut suppléer à la force! Né l'un des cadets de sa maison, le roi de Wirtemberg avait fourni une longue carrière militaire en Prusse où il avait servi sous le grand Frédéric. Les impressions qu'il avait reçues à cette école ne pouvaient jamais s'effacer; et si, trop d'embonpoint le privait de l'agilité nécessaire pour agir, ses connaissances militaires et son goût pour les exercices de la guerre lui restaient dans toute leur plénitude.

La sagacité du roi lui eut bientôt fait deviner son neveu; il connut que rien ne pouvait être plus agréable à ce prince que de voir Sa Majesté passer la revue des troupes qu'il commandait : le jour en fut fixé : ce fut le même où l'armée du roi se mettait en marche pour aller passer le Rhin, et commencer les opérations dont le plan avait été arrêté dans le conseil de guerre que les alliés avaient tenu à Francfort. Cette armée ras-

semblée près de Louisbourg avait à sa tête le prince royal [1] dont l'extérieur offrait les formes militaires les plus agréables. Tout en ce prince signalait l'ardente activité de la jeunesse jointe à l'habitude de manier des troupes; on découvrait en lui du premier coup-d'œil les symptômes de la brillante valeur que les actions de la campagne ne tardèrent pas à attester, en même temps qu'elles mirent en évidence l'expérience et les talens du général; les talens avaient été le don de la nature éclairée par des connaissances acquises; l'expérience était le fruit des dernières campagnes.

Le roi parcourut en calèche tous les rangs, ayant à côté de lui le prince Guillaume son frère, qui remplissait les fonctions de son ministre de la guerre. Le grand-duc à cheval, suivi de son état-major, se tenait près du roi. L'espèce des hommes qui composaient l'armée, la tenue de tous les corps, le bon état des différentes armes, faisaient regretter que la puissance du roi fut si bornée, et que le nombre des soldats qu'il envoyait à la guerre ne fut pas plus considérable. Le prince défila devant le roi, son auguste père, et l'armée partit pour son premier camp.

Déjà les troupes du grand-duc attendaient le roi. Le monarque en les passant en revue ne se

[1] Aujourd'hui régnant.

dissimula point que cette élite ne pouvait appartenir qu'à l'armée d'un grand empereur. Après que ces troupes eurent défilé, Sa Majesté rentra dans son château où elle admit à sa table les généraux et les officiers supérieurs de l'état-major du grand-duc. L'ordre de Marie-Thérèse que je portais seul alors, avec le grand-duc *qui ne le quittait jamais* [1], fixa les regards du roi et lui fit demander mon nom. La même fête fut répétée quelques jours après à Stutgard. Le roi permit à son neveu de faire traverser sa résidence aux régimens qui le suivaient : Sa Majesté les vit encore défiler, elle se rendit ensuite au château de la Favorite, où elle traita les officiers de la même manière qu'à Louisbourg. Elle avait ordonné de plus que des tables fussent dressées pour les soldats. Nous continuâmes notre route par Fribourg en Brisgau, et nous entrâmes à Bâle, le premier jour de janvier 1814. Notre marche s'était faite, ainsi qu'elle l'eût été au milieu des états de notre souverain, en temps de paix.

Déja la diplomatie avait applani les difficultés que la résistance de la Suisse aurait pu apporter au passage des alliés, pour pénétrer en France par le territoire Helvétien. Une adroite politique

[1] Le grand-duc savait que cet ordre est reconnu pour le plus illustre de l'Europe.

s'était emparée de ce débouché important : laissant au talent du généralissime à prémunir l'armée en cas de revers, contre le désastre que Merci avait éprouvé aux siècles précédens.

Dans l'ordre du jour que l'empereur Alexandre donna à son armée la veille du passage du Rhin, Sa Majesté lui rappela : qu'un an s'était écoulé depuis que, à pareil jour, elle avait franchi les barrières de l'empire pour poursuivre l'ennemi qui l'avait envahi ; qu'elle allait aujourd'hui chercher cet ennemi sur son propre territoire, afin de le contraindre à accepter une paix qu'il s'obstinait à refuser ; mais en échauffant la valeur de ses soldats, Alexandre n'omit pas de leur recommander, même de leur ordonner d'user envers l'ennemi désarmé, de l'humanité qui doit honorer les exploits du guerrier.

Le 13 janvier 1814, l'armée de réserve des monarques alliés, ayant à sa tête le grand duc Constantin, passe le Rhin sur le pont de Bâle, et entre sur le territoire dont Bonaparte avait usurpé la domination : elle prit sa route à la vue de la forteresse d'Huningue, sans que le canon de la place essayât de la troubler, quoique ses colonnes ne fussent pas hors de portée. Les bavarois occupés à en faire le siége attiraient, il est

---

Voyez la note remise à Francfort, vol. VI, page 111.

vrai, tous ses feux. Le chevalier de Colonge, royaliste français, général d'artillerie au service du roi de Bavière, dirigeait ce siége. J'avais connu cet officier, en 1792, à l'armée des princes frères du roi; sa réputation le faisait signaler comme un des officiers les plus distingués du corps royal, mérite qui, à cette époque, n'était pas d'une faible autorité. Le général voulut bien me montrer les travaux. Je vis que le front du côté du Rhin ne présentait que les dangers qui accompagnent les passages de rivières que l'on veut opérer de vive force. Je ne pouvais m'expliquer comment l'art avait pu négliger autant cette partie de la fortification. Je savais bien que le Landgrave de Furstemberg s'était emparé, dans la campagne de 1796, de la tête du pont qui couvrait ce front; qu'il l'avait rasée par ordre de l'archiduc Charles. Cette destruction avait évidemment produit la faiblesse que je remarquais; mais comment Bonaparte avait-il porté l'insouciance jusqu'à ne pas faire relever des ouvrages que la régularité de la place exigeait? L'homme de génie doit tout prévoir, il doit apercevoir le danger où l'homme ordinaire ne voit que sécurité : c'est cette prévision qui établit sa supériorité et le rend invulnérable.

Des maisons sur la rive droite favorisaient l'attaque d'une île, dans laquelle résidait toute la

force de la place du côté du fleuve. C'est à l'aide des créneaux pratiqués dans les murs les plus avancés, que le général m'expliqua tout son plan; il me parut de nature à ne pas laisser à la défense l'espoir d'une longue résistance. Mais si la proximité de cette forteresse n'exposait pas nos colonnes dans leur marche, elles avaient encore bien moins à redouter les forces que Bonaparte pouvait opposer aux nombreuses troupes qui envahissaient le pays qui lui était soumis. Les généraux Vinzingerode, de St.-Priest, Yorck, Sacken, Blücher, Langeron, Witgenstein, de Wrède, et le prince royal de Wirtemberg, l'en avaient inondé: après avoir passé le Rhin sur différens points, depuis Dusseldorff jusqu'au fort Louis, ils continuaient à refouler, dans l'intérieur, les troupes que Bonaparte avait disséminées sur une ligne aussi immensément étendue. Cette dissémination, qui n'échappera pas au coup-d'œil militaire le moins exercé, sera probablement considérée comme une faute commise par les deux partis. Cependant, on sait qu'en principe, celui qui veut passer un fleuve a le droit d'éparpiller sa troupe sur une étendue quelconque. Cette manœuvre a pour objet d'affaiblir l'ennemi sur tous les points, en l'obligeant à s'étendre; mais elle doit ménager à l'offensive la faculté de réunir des masses sur le

point qui a été choisi pour effectuer le passage. La faute ne fut donc pas si grave pour les alliés qui joignaient l'avantage du nombre à celui de l'offensive. Mais Bonaparte, en disséminant des forces épuisées sur une immense étendue, paraîtra-t-il exempt de reproches? Admettons même que l'armée de Bonaparte eût été aussi formidable par le nombre que par son ensemble, était-il bien sage de chercher, en la divisant, à former opposition sur tous les points où les alliés pouvaient passer le Rhin? N'était-ce pas méconnaître le principe : qu'on n'empêche point un passage de rivière; et que les grands capitaines n'ont cru pouvoir y parvenir qu'en se plaçant eux-mêmes sur la rive opposée? Cette maxime fut celle des Turenne, des Montecuculli et des Frédéric; mais il est un autre principe que Bonaparte paraît avoir dédaigné, et peut-être doit-on attribuer ses désastres au mépris qu'il en fit. L'expérience et les plus doctes leçons nous apprennent que, dans la presque certitude qu'on n'empêchera pas l'ennemi de passer un fleuve, il faut avoir tout disposé pour l'accabler sous le poids d'une masse aussitôt qu'il aura effectué son passage. Le génie doit donc avoir indiqué à l'avance les positions où doivent être réparties les troupes; et les talens doivent avoir prescrit les dispositions et calculé

les distances, pour que les masses soient rapidement formées et mises en mouvement; car tout le succès tient à la célérité. L'ennemi doit être attaqué en forces supérieures, avant qu'il ait pu s'établir avec toute son armée sur la rive où il a pris terre; l'observation de ce principe est bien plus strictement exigée si celui qui se défend est inférieur à l'assaillant en nombre et en qualité de troupes : or, il est incontestable que, tel était alors l'état de l'armée de Bonaparte. Les malheurs des campagnes précédentes avaient fait disparaître les anciens soldats, que de nouvelles recrues tièdes et mal exercées étaient venues remplacer : ainsi, avoir voulu, dans une pareille situation, garder les places de la Hollande, de la Belgique et de la France, avoir encore disséminé le reste des troupes par petits corps sur la vaste ceinture qui s'étend depuis les côtes du nord de la Hollande jusqu'à Huningue, ne paraît pas avoir été pour Bonaparte l'inspiration de la sagesse. Une telle aberration de tous les principes ne pouvait être suggérée que par cette tendance irrésistible à la puissance universelle qui le violentait, pour lui faire conserver tout le territoire soumis à sa domination. Cette passion prédominante lui fit perdre de vue l'adage le plus vulgaire : que, *qui veut tout garder s'expose à tout perdre.* Affaibli

sur tous les points que ses adversaires pouvaient menacer, on ne s'étonne plus de voir les alliés passer le Rhin partout où ils le tentèrent. Ces succès furent dus à la connaissance qu'on avait du caractère de Bonaparte; elle dicta les dispositions. Le nombre supérieur des troupes alliées légitima ou justifia du moins la dispersion qui en fut faite pour embrasser les différens points sur lesquels le fleuve fut passé. D'aussi sages combinaisons attestent les talens du général en chef; mais les directions qui furent données aux différens corps, après qu'ils eurent effectué le passage, doivent-elles être considérées sous un jour aussi favorable? Et d'abord, en prenant la ligne d'opérations par la droite, on applaudit à la justesse de vues qui décida la marche du corps de Bulow en Hollande, de même que celle de Winzingerode dans la Belgique. Enlever à son ennemi ses plus abondantes ressources est une maxime tout à-la-fois politique et militaire : or, sous ce double rapport, la conquête de la Hollande et celle de la Belgique provoquaient les armes des alliés. Ils ne pouvaient pas se dissimuler qu'ils trouveraient, dans le premier de ces pays, de nombreux auxiliaires. Le dépérissement du commerce, de tout temps si florissant en Hollande, le caractère du hollandais, si opposé à celui du français, son éloi-

gnement pour la profession des armes, impérieusement commandée là où régnait Bonaparte, appellaient à grands cris celui qui promettait un nouvel ordre de choses.

Le général prussien Bulow faisait partie du corps d'armée avec lequel le prince royal de Suède tenait en échec le maréchal Davoust dans Hambourg. Il obtint la glorieuse mission d'aller en Hollande briser le joug que Bonaparte imposait aux Bataves. Ce général n'avait pas seulement le droit de compter sur l'habileté dont il avait si souvent donné des preuves, il amenait encore avec lui un gage assuré du succès. Le jeune prince Frédéric d'Orange, que nous avons vu, à peine sorti de l'enfance, à la suite du roi de Prusse, son oncle, faire briller la valeur innée dans les princes de son sang, reçut du monarque l'ordre d'accompagner le général Bulow. Les hollandais, instruits par de longs malheurs, guéris de la fièvre révolutionnaire, gémissaient depuis long-temps sur l'ambitieuse frénésie qui les avait soustraits au gouvernement tutélaire de la maison d'Orange pour les livrer aux horreurs de l'anarchie et les asservir plus tard à la turbulence d'un étranger. A peine les hollandais furent-ils informés de l'approche de l'armée libératrice, qu'ils accoururent au-devant de Bulow lui redemander leur prince.

Sous le nom de Frédéric, ils crurent retrouver celui dont la mort avait, quinze ans auparavant, répandu un deuil universel sur leur patrie. De toutes parts l'insurrection éclata contre les troupes de Bonaparte, et Bulow n'eut qu'à prendre possession des places dont on lui ouvrait les portes.

L'invasion du général russe Winzingerode en Belgique, ne fit pas de moins rapides progrès que celle de Bulow en Hollande : la marche de ces deux généraux fut si faiblement entravée, qu'ils se virent bientôt réunis sur les bords de l'Aisne.

Pendant que la Hollande et la Belgique se soumettaient aux armes des coalisés, ceux qui avaient passé le Rhin depuis Coblentz jusqu'au fort Louis refoulaient, dans l'intérieur de la France, les troupes ennemies qu'ils avaient rencontrées devant eux.

En voyant de faibles corps aussi éloignés les uns des autres, on devait penser que Bonaparte ne les avait placés de la sorte que pour lui donner des nouvelles, et non pour résister aux entreprises que l'ennemi voudrait former au-delà du fleuve. Il était évident que ces forces ne pouvaient aspirer à rejeter dans le Rhin ceux qui l'auraient franchi : elles ne pouvaient pas davantage prétendre empêcher ceux qui étaient arrivés sur la rive gauche de s'y établir solidement.

La réserve, composée de l'élite des armées al-

liées s'avançait donc couverte par un cordon de troupes formidable, prête à rétablir leur ligne si elle était enfoncée, ou à redoubler leurs efforts si elles étaient victorieuses. C'est ainsi que, lorsque les souverains passaient sur le pont de Bâle, Blücher se présentait aux combats dans l'intervalle qui règne entre la Saare et la Moselle, il manœuvrait pour se joindre aux généraux Bulow et Winzingerode, vainqueurs de la Hollande et de la Belgique.

Tout le pays jusqu'à Vesoul était au pouvoir des alliés le jour où les empereurs, avec le roi de Prusse, mettaient le pied sur le territoire qui allait être arraché à la puissance de Bonaparte. Les places de l'Alsace qui pouvaient gêner cette marche étaient bloquées, assiégées ou bombardées. Le généralissime avait employé à ces opérations l'excédent de troupes qu'il avait jugé inutile à l'ensemble de l'expédition active. Je citerai Béfort, qu'une brigade bavaroise bombardait le jour où nous n'en passions qu'à une très-petite distance pour aller à Vesoul. Cette ville fut le premier chef-lieu de département où les souverains alliés firent leur entrée. Ce fut aussi là que les gentilhommes de la province vinrent, sous l'égide des monarques alliés, renouveler entre eux le serment de fidélité aux légitimes successeurs de

nos antiques rois. On distinguait parmi eux le comte de Soran, le chevalier de la Sallè et le comte de Wal [1]. Ils surent les premiers braver les chances de la guerre, et ne suivirent que l'impulsion de l'honneur; ils n'hésitèrent point à se ranger sous le drapeau qui devenait celui de nos rois. Leurs ancêtres avaient, sous ce drapeau, conquis leur noblesse aux temps où, prix unique de la valeur, la noblesse n'était acquise ni par les phrases du rhéteur, ni par les calculs du spéculateur, ni par les richesses de l'industriel, tant en opposition avec l'idée primitive de la noblesse; dans ces temps où l'on n'était créé chevalier qu'après avoir gagné ses éperons sur le champ de bataille : c'était enfin aux beaux jours de la monarchie, de cette monarchie que les Louis IX, les Philippe-Auguste, les François I.er, les Henri IV et les Louis XIV rendirent si brillante, si illustre et si redoutée. On n'était pas à cette époque très-savant; on ne faisait point imprimer des discours, mais on aimait le Roi, on lui étoit fidèle, on était loyal, surtout incapable de basses intrigues pour arriver aux honneurs, qui jamais n'étaient flétris; on vénérait le Roi; on n'insultait pas ses ministres; on les respectait, loin de les déconsidérer; et après le nom de Dieu, celui

[1] *Voyez* Pièces justificatives, la note de la page 162.

de Roi était le plus sacré qu'on pût proférer. Le peuple français pouvait bien alors exciter l'envie des autres peuples; mais les autres peuples le prenaient pour modèle : il n'était pas réduit à s'avouer constamment *l'ignoble* copiste d'une autre nation, en citant ses institutions pour appuyer chez lui l'introduction de celles que son caractère repousse.

Le comte de Trogoff commandait le quartier-général du prince de Schwartzenberg. Toutes les personnes étrangères à la ville étaient obligées de se présenter devant lui : dépositaire de la sûreté des monarques, chef principal de la garde qui veillait sur eux, c'en était assez pour le faire rechercher de ceux qui voulaient suivre l'étendart dont le triomphe n'était plus douteux : mais quand on apprenait que, royaliste français, le comte de Trogoff avait résisté à toutes les tourmentes dont la cause de nos rois avait été battue, que, constamment armé, il ne s'en était pas tenu à former, pour le retour de ses maîtres, de stériles vœux, qu'il avait toujours combattu sans se laisser abattre par la mauvaise fortune : c'est alors que, à l'obligation de le voir, se joignait, pour les royalistes qu'il retrouvait en France, le besoin de le connaître et de se groupper autour de lui. La noble conduite politique du comte de Trogoff lui

avait mérité l'estime de la noblesse de Bohême, où le régiment dans lequel il servait avait ses quartiers : sa conduite à la guerre lui avait acquis la confiance du prince de Schwartzenberg, et les suffrages de l'armée. De longues infortunes avaient contraint la cour de Vienne à garder une circonspection à laquelle répugnaient ses sentimens et ses plus chers intérêts : Trogoff, souvent trop peu observateur de la mesure daus laquelle le ministère voulait qu'on se renfermât, avait encouru de vives réprimandes. Elles furent provoquées par la généreuse chaleur qu'il mettait à plaider la cause de la maison de Bourbon, qui, dans ses malheurs, ne trouvait plus que des détracteurs, des cœurs ingrats ou des accusateurs fourbes et injustes. Trogoff, doué d'un esprit supérieur, discutait avec profondeur quand la question qu'on agitait était posée avec gravité. Dans d'autres occasions, caustique, abondant en sarcasmes, il déversait le ridicule sur les nouvelles puissances et sur les formes qui s'étaient établies en France. La gaîté dont il enveloppait ses pensées les rendait la propriété des autres qui aimaient à les saisir et à les répéter : Trogoff servait donc la cause du Roi, même quand il ne combattait pas.

Les souverains ne firent à Vesoul qu'un court séjour : ils allèrent à Langres, où ils entrèrent

le 18 janvier, six jours après qu'ils eurent quitté Bâle. Un corps autrichien, commandé par le comte Ignace de Giulai, avait fait abandonner à l'ennemi la ville de Langres, dont il avait eu le dessein de défendre la formidable position. Si lors de l'entrée de l'armée de réserve dans Langres il ne s'offrit aucune circonstance propre à stimuler en elle une noble ardeur, il n'en fut pas ainsi pour moi. J'étais seul avec le Grand-Duc : Son Altesse Impériale, tout en s'entretenant avec moi, fixa ses regards sur mon épée : aussitôt le Grand-Duc me l'ôte, me disant qu'elle n'était pas uniforme, et il la remplace par la sienne. Je n'essaierai point d'exprimer ce que j'éprouvai; l'homme délicat, l'homme d'honneur le sentiront.

Les souverains vinrent de Langres mettre leur quartier-général à Chaumont. Cette station paraissait ne devoir plus conserver l'attitude de la guerre. Un congrès, où Bonaparte se faisait représenter par M. de Caulincourt, s'était assemblé à Châtillon-sur-Seine. Ses délibérations avaient pris pour objet la conclusion de la paix générale. Quelque apparente que fût la sincérité des plénipotentiaires, personne ne doutait que ce rassemblement de diplomates ne fût un de ces prestiges à la faveur desquels les maîtres de la terre cachent au vulgaire leurs véritables des-

seins. Aucun des partis ne pouvait vouloir la cessation des hostilités. Bonaparte, trop humilié de recevoir une paix conclue, peut-être même dictée aux portes de sa capitale, en avait horreur. Les souverains alliés, persuadés que la paix la plus avantageuse, dans les intérêts de Bonaparte, ne serait qu'une suspension d'armes plus dangereuse pour eux que l'état de guerre, n'eurent jamais l'intention de la conclure. Cette assertion acquerra de l'autorité par les circonstances que je rapporterai à l'appui. Et d'abord, si on voulait sincèrement la paix, pourquoi ne pas arrêter le cours des hostilités? Il était trop évident que des succès obtenus de part ou d'autre devaient exaspérer le parti vaincu, relever les prétentions du vainqueur, et par conséquent éloigner toute accession à des concessions plus ou moins admissibles. Pendant que le congrès délibérait, les troupes alliées continuaient à replier l'ennemi sur sa capitale. Le 26 janvier, le prince royal de Wirtemberg et le comte de Giulai avaient enlevé Bar-sur-Aube au duc de Trévise. Ce maréchal avait sous ses ordres une grande partie de la garde de Bonaparte; il disputa le terrain avec opiniâtreté, et s'il fut contraint de céder à la force, il ne le céda point en gloire aux vainqueurs.

Cependant Bonaparte, resté jusqu'alors dans

son château des Tuileries, jugea qu'il était temps de le quitter, et de venir en personne opposer une digue au torrent auquel rien n'avait encore résisté. Qui pouvait l'avoir retenu si long-temps loin de ses armées? Toutes les conquêtes acquises par tant de combats, au prix de tant de sang, sont perdues pour lui; toutes les barrières de son empire sont forcées; le danger est partout, et il en est éloigné! N'est-ce donc pas lui qui, par intérêt et par sa condition, devait le premier l'affronter?.. Est-ce bien encore l'homme qui, des rangs subalternes de l'armée, s'était élevé sur le trône de ses maîtres? Qui peut le rendre sourd aux cris de ses soldats?... Sans doute, au milieu de leurs revers, ils ne cessaient de l'appeler à leur tête. Il n'est qu'une manière d'expliquer cette inconcevable lenteur si opposée à l'étonnante activité que Bonaparte avait constamment déployée, et si contrariante encore pour l'irascibilité de son humeur. Cette lenteur à s'élancer sur l'ennemi, qui le bravait aux portes de sa capitale, était le produit profondément calculé de son caractère et de son amour-propre. Il était dans son caractère et dans ses principes de tout abandonner au sort des batailles: il était dans son amour-propre de croire qu'il subjuguerait la victoire. Il était donc bien persuadé que plus il laissait les ennemis s'approcher du champ

de bataille qu'il reconnaissait avantageux pour son armée, plus il était assuré de vaincre : et terrible après la victoire, il ne doutait plus que la ruine entière de cet ennemi ne s'en suivît. Il trouvait encore dans la victoire un autre avantage qui ne lui paraissait pas d'une moindre considération ; elle devait attester la supériorité de son génie sur les talens de ses généraux. Ainsi, plus ces derniers auraient éprouvé de revers, plus ils auraient perdu de terrain, et plus la défaite de l'ennemi aurait caractérisé l'homme du destin, l'homme invincible, et affermi son empire. Mais après la bataille de Leipzig, Bonaparte pouvait-il compter sur la fortune ? Quoi qu'il en soit, le 26 de janvier, il quitte Paris, et vient coucher à Vassi. L'offensive devait bientôt marquer sa présence au milieu de ses troupes. Le lendemain de son arrivée, il fait attaquer dans Saint-Dizier l'avant-garde de Blücher. Le général russe Lanskoi, jeune officier que des talents, une brillante bravoure et une noble ambition distinguent, la commande : Saint-Dizier est enlevé, et Lanskoi perd la vie.

Cependant, soit que les souverains alliés aient appris l'arrivée de Bonaparte à son armée, soit enfin, qu'ils se rendent aux plus sages principes, ils se décident à réunir leurs forces. Le grand

duc voulut bien me faire connaître ce projet : « Soyez content, me dit Son Altesse, nous allons « nous réunir à Blücher. » On a vu combien j'avais été affligé de la trop grande distance mise entre les deux armées. D'après le plan qui vient d'être arrêté, Blücher ne cherche point à faire tête à Bonaparte; mais sans perdre de temps, il se dirige sur Brienne, afin de se joindre, par Trannes, à l'armée du prince de Schwartzenberg. La résolution que prit Blücher était hardie, puisqu'elle le réduisait à marcher par le flanc : il était à présumer que le génie entreprenant de Bonaparte ne laisserait pas échapper l'avantage que lui présentait la témérité de son vieux adversaire. Néanmoins, les succès que le prince royal de Wirtemberg et le comte de Giulai avaient obtenus à Bar-sur-Aube et à Colombé, le soin que le généralissime avait eu de réunir à Joinville le corps de Witgenstein avec celui du maréchal de Wrède, ne laissaient plus d'inquiétude sur la jonction de l'armée de Silésie avec celle de Schwartzenberg. Elle se fit sous les yeux de Bonaparte et malgré les premiers coups qu'il venait de porter; bien plus, elle s'opéra par une marche de flanc.

Déjà, sans doute, l'étoile de Bonaparte s'obscurcissait aux yeux des militaires expérimentés; ils ne devaient pas médiocrement s'étonner de

le voir incertain sur la position que tenaient ses ennemis et sur les mouvemens qu'ils faisaient. Trompé par la marche de Blücher, il vient à Montierender, d'où il espère que des reconnaissances, poussées dans toutes les directions, l'éclaireront sur le parti qu'il doit prendre. Les habitans lui apprennent enfin qu'une armée était passée par Joinville; qu'elle se dirigeait vers Troyes par Doulevent. Il croit qu'on lui signale Blücher, et il espère tomber sur ses derrières; mais le prince de Schwartzenberg connaissait tous les mouvemens de Bonaparte depuis qu'il avait quitté Paris. Le généralissime y avait été trop long-temps ambassadeur de sa cour pour ne pas y avoir conservé d'utiles intelligences. Schwartzenberg avait encore trop bien approfondi le caractère de son adversaire pour ne pas pénétrer quels en seraient les desseins. Il était hors de doute que Napoléon, sorti de la léthargie dans laquelle il avait paru engourdi, se hâterait de joindre les alliés et de leur livrer bataille partout où il les rencontrerait. Il était donc urgent d'opposer une masse compacte à ses premiers efforts; car il était indubitable qu'ils seraient impétueux, terribles et opiniâtres : mais il était également certain que, si ces efforts échouaient, il en résulterait, dans l'armée de Bonaparte, une démoralisation que le

découragement suivrait de près. Il était d'autant plus important de produire ce découragement dans l'armée de Bonaparte, que tout annonçait que cette campagne serait la dernière, et terminerait enfin cette cruelle lutte qui, depuis vingt-trois ans, inondait l'Europe de sang.

Les alliés étaient trop heureux de n'avoir pas été punis de cet éparpillement de forces, à la faveur duquel ils étaient parvenus à nettoyer la Hollande, la Belgique, et à envahir le territoire de Bonaparte depuis le Rhin jusqu'aux portes de Troyes : mais le généralissime avait senti qu'il ne fallait pas fatiguer la fortune : il jugea qu'il était prudent et nécessaire de prévenir ses revers et de se soustraire aux coups qu'elle préparait. Ces considérations avaient dicté les ordres que Blücher venait de recevoir, quand son avant-garde fut attaquée dans Saint-Dizier. Ce fut encore la même prudence qui conseilla au prince de Schwartzenberg de porter rapidement de Wrède et Witgenstein à Joinville, pour couvrir les derrières de Blücher. Pouvait-on se flatter, en effet, que l'armée de Blücher, qui occupait Saint-Dizier, Lesmont et Joinville, réussirait à faire sa jonction avec celle de Schwartzenberg, sans que Bonaparte n'eût pris quelques-uns de ses corps à dos ou ne fût tombé sur le flanc qu'elle lui prêtait dans ses marches?

Cependant Bonaparte, qui croit que le général Blücher se dirige à grandes journées sur Troyes, se presse d'arriver à Lesmont; il espère y atteindre l'arrière-garde prussienne, et venger sur elle le tort qu'il a eu de laisser échapper son général dans une occasion où la fortune semblait vouloir lui rendre ses faveurs : mais le vieux prussien, non moins actif que son adversaire, avait paré le danger. Il avait rapproché de lui, avec une incroyable diligence, celui de ses corps qui, sous les ordres du général Sacken, en était le plus éloigné. Il n'avait rien moins fallu que cette diligence au général Sacken pour gagner Lesmont et redresser ainsi la divergence dans laquelle il s'était jetté en quittant Blücher. La position du général russe n'était pourtant pas sans danger; la grande distance qui le séparait du gros de l'armée de Silésie rendait sa situation critique.

Mais en même temps que Blücher opérait sa concentration, Schwartzenberg et les monarques partis de Chaumont avec la réserve de la grande armée, venaient se réunir à celle de Silésie par Bar-sur-Aube. Ce fut de cette dernière ville que le comte de Trogoff se rendit à Vésoul, près de S. A. R. Monsieur [1]. J'étais venu de Chaumont à

[1] Aujourd'hui CHARLES X.

Bar avec le comte de Trogoff; il me donna, pendant la route, à plusieurs reprises, une preuve de sa sagacité et de son amitié. « Je pars aujourd'hui, « me dit-il, venez avec moi; il faut se presser « d'arriver près de Monsieur. Ceux qui arriveront « les premiers seront ses aides-de-camp, et quand « la maison sera pleine, personne n'y entrera « plus. » La suite a prouvé que Trogoff voyait bien; mais ma destinée me retenait aux armées : un dernier événement donnera peut-être à penser que je ne devais pas rester sans y être de quelque utilité.

Pendant que l'armée de réserve s'avançait sur Bar, Bonaparte attaquait, dans Brienne, l'avant-garde de Blücher, commandée par le général Alsuwieff. Ce général russe oppose à l'impétuosité des assaillans une résistance au-dessus de tout éloge : il se voit entouré sans abandonner son poste; une maison qu'il défend est-elle livrée aux flammes? il se retranche aussitôt derrière celle dont le feu ne s'est point encore rendu maître. Le général Sacken, vivement compromis à Lesmont, met à profit l'intrépidité d'Alsuwieff : il rejoint, par la rive opposée de l'Aube, le gros de l'armée de Blücher, à qui la vigoureuse défense d'Alsuwieff donne le temps de faire entrer toutes ses troupes dans la formidable position de Trannes.

C'est là que le général prussien a le droit d'être intimement convaincu qu'il sera réuni au prince de Schwartzenberg, avant que Bonaparte puisse engager une bataille générale. Tous ces événemens avaient lieu dans les derniers jours de janvier. Le 30, le général de Vrède était venu de Joinville se placer sur les hauteurs de Dommartin, et le général prussien Yorck, en reprenant Saint-Dizier, s'était lié avec Witgenstein.

Blucher, ferme dans sa position de Trannes, paraît imposant à Bonaparte, qui ne l'attaque pas le 31. Il se borne à manœuvrer devant le prussien, qui reste inébranlable.... Bonaparte n'attaque pas : c'est encore ici une énigme, s'il n'est pas prouvé qu'il ignorait et les mouvemens et la position des alliés. Dans le cas contraire, pourquoi donner à Blücher un jour de répit? N'était-ce pas mettre les alliés en mesure de soutenir, avec leurs forces réunies, la bataille qu'il voulait livrer? Voilà donc le plan de Bonaparte déjà déjoué par la fortune, sinon par l'habileté des alliés! Car, au rapport de M. de Beauchamp[1], le plan de Napoléon était de livrer aux alliés des combats partiels : et il va les trouver ensemble. Mais si la hardiesse, si la témérité même ont des droits aux

[1] Campagne de 1814, vol. I.er, pages 213 et 265.

éloges, n'est-il pas un terme au-delà duquel elles n'encourent plus que le blâme? Bonaparte n'avait pu, avec toutes ses forces réunies, engager au combat de Brienne la totalité de celles de Blücher. Les relations du temps conviennent que les prussiens ne prirent point part à l'action que les russes soutinrent seuls [1]. Et pourtant le succès ne fut pas complet, quoique l'armée de Bonaparte eût beaucoup souffert. Malgré cet état de choses, Bonaparte se décide à aller chercher son ennemi dans la forte position qu'il occupe; il a pris le change sur la retraite qu'il a vu faire à Blücher. Il a pensé que le prussien refusait la bataille, et il n'a pas vu que, par son mouvement rétrograde, Blücher allait au-devant d'une armée plus nombreuse, appuyée encore d'une réserve, l'élite des deux armées. Non-seulement il a dédaigné de s'attacher à ces observations, mais encore il est resté deux jours sans livrer la bataille après laquelle il aspirait. Il a donné le temps aux ennemis de se groupper, d'accommoder leur position, de l'étudier, et de manœuvrer sur les points où ils attendaient la victoire. Pour s'être exposé à de pareilles chances, qui ne croirait pas que le théâtre de l'action ne dût être totalement à l'avantage

[1] *Voy.* Victoires et Conquêtes, vol. XXIII, page 68.

de Bonaparte? Mais cette erreur se dissipe au premier coup-d'œil. Blücher, affermi dans la position de Trannes, avait devant lui de vastes plaines, où sa cavalerie avait déjà tenu en bride celle de Bonaparte : de nombreux escadrons, amenés par Schwartzenberg, allaient se joindre à ceux du général prussien; Bonaparte ne pouvait donc même pas espérer d'équilibre dans l'arme de la cavalerie. Il ne pouvait pas ignorer que, si le pays boisé et difficultueux qui régnait devant sa gauche semblait la protéger, les nombreuses troupes légères des alliés leur promettaient de leur en faciliter les débouchés : il devait savoir encore que les directions de Joinville et de Doulevent, dont les alliés étaient maîtres, devaient faire entrer ces débouchés dans la combinaison de leurs dispositions. Or, que n'avait pas à redouter Bonaparte si les alliés, en refoulant sa gauche, l'obligeaient à pivoter sur sa droite? Il perdait le seul pont qu'il avait sur l'Aube, rivière encaissée, rapide, ou les gués sont rares, et à laquelle, cependant, il allait s'adosser pour combattre. Si cette description est exacte, les généraux de Bonaparte pouvaient-ils se dissimuler que leur chef, en se laissant contraindre à combattre sur un pareil terrain, avait négligé tous les calculs auxquels l'homme de génie soumet ses plus hardies concep-

tions? Ces observations, dira-t-on, se présentent aisément quand les événemens les ont marquées : mais c'est parce que les événemens ont eu lieu qu'ils auraient dû être prévus et déjoués par celui que nous reconnaissons pour avoir été un grand homme.

Le 1.er février, Bonaparte, éclairé trop tard sur sa position, ordonne la retraite. Tout-à-coup on l'informe que les colonnes ennemies s'avancent, et qu'il n'a que le temps de se mettre en défense. L'exécution de son premier dessein fut en effet devenue fatale à son armée. Obligée de repasser l'Aube sur le pont de Dienville commandé de toutes parts, ou bien sur celui de Lesmont, la masse des ennemis l'aurait infailliblement surprise dans ce passage, et il est probable qu'elle eût été détruite. Bonaparte rappelle donc le prince de la Moskowa, prêt à repasser la rivière, et se hâte de faire ses dispositions. Il range son armée sur le penchant du côteau qui descend dans les vastes plaines de la Rothière, où son adversaire désirait le combattre. Il appuie sa droite au village de Dienville, traversé par l'Aube; il porte son centre à la Rothière, et sa gauche à la Giberie, que la forêt de Soulaine couvrait; derrière lui était le pont de Lesmont, le seul qu'il eût sur la route de Troyes, par laquelle devait se faire

sa retraite en cas d'échec : c'était donc la gauche, moins bien appuyée que la droite, qu'il importait aux alliés d'attaquer, parce que si on parvenait à la culbuter, on pouvait arriver à Lesmont par le chemin qui vient de Doulevent, et passe à Brienne. Les dispositions de défense tracèrent aux alliés celles de leurs attaques. Ils s'avancèrent en trois colonnes sur les points de force de la ligne de bataille que Bonaparte avait formée. Cependant, le système qui prévalait alors de rompre une ligne ennemie par le centre invita d'autant plus les alliés à l'adopter, que le terrain favorisait pleinement l'action de leur nombreuse cavalerie. Il promettait donc d'appuyer les attaques de leur infanterie, et semblait par conséquent leur assurer la victoire, que les deux partis crurent attachée à la possession du village de la Rothière : ce fut aussi sur la Rothière que se concentrèrent les efforts des alliés dans l'attaque, et que Bonaparte employa tous les siens pour se défendre. La droite et la gauche ne furent pourtant pas négligées par le généralissime : si l'armée de Blücher fut chargée toute entière d'attaquer le centre, le comte de Giulai eut en partage l'attaque du pont de Dienville, qui n'avait d'intérêt que par le passage qu'il donnait à l'ennemi dans sa retraite; encore les accidens du terrain qui l'environnait atténuaient-ils cet avantage.

Au prince royal de Wirtemberg échut la tâche d'emporter la gauche de l'ennemi. On ne pouvait choisir un général qui fût plus à la hauteur de cette entreprise; personne ne l'emportait sur ce prince en bravoure ni en activité; l'officier le plus avide de se distinguer et de parvenir aux grades les plus élevés l'égalait à peine dans sa noble ambition. Le prince royal saisit toute l'importance de sa mission; il vit que si l'on avait attaché la victoire à la possession de la Rothière, la défaite de l'ennemi dépendait du sort de son aile gauche : il était évident qu'aussitôt que cette aile serait enfoncée, toute l'armée de Bonaparte serait obligée de s'acculer à l'Aube, position qui entraînerait infailliblement sa ruine. Le prince attaqua donc la Giberie avec toute la vigueur dont il était capable; mais l'œil attentif de Bonaparte n'avait pas laissé échapper les dangers dont son aile gauche était enveloppée; il avait opposé au prince royal un maréchal dont la valeur et l'expérience suppléaient au défaut de forces qui lui étaient confiées. Le duc de Bellune défendait la Giberie : le maréchal fit échouer à plusieurs reprises les vigoureuses tentatives de son impétueux adversaire. Le prince vit qu'il ne réussirait pas avec les seules troupes dont il disposait, il crut devoir attendre des chances qui ne pouvaient tarder à

couronner ses efforts. Dans l'ensemble des dispositions tracées par le généralissime, il avait été prescrit au maréchal de Wrède de venir à Chaumesnil par la forêt de Soulaine : suivant cet ordre, le maréchal bavarois prenait à revers la ligne ennemie, et le pont de Lesmont se trouvait compromis. Cette manœuvre était si décisive, qu'il est étonnant que le généralissime n'y ait pas employé des moyens plus susceptibles de produire de grands effets. Il n'est pas moins inexplicable que Bonaparte n'ait pas cherché à arrêter les troupes qui voudraient déboucher sur ses derrières par la forêt. Il savait que les alliés étaient maîtres de Doulevent et de Joinville, d'où ils pouvaient se diriger sur Chaumesnil et sur le pont de Lesmont. On objectera qu'il avait même trop peu de troupes pour garder la ligne qu'il devait forcément occuper. Nous en conviendrons : mais il resta deux jours dans l'inaction ; il disposait des habitans ; pourquoi ne fit-il pas rompre tous les chemins à travers les bois et les terrains marécageux ? Ce travail exigeait peu de temps, et l'imprévoyance en fut coupable, soit que de Brienne il eût voulu marcher en avant, ou rester en position à Brienne, ou revenir en arrière sur Troyes, ou enfin, par une marche de flanc, se porter à Châlons pour arrêter les renforts qui arrivaient aux alliés. Quel-

que direction qu'il prît, en rompant les communications qui devenaient inutiles à ses plans, il avait moins de terrain à garder, et il se ménageait par conséquent la faculté de conserver des masses.

Le maréchal de Wrède ne rencontrant point d'obstacles, déboucha de la forêt de Soulaine sur Chaumesnil, qu'il fit aussitôt attaquer. Le duc de Raguse y résista long-temps; mais, engagé dans une lutte trop inégale, il fut contraint d'abandonner ce poste : son mouvement rétrograde découvrit le flanc gauche du duc de Bellune, qui, menacé même d'être coupé de son point de retraite, fut forcé de céder la Giberie. L'échec que la gauche de Bonaparte éprouvait devenait incontestablement décisif : mais cette bataille devait avoir trop d'influence sur ses destinées pour qu'il ne s'acharnât pas à en disputer l'issue. Quelque grands que fussent les dangers que les succès remportés par le maréchal de Wrède et le prince de Wirtemberg lui fissent courir, il crut en triompher si la Rothière, son point central, restait en son pouvoir. Ce village devint donc le sanglant théâtre des efforts que firent les deux partis : la nuit était venue, ils se prolongeaient encore. Enfin, il était réservé aux grenadiers russes de terminer cette glorieuse et désastreuse journée. Trois bataillons marchent à la Rothière : le baron de

Damas, général major, les commande. Royaliste français, sous des drapeaux étrangers, il va combattre pour son roi sur une terre qui lui refuse l'obéissance qu'elle lui doit. Plein du souvenir de ses aïeux, fidèle et preux autant qu'ils le furent, s'il ne peut arracher le sceptre de nos rois aux mains qui l'ont dérobé, au moins saura-t-il l'ébranler. Damas arrive : profitant des impressions que les ombres de la nuit grossissent, il tombe, bayonnette en avant, sur les troupes qui occupaient la Rothière. Le choc fut terrible; le nombre des assaillans, les dispositions de l'attaque ne pouvant être calculés ni jugés par ceux qui sont attaqués, ils cèdent le terrain : le poste est évacué et la victoire enchaînée. Ce triomphe obtenu par le baron de Damas, devenait, pour ceux sur lesquels ils le remportait, le présage de la gloire dont il les couvrirait quand, marchant sous le même drapeau, ils combattraient ensemble pour leur roi. Ce jour était écrit dans l'avenir : c'est alors que la justice d'un roi rendu à ses peuples devait employer utilement les talens du général, et la reconnaissance du monarque récompenser ses services.

Il était onze du soir quand les derniers coups furent portés : l'affaire avait commencé à midi. Elle doit à jamais marquer dans les fastes mili-

taires ; elle ne se recommande pas seulement par la valeur, par l'opiniâtre résistance que les deux partis déployèrent alternativement ; les élémens voulurent aussi prendre part à l'action. Une neige abondante tombant par intervalle protégeait le vaincu en arrêtant la poursuite du vainqueur ; elle suspendait la fureur des combattans en les dérobant à la vue les uns des autres. Cette bataille, la première perdue par Bonaparte sur son territoire, était le plus funeste revers qu'il eût encore éprouvé. Il enhardissait contre lui ceux de ses sujets dont l'impatience rappelait les antiques maîtres de la France ; il décourageait ses soldats accoutumés à le croire invincible, ces soldats susceptibles de se livrer à des prestiges, comme il en est des peuples dont les sensations sont vives et l'esprit facile à exalter.

Bonaparte profita de la longueur de la nuit pour faire écouler son armée par le pont de Lesmont, le seul qui lui restât pour repasser l'Aube. Le pont de Dienville vaillamment défendu par le général Gérard n'était plus en son pouvoir. Le comte de Giulai était parvenu à se loger dans une partie du village, de manière à rendre impossible le débouché du pont. Le général Gérard n'eut plus qu'à couper la partie dont il était maître ; ce qu'il exécuta. La perte du pont de

Dienville fut un événement fâcheux pour Bonaparte ; car, quoique les approches en fussent difficiles sur l'une et l'autre rives, ce passage n'en donnait pas moins la ligne la plus courte sur Troyes : il procurait donc un avantage réel ; le généralissime dût se savoir gré d'avoir confié l'attaque de Dienville au comte de Giulai : le zèle, l'expérience et la bravoure de ce général promettaient que s'il n'enlevait pas le pont, il empêcherait au moins l'ennemi de s'en servir. Cette considération, la certitude que Bonaparte en cas de retraite, n'avait que le pont de Lesmont pour toute ressource, auraient dû déterminer le prince à faire de ce dernier point le but de ses manœuvres et de ses principaux efforts. Il était évident que la Rothière, situé dans une vaste plaine, ne servirait point à Bonaparte pour appuyer une offensive ; parce que la cavalerie alliée infiniment supérieure à la sienne, ne pouvait jamais manquer de ramener dans le village les troupes qui en déboucheraient. Le corps de réserve que le comte Barclai de Tolli, tenait sur les hauteurs de Trannes, prêt à fondre sur la Rothière, s'il en était besoin, rendait encore bien plus illusoires les entreprises que Bonaparte aurait voulu faire par le centre. Il semble donc que Schwartzenberg, qui avait si judicieusement décidé une vigoureuse attaque contre

la gauche de son adversaire, aurait dû se borner à paralyser les forces que cet adversaire amoncelait sur son centre. Les intentions de Bonaparte s'apperçurent au premier coup-d'œil, et ses principes, sa tactique usitée fortifièrent dans l'opinion du plan qu'il suivrait.

L'action que Bonaparte réservait à son centre prescrivait donc à Schwartzenberg de l'éviter, il en avait tous les moyens. Le terrain qui régnait sur sa droite en conduisant à la gauche de l'ennemi, se refusait à la cavalerie et ne se prêtait point à la mobilité de l'artillerie. Ces deux armes se trouvaient donc naturellement appelées au centre. Or de nombreuses bouches à feu concentrées sur ce point, des mouvemens de cavalerie, multipliés en arrière de quelques bataillons, toujours démonstrativement menaçans, auraient obligé Bonaparte à rassembler sur son centre d'autant plus de troupes qu'il voulait y maitriser la supériorité; mais nous croyons avoir démontré l'impuissance où il était de réaliser cette prétention. Toutes les combinaisons de guerre indiquaient donc que la majeure partie des forces de Schwartzenberg, en infanterie, devait être employée contre la gauche de son adversaire : c'était à disposer l'attaque du maréchal de Wrède de manière à la rendre victorieuse, que devaient s'appli-

quer le talent et le génie du généralissime. Le pont de Lesmont était-il enlevé, la ruine entière de l'armée de Bonaparte en était la suite : mais le prince de Schwartzenberg n'eut point assez de confiance dans les dispositions auxiliaires pour oser porter ses plus grandes forces contre la gauche de l'ennemi. Cette faute, si toutefois c'en est une, n'échappe ni à l'auteur des Victoires et conquêtes [1], ni à celui de la campagne de 1814. [2]

Voudrait-on maintenant examiner la conduite des deux capitaines ? Celle du prince de Schwartzenberg paraît pleine de sagesse. Il arrête son adversaire sur un champ de bataille où l'avantage du terrain est en sa faveur ; il s'assure la supériorité des masses, en leur donnant des directions qui les font en même temps arriver en ligne ; il profite de la supériorité du nombre pour attaquer à-la-fois l'ennemi sur trois points principaux, dont la perte de l'un entraîne nécessairement celle de l'autre.

Blucher fut couvert de gloire dans le premier combat qu'il soutint à Brienne : il sut réparer la faute presque impardonnable à un général, de se laisser surprendre. Il ne faut pas dissimuler que Blucher dut à Alsuwieff toute la gloire de la résis-

[1] *Voyez* Victoires et Conquêtes, vol. XXIII, p. 76.

[2] *Voyez* Beauchamp, 1.er vol., p. 204.

tance : mais Blucher ne dut qu'à lui la gloire que donnent une fermeté que rien n'ébranle, un sang-froid qui lui fait envisager sans s'étonner les forces supérieures qui l'attaquaient, conduites par un chef que tant de victoires rendaient redoutable, le coup-d'œil enfin qui lui fit saisir une position dans laquelle il n'hésita pas à braver l'audace, le génie et l'entreprenante activité de Bonaparte.

Le corps de réserve sous les ordres du grand-duc ne fut point engagé : je n'ai donc point eu à décrire les vicissitudes d'une bataille où je ne fus pas actif témoin. Je manque également de données positives sur le nombre de troupes qui combattirent, des deux côtés, il est certain que les alliés déployèrent plus de forces que Bonaparte ne leur en opposa. Mais il est bien incontestable que plusieurs corps ne prirent point part à l'action. A l'exception des trois bataillons de grenadiers que mena le baron de Damas, et qui faisaient partie de la réserve, ce corps demeura tout entier étranger au combat. Les corps de Colloredo, de Kleist, d'Yorck et de Witgenstein ne furent point engagés ; aussi cette distraction de forces, dont le prince de Schwartzenberg pouvait disposer, accuse-t-elle ce généralissime de n'avoir pas manœuvré davantage sur la rive gauche de l'Aube.

Colloredo paraît avoir été à portée de fermer le chemin de Troyes par où les renforts arrivaient à Bonaparte. S'il en est ainsi, il y eut timidité de la part du prince de ne l'avoir pas exécuté; il craignit d'exposer ce corps en l'isolant trop : ou bien, il y eut dans le généralissime absence de réflexion : l'auteur de la campagne de 1814 est aussi de cet avis. [1]

Que pensera-t-on de la position où s'était mis Bonaparte? Il espérait battre les alliés en les attaquant séparément; c'est pourquoi il s'était pressé de joindre Blücher; mais le champ de bataille sur lequel il voulait le combattre n'était-il pas à son désavantage? Pouvait-il ignorer que Blücher n'avait que peu de chemin à faire pour entrer dans la position de Trannes, dont la force lui devait être connue, ou du moins aux officiers de son état-major? Ne voyait-il pas que chaque marche rétrograde que faisait Blücher le rapprochait de Schwartzenberg? Ne s'apercevait-il pas qu'en suivant le général prussien dans la direction qu'il avait prise, il laissait sur ses flancs les corps de Wrède, de Witgenstein et d'Yorck, nouvellement arrivés à Châlons? Il est impossible de supposer Bonaparte au milieu de son pays, ignorant toutes

[1] Camp. de 1814, par Beauchamp, vol. I.er, p. 213.

ces circonstances. Ainsi, après avoir manqué l'effet qu'il attendait en surprenant Blücher isolément à Brienne, pouvait-il raisonnablement espérer des succès ultérieurs? Dans la position qu'il tenait devant son adversaire, tout était danger pour lui. L'audace, la témérité, qui poussèrent Bonaparte à présenter la bataille dans les plaines de Brienne, ne pouvaient donc qu'être réprouvées par son génie militaire. Ici, l'on répétera de nouveau qu'il est aisé d'accuser les mauvais succès des événemens qui ont eu lieu; mais on répétera de même, que le grand homme doit avoir prévu toutes les chances, et s'être mis à l'abri de celles qui doivent échouer, surtout lorsque l'échec ne peut être que le résultat d'une faute.

L'obscurité de la nuit ne cacha point aux alliés la possession du champ de bataille; mais elle couvrit à leurs yeux la retraite que Bonaparte effectua. Le lendemain, à la pointe du jour, le grand duc Constantin monta à cheval, accompagné seulement des officiers de sa suite et d'une faible escorte. Son Altesse Impériale voulut dépasser les postes les plus avancés, et reconnaître la position de l'ennemi. La clarté du jour ne permettait pas de distinguer encore les objets, même à une courte distance, quand nous aperçûmes une colonne déboucher sur notre gauche, dans une di-

couronner ses efforts. Dans l'ensemble des dispositions tracées par le généralissime, il avait été prescrit au maréchal de Wrède de venir à Chaumesnil par la forêt de Soulaine : suivant cet ordre, le maréchal bavarois prenait à revers la ligne ennemie, et le pont de Lesmont se trouvait compromis. Cette manœuvre était si décisive, qu'il est étonnant que le généralissime n'y ait pas employé des moyens plus susceptibles de produire de grands effets. Il n'est pas moins inexplicable que Bonaparte n'ait pas cherché à arrêter les troupes qui voudraient déboucher sur ses derrières par la forêt. Il savait que les alliés étaient maîtres de Doulevent et de Joinville, d'où ils pouvaient se diriger sur Chaumesnil et sur le pont de Lesmont. On objectera qu'il avait même trop peu de troupes pour garder la ligne qu'il devait forcément occuper. Nous en conviendrons : mais il resta deux jours dans l'inaction ; il disposait des habitans ; pourquoi ne fit-il pas rompre tous les chemins à travers les bois et les terrains marécageux ? Ce travail exigeait peu de temps, et l'imprévoyance en fut coupable, soit que de Brienne il eût voulu marcher en avant, ou rester en position à Brienne, ou revenir en arrière sur Troyes, ou enfin, par une marche de flanc, se porter à Châlons pour arrêter les renforts qui arrivaient aux alliés. Quel-

que direction qu'il prît, en rompant les communications qui devenaient inutiles à ses plans, il avait moins de terrain à garder, et il se ménageait par conséquent la faculté de conserver des masses.

Le maréchal de Wrède ne rencontrant point d'obstacles, déboucha de la forêt de Soulaine sur Chaumesnil, qu'il fit aussitôt attaquer. Le duc de Raguse y résista long-temps; mais, engagé dans une lutte trop inégale, il fut contraint d'abandonner ce poste : son mouvement rétrograde découvrit le flanc gauche du duc de Bellune, qui, menacé même d'être coupé de son point de retraite, fut forcé de céder la Giberie. L'échec que la gauche de Bonaparte éprouvait devenait incontestablement décisif : mais cette bataille devait avoir trop d'influence sur ses destinées pour qu'il ne s'acharnât pas à en disputer l'issue. Quelque grands que fussent les dangers que les succès remportés par le maréchal de Wrède et le prince de Wirtemberg lui fissent courir, il crut en triompher si la Rothière, son point central, restait en son pouvoir. Ce village devint donc le sanglant théâtre des efforts que firent les deux partis : la nuit était venue, ils se prolongeaient encore. Enfin, il était réservé aux grenadiers russes de terminer cette glorieuse et désastreuse journée. Trois bataillons marchent à la Rothière : le baron de

Damas, général major, les commande. Royaliste français, sous des drapeaux étrangers, il va combattre pour son roi sur une terre qui lui refuse l'obéissance qu'elle lui doit. Plein du souvenir de ses aïeux, fidèle et preux autant qu'ils le furent, s'il ne peut arracher le sceptre de nos rois aux mains qui l'ont dérobé, au moins saura-t-il l'ébranler. Damas arrive : profitant des impressions que les ombres de la nuit grossissent, il tombe, bayonnette en avant, sur les troupes qui occupaient la Rothière. Le choc fut terrible; le nombre des assaillans, les dispositions de l'attaque ne pouvant être calculés ni jugés par ceux qui sont attaqués, ils cèdent le terrain : le poste est évacué et la victoire enchaînée. Ce triomphe obtenu par le baron de Damas, devenait, pour ceux sur lesquels ils le remportait, le présage de la gloire dont il les couvrirait quand, marchant sous le même drapeau, ils combattraient ensemble pour leur roi. Ce jour était écrit dans l'avenir : c'est alors que la justice d'un roi rendu à ses peuples devait employer utilement les talens du général, et la reconnaissance du monarque récompenser ses services.

Il était onze du soir quand les derniers coups furent portés : l'affaire avait commencé à midi. Elle doit à jamais marquer dans les fastes mili-

taires ; elle ne se recommande pas seulement par la valeur, par l'opiniâtre résistance que les deux partis déployèrent alternativement ; les élémens voulurent aussi prendre part à l'action. Une neige abondante tombant par intervalle protégeait le vaincu en arrêtant la poursuite du vainqueur ; elle suspendait la fureur des combattans en les dérobant à la vue les uns des autres. Cette bataille, la première perdue par Bonaparte sur son territoire, était le plus funeste revers qu'il eût encore éprouvé. Il enhardissait contre lui ceux de ses sujets dont l'impatience rappelait les antiques maîtres de la France ; il décourageait ses soldats accoutumés à le croire invincible, ces soldats susceptibles de se livrer à des prestiges, comme il en est des peuples dont les sensations sont vives et l'esprit facile à exalter.

Bonaparte profita de la longueur de la nuit pour faire écouler son armée par le pont de Lesmont, le seul qui lui restât pour repasser l'Aube. Le pont de Dienville vaillamment défendu par le général Gérard n'était plus en son pouvoir. Le comte de Giulai était parvenu à se loger dans une partie du village, de manière à rendre impossible le débouché du pont. Le général Gérard n'eut plus qu'à couper la partie dont il était maître ; ce qu'il exécuta. La perte du pont de

Dienville fut un événement fâcheux pour Bonaparte ; car, quoique les approches en fussent difficiles sur l'une et l'autre rives, ce passage n'en donnait pas moins la ligne la plus courte sur Troyes : il procurait donc un avantage réel ; le généralissime dût se savoir gré d'avoir confié l'attaque de Dienville au comte de Giulai : le zèle, l'expérience et la bravoure de ce général promettaient que s'il n'enlevait pas le pont, il empêcherait au moins l'ennemi de s'en servir. Cette considération, la certitude que Bonaparte en cas de retraite, n'avait que le pont de Lesmont pour toute ressource, auraient dû déterminer le prince à faire de ce dernier point le but de ses manœuvres et de ses principaux efforts. Il était évident que la Rothière, situé dans une vaste plaine, ne servirait point à Bonaparte pour appuyer une offensive ; parce que la cavalerie alliée infiniment supérieure à la sienne, ne pouvait jamais manquer de ramener dans le village les troupes qui en déboucheraient. Le corps de réserve que le comte Barclai de Tolli, tenait sur les hauteurs de Trannes, prêt à fondre sur la Rothière, s'il en était besoin, rendait encore bien plus illusoires les entreprises que Bonaparte aurait voulu faire par le centre. Il semble donc que Schwartzenberg, qui avait si judicieusement décidé une vigoureuse attaque contre

la gauche de son adversaire, aurait dû se borner à paralyser les forces que cet adversaire annonçait sur son centre. Les intentions de Bonaparte s'apperçurent au premier coup-d'œil, et ses principes, sa tactique usitée fortifièrent dans l'opinion du plan qu'il suivrait.

L'action que Bonaparte réservait à son centre prescrivait donc à Schwartzenberg de l'éviter, il en avait tous les moyens. Le terrain qui régnait sur sa droite en conduisant à la gauche de l'ennemi, se refusait à la cavalerie et ne se prêtait point à la mobilité de l'artillerie. Ces deux armes se trouvaient donc naturellement appelées au centre. Or de nombreuses bouches à feu concentrées sur ce point, des mouvemens de cavalerie, multipliés en arrière de quelques bataillons, toujours démonstrativement menaçans, auraient obligé Bonaparte à rassembler sur son centre d'autant plus de troupes qu'il voulait y maîtriser la supériorité; mais nous croyons avoir démontré l'impuissance où il était de réaliser cette prétention. Toutes les combinaisons de guerre indiquaient donc que la majeure partie des forces de Schwartzenberg, en infanterie, devait être employée contre la gauche de son adversaire : c'était à disposer l'attaque du maréchal de Wrède de manière à la rendre victorieuse, que devaient s'appli-

quer le talent et le génie du généralissime. Le pont de Lesmont était-il enlevé, la ruine entière de l'armée de Bonaparte en était la suite : mais le prince de Schwartzenberg n'eut point assez de confiance dans les dispositions auxiliaires pour oser porter ses plus grandes forces contre la gauche de l'ennemi. Cette faute, si toutefois c'en est une, n'échappe ni à l'auteur des Victoires et conquêtes [1], ni à celui de la campagne de 1814. [2]

Voudrait-on maintenant examiner la conduite des deux capitaines ? Celle du prince de Schwartzenberg paraît pleine de sagesse. Il arrête son adversaire sur un champ de bataille où l'avantage du terrain est en sa faveur ; il s'assure la supériorité des masses, en leur donnant des directions qui les font en même temps arriver en ligne ; il profite de la supériorité du nombre pour attaquer à-la-fois l'ennemi sur trois points principaux, dont la perte de l'un entraîne nécessairement celle de l'autre.

Blucher fut couvert de gloire dans le premier combat qu'il soutint à Brienne : il sut réparer la faute presque impardonnable à un général, de se laisser surprendre. Il ne faut pas dissimuler que Blucher dut à Alsuwieff toute la gloire de la résis-

[1] *Voyez* Victoires et Conquêtes, vol. XXIII, p. 76.

[2] *Voyez* Beauchamp, 1.er vol., p. 204.

tance : mais Blucher ne dut qu'à lui la gloire que donnent une fermeté que rien n'ébranle, un sang-froid qui lui fait envisager sans s'étonner les forces supérieures qui l'attaquaient, conduites par un chef que tant de victoires rendaient redoutable, le coup-d'œil enfin qui lui fit saisir une position dans laquelle il n'hésita pas à braver l'audace, le génie et l'entreprenante activité de Bonaparte.

Le corps de réserve sous les ordres du grand-duc ne fut point engagé : je n'ai donc point eu à décrire les vicissitudes d'une bataille où je ne fus pas actif témoin. Je manque également de données positives sur le nombre de troupes qui combattirent, des deux côtés, il est certain que les alliés déployèrent plus de forces que Bonaparte ne leur en opposa. Mais il est bien incontestable que plusieurs corps ne prirent point part à l'action. A l'exception des trois bataillons de grenadiers que mena le baron de Damas, et qui faisaient partie de la réserve, ce corps demeura tout entier étranger au combat. Les corps de Colloredo, de Kleist, d'Yorck et de Witgenstein ne furent point engagés ; aussi cette distraction de forces, dont le prince de Schwartzenberg pouvait disposer, accuse-t-elle ce généralissime de n'avoir pas manœuvré davantage sur la rive gauche de l'Aube.

Colloredo paraît avoir été à portée de fermer le chemin de Troyes par où les renforts arrivaient à Bonaparte. S'il en est ainsi, il y eut timidité de la part du prince de ne l'avoir pas exécuté; il craignit d'exposer ce corps en l'isolant trop : ou bien, il y eut dans le généralissime absence de réflexion : l'auteur de la campagne de 1814 est aussi de cet avis. [1]

Que pensera-t-on de la position où s'était mis Bonaparte? Il espérait battre les alliés en les attaquant séparément; c'est pourquoi il s'était pressé de joindre Blücher; mais le champ de bataille sur lequel il voulait le combattre n'était-il pas à son désavantage? Pouvait-il ignorer que Blücher n'avait que peu de chemin à faire pour entrer dans la position de Trannes, dont la force lui devait être connue, ou du moins aux officiers de son état-major? Ne voyait-il pas que chaque marche rétrograde que faisait Blücher le rapprochait de Schwartzemberg? Ne s'apercevait-il pas qu'en suivant le général prussien dans la direction qu'il avait prise, il laissait sur ses flancs les corps de Wrède, de Witgenstein et d'Yorck, nouvellement arrivés à Châlons? Il est impossible de supposer Bonaparte au milieu de son pays, ignorant toutes

[1] Camp. de 1814, par Beauchamp, vol. I.er, p. 213.

ces circonstances. Ainsi, après avoir manqué l'effet qu'il attendait en surprenant Blücher isolément à Brienne, pouvait-il raisonnablement espérer des succès ultérieurs? Dans la position qu'il tenait devant son adversaire, tout était danger pour lui. L'audace, la témérité, qui poussèrent Bonaparte à présenter la bataille dans les plaines de Brienne, ne pouvaient donc qu'être réprouvées par son génie militaire. Ici, l'on répétera de nouveau qu'il est aisé d'accuser les mauvais succès des événemens qui ont eu lieu; mais on répétera de même, que le grand homme doit avoir prévu toutes les chances, et s'être mis à l'abri de celles qui doivent échouer, surtout lorsque l'échec ne peut être que le résultat d'une faute.

L'obscurité de la nuit ne cacha point aux alliés la possession du champ de bataille; mais elle couvrit à leurs yeux la retraite que Bonaparte effectua. Le lendemain, à la pointe du jour, le grand duc Constantin monta à cheval, accompagné seulement des officiers de sa suite et d'une faible escorte. Son Altesse Impériale voulut dépasser les postes les plus avancés, et reconnaître la position de l'ennemi. La clarté du jour ne permettait pas de distinguer encore les objets, même à une courte distance, quand nous aperçûmes une colonne déboucher sur notre gauche, dans une di-

rection parallèle à celle que nous avions suivie. J'allai la reconnaître, et je sus qu'elle était autrichienne, appartenant au corps de Giulay. Ce général, après avoir fait promptement réparer le pont de Dienville, poussait une avant-garde sur Brienne, sous les ordres du marquis de Fresnel. Royaliste français, Fresnel n'avait pas cessé, depuis qu'il s'était rangé sous les drapeaux de l'empereur d'Autriche, de faire preuve des éminentes qualités qui, dans l'armée autrichienne, l'ont placé au premier rang. Sa réputation, ses faits de guerre, sa conduite toujours valeureuse et distinguée, nous font sans doute regretter de ne pas le voir aujourd'hui dans les rangs de l'armée du roi sous le sceptre duquel il est né : mais les regrets sont moins amers pour ses amis quand ils apprennent que ce général est considéré du maître qu'il a adopté, que d'honorables récompenses signalent des services qui ne sont ni méconnus ni oubliés. Le grand duc courut au-devant du général Fresnel, et tous deux s'avancèrent vers le château de Brienne. Ce château, situé sur une colline, domine tous les environs; mais il est abordable par de larges avenues. L'ennemi l'occupait encore. Le grand duc n'hésita point à inviter le général autrichien à l'attaquer, et ils marchèrent ensemble à la tête des troupes. Lorsque nous fûmes à por-

tée, l'ennemi ne commença pas par tirailler; il fit sur nous un feu de bataillon. Nous nous avançâmes de tous côtés sans répondre aux feux; ils cessèrent bientôt, et l'ennemi nous abandonna le château, d'où les feux les plus nombreux étaient partis; car les dehors ne furent que faiblement disputés. Cette concession avait donné lieu de penser que l'ennemi avait le projet de tenir dans l'intérieur du château. Il était, en effet, par la disposition du local, par l'avantage de son site et la construction des maçonneries, en état de faire bonne résistance. Il était d'autant plus probable que ce château serait défendu, que, placé à côté de la route que les troupes de Bonaparte suivaient dans leur retraite, il aurait battu d'écharpe, et bientôt de revers, les troupes alliées envoyées à leur poursuite. Il était encore d'autant plus urgent de l'occuper, qu'il protégeait, par sa situation, le passage du pont sur lequel l'armée filait.

Le grand duc prit son quartier dans le château, où le général Blücher vint aussi mettre le sien. Au moment où le grand duc entra dans ses appartemens, la lampe de nuit qui avait éclairé celui du maréchal Berthier brûlait encore.

CHAPITRE LXI.

Position habilement prise par le duc de Raguse pour couvrir la retraite de Bonaparte. — Découverte d'un gué qui oblige ce maréchal à quitter sa position. — Nouveau plan des alliés. — Vice de ce plan. — Bonaparte s'arrête devant Troyes. — Ses opérations ultérieures bien conçues. — Il bat successivement les généraux Alsuwieff, Sacken et Blucher lui-même. — Belle retraite de Blucher. — Manœuvres du prince de Schwartzenberg pendant que Bonaparte attaque les différens corps de l'armée de Blucher. — Belle défense de Nogent par le comte de Bourmont. — L'armée de Blucher se trouve dissoute. — Bientôt reformée elle se réunit à celle de Schwartzenberg. — Bonaparte entre dans Troyes. — Les armées alliées se séparent de nouveau. — Plan d'opération de Bonaparte publié par un bulletin. — Blucher passe l'Aisne à Soissons, et se réunit aux corps de Winzingerode et de Bulow.

Cependant l'arrière-garde de l'armée de Bonaparte n'avait point entièrement repassé l'Aube; les lanciers polonais de sa garde faisaient mine de vouloir disputer la plaine; mais une attaque du prince royal de Wirtemberg, combinée avec le comte de Wrède, eut bientôt forcé cette arrière-garde à repasser cette rivière. Bonaparte n'avait

pas seulement cherché à couvrir sa retraite par l'arrière-garde qu'il avait laissée dans la plaine, en avant de Lesmont : une disposition plus savante devait concourir à en assurer la tranquille exécution. Le duc de Raguse s'était posté, avec le corps qu'il commandait, derrière la rive droite de la Voire, un peu au-dessus de l'embouchure de cette rivière dans l'Aube. Cette position, en établissant le maréchal parallèlement à la grande route, sur le flanc des troupes qui poursuivaient, protégeait et couvrait la retraite de l'armée bien mieux que toute autre disposition. Il était trop dangereux de continuer à suivre les troupes de Bonaparte, avant d'avoir délogé le duc de Raguse de sa position si habilement choisie : le maréchal bavarois de Wrède reçut l'ordre de la lui faire quitter. Cette opération était hérissée d'obstacles. La rivière, rapide et encaissée, coulait entre des bords marécageux, le duc de Raguse en avait rompu les ponts, et il s'était très-militairement établi dans le village de Rosnay, que la nature semblait avoir créé pour cette défense. Privés de tout autre moyen de passage, les bavarois cherchèrent à réparer les ponts : mais obligés de se montrer à découvert sur la chaussée, à très-petite portée, gênés dans leurs mouvemens par la na-

ture du terrain, ils restaient exposés au feu le plus meurtrier. La résistance, en se prolongeant, attira les souverains, qui se placèrent sous les boulets.

Dans ces entrefaites, un pont avait été rétabli sur un bras de la Voire, et une compagnie de chasseurs autrichiens le passa : je m'étais joint à cette compagnie. Le terrain qui se présentait au débouché du pont venait s'y perdre par une pente douce et prolongée. Nous la montions sans apercevoir d'ennemis. Mais, parvenus sur la crête, nous fûmes accueillis par une décharge de mousqueterie. Les chasseurs voulurent rebrousser chemin ; nous réussîmes facilement à les ramener en avant. A peine parûmes-nous de nouveau sur la crête, qu'une masse de feux plus violente que la première nous tua beaucoup de monde. Nous nous repliâmes, et l'ennemi, qui d'abord était resté sur le revers opposé à celui par lequel nous avions gagné la cîme de la hauteur, vint s'y placer. La perte que nous éprouvâmes ne consista que dans les blessés mis hors d'état de marcher : car le comte de Wrède était trop près du pont avec ses bavarois pour que l'ennemi pût nous empêcher de le repasser et nous faire des prisonniers. La relation n'est pas exacte si c'est de cette troupe que l'auteur des Victoires

et Conquêtes a dit : [1] « Qu'un bataillon bavarois « passé sur la rive droite de la Voire fut pris ou « sabré. » C'est avec raison que l'auteur ajoute : que cet échec ne découragea pas le comte de Wrède. Ce maréchal tint ferme, malgré que l'ennemi eût dressé ses batteries sur la cîme de la hauteur où les feux de l'infanterie nous avaient maltraités. La distance était extrêmement rapprochée, et la contenance du maréchal bavarois est digne d'être remarquée.

Quelque supérieur que soit un ennemi qui oblige à revenir en arrière, l'amour-propre n'en est pourtant pas moins froissé. Dans cette situation d'ame, j'éprouvai de la répugnance à suivre les chasseurs qui, après avoir repassé le pont, rejoignirent le corps du maréchal de Wrède. Je longeai la rivière en la remontant : après avoir fait quelques centaines de pas, j'arrivai à une avenue; elle partait d'une maison isolée, et venait aboutir à la rivière. Là, je vis l'officier qui avait passé le pont avec moi, traversant le courant, soutenu par deux chasseurs; ils avaient de l'eau jusqu'au-dessus de la ceinture. Après quelques pourparlers sur notre mésaventure, nous nous acheminâmes vers la maison de peu d'apparence que nous

[1] Victoires et Conquêtes, voi. XXIII, page 77.

voyons à l'issue de l'avenue. Je pris de l'homme qui l'habitait tous les renseignemens qui pouvaient me donner des idées justes sur la nature du gué, dont l'existence venait de m'être démontrée. Je sus que sa largeur égalait celle de l'avenue tracée par la plantation d'arbres, et que le fond, dégagé de pierres, en était solide et uniforme. Je revins me mêler à l'état-major. Tout était silencieux autour des souverains, vivement contrariés de la résistance que le maréchal de Wrède éprouvait. Bientôt l'empereur Alexandre dit très-haut : « Eh ! pourquoi ne pas passer la rivière ailleurs ?.. Alors, élevant la voix, je dis : « L'idée de Sa Majesté est « d'autant plus juste qu'il existe un gué à quelques « centaines de pas au-dessus du pont. » L'empereur se retourne brusquement de mon côté, au premier mot que je prononçai, me demande d'un ton impérieux : « En êtes-vous bien sûr?—Si je n'en étais pas sûr, répondis-je, je n'oserais le dire à Votre Majesté... L'empereur garda le silence. Quelques instans après parut le prince de Schwartzenberg, que des circonstances qui me sont inconnues avaient conduit ailleurs. « Monsieur le maréchal (lui dit l'empereur), pourquoi vouloir forcer ce pont, et ne pas passer ailleurs » ? — « *Sire, c'est impossi-* « *ble*, répond le généralissime. » A ces mots, l'empereur se retourne vivement, l'air mécon-

tent, et étendant le bras vers moi comme pour m'interpeller. « Je vous demande pa rdon, mon seigneur, dis-je en m'adressant au prince de Schwartzenberg, il existe un gué près d'ici ; je le connais. — *Eh bien, mon cher Crossard*, dit le prince, *allez au maréchal de Wrède, dites-lui que je le prie d'y faire passer des troupes.* » J'eus promptement joint le maréchal ; il était si peu éloigné des souverains, qu'un boulet faillit emporter le colonel Alexis Orlow, aide-de-camp du grand-duc, au moment où il recevait un ordre de l'empereur Alexandre. Je remplis auprès du maréchal de Wrède la commission dont j'étais chargé, en lui demandant à servir de guide. Le maréchal me dit que le moment de l'exécution n'était pas encore venu, et il voulut seulement que j'indiquasse ce gué à un officier de uhlans qui était auprès de lui. Il est à présumer que le maréchal s'intéressait à cet officier : je partis avec lui ; il ne lui fallut pas un long examen pour bien se mettre dans l'esprit le tracé du gué : il était trop bien marqué par la maison isolée et par l'avenue. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette circonstance, c'est que l'habitant de qui nous prenions tous les renseignemens parut ne concevoir aucun soupçon, ou du moins l'événement prouva qu'il n'en fit aucun usage défavo-

rable aux alliés. Nous reprîmes le chemin que nous avions suivi. A peine avions-nous quitté le paysan, que nous rencontrâmes le roi de Prusse, accompagné d'un ou deux officiers seulement, et se rendant directement à l'endroit d'où nous revenions. Nous passâmes près de Sa Majesté, et n'en recevant ni ordre, ni question, nous continuâmes notre route. Il est hors de doute que le roi, qui avait vu l'endroit où nous étions arrêtés, et remarqué le paysan auquel nous parlions, avait voulu s'assurer par lui-même si le projet qui venait d'être proposé était exécutable. Quoi qu'il en soit, l'auteur des Victoires et Conquêtes nous apprend que les bavarois passèrent la rivière à gué, et que l'abandon de la position que tenait le maréchal Marmont s'en suivit [1]. M. Alphonse Beauchamp confirme ce rapport [2].

Le duc de Raguse, délogé de sa position, après avoir couvert la retraite de Bonaparte, avait acquis de la gloire pour lui, et rendu un service éminent aux siens. Obligé lui-même à la retraite, il se dirigea sur Arcis, tandis que Bonaparte et son armée arrivaient à Troyes. Cette double retraite ne laissait plus aux alliés qu'à se

[1] Victoires et Conquêtes, vol. XXIII, page 78.

[2] Campagne de 1814, par Beauchamp, liv. V, p. 210.

décider sur le point où ils voudraient porter leurs armes victorieuses : mais remporter une victoire ne suffit pas pour attester le génie du vainqueur ; tant de chances concourent à la donner, que souvent le hasard en décerne les palmes, lorsqu'elles sont refusées au plus habile et au plus valeureux. Vaincre est beaucoup sans doute ; mais savoir profiter de la victoire, saisir les avantages qu'elle livre, découvrir le point sur lequel elle rend le vaincu plus vulnérable encore, le poursuivre en jugeant ce qu'on peut redouter de son désespoir, ou bien espérer de l'état de délabrement dans lequel sa défaite l'a réduit, apercevoir d'un coup-d'œil l'endroit où il faut acculer cet ennemi pour en consommer la destruction, discerner la manière et mesurer la marche qui doit le conduire à ce dernier terme : voilà les signes caractéristiques du génie dont le vainqueur est doué ; tandis qu'avoir vaincu peut n'avoir été que le résultat de son courage. Enfin, ne pourrait-on pas admettre comme maxime, que remporter la victoire appartient au héros ; mais que savoir en profiter est le propre du grand capitaine, que ne caractérise pas l'héroïsme sans génie.

Les alliés réunis dans Brienne, après avoir dispersé les ennemis qu'ils avaient combattus, ne pouvaient plus avoir d'incertitude sur leurs pro-

n'était propre qu'à opérer sa ruine. Tout porte donc à penser que les deux armées de Schwartzenberg et de Blücher devaient marcher sur Paris, de concert, et tellement rapprochées, que Bonaparte ne pût attaquer l'une sans être aussitôt assailli lui-même par toutes les forces de l'autre. Qu'on n'objecte pas que *ces armées, ainsi rapprochées, eussent difficilement trouvé à subsister* dans la partie la plus abondante de la France, qui n'avait point encore été épuisée. L'administration des autrichiens, sans contredit la plus habile et la plus économe, aurait pourvu à tous les besoins : la multitude de troupes irrégulières russes, l'intelligence des partisans auraient étendu les rayons nourriciers, en éclairant à-la-fois les flancs et les derrières des armées. De pareilles vues dûrent paraître vicieuses aux souverains et à leurs généraux, puisqu'ils adoptèrent un tout autre plan d'opération. La suite des événemens prouve qu'il fut résolu dans le conseil que les deux armées s'achemineraient sur Paris, mais par deux routes différentes. Il fut décidé que celle de Silésie se reporterait sur Châlons, d'où elle descendrait la Marne pour arriver à Paris, tandis que la grande armée de Schwartzenberg avec les souverains y viendrait en longeant la Seine, par la route de Troyes. On embrassait dans cette disposition le système du

levier, qu'on regardait avec raison comme devant triompher de Bonaparte. En effet, voulait-il s'opposer avec toutes ses forces à l'une des deux armées, celle-ci se retirait, ou se retranchait dans une forte position devant lui, pendant que l'autre armée gagnait du terrain, et arrivait sans obstacle au milieu de la capitale.

Bonaparte divisait-il ses forces déjà si épuisées pour tenir en échec à-la-fois deux armées, dont chacune d'elle était supérieure en nombre à la sienne, il était de toute probabilité que cette résistance serait forcée par l'une et par l'autre. Ces considérations, incontestablement fort sages, devaient annihiler les plans de Bonaparte, soit qu'il voulût prendre l'offensive, soit qu'il résolût de rester sur la défensive. Mais pour que le système des alliés eût tout le succès qu'ils en attendaient, il eût fallu que les deux armées manœuvrassent assez rapprochées l'une de l'autre pour qu'une seule marche les mît à portée de prendre part à la même action. Dans ce cas, Bonaparte ne pouvait jamais attaquer l'une des deux sans que l'autre ne vînt, durant le combat, tomber sur son flanc ou sur ses derrières. Quoi de plus aisé pour les alliés? Leurs nombreuses troupes légères entretenaient leurs communications et leur donnaient des nouvelles. Plus ils approchaient de

Paris, plus la facilité des routes se prêtait aux navettes que les différentes jonctions eussent nécessitées.

Par suite du nouveau plan, Blücher vient à Châlons, passe la Marne, et rallie les corps qui vont grossir son armée. En même temps Schwartzenberg marche sur Troyes. Une distance de vingt lieues va donc régner entre les deux armées!.... Jamais on ne donna plus à Bonaparte le moyen de s'emparer de son système favori, celui de séparer deux armées coopérantes, en tenant la ligne intérieure : mais aussi la pratique de ce système ne présenta jamais plus de dangers; car, si on en croit l'auteur de la campagne de 1814[1], Bonaparte, après le désastre de Brienne, ne put réunir autour de Troyes que quarante-trois mille hommes : comment, avec des forces aussi inférieures, espérerait-on de pouvoir se placer avec succès entre deux armées également aguerries et infiniment plus nombreuses.

Le 3 février, Bonaparte s'arrête à Troyes, prend position, et, quoiqu'il croie les deux armées réunies, il veut les attendre, et courir les hasards d'une bataille générale. Le prince Schwartzenberg a deviné son dessein ; loin de le menacer, il

[1] Beauchamp, vol. I.er, page 218.

cherche à le confirmer dans l'opinion de la crainte qu'il imagine inspirer aux alliés : le généralissime se retire, et paraît vouloir éviter la bataille que son adversaire lui a présentée ; il se flatte que Bonaparte le suivra dans son mouvement rétrograde, ou qu'il restera stationnaire sous les murs de Troyes : dans l'un ou l'autre cas, Blücher arrivera sur les derrières de la position ennemie, ou, si le maréchal prussien le juge plus convenable, il entrera dans Paris. Schwartzenberg ne doute plus du succès complet qui va couronner le plan des alliés : sa conduite était sans contredit pleine de sagesse, puisque les alliés, après le combat de Brienne, avaient préféré leur nouveau plan à la résolution hardie et la plus convenable dans les circonstances présentes, d'écraser Bonaparte sous le poids de leurs masses réunies.

Quelqu'opiniâtre et tenace que fut Bonaparte dans ses desseins, il se vit pourtant contraint de se désister de celui qu'il avait formé, d'attendre les alliés en avant de Troye. Des nouvelles alarmantes venues de Paris, sur la frayeur que causait aux habitans l'armée de Blucher, dont la marche est enfin connue, lui font appréhender une insurrection dans sa capitale : il fallait donc tout tenter pour en éloigner Blucher. C'est ici que Bo-

naparte ne se montre pas seulement audacieux ; mais qu'il fait éclater le coup-d'œil du grand capitaine que vont seconder d'habiles généraux ; déjà le duc de Bellune a vu que dans la ville de Nogent, la nature donne la facilité de créer un boulevard capable d'arrêter quelques jours la marche de Schwartzenberg. Le maréchal confie au comte de Bourmont la défense de ce poste, où les talents du général ont à l'instant même mis en œuvre toutes les ressources de la fortification de campagne. Tranquille sur ce point, Bonaparte va se montrer fidèle imitateur des Frédéric et des Souwarow ; il va, à l'exemple de l'archiduc Charles, porter des masses contre des portions. Il n'a point oublié que le prince autrichien dût à cette manœuvre le succès qu'il remporta sur les généraux Jourdan et Moreau. L'éparpillement de l'armée de Blucher, suggéré par le mépris de tous les principes, promet à ses talens l'anéantissement de l'armée la plus acharnée à sa ruine. Il voit que la plus aveugle confiance a tendu le piège dans lequel il va prendre le plus entreprenant de ses adversaires ; Blucher a disséminé son armée dans la fausse persuasion qu'il n'a rien à craindre d'un ennemi qu'il croit avoir abattu à Brienne. Jaloux d'arriver le premier dans la capitale de la France, le prussien lance ses corps les plus avancés aux-

quels il ne prescrit plus de mesure. Soit espoir de se procurer plus d'aisance dans les subsistances ; soit dans la vue de répandre la terreur et de paralyser la défense nationale, Blucher inonde les bords de la Marne de ses troupes : il a son corps d'armée à Vertus, son avant-garde à Montmirail : le général Sacken est à la Ferté-sous-Jouare, et Yorck à Chateau-Thierry. Si, à cette dissémination, on ajoute qu'une distance de 18 à 20 lieues sépare les deux armées, l'esprit le moins militaire aura peine à concevoir des dispositions aussi peu réfléchies, contre un adversaire fongueux et entreprenant : et ce, au milieu d'une nation où le souffle le plus léger peut allumer un incendie dont son caractère renferme tous les élémens. Je ne reconnais dans cette conduite, ni l'expérience de Blucher, qui devait réprimer les élans de sa témérité ; ni le génie de Gneiseneau dont la prudence éclaira toujours les hautes conceptions.

La faute n'échappe point à Bonaparte ; et dans cette faute, il découvre la destruction d'une armée. Confiant dans le retard que le poste fortifié de Nogent apportera à la marche de Schwartzenberg sur Paris, il prend la résolution d'accabler avec la totalité de son armée, les corps épars de Blucher. Il veut par un mouvement de flanc tom-

ber brusquement sur le corps posté à Champ-Aubert. Envain lui dit-on que la nature du terrain et les pluies ont rendu impraticable la route de traverse qu'il doit suivre; qu'elles en ont fait un marais d'où il est impossible aux hommes et aux chevaux de se tirer : sa volonté sera plus forte que la nature. Tous les obstacles sont en effet surmontés : après être en deux jours venu de Nogent à Champ-Aubert par Villenoxe, Barbonne et Sezanne, Bonaparte surprend le général Alsuwieff. La division russe qu'il commande, sert à-la-fois d'avant-garde au corps d'armée de Blucher qui campe à Vertus, et d'échelon entre ce général en chef et le corps du général Sacken dont l'avant-garde est aux portes de Meaux. Quelques valeureuses que fussent les troupes que commandait Alsuwieff, quelque savantes que pussent être les dispositions qu'il fit pour se défendre, il était impossible qu'une division résistât à une armée que Bonaparte conduisait en personne. Un combat de plusieurs heures ne servit donc aux russes qu'à faire preuve d'un grand courage : la division d'Alsuwieff fut dissoute. Ce général lui-même tomba au pouvoir de l'ennemi, et quelques débris échappés à la défaite en apportèrent la nouvelle au quartier-général de Blucher.

La division d'Alsuwieff devait être détruite; les

forces humaines ne pouvaient pas l'en empêcher : mais des russes, des allemands se laisser surprendre !.. Cet événement a le droit d'étonner ! la division d'Alsuwieff était-elle la seule dans l'armée qui n'eût pas de ces troupes irrégulières les plus exercées à la petite guerre ? et les allemands n'avaient-ils plus la prudence, la vigilance et la méthode qui font à la guerre leurs qualités distinctives? Alsuwieff couvrit ses fautes de l'éclat de son courage : soldat, il doit être comblé d'éloges; général, il est répréhensible. Si, mieux éclairé sur les mouvemens de l'ennemi et comptant moins sur la difficulté des chemins, Alsuwieff eût connu les forces qui allaient l'attaquer, il y eût eu de sa part plus que de l'incapacité à ne pas se replier, en toute diligence, sur Blucher. Quant à ce général en chef, on s'attend sans doute à le voir précipiter sa retraite derrière la Marne pour y attendre les renforts qui arrivent à son armée : mais il en est tout autrement. Non content de méconnaître les plus simples principes, Blucher fait commettre au général Sacken une faute bien plus grave encore. En donnant avis à ce genéral de l'approche de Bonaparte, il lui ordonne de venir à Montmirail, se joindre au corps qu'il commande. Il envoye également au général Yorck, l'ordre de s'y rendre de Château-Thierry. Il fallait

pour dicter de pareils ordres, que Blücher n'eut que des données fort incertaines sur le point où Sacken se trouvait : car le calcul des distances, le moins exact, lui aurait démontré que Sacken ne pouvait manquer d'être attaqué par Bonaparte avant que sa jonction ne fût effectuée.

La résolution que Bonaparte avait prise contre Alsuwieff lui avait trop bien réussi, pour qu'il hésitât sur ce qu'il devait maintenant entreprendre. Placé, par la disparition du corps de ce général, entre Sacken et Blücher, il est à présumer que l'irritation dans laquelle le tenait continuellement le prussien, l'aurait déchaîné contre lui. Mais Blücher, qui n'avait en tête que le duc de Raguse, pouvait promptement mettre la Marne entre son adversaire et lui; le temps perdu donnait à Sacken celui de gagner Château-Thierry; là, réuni au général Yorck, Sacken pouvait défendre la Marne, et attendre sans courir de danger, ou des ordres supérieurs, ou les chances que les circonstances amèneraient. Dans cette alternative, Bonaparte court sur Sacken, qui par suite des ordres que Blücher lui a trop inconsidérément donnés, vient lui-même au devant des coups de son ennemi. Sacken arrive à Montmirail; Bonaparte l'y reçoit avec toutes ses forces. Un combat long et meurtrier s'engage; dans le com-

mencement, les russes obtiennent quelques avantages ; mais enfin ils sont accablés ; et après avoir éprouvé des pertes énormes ils viennent à Chateau-Thierry chercher l'appui que la Marne et le général Yorck pouvaient leur prêter. Le général prussien recueille en effet les restes du corps de Sacken : pour protéger leur rentrée derrière la Marne, il se bat pendant toute une journée en avant de la ville ; mais les forces étaient trop inégales, et malgré les prodiges de valeur que fit le prince Guillaume de Prusse, il fallut faire repasser la rivière à toutes les troupes et couper le pont. Le lendemain Bonaparte le fait réparer dans l'intention de poursuivre les généraux russe et prussien : mais l'un et l'autre en continuant leur retraite, s'étaient mis à l'abri d'un nouveau désastre. Dans cet état de crise, que fait Blucher ? Il croit qu'en opérant un mouvement en avant, il arrêtera les attaques que Bonaparte a dirigées contre ses lieutenans ; qu'il facilitera leur jonction avec le gros de son armée, ou du moins qu'il les préservera d'une ruine totale : cette conduite du feld-maréchal est encore inexplicable.

Le 10 février, Blücher a connu tous les malheurs dont Alsuwieff avait été frappé, et ce n'est que le 13 qu'il marche sur le duc de Raguse ! Il ne pouvait douter que ce maréchal, trop faible

pour lui résister, se retirerait quand il s'approcherait : d'ailleurs, il était de son intérêt de se replier pour attirer l'armée prussienne sur les forces supérieures qui s'avançaient, et que Bonaparte conduisait en personne. Le feld-maréchal ne devait pas douter que trois jours avaient suffi pour consommer la ruine de ses lieutenans ou pour les mettre hors de tout danger : la marche de Blücher contre Marmont ne lui offrait donc que des chances périlleuses, sans lui laisser entrevoir un avantage. Il semble que, dès qu'il n'avait pas cru devoir se retirer derrière la Marne, tout lui conseillait de se retrancher fortement dans la position qu'il occupait. Alors il aurait pu, bravant Bonaparte, attendre à connaître le résultat de ses manœuvres contre les généraux Sacken et Yorck, de même que le parti que le généralissime avait pris à la nouvelle des opérations offensives de Napoléon ; mais une faute commise à la guerre ne l'est jamais seule : ainsi, cette funeste dispersion de forces, qui avait déjà causé la perte de deux corps de l'armée de Silésie, devait étendre ses désastreux résultats jusqu'au corps principal.

Blücher, continuant à pousser le maréchal Marmont devant lui, arrive à Vauchamp : c'est là qu'il rencontre Bonaparte. La Marne avait borné ses poursuites contre les généraux Sacken et

Yorck, et il revenait sur leur général en chef pour apposer le dernier cachet aux heureuses inspirations de son génie. Le 14 février, il attaque Blücher avec toute l'impétuosité qu'on lui connait. Les deux adversaires étaient dignes de se mesurer corps à corps. Si les talens différaient dans leur étendue, il est pourtant vrai qu'un esprit d'entreprise personnel au milieu des combats, une extrême témérité caractérisait plus particulièrement le général prussien. Sans prétendre contester la valeur de Bonaparte, il faut cependant reconnaître que Blücher, dont la vie militaire avait été une série de tous les hasards de la guerre, en avait contracté une telle habitude, que l'opiniâtreté qui lui était naturelle s'en était nécessairement fortifiée. Aussi, son aveugle témérité exposa-t-elle parfois son armée à des chances que le génie de Gneisenau découvrait sans qu'il lui fût permis de les écarter. Le combat de Vauchamp dût donc être sanglant. Blücher, débordé de toutes parts par des forces bien supérieures en nombre, se vit contraint de former toutes ses troupes en carrés et d'opérer sa retraite : mais ces carrés, labourés par une nombreuse artillerie, chargés par une cavalerie formidable et bien menée, étaient à chaque instant menacés d'être enfoncés. Cependant, l'ordre sur lequel il se retirait, l'insensibi-

lité que les troupes montraient aux pertes énormes qu'elles essuyaient, leur contenance, donnaient à Blücher l'espérance d'atteindre la nuit et la position où se terminerait le combat : tout-à-coup cet espoir faillit s'évanouir : une nombreuse cavalerie ennemie barrait la seule route que l'on eût à suivre. Il fallait se faire jour l'épée à la main, Blücher n'hésite pas, il y réussit, et son armée échappe à une entière défaite. Telle avait été la situation de Souwarow en Suisse [1]; ses efforts furent les mêmes, et un égal succès avait couronné la même audace. Ces deux généraux eurent, au reste, beaucoup de rapports dans le caractère.

Le lendemain, Blücher se hâta de gagner Châlons, où il réunit les débris de son armée. C'est là que, dans le calme des conseils, Blücher et ses généraux durent reconnaître l'erreur contre laquelle une trop faible autorité avait cherché, avant l'ouverture de la campagne, à les prémunir, en montrant tous les dangers d'une dissémination de forces [2]. N'était-ce pas avec des masses dispo-

---

[1] En 1799, lorsque Souwarow fut obligé de se retirer par suite de la bataille que perdit le général russe Korsakoff.

[2] *Voy.* vol. VI, page 222, projet proposé à Francfort.

sées en échelons rapprochés qu'il fallait s'avancer sur Bonaparte pour écraser, sous leur poids, ses forces épuisés?..... Je me répète, je le sais; mais je suis entraîné par l'évidence.

Le prince de Schwartzenberg, suivant le plan qu'on avait adopté, s'avançait sur Paris par la route de Troyes : c'est dans cette ville que les comtes de Polignac joignirent les alliés. A peine étaient-ils parvenus à briser leurs fers, qu'ils accoururent se ranger sous les drapeaux déployés en faveur du roi, dont leur courage, sans consulter leurs forces, avait osé entreprendre de relever le trône. [1] Ils acquittèrent la dette sacrée de la reconnaissance et de la fidélité; ils remplirent, en preux chevaliers, les obligations que leur imposait leur naissance. S'ils ont retrouvé leur rang et la fortune, que l'envie se taise! Tant d'autres sont aujourd'hui placés à côté d'eux, et n'en firent pas autant; je dirais presque..... et firent le contraire.

Aucun obstacle ne s'opposait sérieusement à la marche du prince de Schwartzenberg. Ses avant-gardes suffisaient pour repousser les faibles corps

[1] On sait que MM. de Polignac furent impliqués dans la conspiration de Georges Cadoudal, et que leur condamnation à mort fut commuée en emprisonnement.

que Bonaparte avait laissés devant le généralissime. La prise de Sens, que le prince royal de Wurtemberg fut chargé d'emporter à la gauche de l'armée, et celle de Nogent, situé sur sa route, furent les seules affaires importantes où les troupes de Schwartzenberg furent engagées. La prise de Sens coûta cher au prince de Wurtemberg, il fallut toute son intrépidité pour vaincre la résistance qu'il éprouva : Sens ne fut enlevé que de vive force.

Le comte de Bourmont voulut, dans Nogent, rivaliser avec le général Alix, auquel le prince de Wurtemberg avait arraché Sens. Bourmont, après avoir employé tous les moyens de défense que fournit la fortification passagère, sut les faire valoir avec le courage qui l'avait signalé parmi ce peuple de héros que l'on vit, au milieu des forêts et des marais de la Vendée, combattre pour le roi et le Dieu de nos pères. Attaqué par le comte de Hardeg, l'un des généraux les plus distingués de l'armée autrichienne, Bourmont ne cède pas à un général si propre à illustrer sa défense. Mais si le comte de Bourmont mettait de l'acharnement à résister, Hardeg ne pouvait pas en mettre moins à le vaincre. Non-seulement ce général avait à soutenir la réputation qu'il s'était acquise, mais il avait encore à maintenir l'opinion que l'armée autrichienne

s'est faite d'un Hardeg. Il était issu d'une de ces familles où les enfans naissent riches des exemples que leur ont transmis leurs aïeux. Fils d'un père qui fut aide-de-camp de l'immortel Laudon, huit frères s'étaient rangés sous le drapeau de leur empereur, et trois d'entre eux avaient conquis l'ordre de Marie-Thérèse. Heureux le souverain qui, dans son armée, voit s'accroître le nombre des officiers qui ont toujours devant les yeux l'honorable conduite et les exploits qui distinguèrent leurs pères! Qu'elle est adroite la politique du souverain qui sait faire propager de pareilles générations et s'en faire chérir! Il n'aura point de révolutions à redouter dans son empire : on lui obéira sans discuter : ses ministres ne seront point outragés par d'ambitieux ou turbulens *parleurs*, et ses voisins respecteront ses frontières. Mais si, dans un pays, toute autre profession douce et paisible est préférable au rude métier des armes; si une toge accapare toutes les considérations; si le fils d'un maréchal s'affuble du costume d'un sous-préfet; s'il suffit qu'un habit *taillé à la bourgeoise* soit chamarré de dorure pour donner le droit d'approcher le monarque de plus près, si l'on arrive aux honneurs en accumulant des phrases ou des centimes : disons-le avec assurance : ce pays ne tardera pas à être subjugué par des voisins belliqueux.

Le général Hardeg, voyant la défense se prolonger, crut n'avoir plus de ménagemens à garder pour les habitans de Nogent. Il était nécessaire de ne pas trop retarder la marche de l'armée, il se décide donc à faire évacuer la ville en y mettant le feu : ses obusiers jouent, la ville brûle sans que l'incendie oblige le général Bourmont à quitter des lieux dont la force n'avait pu le déloger : il se bat toujours, et ce n'est que quand le champ de bataille est teint de son sang qu'il se voit contraint de l'abandonner. Privées de leur chef, les troupes auraient pu, sans doute, évacuer le poste, si un autre événement, non moins impérieux, n'en avait commandé l'évacuation. Mais tandis que Bourmont défendait Nogent, Bray tombait au pouvoir des alliés. Cette conquête ne laissait plus à celui qui remplaçait le général un moment à perdre, il lui fallait précipiter sa retraite s'il voulait conserver ses communications et n'être pas séparé du corps principal auquel il appartenait.

Les souverains mirent leur quartier à Nogent : le prince royal de Wurtemberg alla s'emparer de Montereau ; Witgenstein fut poussé au-delà de Provins ; Hardeg fit une pointe jusqu'à Fontainebleau, et la cavalerie du corps de réserve eut son quartier-général à Tresnel.

Encore une dissémination de forces ! s'écriera-

t-on de nouveau ; et on sera prompt à accuser l.... Cependant, toute hasardeuse qu'elle est, cette dissémination peut trouver une autorisation dans les nouvelles que Blücher avait données au généralissime. Au moment où le général Alsuwieff avait été attaqué, le général en chef de l'armée de Silésie avait informé le prince de Schwartzenberg de la marche de Bonaparte ; Blücher n'avait point dissimulé les dangers qu'allaient courir ses lieutenans, qui, trop éloignés les uns des autres, n'éviteraient pas d'être attaqués séparément. Schwartzenberg vit qu'il ne pouvait dégager l'armée de Silésie qu'en faisant une forte diversion : or, il jugea qu'il opérerait cette diversion en s'alongeant sur Paris, parce qu'il menacerait le point que Bonaparte avait le plus à cœur de conserver, et compromettrait tout-à-la-fois ses derrières. D'ailleurs, le généralissime rentrait, par cette manœuvre, dans le système du levier, en faisant gagner du terrain à l'armée la plus faiblement entreprise ; mais le bienfait de ce système avait été annihilé par l'éparpillement de l'armée de Blücher et par la grande distance qui séparait les deux armées.

Bientôt, mieux instruit des événemens qui s'étaient passés du 10 au 14 février, le prince de Schwartzemberg suspendit sa marche offensive.

Le 15 au matin, le grand duc Constantin m'ordonna de me rendre à Nogent, et de demander au comte de Radetzki[1], quartier-maître général de l'armée autrichienne, ce qu'il y avait de nouveau? Ce lieutenant-général avait toute la confiance du généralissime : il en était digne par l'assemblage, qui était en lui, de toutes les qualités de l'homme de guerre, de l'homme de cabinet et de l'homme privé.

Quand j'arrivai, le comte de Radetzki était occupé à donner des ordres à plusieurs officiers. Dans sa chambre, près de la fenêtre, le général Hacke[2], quartier-maître général de l'armée prussienne, lisait des rapports ou des dispositions.

J'exposai au lieutenant-général Radetzki le motif de ma mission, j'en reçus cette réponse : « Attendez. »

Les officiers sortirent, et le général Hacke reporta son attention sur moi ; aussitôt Radetzki m'adressa la parole en ces termes : « Vous direz « au grand duc que Blücher est dissous..... » Le général Hacke ajouta : « Oui, du moins pour le « moment..... » Ma commission fut donc bientôt remplie : je rejoignis le grand duc. Nous eûmes,

[1] Aujourd'hui commandant de division à Bude.

[2] Aujourd'hui ministre de la guerre en Prusse.

mencement, les russes obtiennent quelques avantages; mais enfin ils sont accablés; et après avoir éprouvé des pertes énormes ils viennent à Chateau-Thierry chercher l'appui que la Marne et le général Yorck pouvaient leur prêter. Le général prussien recueille en effet les restes du corps de Sacken : pour protéger leur rentrée derrière la Marne, il se bat pendant toute une journée en avant de la ville; mais les forces étaient trop inégales, et malgré les prodiges de valeur que fit le prince Guillaume de Prusse, il fallut faire repasser la rivière à toutes les troupes et couper le pont. Le lendemain Bonaparte le fait réparer dans l'intention de poursuivre les généraux russe et prussien : mais l'un et l'autre en continuant leur retraite, s'étaient mis à l'abri d'un nouveau désastre. Dans cet état de crise, que fait Blucher? Il croit qu'en opérant un mouvement en avant, il arrêtera les attaques que Bonaparte a dirigées contre ses lieutenans; qu'il facilitera leur jonction avec le gros de son armée, ou du moins qu'il les préservera d'une ruine totale : cette conduite du feld-maréchal est encore inexplicable.

Le 10 février, Blücher a connu tous les malheurs dont Alsuwieff avait été frappé, et ce n'est que le 13 qu'il marche sur le duc de Raguse! Il ne pouvait douter que ce maréchal, trop faible

pour lui résister, se retirerait quand il s'approcherait : d'ailleurs, il était de son intérêt de se replier pour attirer l'armée prussienne sur les forces supérieures qui s'avançaient, et que Bonaparte conduisait en personne. Le feld-maréchal ne devait pas douter que trois jours avaient suffi pour consommer la ruine de ses lieutenans ou pour les mettre hors de tout danger : la marche de Blücher contre Marmont ne lui offrait donc que des chances périlleuses, sans lui laisser entrevoir un avantage. Il semble que, dès qu'il n'avait pas cru devoir se retirer derrière la Marne, tout lui conseillait de se retrancher fortement dans la position qu'il occupait. Alors il aurait pu, bravant Bonaparte, attendre à connaître le résultat de ses manœuvres contre les généraux Sacken et Yorck, de même que le parti que le généralissime avait pris à la nouvelle des opérations offensives de Napoléon ; mais une faute commise à la guerre ne l'est jamais seule : ainsi, cette funeste dispersion de forces, qui avait déjà causé la perte de deux corps de l'armée de Silésie, devait étendre ses désastreux résultats jusqu'au corps principal.

Blücher, continuant à pousser le maréchal Marmont devant lui, arrive à Vauchamp : c'est là qu'il rencontre Bonaparte. La Marne avait borné ses poursuites contre les généraux Sacken et

le prince n'avait qu'un pont pour se retirer : cette fâcheuse situation était encore aggravée par la nécessité où était le prince de défiler, après avoir repassé le pont, à travers une ville nouvellement conquise, et dont il était prudent de soupçonner les intentions. A l'omission de ces considérations, le prince substitua une valeur brillante, une contenance à toute épreuve, et ses troupes déployèrent un courage au-dessus de tout éloge. Sur le point d'être forcé, le prince fit dire au général Bianchi de venir à son secours. Bianchi était trop homme de guerre pour déférer à une proposition arrachée au prince royal par la force d'un caractère qui ne voulait pas céder; mais toutes les raisons de guerre repoussaient cette proposition. Le général autrichien répondit que, pour faciliter la retraite du prince, il allait échelonner des troupes jusqu'au débouché du pont; qu'il ne le passerait pas; mais que l'ennemi ne le passerait pas davantage, parce qu'il serait contenu par les dispositions qui seraient faites en deçà de ce pont. La réponse de Bianchi était suggérée par des talens que l'expérience avait mûris. Les troupes qu'il aurait envoyées au-delà du pont auraient dû traverser la ville; elles auraient augmenté l'encombrement que l'agitation et les embarras du combat avaient occasionné. Ces troupes auraient dû

se déployer en présence d'un ennemi victorieux et bien supérieur en nombre : elles auraient donc été écrasées avant d'être formées. Les Wurtembergeois perdirent le pont et la ville de Montereau ; mais les vainqueurs achetèrent chèrement la victoire, et la perte que le prince venait de faire tourna au profit de sa gloire.

Bonaparte étant maître du pont de Montereau les alliés ne pouvaient plus tenir derrière la Seine. Nogent et Bray furent évacués. Toute l'armée de Schwartzenberg vint se rallier dans la position que ce prince avait prise en arrière de la ville de Troyes, dont il confia la défense au général Volkman. L'armée de Schwartzenberg fut liée dans sa nouvelle position avec celle de Blücher : ce général vint de Châlons se placer à Méry, derrière la Seine, le 22 février. Bonaparte se présenta devant lui de l'autre côté de cette rivière. Blücher déploya ses troupes, et parut vouloir accepter la bataille. Bonaparte fit quelques tentatives pour s'emparer de Méry; mais ses attaques furent infructueuses, et la ville fut livrée aux flammes. Les historiens du temps [1] rapportent que Bonaparte espérait en venir à une bataille générale, lorsque

[1] Vict. et Conq., vol. XXIII, p. 127 ; et Beauchamp, Camp. de 1814.

les alliés continuèrent leur retraite en deux colonnes : l'une suivit la route de Bar-sur-Seine, et l'autre celle de Bar-le-Duc.

Bonaparte arrive devant Troyes, fait sommer le général Volkman de lui rendre la place : ce général autrichien répond par des coups de canon. Les obusiers sont mis en jeu, et le feu prend dans les faubourgs. Cependant Volkman fait dire à Bonaparte que, s'il le pressait davantage, il allait brûler la ville avant de l'abandonner. J'ignore si Bonaparte avait des notions sur le caractère de ce général. Les militaires sortis des rangs de l'armée autrichienne, qui servaient alors sous ses drapeaux, auraient pu lui en avoir donné : Volkman était trop marquant dans l'armée qu'ils avaient quittée pour qu'il leur fût inconnu; officier distingué de l'état-major-général de l'armée, Volkman avait une instruction vaste et solide, des vues fort étendues, un esprit entreprenant, une valeur éprouvée, de la rudesse et de l'opiniâtreté. Victime de la jalouse injustice du général Zach, il s'était pendant quelque temps éloigné des drapeaux sous lesquels son amour pour le souverain et la nécessité des temps le replacèrent. Volkman aurait effectué la menace qu'il faisait : il n'évacua la ville qu'après que toutes les troupes alliées furent entrées dans la position, et le 24,

les portes de Troyes furent ouvertes à Bonaparte. Le même jour, l'armée de Silésie et celle de Schwartzenberg se séparèrent encore. Deux fois cette séparation avait failli causer leur ruine : cependant les circonstances rendaient plausible le projet qu'elles venaient de reprendre. La justesse de ce projet, disons-nous, ressortait du plan d'opération que Bonaparte avait adopté. Ce plan, qu'un bulletin publia après la prise de Montereau [1], consistait à établir l'armée de Bonaparte entre celle de Schwartzenberg et ses communications avec les frontières du Rhin. Bonaparte promettait de contraindre, par cette manœuvre, les alliés à une prompte et dangereuse retraite. Mais Bonaparte pouvait-il sérieusement penser qu'il obtiendrait ce but? Non; son génie et ses talens refusaient d'y croire. Il n'ignorait pas que les alliés avaient eux-mêmes établi un échelon formidable derrière le Rhin, sur lequel étaient gardées des têtes de pont difficiles à enlever. Mais admettons que les échelons, ou plutôt que la ligne de défense n'eût pas été établie ni fortifiée avec tous les soins et les précautions qui avaient été proposées à Francfort [2] : au moins

[1] Victoires et Conquêtes, vol. XXIII, p. 128.

[2] *Voyez* le plan, camp. de 1813.

était-il constant qu'un grand nombre de troupes alliées, auxiliaires des armées offensives, étaient rassemblées derrière le fleuve. Dans l'hypothèse, les incursions que Bonaparte aurait faites au-delà du fleuve, il les eût opérées par de faibles détachemens, ou bien il y eût employé la majeure partie de ses forces.

Dans le premier cas, les réserves, les milices des alliés, stationnées au-delà du Rhin dans des positions fortement retranchées, ou bien rassemblées en masse, eussent facilement réprimé ces expéditions.

Dans le second cas, si Bonaparte eût porté au-delà du Rhin la majeure partie de ses forces, il eût laissé le champ libre aux alliés : l'une des deux armées établies par le fait derrière lui l'aurait absolument isolé de sa capitale, tandis que l'autre y serait entrée. Il en eût été de même si, au lieu de passer le Rhin, il se fut borné à rester stationnaire entre le fleuve et les armées : de plus, les nombreuses troupes irrégulières et les hardis partisans qui pullulaient dans les armées alliées l'auraient désolé sur ses derrières et sur ses flancs : ce dernier parti était impraticable.

Ainsi que le firent contre lui les russes en 1812, pouvait-il donc espérer qu'il intercepterait les communications des alliés, et leur couperait les vivres ?

Vain espoir !.. Ces derniers n'avaient-ils pas leurs communications sur tous les points de la frontière maintenus par les troupes qui y étaient postées? Des chaussées sans nombre ne conduisaient-elles pas sur tous ces points? Ce plan, qui paraissait imposant au premier aperçu, ne souffrait donc pas l'examen, et bientôt l'événement en prouvera la fausseté; bientôt on sera obligé de reconnaître la futilité de la prétendue supériorité d'une ligne intérieure prise entre deux armées, dont chacune est, sinon supérieure, au moins égale en forces à celle qui s'est emparée de cette ligne.

Bonaparte enfin pouvait-il se flatter de couper les vivres à l'ennemi dans un pays aussi abondant que celui où se faisait la guerre.

Cependant, les deux généraux alliés ont réglé leur plan d'opérations ultérieures sur celui que leur adversaire s'est proposé. Ils ne cherchent point à lui en imposer un, ils ne veulent que l'affermir dans celui qu'il a conçu; car ils espèrent en triompher. Ils se séparent, et leurs forces leur donnent la confiance de cette séparation : devenus plus sages par les échecs qu'ils ont essuyés, ils se promettent que chaque armée ne marchera qu'en masse; ils permettront seulement à leurs partisans des courses, dont le génie de ceux-ci réglera leur éloignement du corps qui peut les

soutenir. Il est donc décidé que l'armée de Schwartzenberg fera tête à Bonaparte ; qu'elle l'éloignera constamment de sa capitale par de feintes retraites, aussitôt qu'il menacera de l'attaquer.

Quant à Blücher, renforcé par de nouvelles troupes, il marchera vers la Marne où le rejoindront les corps de Bulow, de Winzingerode et de Woronzow, déjà arrivés, ou du moins près d'arriver sur l'Aisne. C'est avec cette masse que le maréchal prussien marchera de rechef sur la capitale en descendant la vallée de la Marne.

Quand Blücher quitta les bords de la Seine, il alla passer l'Aube près de Baudemont : le duc de Raguse était le seul qui pût s'opposer à sa marche ; mais ses forces étaient trop insuffisantes pour l'arrêter un moment.

Les revers que les deux armées coalisées venaient d'éprouver, avaient donné de l'inquiétude à l'empereur Alexandre, sans abattre son courage : le trait suivant attestera cette vérité.

Ce monarque fit appeler le baron de Koller, lieutenant-général autrichien ; ce général, en qui un esprit solide, des manières agréables et douces relèvent un mérite réel, avait été placé par l'empereur d'Autriche, auprès de la grande duchesse Catherine, pendant le temps qu'elle séjourna à

Prague, il est d'usage à Vienne que des officiers soient attachés à des princes étrangers pour les servir pendant leur séjour en qualité de chambellans ou d'adjudans : cette courtoisie donne à la cour le précieux avantage de connaître le caractère de ses illustres hôtes, et de pouvoir en prévenir les désirs. Koller avait acquis la confiance de Son Altesse impériale ; c'en était assez pour captiver celle de son auguste frère. Dès que le général parut en présence de l'empereur, « Koller, lui dit ce prince, les affaires s'embrouillent. » — Je le sais, Sire. — Qu'y a-t-il de plus sage à faire? — Sire, proposer la paix. — Y pensez-vous, Koller ?.. Proposer la paix quand on est battu !.. — Oui, Sire, en voici la raison : « Il nous importe de convaincre la nation que « Bonaparte est, seul, la cause des maux qu'elle « souffre. Enflé de ses succès, il ne manquera « pas d'exiger de nous des conditions qu'il ne sera « pas en notre pouvoir d'accepter, parce qu'elles « froisseraient trop fortement notre honneur et « nos intérêts. » Ce raisonnement que l'on jugera n'avoir pas été sans profondeur mérita l'attention de l'empereur Alexandre. Il s'ensuivit qu'on décida qu'il serait proposé à Bonaparte d'ouvrir des conférences pour accélérer la conclusion de la paix à laquelle le congrès toujours assemblé à

Chatillon donnait une marche trop lente. Je tiens ces détails du général Koller lui-même. Il sera facile d'inférer de ces feintes dispositions, que l'œuvre de la paix était fort éloigné de l'esprit des alliés, surtout de la volonté d'Alexandre. D'autres anecdotes confirmeront encore cette disposition d'esprit.

Le prince Vencel de Lichtenstein, colonel aide-de-camp général du prince de Schwartzenberg fut chargé d'aller faire à Bonaparte la proposition dont on était convenu dans le conseil des souverains. Cette proposition, d'abord écartée par Bonaparte, fut enfin acceptée, et Lusigny choisi pour lieu des conférences. Il est à remarquer qu'il fut préliminairement stipulé que, *les hostilités ne seraient point interrompues pendant le cours de ces conférences.* Les commissaires furent : le général d'artillerie Ducca pour l'Autriche, le lieutenant-général comte de Schouwalow, pour la Russie, le général major Rausch de la part de la Prusse, et le colonel Flahaut pour Bonaparte.

Les prévisions du baron de Koller se réalisèrent : Bonaparte afficha les plus extravagantes prétentions. « Avant que j'entende à aucune pro-« position, dit-il, commencez par repasser le « Rhin ; et alors nous entrerons en pourparler. »

Nonobstant cette arrogance à laquelle les alliés

s'étaient attendus, les conférences commencèrent, mais sous des auspices qui annonçaient la proximité de leur terme. Les commissaires ne purent s'entendre, ils se brouillèrent dès leurs premières entrevues, et une rupture que les deux partis voulaient, les rendit respectivement à leurs quartiers-généraux. Les alliés avaient gagné le point essentiel : celui de pouvoir publier leurs dispositions pacifiques et l'opposition par laquelle Bonaparte prolongeait les maux que la France endurait.

Le congrès de Chatillon continuait ses négociations dont les variantes étaient chaque jour plus ou moins favorables au rétablissement de la paix. Le cours des hostilités réglait ces oscillations ; il légitimait ou inculpait l'exigence de chaque parti. Ces vicissitudes prêtaient, dans la même proportion l'apparence de bonne foi au parti dont les prétentions écartaient, pour le moment une conclusion que tous les deux étaient dans la résolution de rejetter. Trouvera-t-on assez démonstrative de ce que j'avance, au moins pour les alliés, une anecdote que je ne crains pas de rapporter ici?

Un jour, le grand-duc fait donner l'ordre d'entrer, aux officiers de sa suite, qu'il daignait admettre à sa table : je parus le premier; Son Altesse Impériale avait pris place : « Eh bien, me dit le

grand-duc, « Qu'allez-vous faire ? On dit que la paix est faite. » Monseigneur, répomdis-je ; j'irai servir le roi de Maroc, si le roi de Maroc fait la guerre à Bonaparte : le prince répondit en souriant : « *j'ai cependant entendu dire qu'on « s'était réservé deux portes de derrière.* » Je crois que le sens de ces paroles sera très-expressif pour ceux à qui la nature a accordé le moins d'intelligence. Pour moi, je conclus de ce que je venais d'entendre, que les alliés avaient fermement résolu de pousser la guerre jusqu'au terme qu'ils s'étaient proposé. Un autre trait que je ne tarderai pas à ajouter, émanera d'une autorité plus grave encore : malheureusement pour la tranquillité de l'Europe, celui que j'invoquerai a cessé d'exister ; il faudra m'en croire sur parole ; mais le fait porte le caractère sacré de la vérité.

La grande armée de Schwartzenberg se repliait toujours avec le dessein de se replier de plus en plus, en réglant ses mouvemens rétrogrades sur l'ardeur que Bonaparte mettrait à la suivre. Cette marche a déjà été signalée comme protectrice de celle de Blucher sur Paris. C'était donc le système proposé en 1809, aux armées espagnoles, qui prévalait [1]. C'était encore la même idée pré-

[1] *Voy.* vol. IV, pages 60 et suivantes.

sentée dans le plan soumis à Francfort au mois de décembre 1813. [1]

Ce n'est point ici le lieu d'examiner si cette manière d'opérer convenait dans l'état présent de la guerre, et si l'on n'eut pas dû lui préférer celle de manœuvrer pour en venir à des batailles générales ; car Bonaparte était trop épuisé, ses armées étaient composées de trop de recrues pour qu'on dût chercher à l'user encore : peut-être aurait-il été plus convenable dans l'état de la guerre, de viser à l'écraser sous le poids des masses énormes dont les alliés disposaient : le pays s'y prêtait.

Quoi qu'il en soit, les deux armées avaient adopté d'agir séparément, en évitant comme il a été dit, de mettre trop de distance entre leurs lignes d'opération. Ainsi les leçons données à leur premières imprudences n'avaient point été entièrement perdues. Cependant Bonaparte voyant que Blucher après avoir fait mine d'accepter la bataille qu'il lui offrait sous Méry, avait disparu et changé de direction, ne douta plus du plan que les alliés avaient formé. Désespérant de pouvoir désormais les engager dans une bataille générale, il veut reprendre les manœuvres auxquelles il a

[1] *Voy.* vol. VI, page 122.

dû ses derniers triomphes : il prend la résolution de livrer des combats partiels avec des masses principales. Dans sa pensée, prévenu de l'idée que ses inspirations sont toujours supérieures à celles que les autres hommes peuvent avoir, il ne suppose pas que son projet sera deviné par ses adversaires : il ne réfléchit pas que l'esprit le plus médiocre trouve le moyen de déjouer le plan de son ennemi quand il l'a deviné. Il masque l'armée de Schwartzenberg avec un corps qu'il remet à l'un de ses maréchaux, et il marche contre Blucher, en se dirigeant par Sézanne. Il espère atteindre le vieux général prussien, avant qu'il n'ait passé la Marne : mais la rapidité avec laquelle ce dernier avait précipité ses mouvemens; des démonstrations assez bien entendues avaient dès le 24 février, obligé les maréchaux Marmont et Mortier de quitter leur position de La Ferté sous Jouare, et de lui livrer le passage de la Marne. Ce succès lui avait de plus assuré sa jonction avec les corps qui venaient de nettoyer la Hollande et la Belgique, ainsi qu'avec les renforts qui lui arrivaient du nord.

Le général en chef de l'armée de Silésie averti à temps de mouvemens dont il était l'objet, ne s'étudie plus qu'à éviter le combat dans lequel Bonaparte voudrait l'engager. Revenu de l'ambi-

tieuse rivalité qui avait porté ses différens corps à jouer à qui arriverait le premier, à Paris, il avait eu soin de mesurer les distances entre eux. La sagesse de cette marche lui donna l'avantage de voir promptement se réunir au gros de l'armée le général Saken qui déjà touchait aux portes de Meaux. Non seulement Blucher avait intérêt d'éviter Bonaparte en se retirant devant lui, afin de faciliter l'offensive que Schwartzenberg allait reprendre : mais il était encore pressé d'opérer sa jonction avec les généraux Bulow, Winzingerode et Woronzow. Blucher se hâte donc de saisir un passage sur l'Aisne derrière lequel ces généraux l'attendaient : déjà Bulow et Winzingerode étaient maîtres de ce passage au moyen de la capitulation qui leur avait livré la ville et le pont de Soissons. Cette capitulation exaspéra Bonaparte. Il prétendit que sans elle Blucher était perdu : mais la colère de Bonaparte était-elle juste? Cette question est facile à résoudre, si l'on a égard à l'état de la place et à la position des alliés sur l'une et l'autre rives de l'Aisne.

Et d'abord, comment l'officier chargé de défendre la ville, pouvait-il espérer de la conserver, quand peu de jours auparavant, des forces bien moins nombreuses que celles qu'il avait en ce moment sous ses murs, l'avaient emportée d'assaut?

Il était bien démontré qu'il succomberait également. Fallait-il, pour gagner quelques heures et même un jour, exposer cette malheureuse ville aux horreurs du pillage? Car en admettant que la prise de la ville eut été retardée d'un jour, attaquée sur les deux rives par cent mille hommes, elle n'en eût pas moins été emportée l'épée à la main.

Mais serait-il bien vrai que Blucher pressé par Bonaparte, acculé à l'Aisne, dans l'impossibilité de se servir des ponts de Soissons eût été réduit à mettre bas les armes? Les bulletins le publièrent à Paris; le peuple le crut : quel est le militaire qui pût partager cette confiance! nous croirons bien que cinquante mille hommes obligés de repasser une rivière en présence d'un ennemi qui les suit, éprouveront de grandes pertes : mais pourrait-on prétendre à les anéantir!.. Leurs chefs seraient donc sans talens, l'armée sans ingénieurs, sans officiers d'état-major, cenx-ci sans pioniers, sans outils? Les environs seraient donc sans forêts, sans arbres, et les maisons sans charpente? Dans le cas contraire, des retranchemens, des têtes de pont, seront élevés avant que l'armée ne parvienne sur les bords de la rivière : pendant que les travaux se seront activés en hâte, les ponts auront été jettés si l'armée a des

équipages : en manque-t-elle? des radeaux auront été multipliés, les hommes passeront, l'artillerie sera transportée, et les chevaux nageront : que d'exemples l'histoire ne nous fournit-elle pas en ce genre? Il est à la vérité un obstacle d'une considération majeure à redouter : la rapidité d'une rivière peut être difficile à vaincre, et ses bords peuvent être tellement escarpés que la jettée des ponts et l'abordage sur la rive opposée en seront fortement entravés : mais il n'est rien que le travail et l'intelligence ne surmontent. Au reste, l'Aisne n'aurait point apporté de pareils empêchemens. Sans avoir reconnu cette rivière, on demeure persuadé par la nature du pays qu'elle traverse, que le cours n'a ni assez de rapidité, ni ses rives assez d'escarpement pour opposer les obstacles dont on vient de parler.

Mais s'il paraît trop déraisonnable de faire mettre bas les armes à cinquante mille hommes, obligés de repasser une rivière en présence d'un ennemi qui les poursuit, combien cette prétention n'est-elle pas chimérique, quand ces cinquante mille hommes sont attendus sur l'autre rive par un de leurs corps, et d'égale force? Or telle était la position des généraux Bulow et Winzingerode, parvenus au point où leur jonction devait s'opérer avec Blucher leur général en chef. Enfin,

pourquoi Bonaparte aurait-il cru que Blücher n'aurait pas réussi à passer l'Aisne au-dessus de Soissons, puisque privé, lui-même, des ponts de cette ville, il alla bien passer ailleurs? En dernière analyse, il y avait trop d'injustice de la part de Bonaparte, à refuser à Blücher les moyens dont il s'était servi lui-même pour franchir la Bérésina, où sa situation fut incontestablement plus hasardée que ne le fut celle de Blücher sur les bords de l'Aisne. Ne serait-on pas plutôt autorisé à penser que si, pour arrêter Blucher au passage de l'Aisne, une faute fut commise, elle le fut par Bonaparte qui laissa son adversaire gagner trois marches sur lui?

CHAPITRE LXII.

Les mouvemens de Bonaparte contre Blücher sont connus du prince de Schwartzenberg. — Le plan des alliés obtient son succès. — Dispositions du peuple en faveur des Bourbons.—Monsieur (Charles X) arrive à Vezoul. — Il vient à Nancy. — L'empereur d'Autriche lui envoie le comte Louis de Bombelles. — Le prince de Schwartzenberg suspend ses mouvemens offensifs. — Il se retire. — La retraite est arrêtée. — Par qui. — Résolution d'attendre Bonaparte et de le combattre. — — Combat d'Arcis-sur-Aube. — Réflexions sur la position prise par Bonaparte. — Belle conduite du maréchal duc de Reggio. — L'empereur Alexandre annonce la dissolution du congrès de Châtillon. — Bonaparte passe la Marne et marche sur Saint-Dizier. — Par qui cette nouvelle est apportée au grand-duc Constantin. — Manœuvre qu'elle suggère. — Courrier pris par les cosaques portant une lettre à Marie-Louise. — Opinion du général Diebitch opposée à la manœuvre qui avait été proposée au grand-duc Constantin. — Son Altesse impériale se rend au quartier-général de l'empereur Alexandre.

Le prince de Schwartzenberg avait connu le mouvement de Bonaparte contre Blücher, le jour même où il l'avait commencé, et le généralissime avait sur le champ repris l'offensive. Bar

avait été attaquée le 27 février. Un combat des plus acharnés, soutenu par les maréchaux de Bellune et de Reggio avait fait acheter cher aux alliés la possession de cette ville; et plus loin l'enlèvement de la position de Colombé. Les généraux alliés de Wrède et Witgenstein, et le prince royal de Vurtemberg y avaient employé leurs forces et signalé leur courage. Le généralissime prince de Schwartzenberg fut blessé en dirigeant l'action.

Le plan des alliés avait donc un succès complet quand une prudence qui ne souffrait plus de dissémination faisait échouer celui de Bonaparte. Cette manière de conduire la guerre pouvait néanmoins la prolonger dans un pays, où le caractère des habitans devait faire craindre de la voir se nationaliser. Mu par cette considération, le généralissime voulut rapprocher Blucher de l'armée principale, afin que toutes deux réunies, elles pussent enfoncer toute espèce de résistance et arriver ensemble à Paris; ou du moins, pour que l'une ne fût pas attaquée, sans que l'autre ne prît part au combat. L'état des forces de Bonaparte ne faisait plus appréhender de diversions qui auraient encore accru leur infériorité. Mais après avoir passé l'Aisne, Blucher voyant cent mille hommes réunis sous ses ordres, crut pou-

voir affronter Bonaparte. Il fit prendre position à Craonne à une partie de ses troupes et y attendit un combat. Tout sanglant que fût ce combat, le 9 de mars, il ne devait être que le prélude de la bataille générale qui se préparait pour le lendemain. Blucher employa la nuit à rassembler toutes ses troupes dans la position de Laon qu'il jugeait inexpugnable. Il y fut en effet attaqué le 10 mars. On combattit toute la journée : Bonaparte, repoussé sur tous les points, fut contraint de se retirer et d'abandonner, à son vieux rival, le champ de bataille où tant de sang avait coulé. Je ne donnerai pas de détails sur des affaires dont je ne fus pas témoin. J'ai su qu'une attaque de nuit, faite par le prince Guillaume de Prusse, avait achevé de porter le désordre dans l'armée de Bonaparte. Il vint repasser l'Aisne sur le pont de Soissons d'où Blucher avait retiré ses troupes avant de recevoir la bataille.

Le général prussien pouvait, ou profiter de l'échec que son adversaire venait d'éprouver, en allant l'attaquer à son tour, ou bien il devait sans délai se rapprocher du prince de Schwartzenberg. Ce dernier parti était plus en harmonie avec les règles générales de la guerre, d'après les

---

[2] *Voy.* Système de guerre, vol. III, page 162.

ordres qui lui avaient été adressés ; mais il lui fallait avant tout, connaître la direction que Bonaparte prendrait. Napoléon n'hésita point. Il ressaisit la ligne intérieure : il alla, le 13 mars, reprendre Reims, que le général russe de Saint-Priest avait emporté de vive force la veille, et de Reims Bonaparte envoya occuper Châlons. Il est probable que son intention fut de s'opposer à la jonction des deux armées de Schwartzenberg et de Blucher dont il put connaître les projets.

Pendant que tous ces événemens se passaient, les affaires prenaient en France une attitude qui promettait aux alliés plus d'appui que d'opposition. Si dans quelques cantons les habitans étaient disposés à soutenir Bonaparte, la majeure partie des Français se montrait ardente à favoriser l'antique dynastie de nos Rois. Le 22 février, Vesoul avait reçu dans ses murs Monsieur [1], frère du Roi, et tout le peuple lui offrit de marcher sous sa bannière. Le comte de Wall était venu supplier les souverains alliés de permettre que le pays s'armât et fît cause commune en faveur des Bourbons [2]. Cette volonté se prononçait avec tant de force, qu'en arrivant à Troyes le 5 mars, on

[1] Aujourd'hui CHARLES X.

[2] *Voy.* Pièces justificatives, la note de la page 242.

me remit une lettre du comte de Trogoff, qui m'informait : « Qu'une armée royale allait se former, et qu'il m'avait proposé pour en être le chef d'état-major. » Mon devoir me commandait de soumettre cette lettre au grand-duc. Son Altesse impériale me dit après l'avoir lue : « J'y consens, mais il faut avant tout voir l'empereur », et ce prince demanda à Sa Majesté l'heure à laquelle elle daignerait me recevoir. *Neuf heures du soir* furent fixées.

« Sire, dis-je, à l'empereur, je ne me présente devant Votre Majesté, que par ordre de Monseigneur : sans cet ordre je ne l'aurais point osé. » — Eh ! pourquoi cela? dit l'empereur, avec vivacité? puis il ajouta avec bonté, « Vous savez « bien que je vous vois toujours avec plaisir. »

Passant aussitôt au motif qui m'amenait, je priai Sa Majesté de m'accorder son agrément pour rejoindre l'armée royale, si elle se formait... « Mais où se formera-t-elle? me dit l'empereur; *Sire, derrière vous, elle ne peut, ni ne doit se former en avant.* « Je priai Sa Majesté d'observer que si cette formation n'était couverte par aucun corps, elle devenait impossible ; parce que les gens les mieux disposés à s'armer contre Bonaparte seraient comprimés par la présence de

ses troupes ou par la crainte d'être accablés avant d'avoir complété un rassemblement.

L'empereur persista à refuser toute espèce d'armement derrière l'armée ; mais il parut bien décidé à protéger et à soutenir ceux qui voudraient s'armer en avant de nous, ou sur la ligne des avant-postes. Si moins intéressé j'eusse été plus réfléchi, j'aurais vu que la résolution de l'empereur était en harmonie avec tous les principes de guerre et de politique.

Dans cette assez longue audience dont l'empereur m'honora, j'eus occasion de rappeler quelques passages de la lettre que j'avais adressée de Cremsir[1] à Sa Majesté ; elle daigna s'en souvenir ; mais elle me dit : « Croyez-vous que « je fais de mes alliés tout ce que je veux ? » — Non, Sire ; mais ce n'est pas assez pour Votre Majesté d'être ici l'Agamemnon des rois ; il faut qu'elle en soit encore l'Ulysse, et qu'elle les conduise à ses fins. Sur ce, l'empereur dit : « *Je « ne ferai jamais la paix avec Napoléon.* »

Je sortis plein d'espoir : la résolution que venait de me manifester l'empereur, ne me laissait plus douter de la chute de Bonaparte. J'étais pourtant peiné des raisons qui s'opposaient à ce que

[1] *Voy.* vol. III, page 247.

l'armée royale se formât derrière nous; car je regardais qu'autrement cette formation devenait impossible, j'en ai dit la raison. Tout concourait au succès d'un armement en faveur du roi. J'ai parlé des soumissions que le comte de Wall avait apportées au quartier-général de Schwartzenberg; un gentilhomme nommé De Vareilles y avait également été envoyé de Paris : je priai le généralissime de l'admettre et de l'entendre. Après l'avoir interrogé, le prince me demanda si je connaissais bien ce gentilhomme, et si je répondais de ses principes ? Je ne pus satisfaire à ces questions qu'en émettant des présomptions ; mais elles étaient fondées sur une apparence de bonne foi et sur les circonstances toujours régulatrices de l'intérêt, mobile des actions.

J'ai déjà dit que les comtes Armand et Jules de Polignac étaient arrivés au quartier-général. Tous les renseignemens qu'ils donnaient sur l'esprit public étaient favorables à la cause du roi..... Eh ! qui plus qu'eux devait désirer le triomphe de cette cause, et travailler à en accélérer l'instant? Ils n'étaient pas sans lire dans l'avenir : il faut bien que la reconnaissance des rois s'attache à quelqu'un.

Les témoignages de dévouement et les offres de service qui avaient éclaté à Vésoul, s'étaient

renouvelés à Nancy. Toute la population demandait à se lever en masse et à suivre Monsieur : loin d'entraver ces nobles élans, les souverains se montraient prompts à les seconder : un trait que je me plais à rapporter confondra des bruits calomnieux. Il mettra en évidence les sentimens de la cour d'Autriche, et signalera la loyauté de l'empereur François II : je ne crains donc pas d'être accusé d'indiscrétion ; le prince, dont je révélerai le secret, me saura gré de l'esprit qui me dirige. J'avance un fait sur la foi du prince Louis de Rohan : c'est ce prince que j'atteste de la vérité que je vais publier.

L'Empereur envoya le comte Louis de Bombelles à Nancy auprès de S. A. R. Monsieur ; il le chargea de remettre, de sa part, une cocarde blanche au Prince français. Cet envoyé eut ordre d'annoncer à S. A. R. que « les souverains alliés » n'étaient plus que les auxiliaires du roi de France, » que Monsieur pouvait employer tous les moyens » qu'il jugerait convenables pour former une ar- » mée ; que les souverains alliés les approuveraient, » et que désormais ils ne marcheraient plus que » d'un commun accord. » Je le répète, je rapporte ce fait sur la foi du prince Louis de Rohan. Or, un Rohan doit être cru sur parole ; de plus, la position de ce prince le mettait en mesure de

connaître ce qui se passait dans le cabinet, tant pour la guerre qu'en politique : lié avec le généralissime, le prince Louis de Rohan ne l'avait pas quitté un instant depuis le commencement des hostilités; sa conduite militaire, en lui captivant l'estime du général en chef, resserrait les liens de l'amitié; les qualités du prince et le nom qu'il portait ne le rapprochaient pas moins intimement du prince de Metternich. Croyons donc un fait qui repousse loin de l'empereur d'Autriche, des intentions calomnieusement prêtées à François II; l'homme le plus consciencieux, le plus probe de son temps, s'il fût né particulier, ne pouvait jamais devenir un monarque astucieux et dissimulé. Plein d'équité, toujours timoré dans l'exercice de la justice, l'empereur François ne pouvait point vouloir priver les possesseurs légitimes des droits qu'ils tenaient de Dieu et de leurs ancêtres. Avait-on perdu de vue la persévérance avec laquelle, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, l'empereur d'Autriche avait si long-temps et si généreusement combattu l'usurpation? Des intérêts de famille, dira-t-on, étaient venus se substituer aux plus nobles sentimens; mais ce sont précisément ces intérêts de famille qui garantissaient les droits des successeurs légitimes au trône de France.

En annihilant une dynastie existante pour lui en substituer une nouvelle, l'empereur n'ébranlait-il pas sa propre dynastie sur le trône de ses pères, puisqu'il créait par cet acte un droit d'élection? Dès-lors quel est le monarque dont des siècles avaient cimenté les droits, qui pût se promettre de porter le sceptre que lui déférait sa naissance? Ce danger trop évident fit dire à un grand prince dont l'esprit vaste égale la sagacité; mais ce n'est pas assez de le désigner; je le nommerai. Le grand-duc Constantin disait : « Eh ! pourquoi » irions-nous à Paris protéger une élection de » roi? Cette œuvre serait d'une grande habileté; » car quand nous retournerions dans notre pays, » on pourrait dire à notre maître : *Vous avez*, » *Sire, consacré un grand principe. Vous avez* » *reconnu que le droit d'élire un souverain ap-* » *partenait au peuple; ainsi, comme vous n'êtes* » *pas celui qui nous convient, permettez que nous* » *en choisissions un autre.* » Je doute que nos diplomates eussent tiré de leurs discussions une conséquence plus forte et plus juste que celle qui émanait de cette ironie. Quel était, au reste, l'intérêt de famille qui pouvait engager l'empereur François à fouler aux pieds les principes dont l'observation lui avait enchaîné l'estime de tous les souverains, l'admiration et la vénération de

tous les peuples? Le fils de sa fille?... Mais depuis quand les filles auraient-elles introduit des intérêts de famille susceptibles de tourner au détriment de leurs frères? Chez les particuliers, comme chez les rois, les filles sont la monnaie dont se paient les intérêts, les liens qui unissent les convenances; par le mariage d'une princesse les alliances s'achètent, la paix se rétablit entre des monarques belligérans, des provinces s'acquièrent; mais des trônes ne se renversent pas, et l'on convient encore moins de les céder aux femmes à l'exclusion de la ligne masculine. A l'appui des lois et des coutumes admises chez presque tous les peuples, se joint l'orgueil des familles qui maintient la dignité du nom. Il n'est donc pas à redouter que, dans ce siècle de frénésie surtout, les monarques fassent naître, protègent et soutiennent des ambitions subversives de ces principes. Nous le répétons, leur intérêt le plus puissant s'y oppose, et voilà la plus saine garantie.

Je n'ai point prétendu infirmer la dignité des femmes par la condition sociale où je les ai placées : la nature les a vengées des dispositions que la force, les lois, les coutumes et une saine politique exigent d'elles, en leur donnant sur nous un empire plus doux, mais plus absolu. Elle les a rendues indispensables à notre bonheur, et nous

ne sommes véritablement heureux que par elles, dans tous les rangs et dans tous les âges.

Si nous revenons aux opérations militaires, nous nous souviendrons que nous avons laissé le prince de Schwartzenberg reprenant l'offensive au moment où Bonaparte quittait les bords de la Seine, pour marcher contre Blucher, qu'il espérait surprendre sur les rives de la Marne : nous nous rappellerons que Bonaparte s'était flatté de pouvoir combattre avec des masses, les corps épars du général prussien : mais nous avons vu que, devenu plus prudent par ses défaites, Blucher avait tenu ses corps plus ensemble. Cette sage disposition avait fait évanouir l'espoir que Bonaparte avait mis dans un système qu'il avait vu réussir en Espagne et triompher de ses généraux, exemple qu'il cherchait à imiter trop tard ; et même à faux, parce que la nature du pays donnait à ses adversaires trop des moyens pour déjouer ce système.

Enfin, nous avons vu que, vaincu sous les murs de Laon, obligé d'abandonner au prussien un champ de bataille, témoin du plus horrible carnage, Bonaparte était allé s'en venger sur le général russe Saint-Priest à qui il avait enlevé Reims que cet intrépide royaliste français ne lui avait cédé qu'avec la vie : il y séjourna jusqu'au dix-sept mars.

Au moment où Schwartzenberg apprit que Reims et Châlons étaient retombés au pouvoir de Bonaparte, il ignorait la victoire que Blucher avait remporté le 10 mars, il craignit donc que Napoléon ne fût maître de manœuvrer sur son flanc droit, et même de gagner ses derrières. Ne prévoyant pas les secours qu'il pouvait recevoir de l'armée de Silésie, non seulement il arrêta son offensive; mais il quitta Troyes ou il s'était peut-être trop long-temps arrêté, et il battit en retraite. Son mouvement rétrograde se serait vraisemblablement prolongé sans la volonté forte de l'empereur Alexandre. La retraite fut arrêtée et la résolution prise de donner ou de recevoir bataille : mais cette résolution émana-t-elle du généralissime, ou de l'empereur Alexandre ? Les deux partis le revendiquent.

Si l'on en croit les autrichiens, le prince de Schwartzenberg arrêta l'armée contre l'avis d'Alexandre :

Si l'on s'en rapporte aux Russes : l'empereur décida et voulut que l'armée prît position pour combattre. Ce que je puis protester, moi, qui, sincèrement, voudrais la vérité, c'est que le colonel Alexis Orlow, aide de camp du grand duc Constantin, l'un de ces bommes qui veulent tout savoir et ont la faculté de pénétrer partout, me

dit dans le temps, que le généralissime ayant fait connaître à l'empereur l'intention ou il était de continuer la retraite, l'empereur lui avait déclaré : qu'il était libre de se retirer avec les autrichiens ; mais que les russes, les prussiens, les bavarois et les wurtembergeois n'iraient pas plus loin et qu'ils attendraient Bonaparte de pied-ferme. J'ajouterai que, depuis, le général Brosin m'a dit à Paris, que, « l'empereur l'avait fait « écrire toute la nuit, sous sa dictée: que les dépê« ches de sa majesté renfermaient une invita« tion aux chefs des troupes alliées de s'arrêter, « et leur exposaient la nécessité de combattre. » J'incline d'autant plus à croire le général, que l'intimité qui règnait entre le roi de Prusse et Alexandre rendait leurs décisions unanimes. Or, il est indubitable que le roi, en se rangeant de l'avis de l'empereur de Russie, mettait le prince de Schwartzenberg dans l'obligation de suivre le parti que les deux monarques adoptaient. Je n'hésiste donc plus à croire que le mouvement rétrograde qui, le 18 de mars, nous reporta à Arcis sur Aube, fut arrêté par la volonté de l'empereur Alexandre.

Nous permettrions-nous maintenant d'examiner le plus ou moins de justesse qui accompagna cette décision ? Nous ne pourrions que lui accor-

der l'assentiment le plus dégagé de toute prévention.

Les derniers combats que Bouaparte avait livrés à l'armée de Silésie, même avant ceux de Craonne et de Laon, avaient infaiblement amoindri ses forces, déjà si disproportionnées à celles des alliés. Dans cette situation, Bonaparte voulait-il combattre l'armée du prince de Schwartzenberg postée derriere Arcis ? pourvu que le combat se soutînt pendant un ou deux jours, il était impossible qu'il ne fût pas pris en flanc, ou même à dos par l'armée de Blucher. On savait que cette armée était aux portes de Châlons, et que rien ne pouvait plus s'opposer à sa marche, puisque dans l'hypothèse, Bonaparte portait toutes ses forces contre l'armée des souverains ; cette dernière n'avait donc tout au plus à redouter que le désavantage de deux ou trois marches que Blucher se serait laïssé dérober. Mais dans les positions que les alliés avaient choisies, il était certain que le premier et le second jour ne verraient pas finir les combats, quelque favorables qu'ils eussent été aux armes de Bonaparte; c'est alors qu'attaqué à dos par cent mille hommes fraichement arrivés, il pouvait difficilement retenir la victoire sous ses drapeaux.

Enfin, si le prince de Schwartzenberg ne vou-

lait pas en venir aux mains sans le concours de l'armée de Silésie, il pouvait, en se retranchant, contenir Bonaparte. Jamais position n'a fourni plus de moyens à la fortification de campagne, que celle où le corps de réserve des alliés se plaça sur la rive gauche de l'Aube. Certes, Bonaparte n'était plus en état de venir donner tête baissée, contre les retranchemens les moins perfectionnés, défendus par une armée supérieure en nombre et dont la réserve comptait cinquante mille hommes d'élite. Mais pour peu qu'il perdît de temps à reconnaître les retranchemens et à faire ses dispositions d'attaque, il avait sur lui Blücher dont les ordres de Schwarzenberg avaient tracé et pressé la marche. Pensera-t-on maintenant que sa défaite échappât à une double attaque simultanément engagée de front et à dos ? Que l'on n'objecte pas qu'il eût été trop difficile de mettre dans de pareilles dispositions l'ensemble que le succès aurait exigé ! Les nombreux partisans des alliés, les intelligences que l'esprit de parti multipliait en France, ne laissaient jamais ignorer aux généraux les positions journalières que les différents corps occupaient. La résolution d'attendre et de combattre Bonaparte, sur la rive gauche de l'Aube, derrière Arcis, fut donc judicieusement prise; le prince de Schwartzenberg ne s'occupa plus qu'a y concentrer son armée.

Bonaparte parut ; il vient à Arcis par Sézanne et Plancey. Ne doutant jamais de la terreur qu'il inspirait à ses ennemis, il était dans l'intime persuasion que les alliés se retiraient effrayés de la situation dans laquelle il les avait jettés par ses succès à Reims et par l'occupation de Châlons. Il est certain qu'après la journée de Laon, ne se voyant pas suivi de plus près par Blücher, quand il marcha sur Reims, il dût penser que ce général s'était cru vaincu au milieu de sa victoire. Bonaparte ordonna donc à sa cavalerie de charger les escadrons alliés qu'on apperçut dans la plaine, en deçà de la rive gauche de l'Aube, et qu'il prenait pour une queue d'arrière garde. Tel devait être en effet son jugement ; car malgré toute sa confiance dans ses talens et dans sa fortune, c'eut été insulter à son génie de croire qu'il eût voulu choisir pour champ de bataille le terrain où il allait rencontrer les alliés. Il lui fallait, pour en venir aux mains, passer une rivière et ses bords marécageux, sous le feu de l'ennemi.

Parvenait-il à se former en avant ? Il ne pouvait y déployer qu'une partie de ses forces, parce qu'il était indispensable qu'il laissât des troupes sur la rive droite, tant pour garder cette rive que pour appuyer les mouvemens en avant.

Enfin, tous les obstacles étaient-ils surmontés ?

Il devait aborder une armée bien supérieure en nombre, placée sur un terrain dominant, entièrement ouvert, propre à toutes les manœuvres d'une cavalerie plus nombreuse, et où tous les points favorables à l'emplacement des batteries avaient été saisis.

Était-il, au contraire, vertement repoussé? Il était jetté dans des marais et renversé dans la rivière qu'il avait mise derrière lui.

L'obligeait-on à la retraite? Il ne pouvait l'effectuer que par un long défilé marécageux qui ne se traversait qu'à l'aide de plusieurs ponts. Ajoutons à tous ces inconvéniens qu'il était infaillible que Blucher ne lui tombât sur le flanc ou à dos, avec une armée que le succès de Laon devait avoir exalté, sans que cette exaltation pût être attiédie par les revers de Reims dont elle n'avait pas été témoin. Tout sur le champ de bataille d'Arcis militait donc contre Bonaparte; impressions morales, nature du terrain, dispositions faites à l'avance par son adversaire, manœuvres simultanées de deux armées à rédouter. Je doute que Turenne et Frédéric eussent, en pareilles conjonctures, voulu courir les hasards d'une bataille : ils auraient exigé de leur génie une toute autre inspiration. C'était peut-être, dira-t-on, un élan de désespoir : mais encore le désespoir a-t-il sa prudence et ses

combinaisons. Quoi qu'il en soit, le dix-neuf de mars, au soir, Bonaparte fait évacuer Arcis aux alliés et il s'efforce de faire passer l'Aube à ses troupes; mais les alliés résistèrent et ses efforts furent impuissans. Les réserves de l'armée, sous les ordres du grand-duc Constantin, n'arrivèrent qu'assez tard et n'eurent point de part au combat. Il était aisé de prévoir que le lendemain serait consacré au déployement des forces des deux partis, et que la journée serait sanglante. Le combat ne tarda pas à s'engager. Bonaparte combattait pour passer l'Aube; les alliés pour détruire son armée en lui disputant le passage. L'entreprise la plus difficile et les plus forts obstacles à vaincre étaient, sans contredit, du côté de Bonaparte. Dans cette occasion il parut vouloir remettre tout à la force; et, soit que le terrain ne le lui permît pas, soit que dans ce moment, son imagination ne le lui suggerât pas, il ne manifesta aucun esprit de manœuvre. Forcer les alliés à coups de canon et par les feux de mousqueterie à s'éloigner des bords de l'Aube pour qu'il pût le passer; déployer toutes ses forces et engager la bataille qu'il voulait livrer parut absorber toutes ses pensées et rassembler tous ses efforts. Il ne chercha point par des manœuvres à déloger les alliés de leurs positions. Ceux-ci ripostaient avec une supé-

riorité de feux que leur donnaient le petit nombre de points sur lesquels ils avaient à les concentrer, et la grande quantité de bouches à feu dont ils disposaient. Si quelques troupes de Bonaparte réussissaient à déboucher, elles étaient aussitôt chargées en nombre supérieur, et forcées de rebrousser. La défense se soutint toujours parallèlement à la rivière : de pareilles affaires ne produisent que de grandes pertes de part et d'autre sans devenir décisives et sans avoir de terme que la nuit ou la lassitude de l'un des partis; c'est ce que l'on vit dans cette circonstance; la nuit vint mettre fin au combat.

Les Bavarois et les Wurtembergeois eurent l'honneur de la journée : ils furent tous engagés et se soutinrent avec un courage et une constance héroïque; je fus quelque temps avec les bavarois. Le prince Charles de Bavière me témoigna de l'étonnement de ce qu'on les laissait si long-temps engagés seuls, il ne me dissimula pas que les pertes qu'il faisait, étaient sensibles. Ce prince resta toute la journée, avec ses troupes, exposé à tous les dangers. Le maréchal de Wrède conservait l'imperturbable sang froid, qui dans un général est le garant du succès par la confiance qu'il inspire aux soldats.

Il dut en effet paraître inexplicable aux Wur-

tembergeois et aux bavarois de ne voir concourir au combat qu'une partie du sixième corps russe sous les ordres du général Rajewski : mais il faut en cela approuver les sages dispositions du prince de Schwartzenberg. Il connaissait toute la force de la position qu'il occupait, et ne doutait pas que l'ennemi, en l'attaquant, ne courût à une perte inévitable. Son premier but ne fut donc que de faire supporter à l'ennemi les énormes pertes qu'entraîne toujours un passage de rivière, défendu par des troupes valeureuses que soutient une nombreuse artillerie. Le généralissime voulait encore, en disputant le terrain, donner à Blücher le temps d'arriver au dos de l'ennemi, pendant le combat ; ou du moins d'être rapproché de la grande armée. Avec un semblable dessein, il ne fallait pas opposer à Bonaparte un ensemble de masses qui en comprimât de suite tous les efforts : ce qu'il importait pardessus tout, était de tenir l'armée rangée et prête à le recevoir. S'il parvenait par son opiniâtreté à se rendre maître du passage et à se former sur la rive gauche de l'Aube, c'est alors que Schwartzenberg combattait avec la presque totalité d'une armée fraîche, reposée, qui n'avait couru aucune chance dans le combat précédent, appuyée par un corps de réserve qui seul, faisait une armée entière. Les bavarois et les wurtembergeois au-

raient été dans ce cas reformés derrière les lignes, ou placés sur des points hors d'action.

Les choses en étaient là le 21 mars au matin : on s'attendait à une bataille générale. Il était nécessaire d'éclairer de bonne heure les mouvemens de l'ennemi. Le corps de réserve restait dans la position de Mesnil-la-Comtesse, qu'il avait occupée la veille. Je parcourus de très-grand matin toute la ligne pour connaître les dispositions de l'ennemi. Je remarquai, un peu en avant du centre, un point qui me parut d'une importance majeure : j'y appelai des hussards de Széeler. Le prince de Schwartzenberg vint et approuva ma prévoyance. Le comte de Radetzki, son chef d'état-major, exprimait à Vienne pendant le congrès en ma présence, et à mon avantage, au milieu d'une réunion de généraux assemblés chez lui, l'inquiétude que le prince et lui avaient éprouvée, en découvrant, sur ce point, des troupes dont ils ne distinguaient pas les couleurs : il dit ensuite le contentement qu'ils avaient eu en les reconnaissant pour être autrichiennes. Pendant la nuit, tous les changemens qu'exigeait le projet du généralissime, avaient été faits dans les différentes positions des troupes. L'armée était rangée, et par son attitude elle défiait l'ennemi. Différens mouvemens dans celle de Bonaparte

annoncèrent en effet qu'il acceptait la bataille que les alliés lui offraient ; mais l'épuisement où l'avaient réduit les efforts qui venaient de se briser, la position des alliés, l'appréhension de voir déboucher l'armée de Blücher, le long et dangereux défilé qu'il avait derrière lui, frappèrent enfin son attention, et lui firent abandonner un plan plus que hasardeux. Sans doute ses soldats n'auraient pas craint une mort glorieuse : mais que devenait-il quand ses soldats auraient trouvé cette mort? Vers une heure après midi, il replia sur la rive droite de l'Aube, les troupes qui l'avaient passée, et il se mit en retraite. Ce mouvement fait en plein jour fut si hardi, qu'on hésite entre les éloges qui sont dus à l'audace, et l'improbation qui s'attache à l'imprudence. Le salut de l'armée de Bonaparte tenait à la conservation ou à l'enlèvement d'un poste. Arcis, qui formait la tête du défilé dans lequel il l'avait engagée, était-il emporté de vive force? L'armée était perdue : mais Bonaparte avait confié la défense d'Arcis au duc de Reggio, sa témérité paraîtra moins répréhensible ; il comptait avec raison sur le courage du maréchal : le duc de Reggio sauva l'armée attaquée par les wurtembergeois et les bavarois avec toute la vigueur que donne la retraite de l'ennemi à des troupes qui ont souffert. Le maré-

chal repoussa toutes les attaques : il n'évacua le poste que lorsqu'il fut bien convaincu que l'armée et les troupes qu'il commandait n'avaient plus de danger à courir.

Dès l'aube du jour l'empereur de Russie était sorti du quartier où il avait passé la nuit ; il vint avec le grand-duc et une suite nombreuse sur le point le plus élevé de la position. Là, au milieu de ses généraux, Sa Majesté s'exprimait d'un ton de voix qui marquait de la fermeté et de la résolution. Pendant que l'empereur parlait ainsi, il m'aperçut et daigna me faire un signe. Aussitôt qu'il eut achevé de parler et repris sa marche qui se dirigeait de mon côté, il m'adressa, à haute voix, ces paroles : « Eh bien, monsieur le poli-« tique, le congrès de Chatillon est dissous. — Sire, grâces immortelles soient rendues à Votre Majesté, *ce n'était point assez pour elle d'être l'Agamemnon des rois ; elle en est devenue l'Ulysse* [1].

« Trève de complimens, reprend l'empereur ; « les diplomates sont f....s, c'est le reste qu'il « faut voir. » — Sire, le reste ne sera qu'un jeu. « A ces derniers mots Sa Majesté passait de-

[1] Ici je faisais allusion à ce que j'avais dit à Troyes à l'empereur. *Voy.* page 244 de ce volume.

vant moi.... Ce que je viens de rapporter a eu trop de témoins et d'une qualité trop imposante, pour que je craigne que la vérité manque d'être attestée, ou qu'elle soit révoquée en doute.

Lorsque Bonaparte se désista du projet de venir heurter avec toutes ses forces contre l'armée de Schwartzenberg, il était fort difficile d'apercevoir le parti qu'il allait prendre. Loin de pouvoir tirer avantage, pour manœuvrer, de la ligne intérieure qu'il occupait, cette position lui devenait extrêmement dangereuse, en le plaçant au milieu de deux armées dont chacune était supérieure en nombre, et de beaucoup à la sienne. Les deux armées alliées étaient de plus trop rapprochées l'une de l'autre, pour qu'il pût espérer de manœuvrer contre l'une d'elles, sans que l'autre ne le prît à dos ou en flanc; il n'avait même pas un moment à perdre pour se dégager; car il n'ignorait pas combien Blücher était peu éloigné! Il fallait donc qu'il se décidât à faire face aux deux armées à la fois; ou qu'il précipitât sa retraite: mais quelle direction devait-il lui donner? Ce problème était difficile à résoudre.

Si Bonaparte voulait éviter de combattre entre les deux armées, il fallait qu'il se portât à l'est en Lorraine ou qu'il marchât à l'ouest sur Paris.

Ce dernier parti semblait être celui que voulait la sagesse, et que ses plus chers intérêts sollicitaient; mais en allant à Paris, il y arrivait en vaincu, et ce n'est pas ainsi qu'il voulait se montrer à sa capitale. Dans cette alternative, Bonaparte se dirigea sur Vitry. Quelques troupes eurent l'ordre d'aller passer l'Aube au-dessus d'Arcis, et de le suivre. Mais cet ordre ne marqua point de dessein positif: ce qui donne lieu de croire que le généralissime n'avait dans le moment d'autre projet que de se réunir à l'armée de Blücher. Les troupes prirent des positions et le quartier-général du grand-duc fut mis à deux lieues au sud-est de Vitry. Je profitai du voisinage pour aller, dès le lendemain, reconnaître ce poste..... La garnison prussienne qui l'occupait, avait rejetté une sommation que le maréchal Ney lui avait faite, et elle continuait à augmenter son état de défense, autant que le temps et les moyens le permettaient : il me paraissait bien difficile de mettre ce poste à l'abri d'un coup de main; et je ne conçois pas que le maréchal ne l'ait pas tenté. Son caractère était si entreprenant, que sa modération dans cette circonstance, prouve que Bonaparte attachait alors du prix à la conservation des hommes. Beaucoup d'endroits ouverts n'étaient défendus que par un fossé large et pro-

fond, à la vérité, derrière lequel étaient des arbres taillés et couchés d'après les règles de la fortification de campagne.

Le jour se passa dans la plus profonde tranquillité. Le lendemain (si je ne me trompe 23 mars), je reçus du grand-duc cet ordre : « Allez aux avant-postes, voir ce qui se fait : vous direz à mon cousin, le prince royal de Wurtemberg, que vous trouverez au château de Dampierre, que je le prie de m'envoyer les nouvelles qu'il peut avoir. »

Au moment où j'arrivai près du château de Dampierre, au camp des Wurtembergeois, ils se disposaient à marcher. Le comte de Latour, colonel de l'état-major autrichien, et chef de celui du prince, était à cheval, tenant à la main un papier qu'un hussard venait de lui remettre. Me voyant venir, le colonel fit quelques pas vers moi, et dit : « Croyez donc au rapport des patrouilles : les nôtres nous annoncent qu'elles sont réunies à celles de Sacken [1], et Bonaparte est là (en me désignant la direction de la Marne) ; il a passé la Marne. » — Une voix s'élève, et dit : *Cela n'est pas possible !* En jetant les yeux sur la personne qui prononçait ces paroles, je reconnus le prince

[1] Ce général russe formait la tête de l'armée de Blucher.

royal. « Pardonnez-moi, monseigneur, répondis-je. Par une audace qui n'appartient qu'à cet homme, je ne suis point étonné de ce mouvement. — Eh bien ! dit le comte de la Tour, nous le laisserons et nous nous réunirons à Blücher. » Sans plus discuter je demandai les ordres du prince royal, et je repris au galop le chemin du quartier général du grand-duc. Je rencontrai des prisonniers que le comte Ozarowski, commandant la cavalerie légère de la garde impériale, dont on entendait le canon, venait de faire. Ces prisonniers m'apprirent qu'ils faisaient partie de l'escorte d'un parc d'artillerie qui suivait l'armée de Bonaparte. Je ne leur adressai que des questions vagues et précipitées : j'étais pressé de rejoindre le grand-duc. Plus loin, je trouvai l'armée bavaroise en pleine marche. Le prince Charles de Bavière marchait à la tête, à pied ; Son Altesse royale m'interpelle, et demande ce qu'il y a de nouveau ? Je lui apprends le mouvement que Bonaparte faisait. Le prince veut qu'on en instruise le maréchal de Wrède, et il ordonne qu'on le cherche. Je priai son Altesse royale de me permettre de continuer ma course, alléguant l'importance des nouvelles dont j'étais porteur.

Au moment où j'entrai chez le grand-duc, le diner de son Altesse impériale était servi, et les

officiers qu'elle y admettaient, l'entouraient. — « Monseigneur, lui dis-je de manière à n'être entendu que de ce prince : Bonaparte a passé la Marne, et il est sur nos derrières ; *ainsi, il n'y a pas un moment à perdre, et il faut marcher sur Paris.* » Sans me répondre, le grand-duc dit : « Allons, Messieurs, à table. » Le repas fut silencieux. Son Altesse n'engagea la conversation, ni sur l'état présent des affaires, ni sur le mouvement dont je venais de l'informer. En se levant de table, le grand-duc nous congédia par ces mots : Adieu, Messieurs. — Et il ne retint personne. Nous nous retirâmes. Je continuai à laisser tout le monde dans l'ignorance de ce qui se passait. Il était tard : chacun de nous rentra dans son logement. Le lendemain je me rendis de bonne heure chez le grand-duc ; son Altesse impériale écrivait, éclairée encore par les bougies. Le bruit que fit la porte en s'ouvrant attira ses regards sur moi ; le prince se lève avec précipitation, et venant à moi une lettre à la main, il dit : « Tout ce que « vous m'avez dit hier est vrai : tenez, lisez « cette lettre qu'on a prise à un courier que « Bonaparte envoyait à sa femme ; » et son Altesse impériale se remit à écrire. J'ouvris la lettre, elle était ainsi conçue : « Je suis très-fatigué : « j'ai battu l'ennemi à Arcis ; mais comme il

« est beaucoup trop fort pour que je l'empêche « d'arriver à Paris, je vais chercher à l'en éloi- « gner en passant la Marne derrière lui, et en « manœuvrant sur mes places fortes. Vous ne « recevrez pas de mes nouvelles de long temps : « j'embrasse mon fils. » NAPOLÉON.

Quand le grand-duc eut fini d'écrire, il se lève et se tournant de mon côté. « Eh bien ! dit-il, — Eh bien ! monseigneur, je ne puis que répéter ce que j'ai eu l'honneur de dire hier à Votre Altesse impériale. Il faut marcher à grands pas sur Paris ; car cet homme va armer tout le peuple derrière nous. » Apercevant au même instant le général Diebitch entrer dans la petite cour qui conduisait chez le grand-duc [1] ; *mais voilà*, dis-je, *le général Diebitch qui entre*, et je sors. J'arrête le général entre les deux portes : « Eh bien, lui dis-je : « voilà une *singulière manœuvre que Bonaparte « nous fait !* — Il faut, répond le général avec « chaleur, il faut passer la Marne derrière « lui, l'attaquer à dos et l'écraser : » Il m'écarte et entre chez le prince.

[1] Le grand-duc logeait chez un curé, au rez-de-chaussée. Une petite cour ou jardin sur lequel donnait la fenêtre de la chambre de S. A. impériale, séparait la porte d'entrée de la maison, d'un vestibule qui régnait devant cette chambre.

Affligé d'un projet qui paraissait si contraire à nos intérêts, j'attends avec impatience que le général quitte le prince. Ce temps me parut long ; Diebitch sort enfin, j'évite d'en être vu et je rentre chez son Altesse impériale. — Je suis fâché, monseigneur, dis-je, de prime-abord, de voir qu'un homme dont j'estime les talens, et qui en a de vrais, le général Diebitch... — Oui, je suis fâché de voir qu'il ait un projet aussi faux que celui qu'il m'a manifesté. Comment, il voudrait passer la Marne derrière Bonaparte, et aller l'attaquer à dos ! .... Mais n'est-il pas contre tous les principes de la guerre de faire ce que l'ennemi veut qu'on fasse ? « Monseigneur, soyez grand-« duc de Russie, je vous en conjure, sauvez l'ar-« mée ! cet homme va armer la nation derrière « nous : marchons sur Paris, marchons à toutes « jambes : c'est un coup de main que sans délibé-» rer il faut faire sur Paris ; mais si dans vingt-« quatre heures Paris n'est pas à nous, il faut « nous retirer dans la direction des Pays-Bas, « en remerciant le ciel de nous avoir forcés de « quitter une base d'opération vicieuse. » Ici, le grand-duc, qui, les yeux baissés, avait daigné m'écouter jusqu'au dernier mot, parut un instant réfléchir : puis levant la tête, il crie : *Lochi!*... mes chevaux !.... Dans la minute Son Altesse im-

périale est en selle ; et suivi de quelques-uns de nous, le grand-duc court à travers champs sans proférer une seule parole ; tont-à-coup, il demande : « Où est donc Sommesous ? — Quoi ! Monseigneur ! — Eh ! oui, Sommesous, le quartier-général de l'empereur ?... Nous étions parfaitement dans la direction, et la rapidité de notre course nous y eut promptement amenés.

Le grand-duc entra seul chez l'empereur avec lequel il ne resta que fort peu de temps. Les aides-de-camp du roi de Prusse, parmi lesquels était le général Jagow, grand-écuyer du roi, avaient leur bivouac dans un verger près de la maison que l'empereur occupait. Je m'approchai de ces Messieurs, et tout en parlant du mouvement que Bonaparte venait de faire, je n'hésitai pas à prononcer très-hautement que *le seul parti qu'il y eût à prendre était de marcher sur Paris.* Personne ne me répondit ; je ne fus donc ni approuvé, ni désapprouvé. Si je pouvais hasarder une conjecture, je penserais pourtant que mon opinion leur parut mériter quelque réflexion. Bientôt le grand-duc reprit le chemin de son quartier-général. Au sortir du village, je rencontrai une chaise de poste dans laquelle était le comte de Chorinski qui avait succédé au comte de Trogoff dans le commandement du quartier-général

du prince de Schwartzenberg. Il avait à côté de lui le prince de Reüss-Greiss, neveu des princes de Rohan. Ce prince apportait des dépêches du prince de Hesse-Hombourg, qui commandait l'armée autrichienne envoyée sur Lyon. Lié d'amitié avec ces deux officiers, j'arrêtai leur voiture, leur faisant connaître tout à-la-fois la manœuvre de Bonaparte et mon avis de marcher sur Paris. Je m'éloignai sans attendre leur réponse. Le prince de Reüss m'a souvent répété « que la nouvelle leur causa autant d'étonnement que la pensée qu'elle me suggérait. »

Descendu à son quartier-général, le grand-duc suspendit tout mouvement ultérieur des troupes déjà formées en colonnes de marche. L'infanterie de la garde impériale était sous les ordres du général Yermoloff. J'estimais trop ce général pour ne pas pressentir son sentiment sur l'opinion que j'avais émise de marcher sur Paris sans délai : je lui fis en même temps connaître que le général Diebitch voulait qu'on passât la Marne derrière Bonaparte pour l'attaquer à dos et l'écraser. Je n'éprouvai pas une médiocre satisfaction en voyant Yermoloff accorder plein suffrage à mon avis, et rejeter, sans hésiter, celui de Diebitch.

Si l'on ne perd pas de vue l'auguste personnage dont j'ai invoqué l'autorité, je manquerais

à tous les égards en protestant de la vérité de tout ce que je viens d'avancer. Quel homme oserait citer à faux un grand duc de Russie ! Je ne blesserais pas moins tous les égards en en appelant aux témoignages du général Yermoloff, du prince de Reüss [1], du général Diebitch lui-même, relativement à l'opinion qu'il avait énoncée.

La journée nous avait laissés dans l'incertitude de ce qui allait se faire, quand, pendant la nuit, l'ordre fut donné de se mettre en marche. Le corps de réserve, toujours sous le commandement du grand-duc, fut dirigé sur Fère-Champenoise. C'est alors qu'on nous dit : qu'un conseil s'était assemblé, que les avis y avaient été partagés ; mais enfin que celui de marcher sur Paris donné par l'empereur Alexandre, et soutenu par le général Pozzo di Borgo, avait prévalu.

L'opinion que l'on attribuait au général Pozzo di Borgo était un motif bien puissant pour me faire croire à la vérité de ces rapports. Qui plus que ce général devait saisir avec avidité le moyen de terminer une lutte au succès de laquelle il travaillait depuis vingt ans ; sous combien de formes ses talens ne s'étaient-ils pas développés pour amener les souverains de l'Europe au terme

[1] Le comte de Chorinski n'existe plus.

auquel ils allaient toucher? L'Angleterre, la Russie, l'Autriche avaient été tour-à-tour témoins de ses constans efforts, et leurs cabinets ébranlés ou mus par la force de ses raisonnemens. Les persécutions qu'il avait éprouvées dans ces différens pays, à l'instigation et par la puissance de Bonaparte, manifestèrent son infatigable activité et sa redoutable influence sur l'esprit des cours. Mais si Pozzo fut en proie aux vexations politiques, elles lui servirent à alimenter son génie, à donner du ressort à ses talens, et à asseoir sa fortune sur la haute réputation qu'il s'est acquise en diplomatie. Qu'il est donc affligeant aujourd'hui pour des français, fidèles serviteurs de leur roi et amis de leur pays, de voir que la puissance de cette réputation est exploitée au profit de l'étranger. C'est alors qu'ils sont tentés de croire que la fatalité n'a pas encore épuisé tous ses coups, puisqu'elle prive les Bourbons des hommes dont ils auraient le droit d'attendre les plus utiles services. Des généraux, dont tous ceux qui les ont combattus ne peuvent révoquer les talens en doute, restent sous des drapeaux étrangers? Mais si un amour-propre que vingt ans de victoires ont légitimé, persuade à l'armée que ces hommes, qui en sont cependant *demeurés les vainqueurs*, seraient superflus dans leurs rangs, en est-il de

même de notre diplomatie?... Non, il faut l'avouer avec un sentiment pénible.... La dignité de notre nation, et par suite les intérêts du roi souffriront encore long-temps de l'indigence à laquelle est condamnée notre diplomatie. Quel est en effet la première qualité que doit présenter un diplomate ? L'avantage de jouir d'une grande considération : or, la véritable considération, car je ne parle point ici de celle qui n'est accordée qu'à la richesse, laquelle est à la première comme la pierre fausse est au diamant ; la véritable considération ne s'accorde qu'à l'illustration du nom ou à la célébrité personnelle ; or, ceux qui parmi nous portent un grand nom, sont sortis de France pendant nos tourmentes politiques, ou bien ils en ont suivi le cours.

Dans le premier cas, le prestige de leur illustration s'est affaibli chez l'étranger qui les vit languissant dans un état de détresse; ils y sont de plus restés inexercés aux affaires.

Loin de suivre le noble élan qui leur était commandé dans le rang où le hasard les avait placés, ont-ils servi les nouveaux dominateurs de la France, à quelque époque que ce fût? cette illustration se montre encore bien plus froissée aux yeux de l'étranger, parce qu'ils ne firent pas ce qu'ils devaient.

Mais les agens de la diplomatie seraient-ils, à l'exclusion des premiers, tirés de la classe élevée par la révolution ?.. L'étranger chez lequel il sont destinés à négocier, les voit encore revêtus des couleurs qu'il abhorra, il voit l'homme nouveau qui n'est arrivé jusqu'à lui que par un chemin sur lequel il répugne à arrêter ses regards. C'est en vain que le manteau des Bourbons vient parer l'émissaire du roi; le jour perce à travers de ce manteau et montre l'homme de la révolution; le souverain étranger et ses ministres, n'en voient plus que le hideux, si ce hideux n'a pas été couvert de l'éclat d'une gloire acquise dans cent combats. Aussi suis-je convaincu que les hommes les plus propres à négocier aujourd'hui les intérêts du roi dans les cours étrangères, ne peuvent être pris que parmi ses généraux les plus distingués. Qu'on n'objecte point qu'ils seraient inhabiles à l'art du diplomate; cet art ne consiste pas seulement à bien connaître les intérêts et le caractère des nations. Il faut encore savoir y joindre la profonde habileté de discerner le caractère du co-négociateur, afin de mettre ses passions en jeu. Le diplomate doit posséder de plus l'habitude de vaincre les obstacles. Or, ni l'un ni l'autre de ces avantages ne peut avoir été acquis par

ceux qui, dans les temps de notre révolution, ont parcouru la carrière diplomatique.

Ils ne peuvent pas s'être exercés à vaincre des obstacles, dans une diplomatie qui consistait à exiger par la force des bayonnettes :

Ils ne peuvent pas s'être formés à discerner les caractères : ils vécurent trop repoussés de l'intimité des ministres et des peuples au milieu desquels ils furent envoyés. Tout ce que je viens de dire je le prononce franchement, parce que tout est vrai.

Regrettons donc de ne pas retrouver parmi les serviteurs du roi, ceux qui, nés ses sujets, enrichissent aujourd'hui de leurs talens, la diplomatie étrangère, et dans ce nombre, plaçons au premier rang Pozzo di Borgo.

Mais revenant au conseil dans lequel on dit qu'il fut résolu de marcher sur Paris, je n'affirmerai rien sur la tenue de ce conseil parce que je n'en ai aucune certitude, et encore moins de ce qui y fut délibéré : mais je sais positivement que, par les nouvelles dispositions qui furent faites, un corps de quinze mille hommes consistant principalement en cavalerie légère, fut laissé aux ordres du lieutenant-général Winzingerode. Il eut pour instruction de multiplier des mouvemens sur la rive gauche de la Marne que Bona-

parte avait passée près de Vitry, pour se porter sur Saint-Dizier. Les manœuvres de Winzingerode devaient lui cacher la marche des alliés sur Paris, lui faire croire qu'il allaient passer la Marne derrière lui et tomber dans le piège qu'il leur tendait. On ne pouvait pas espérer que Bonaparte ignorât plus de deux jours la marche des alliés; mais deux jours d'une marche forcée suffisaient pour assurer l'expédition. Il ne s'agissait pas ici comme à Moscou d'user l'armée de Bonaparte ; c'était un coup de vive force qu'il fallait exécuter, en évitant d'être attaqué par une armée, pendant l'exécution. C'est aussi cette différence de caractère qui ne permet aucune similitude entre la manœuvre de Koutousoff sur les derrières de Bonaparte après la prise de Moscou, et celle de Bonaparte sur les derrières des alliés après le combat d'Arcis.

Et d'abord, Koutousoff en allant prendre une position au loin derrière l'armée de Bonaparte, parvint à la détruire. Mais ce résultat ne marque point assez les nuances entre les conceptions des deux capitaines; il faut qu'un coup d'œil attentivement jetté sur l'état de la guerre, à ces deux époques, et sur le pays qui en était le théâtre, fasse juger laquelle des deux manœuvres fut conçue avec le plus de justesse.

Campé à Taroutino, à trente lieues derrière son adversaire, dans une position qui parut à celui-ci, formidable, Koutousoff fermait le passage aux convois de toute nature, qui se rendaient à l'armée de Bonaparte; en lui ôtant les moyens de réparer ses forces, Koutousoff préparait donc la dissolution de cette armée : tenant derrière lui les provinces les plus abondantes, Koutousoff en recevait les riches contributions dont il privait son adversaire : placé dans une position perpendiculaire au flanc de son ennemi, Koutousoff s'était ménagé la faculté de se diriger parallèlement à sa marche, dès qu'il voudrait rétrograder, tandis qu'il le ferait suivre en queue par un des corps de son armée. Enfin, soit que son adversaire voulût s'enfoncer dans le nord de la Russie, ou tourner à l'est, Koutousoff n'en continuait pas moins à intercepter les ressources que cet adversaire attendait des pays soumis à sa domination : et en maîtrisant tant de supériorités, Koutousoff conservait encore sur son adversaire la prépondérance que donne, à la guerre, l'immense avantage de manœuvrer au dos de l'ennemi.

Assuré de l'insurrection générale des paysans russes dont les prêtres avaient enflammé l'esprit religieux, fort de la rigueur que le climat allait

exercer sur ses ennemis ; couvert par des nuées de troupes irrégulières qui éclairaient au loin son armée et la rendaient inabordable, Koutousoff ne devait désirer dans sa position que de voir se prolonger l'erreur qui invitait son adversaire à rester stationnaire. Le général russe était convaincu qu'il était réservé au temps de produire l'anéantissement de l'armée qu'il combattait. Mais est-il un seul de ces avantages auquel Bonaparte put aspirer par sa manœuvre d'outre-Marne ?

En se portant au-delà de la Marne et sur le Haut-Rhin [1], Bonaparte ouvrait aux alliés, la partie du nord et du nord-est par où seraient arrivés les renforts de toute espèce.... Il leur livrait ses plus importantes provinces par lesquelles ils étaient libres de se replier et de se rapprocher de de leurs plus puissantes ressources. Les dispositions générales que les alliés avaient adoptées, le grand nombre de corps armés qu'ils avaient postés sur tous les points de la frontière, ne permettaient pas à Bonaparte de prendre une position sans qu'il n'eût quelqu'un de ces corps sur les flancs ou derrière lui : désavantage que Koutousoff n'éprouvait pas dans son camp de Taroutino.

[1] Respectivement à la France.

Bonaparte n'avait rien à attendre de l'intempérie du climat contre ses ennemis, ni des ravages que leur causeraient ses partis et ses troupes légères, bien moins nombreux et moins exercés à ce genre de guerre que ceux dont son ennemi disposait.

Pouvait-il plus espérer d'une insurrection générale en sa faveur? Il est difficile de le présumer. Deux partis en France militaient évidemment contre lui. L'un se composait de ces hommes en qui le républicanisme s'est enraciné, et qui abhorraient son empire. Enfin, paraissaient les nombreux partisans de nos rois qui en appelaient les légitimes successeurs. Pour enchaîner ces partis et enhardir les siens, Bonaparte avait besoin de conserver l'attitude de la victoire; or, une pointe dans la Lorraine ou dans l'Alsace lui imprimait une attitude contraire. En vain aurait-on publié que les alliés étaient sans communication avec leur pays : cette assertion eût été aussitôt démentie par l'évidence des rapports que les alliés auraient constamment entretenus avec la Hollande et le Bas-Rhin; car on ne doutera pas des moyens que le prince royal de Suède avait de contenir les garnisons de l'Escaut et de la Meuse.

Pour dernier terme de comparaison, nous remarquerons que Bonaparte, en faisant son mou-

vement au-delà de la Marne, ne laissait l'ennemi qu'à quatre marches de la capitale ! Koutousoff dans son mouvement sur Kalouga n'eut point à redouter les malheurs qui pouvaient résulter d'une aussi dangereuse proximité. Les alliés les aperçurent; ils surent les faire tourner contre leur adversaire, et ce fut pour eux un de ces coups qui terminent la partie au profit de celui qui les hasarde.

CHAPITRE LXIII.

Les armées alliées marchent sur Paris. — Un corps laissé aux ordres du général russe Winzingerode masque ce mouvement. — Combat de Fère-Champenoise. — Les alliés continuent leur marche sur la capitale. — L'ennemi n'est plus rencontré qu'à Claye. — Il est rejeté dans Pantin. — Les grenadiers russes occupent les hauteurs de Romainville. — Bataille de Paris. — Reddition de cette capitale. — L'empereur Alexandre et le roi de Prusse daignent me féliciter publiquement. — Entrée des alliés dans Paris.

Toute l'armée s'ébranla donc à la nuit tombante, et quoiqu'un passage de rivière eût retardé, sans la troubler, la marche du corps du grand-duc, nous n'arrivâmes pas moins, sans empêchement, à Fère-Champenoise. Ce bourg, situé en plaine, venait d'être évacué par l'ennemi; je ne rencontrai, en le traversant avec quelques cosaques et deux canoniers à cheval de la garde impériale, qu'un soldat. Cet homme, probablement oublié, cherchait à rejoindre les siens. Je ne le questionnai point, et l'envoyai au grand-duc qui s'avançait à la tête de la colonne. Je ne vis pas sans étonnement que l'ennemi ne nous eût pas

disputé Fère-Champenoise. Cet endroit, ouvert à la vérité de toutes parts, percé de rues larges, me parut encore être d'un grand développement. Ces défauts avaient pu y faire renoncer comme à un mauvais poste; mais je crus remarquer que ses maisons étaient bâties en briques, et d'une forme assez régulière : quelques édifices me semblaient assez vastes. Chacune de ces maisons pouvait donc être mise en état de défense. S'il eût fallu emporter Fère-Champenoise, on y eût perdu du temps, et le temps était précieux.

Le grand-duc eût-il ordonné de passer outre et de laisser le poste derrière, je ne crois pas que cet ordre eût été prudent; la garnison nous aurait suivis, et n'eût-elle été composée que d'un bataillon elle nous aurait inquiétés; tout ce qui traînait isolément à la queue de la colonne eût été perdu: sans doute il était important de passer outre sans s'arrêter; mais des troupes seraient indispensablement restées en arrière pour contenir la garnison : or, loin de se diviser, on ne pouvait pas s'avancer sur Paris trop en masse.

Mais si l'abandon de Fère-Champenoise me parut avoir été une faute, je la jugeai bien plus grave, lorsqu'en débouchant dans la plaine je découvris un corps ennemi qui faisait bonne contenance et se montrait décidé à recevoir le choc

Je l'observais, quand je fus joint à l'instant par un régiment de chevaux-légers wurtembergeois, et par la division de la cavalerie légère de la garde impériale. L'ennemi faisait mine de couler sur notre flanc gauche : je priai le chef du régiment wurtembergeois qui avait débouché le premier d'y opposer quelques troupes. Tout le régiment y marcha. J'ignore le nom de l'officier auquel je m'adressai, peut-être se souviendrait-il de l'avis que je lui proposai. Au reste, que la manœuvre qui couvrit le flanc de la colonne vînt de moi ou fût l'inspiration de tout autre, elle fut juste et préservatrice. Je joignis le général Zechin qui commandait les dragons de la garde. Nous avançâmes contre l'ennemi à qui nos mouvemens faisaient successivement quitter la plaine. Toute cette affaire se réduisit à une marche en avant, ouverte par l'artillerie qui précédait la cavalerie toujours prête à charger. L'ennemi s'était formé en carrés, et la cavalerie avançait sur eux par escadrons disposés en échiquier. Cette manœuvre ressemblait à celle d'un camp de plaisance, tant elle s'exécutait avec régularité. Nous poussâmes ainsi l'infanterie ennemie jusqu'au pied des hauteurs sur lesquelles Sézanne est situé, sans avoir éprouvé de grandes pertes : nous étions supérieurs en artillerie. Quand nous approchâmes

des hauteurs, nous eûmes à essuyer quelques feux de bataillons ; jusques-là, nous n'avions pas éprouvé de résistance : mais là devait aussi cesser l'action de la cavalerie.

Pendant que la cavalerie légère de la garde acculait sur Sézanne les troupes qui étaient devant elle, l'ennemi paraissait persister à vouloir arrêter ses progrès, en se maintenant sur son flanc ; le grand-duc Constantin qui, avec les gardes à cheval, appuyait tous les mouvemens, s'apperçut du dessein de l'ennemi et Son Altesse Impériale résolut de lever cet embarras ; en conséquence, le grand-duc ordonne que l'ennemi, qui restait placé sur le flanc, soit vigoureusement chargé. Éloigné en ce moment du prince, je ne connus qu'après que l'affaire fut finie, les circonstances qui avaient accompagné ce moment décisif. Les officiers qui étaient avec moi attachés à Son Altesse impériale, présens à l'action, m'apprirent que le grand-duc, en donnant l'ordre de charger, s'était mis à la tête du premier escadron : mais le lieutenant-général Diebitch, chef de l'état-major, osa s'élancer sur le prince, et le saisissant par l'habit, il dit : « Non monseigneur, vous ne « chargerez pas. » L'officier supérieur qui devait conduire la charge, profita de l'opposition que Diebitch formait à la volonté du grand-duc ; il

partit, fondit avec impétuosité sur l'ennemi, le culbuta et lui prit deux pièces de canon. Cette charge fut l'action la plus éclatante de la journée, parce que les troupes des deux partis se mêlèrent véritablement. Je ne doute pas que ce ne fût à la résolution du grand-duc, et à la vigueur de la charge qu'elle entraîna, que fut due la disparition totale de l'ennemi, qui gagna les montagnes ou plutôt les hauteurs de Sézanne. Au reste, cette journée fut plus brillante par la manière dont elle fut conduite, que meurtrière pour les deux partis. Les résultats en étaient importans; car il était essentiel pour le succès de l'expédition de briser toute résistance sans être un moment arrêté. D'ailleurs cette rapidité donnait à la marche des alliés l'apparence d'un débordement qui refoulant tout devant lui, les faisait précéder par la terreur: l'empereur témoigna sa satisfaction par des récompenses. Je reçus l'épée d'or. La nuit avait mis fin au combat. La cavalerie établit ses bivouacs en avant d'un château où le grand-duc prit son quartier. La jonction de l'armée de Blücher avec celle de Schwartzenberg s'était totalement effectuée pendant la marche.

Le lendemain, le mouvement recommença de bonne heure. Le grand-duc fit faire halte à quelque distance de Sézanne: ce délai me donna le

temps de jetter, avec le secours des lieutenans d'Anneberg et Morawieff de l'état-major, un pont sur un ruisseau assez difficile, et d'ouvrir une marche de colonne à l'ouest de la ville, afin de la tourner et d'éviter que les troupes ne la traversassent : ses rues étroites auraient appesanti et rendu la marche pénible; outre qu'il est de principe d'éviter dans toute espèce de marche les lieux habités, surtout les villes et les gros bourgs. Jusques-là, le pays que nous avions parcouru avait été plaine et n'avait pas gêné la marche; mais quand nous fûmes arrivés sur les hauteurs de Sézanne que nous laissâmes à droite, le terrain changea; il devint montueux et pierreux. Les chemins étaient étroits et embarrassés; à une certaine distance nous fûmes joints par une colonne autrichienne. Le régiment de l'empereur, infanterie, en faisait partie : il avait pour colonel le prince Gustave de Hohenlohe Langenbourg [1]; je l'abordai, en lui criant de loin : « L'impossibilité « de cette chute n'existe que dans l'esprit rétréci « des hommes timides. » On sait que quand je communiquai à ce prince la note qui renferme cette pensée [2] il avait dit : « *Je suis aussi de ces*

[1] Aujourd'hui général-major commandant à Gratz. *Voyez* vol. IV, page 273.

« *esprits rétrécis.* » il vit l'allusion et se prit à rire. Au même moment, j'apperçus le général Pflüger sous les ordres duquel j'avais été lieutenant-colonel. — Allons général, dans quatre jours il faut être sous les murs de Paris. Cette rapidité de marche lui parut exagérée, et il ne partageait pas la confiance qu'elle se ferait sans rencontrer d'opposition : mais ce général brave et homme d'infiniment d'honneur n'était pas heureux dans ses apperçus. La veille de mon départ de Brünn pour l'armée de Russie, le coloner Pflüger était chez le comte d'Argenteau, lorsque je pris congé de ce général d'artillerie; son Excellence pensait que la guerre serait fatale aux russes. Je voulus lui donner des impressions moins sinistres et je dis en allemand : « Les russes ont des hom-« mes de tête, et des hommes de tête se joindront « encore à eux. » [2] Le colonel répondit à cette assertion dans la même langue, et par inversion : « *Les russes n'ont point d'hommes de tête, et* « *des hommes de tête ne se joindront point aux* « *russes.* » L'expérience a décidé la question.

---

[1] *Die Russen haben Kœpfe und sie bekommen noch Kœpfe. Die Russen haben keine Kœpfe und sie bekommen keine.* —Le lieutenant-général Pfliger commande une division à Kachau.

Cependant nous ne devions plus retrouver l'ennemi qu'aux portes de Paris ; les faibles corps qui avaient résisté avec tant de courage dans les plaines de Sézanne, avait éprouvé que leur valeur devenait inutile contre des masses si disproportionées à leurs forces. Leurs chefs avaient bien sainement jugé que le petit nombre de braves qui leur restait, devait être employé à disputer l'entrée de la capitale, assez longtemps pour que les conditions de sa reddition fussent meilleures. Peut-être se flattaient-ils que Bonaparte, auquel ils ne supposaient pas que le mouvement des alliés eût été dérobé, accourait à leur secours : car sans lui, il y aurait eu *de leur part de la démence à penser* que la conquête de Paris échapperait aux alliés.

Ce second jour, notre marche fut poussée plus loin que la Ferté. Le grand-duc prit son quartier à une demi-lieue de la ville, sur la route de Meaux ; après avoir ensuite couché à Quinci, nous arrivâmes dans la capitale de la Brie d'où nous repartîmes le 28 mars, pour nous faire ouvrir enfin les barrières de Paris. J'étais si convaincu que cette ville devait tomber en notre pouvoir, qu'en passant devant plusieurs diplomates parmi lesquels je citerai le comte de Nesselrode et le baron d'Anstet, je ne pus m'empêcher de leur

dire : « Allons messieurs les diplomates, notre « rôle est fini, le vôtre va commencer. »

Nous avions quitté Meaux assez tard ; mais notre marche s'était faite sans discontinuer et sans éprouver d'obstacles.

A Claie, le corps que commandait le brave général Rajewski trouva l'ennemi. Les feux commencèrent; l'empereur et le roi de Prusse arrivèrent. Ces souverains suivirent le mouvement des troupes jusques sur les hauteurs de Livri, où ils s'arrêtèrent. J'avais joint le général Rajewski aussitôt qu'on avait commencé à tirer. L'ennemi, qui, vraisemblablement, n'avait pas l'intention de tenir, se repliait devant nos tirailleurs et notre artillerie. En continuant de refouler sur Paris les troupes qui étaient devant nous, nous entrâmes dans la forêt de Bondi. On nous la laissa traverser sans y opposer la résistance à laquelle nous nous attendions ; l'artillerie ennemie profita pourtant de la régularité des avenues pour nous battre d'enfilade et nous forcer parfois à nous écarter de notre direction. Le général Rajewski traversait la forêt à pied : je continuai à l'accompagner jusqu'à la hauteur des bois de Romainville. Le coup-d'œil de Rajewski saisit l'avantage de cette position. Il la fit occuper et vit que c'était-là que devait se terminer la journée.

Pendant que le général établissait ses troupes, je suivis sur la chaussée les cosaques qui se répandaient en avant. Ils m'amenèrent jusqu'à très-peu de distance des murs de Pantin. La nuit approchait : ceux des ennemis qui s'étaient jetés dans ce village ne tiraient plus que quelques coups incertains sur les cosaques qui s'éparpillaient ; enfin le combat expirait. Je cherchai quelqu'un qui pût me donner les renseignemens dont j'avais besoin sur les lieux où j'étais ; j'aperçus un paysan dans la cour d'une maison isolée : je sus de cet homme que la maison se nommait la Folie ; que le canal que je voyais était celui de l'Ourcq, que les premières maisons qui se trouvaient devant moi étaient celle de Pantin, et que la côte boisée située derrière ma gauche était celle de Romainville, où Rajewski avait placé ses troupes. J'écrivis ces notes, et il ne me restait plus qu'à trouver le quartier-général du grand-duc. J'ai dit que la nuit était survenue : en effet, on distinguait à peine les objets à petite distance. Après avoir marché quelque temps, je vis une suite s'approcher, et j'entendis une voix qui dit : « N'est-ce pas Crossard qui vient ? » Je reconnus le prince de Schwartzenberg. Je lui rendis compte de ce que j'avais vu, et je lui donnai tous les renseignemens que j'avais recueillis. J'ajoutai qu'il était

bien essentiel de rester maîtres des hauteurs de Romainville. « C'est aussi dans cette intention, répondit le prince. que je vais les faire occuper par les grenadiers russes qui me suivent. — Dans cette position, dis-je alors, je ne crois pas que l'ennemi se hasarde à nous livrer bataille ; il serait acculé de trop près à Paris : car je pense que nous en sommes éloignés tout au plus d'une lieue. — Oh! dit le prince, il n'y a pas même si loin ; je connais parfaitement ce terrain : j'y ai beaucoup chassé. » Le comte de Radetzki marchait à côté du prince, et entendait tout ce que son Altesse disait. Après avoir ainsi parlé, le généralissime me tend la main : « *Eh bien! mon cher Crossard, êtes-vous content? demain nous proclamons un Bourbon.* — Ah! monseigneur, répondis-je avec vivacité, vous êtes à jamais immortel ; vous sauvez la France, vous sauvez l'Europe. » C'en était assez : j'avais exprimé tout ce que je sentais. Mais j'aurais voulu vainement me répandre encore en témoignages d'admiration pour le prince : je fus subitement interrompu par le général russe Ouwarow : « Monseigneur, dit-il en abordant le prince, je vous prie de me faire donner un trompette ; l'empereur m'a ordonné de m'approcher de la ville le plus près que je pourrai. » Je demandai les ordres du prince pour le grand-duc, et je m'éloignai.

Je rappellerai maintenant à ceux qui réfléchissent, l'assurance que le prince de Rohan m'a donnée, de l'envoi de la cocarde blanche fait à Monsieur, par l'empereur d'Autriche :

Je les arrêterai ensuite un moment sur ces paroles du prince de Schwartzenberg : *Demain nous proclamons un Bourbon dans Paris.* » Le prince a cessé de vivre en laissant sa gloire au monde entier; mais le comte de Radetzki marchait à la gauche du prince : il est impossible qu'il ne l'ait pas entendu quand il m'annonça cette résolution. J'atteste donc aujourd'hui le comte de Radetzki [1] avec pleine confiance. Eh bien ! si tout est vrai, où sont donc les éminens services du gouvernement provisoire en faveur des Bourbons? Est-il douteux que leur sort était déjà décidé? Ce serait méconnaître le caractère loyal de l'empereur François, que de le supposer capable d'une feinte à laquelle rien ne le sollicitait. Il y aurait de la folie à attribuer au prince de Schwartzenberg la pensée d'induire en erreur un officier qui n'aurait jamais osé se permettre d'interroger le généllissime sur les destinées que la politique réservait à la France. Un semblable dessein eut été un sym-

[1] Ce lieutenant-général commande une division en Hongrie.

ptôme d'aliénation dans l'homme reconnu pour l'un des plus sages de son temps. C'eût été une légèreté d'esprit incompatible avec l'aplomb et la solidité de caractère qui distinguaient si éminemment le prince de Schwartzenberg. Il faut donc nier les deux faits qui ont été avancés, ou bien convenir que le gouvernement provisoire ne peut être recommandable que par les bonnes dispositions qu'il a paru montrer en faveur de nos Rois : on pourrait ajouter pour preuve plus démonstrative encore, l'observation du grand-duc, sur le danger qu'il y aurait à permettre *qu'un roi fût élu par ses sujets.* Il est évident que si le prince réprouvait le mode d'élection pour les rois, il se prononçait bien positivement en faveur des héritiers légitimes du trône. Or ce système expulsait très-expressément Bonaparte et ses sucesseurs. On n'admettra pas que l'opinion du grand-duc fût opposée aux vues politiques de son auguste frère ; cette erreur ne pourrait être commise que par ceux qui n'ont jamais approché de ce prince. Les principes du grand-duc ne lui imposaient pas seulement une soumission absolue aux volontés de son empereur ; mais ils lui imposaient encore l'obligation de prévoir tout ce qui pouvait en contrarier les intentions. Eh ! qui plus que le grand-duc a l'esprit pénétrant, et le talent de deviner les hommes ?

Le corps de réserve s'était arrêté près de Ville-Parisis où Son Altesse impériale était logée dans le château des ducs de Polignac. Il était tard quand j'arrivai. Le prince était couché, mais n'avait point encore éteint sa lumière; lorsque j'entrai chez lui, il lisait; je lui fis un rapport détaillé de tout ce dont j'avais été témoin : je lui décrivis la position que les troupes occupaient et je finis par ces mots : « Ainsi, monseigneur, demain, nous entrerons dans Paris. « Fort bien, me répondit le prince, et il me congédia. »

La nuit fut sans alertes, mais le matin, vers les six heures, le canon se fit entendre. J'entrai chez le grand-duc, je le trouvai se promenant dans sa chambre avec deux généraux, dont l'un était le général Arseniew, commandant des gardes à cheval. Le grand-duc vint à moi en disant : « Eh bien, monsieur, aujourd'hui nous entrons dans Paris. » — Oui, monseigneur. — En attendant nous sommes renversés des hauteurs de Romainville, et je vais marcher avec toute la réserve.— N'importe, monseigneur, nous entrerons aujourd'hui dans Paris. — Mais, monsieur, il y a quarante mille hommes de garde nationnale. — Tant mieux, monseigneur, ce sont quarante mille élémens de désordres. — *Mais il est là de sa personne*, lui, Napoléon ! — Alors élevant la

voix d'un ton bien répréhensible, sans doute, je dis : « Qu'importe, monseigneur, nous le jouerons sous jambe. » — Le grand-duc me rappela avec calme et bonté au ton dont je n'aurais jamais dû m'écarter. Son Altesse impériale me laissa, et reprit à se promener dans l'appartement avec les deux généraux, ne m'adressant plus la parole ni même un regard.

Je sens tout le ridicule qui s'attache à la dernière assurance que j'avais donnée d'une manière si peu convenable ; mais ce ridicule ne peut naître que de la haute opinion que chacun de nous conserve du génie et des talens de Bonaparte. Sans lui refuser ces dons précieux qui caractérisent le grand homme, je ne parlai pas moins avec conviction. Que pouvait Bonaparte, seul, sans armée, contre plus de deux cents mille hommes qui allaient l'attaquer sur un terrain où ils pouvaient manœuvrer contre chaque mouvement qu'il aurait fait en avant? Etait-il rejetté? Il se trouvait acculé aux barrières de Paris, où ceux qui l'auraient repoussé entraient pêle-mêle avec les siens.

Gagnait-il du terrain? Dépourvu de cavalerie, il était aussitôt accablé par celle des alliés agissant partout sur un terrain favorable à cette arme ; car il n'y avait pas une seule partie difficile de

ce terrain où les cosaques eussent été dans l'impossibilité de se mouvoir. C'en était assez pour dégager les masses des armées alliées, de tous les tirailleurs qui auraient pu en gêner l'action.

Quel secours pouvait raisonnablement attendre Bonaparte, de ces gardes nationaux embarrassés par les criailleries de leurs femmes et de leurs enfans ? Eussent-ils même été tous décidés à périr les armes à la main, leur inhabileté, leur défaut d'exercice, leur peu de discipline, les eussent aisément fait succomber sous les coups de leurs ennemis.

Mais Bonaparte, dira-t-on, aurait fait marcher toute la population.... Eh bien ! qu'en serait-il résulté ?.... Qu'il aurait donné plus de prise à la mitraille que vomissaient quatre à cinq cents bouches à feu. En portant la mort au milieu de masses incohérentes, elles auraient préparé à la nombreuse cavalerie des alliés, le moyen d'écraser sous les pieds des chevaux ceux que le canon aurait épargnés.

Si Bonaparte, dira-t-on encore, dont le génie aurait tout embrassé, avait vu qu'il ne pouvait pas se promettre de succès hors de Paris, sur un terrain trop avantageux à son adversaire, il se serait borné à défendre les rues et à gagner le temps nécessaire pour que son armée arrivât.

Qu'aurait produit l'arrivée de cette armée ?... l'incendie de Paris. Est-il une ville que les matériaux qui entrent dans la construction des maisons, et que la liaison de ces maisons entre elles rendent plus susceptible d'être promptement réduite en cendres ? Il suffisait aux alliés de s'établir au commencement d'une rue pour donner aux torches incendiaires toute leur action. Bien plus : si les alliés, observateurs des règles de la guerre, [1] eussent pris le parti de brûler Paris, cette capitale se serait difficilement soustraite à un embrâsement général. La multitude de leurs troupes irrégulières aurait, en se répandant sur l'immense circonférence de Paris, multiplié les points de l'incendie dont je ne veux encore considérer les obusiers que comme auxilliaires : je pense que tout le zèle et l'activité des pompiers auraient échoué contre tant de moyens de destruction. Il y avait donc, peut-être, de l'inconvenance de ma part à affirmer aussi positivement au grand-duc, que nous entrerions le jour même, dans Paris : mais on ne disconviendra pas que cette affirmative reposait sur des données militaires.

---

[1] *Voy.* les instructions du roi de Prusse à ses généraux, sur l'attaque des villages.

Cependant les coups de canon redoublaient et l'affaire devenait sérieuse. Je montai à cheval et me rendis sur le terrain. Les premières troupes que je trouvai aux prises, combattaient devant Pantin, sous les ordres du général Roth, royaliste français dont la réputation dans l'armée russe honorait les partisans du roi. Le général se plaignit de ce qu'on négligeait de lui envoyer l'artillerie qu'il avait demandée à plusieurs reprises. Il me fit voir qu'en dressant une forte batterie sur la droite, on ferait promptement abandonner le village aux troupes qui le défendaient. Ceite batterie balayant en effet tout le terrain entre la barrière et Pantin, rendait la communication impraticable avec Paris, et déterminait ainsi l'évacuation du village. Les vues du général étaient justes : il était évident que l'attaque de front se prolongerait et qu'elle ne réussirait qu'après avoir coûté beaucoup de sang. Les gardes prussiennes qui déployèrent un courage héroïque, y perdaient infiniment de monde. Je me jettai sur la gauche, en passant devant la cavalerie que le comte de Pahlen commandait. Je tournai Montreuil, en m'approchant de Bagnolet ; je me trouvais presque derrière Pantin; je n'avais devant moi que des cosaques qui battaient la plaine jusqu'à la chaussée de la barrière du Trône. Pendant que je

m'avançais ainsi l'ennemi ne tenait pas seulement avec opiniâtreté dans Pantin; mais encore il ne perdait pas un pouce de terrain dans les bois de Romainville. Lorsque je fus sur le plateau qui règne au midi entre Montreuil et Bagnolet, je reconnus que jamais une batterie ne pouvait être mieux placée contre les bois de Romainville. Je revins donc en toute hâte au corps des grenadiers russes que commandait le comte de Lambert, royaliste français. La troupe était fortement tourmentée quand j'arrivai; et au moment où je m'arrêtai, un boulet vint s'enterrer sous le ventre de mon cheval. Le baron de Damas [1] me donna une preuve d'amitié à laquelle je suis encore sensible. Il accourut à moi, me tendit la main en disant: « Je vous ai cru tué » Le général Sebaniew, quartier-maître général, était avec le comte de Lambert. Il concertaient ensemble l'attaque qu'il convenait de faire. « Donnez-moi, leur « dis-je, en les abordant, deux pièces de canon, « je connais un emplacement d'où je battrai à dos « ceux qui défendent les bois, et je vous proteste « qu'ils les auront bientôt abandonnés. »

L'ordre fut aussitôt donné au lieutenant-d'ar-

[1] Gouverneur du duc de Bordeaux, général-major commandant alors une brigade de grenadiers.

tillerie Mensdorff, de me suivre avec deux pièces. Nous arrivâmes au galop au point d'emplacement. Ce jeune officier mit ses pièces en batterie avec un discernement qui mérite des éloges; sans perdre de temps il commença son feu avec résolution, ne se mettant point en peine des batteries ennemies, qui de différens points pouvaient se diriger sur lui. Aussitôt que Mensdorff eût ouvert son feu, le comte de Lambert fit battre la charge et aborda les bois sur toute leur lisière. Attaquées de front, et prises à revers par la batterie de Mensdorff, les troupes ennemies abandonnèrent précipitamment cette position; elles avaient commencé l'affaire en l'enlevant, et l'avaient ensuite très-vaillamment défendue durant plusieurs heures. Pendant que les grenadiers attaquaient les bois de Romainville, le général Rajewski venait, avec le corps qu'il commandait, prendre position sur le plateau où était la batterie de Mensdorff. Ce général en traversant Montreuil, voulut un moment sévir contre les habitans qui avaient tiré sur ses troupes : mais Rajewski aussi humain qu'intrépide se borna à des menaces que le sérieux de sa physionomie rendait assez imposantes. Le général, en allant se placer en avant de Montreuil, avait détaché quelques bataillons pour couvrir sa gauche par l'occupation de Vincennes. Ce village

ne tarda pas à être au pouvoir des russes. Lorsque toutes les troupes de Bonaparte furent renfermées dans le château, j'éprouvai un sentiment difficile à exprimer, c'était une tristesse mêlée d'une espèce de contentement, en me voyant au milieu des premiers soldats qui affranchissaient le tombeau du duc d'Enghien, de la domination de son cruel assasin.

Dans la position où nous étions, notre tâche paraissait remplie; nous bordions le vallon où Bagnolet est situé, et nous avions devant nous le cimetière du Père La Chaise. Nos opérations ultérieures semblaient dépendre entièrement du sort qu'aurait l'attaque qui devait, à notre droite, partir de Saint-Denis. Nous étions trop près de Paris pour y faire, seuls, une pointe que les localités, en l'isolant de toutes parts, auraient rendue trop hasardée. Le corps de Rajewski se vit donc obligé de rester stationnaire. Ce général se contenta de faire nettoyer le bas de la plaine par quelques escadrons de cavalerie légère et quelques bataillons jettés en avant. Ce fut à ces troupes qu'eurent affaire les élèves des écoles dont les forces, inférieures à leur courage, ne pouvaient servir qu'à illustrer leurs vains efforts; de temps à autre on amenait au général quelques prisonniers ramassés en avant de la butte. Au nombre

de ceux-ci, fut un garde-national de belle apparence, dont la toilette était recherchée. Il m'apprit qu'il était employé dans les droits réunis, et que le dimanche d'avant, Joseph Bonaparte avait passé en revue quarante mille hommes de garde nationale. Je le félicitai d'avoir fini sa campagne, et le général le fit conduire sur les derrières.

Notre situation serait pourtant devenue fâcheuse, et nous aurions vu nos rangs s'éclaircir, si le château de Vincennes eût tiré sur nous : mais trois coups de canon que le commandant se borna à nous envoyer semblèrent n'avoir été tirés que pour nous montrer tout le mal qu'il pourrait nous faire ; nos soldats fatigués s'étaient assis tranquillement, et paraissaient ne devoir plus être que juges du dénouement qui s'approchait. Les boulets qui nous furent lancés passèrent au-dessus de nos têtes, et allèrent expirer sur la chaussée à notre droite. Je n'ai pu m'expliquer pourquoi le commandant n'avait pas fait plus d'usage de ses feux, si ce n'est par la résolution qu'il manifesta plus tard de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité [1]. Il est cer-

[1] J'ai su d'un officier d'artillerie de la garde royale qui depuis le retour du roi a tenu garnison dans Vincennes, que ces trois coups de canon avaient ébranlé les tours d'où ils avaient été tirés.

tain que, avec cette résolution, il devait ménager ses munitions; ce ménagement nous épargna des pertes qui auraient pu être sensibles, et auxquelles cependant il aurait fallu se soumettre; car dans l'intérêt général de la bataille, nous ne pouvions pas laisser notre position. C'est en vain que nous aurions voulu chercher un abri dans le vallon que nous avions devant nous : les feux du château nous y auraient pris à dos; et ceux qui seraient partis du Mont-Louis auraient plongé sur nous. Il était à présumer que le cimetière était garni de troupes : c'était véritablement là que pouvaient être utilisés des gardes nationaux, qui n'avaient besoin, pour le défendre, que de savoir charger et tirer leur fusil. Mis ainsi entre deux feux, nous n'avions point à hésiter, nous étions obligés d'attaquer et de chasser au loin ceux que nous avions devant nous : or, un succès nous amenait dans Paris, et j'ai déjà démontré, sinon le danger, du moins l'inutilité de la pointe que nous aurions faite isolément.

Engagés depuis cinq heures du matin, nous attendions avec impatience l'attaque que le maréchal Blücher devait faire à notre droite. Enfin, un officier de son état-major arrive : il était envoyé par le maréchal pour connaître le point où nous avions conduit l'affaire. Je le priai de pren-

dre une esquisse de notre position, avec les notes que je lui donnai ; je lui fis observer que tout ce qui pouvait nous rester à faire était de prendre possession de la hauteur qui se trouvait devant nous : c'était le Mont Louis dont j'ai parlé. J'ajoutai « que je pensais qu'aussitôt que nous en se- « rions les maîtres, il convenait de sommer la « ville de se rendre, et que, si elle s'y refu- « sait, il ne fallait pas hésiter de la bombarder « quand la nuit serait venue. » L'officier nous quitta pour aller rejoindre le maréchal Blücher. Enfin, l'attaque de droite commence en déployant une telle vigueur que la résistance qu'elle éprouvait ne pouvait arrêter ses progrès. Elle était conduite par le comte de Langeron, royaliste français, qui, dans ce moment où toute l'Europe fixait ses regards sur Paris, acquittait si noblement ce qu'il devait à son roi, à son nom.

Langeron, Lambert, Damas, Polignac, Rochechouart et Octave de Broglie, étaient alors sous les murs de Paris ; l'honneur de cette noblesse de cour, autrefois chargée de biens, de dignités, et qui..... Combien en comptions-nous dans nos rangs ? Et cependant ce moment allait relever, ou laisser pour jamais abattu le trône des Bourbons !... Mais le destin s'est prononcé. Le trône est relevé : tous, même ceux dont le bras con-

courut à le renverser, pourront, aux pieds d'un roi *plein de clémence*, prêter de nouveaux sermens. Ils retrouveront des richesses, les titres qu'ils avaient abjurés, les honneurs et..... Lambert et Langeron retourneront sur le sol étranger qui accueillit leur courage; ils quitteront encore le berceau de leur enfance, le tombeau de leurs aïeux! Mais ils seront rentré en vainqueurs dans la ville qui expulsa, immola ses rois, que leur bras aura vengé. La France, fidèle et reconnaissante, conservera leur mémoire... elle gardera leur gloire... : est-il des biens plus précieux, de plus grands honneurs à envier!

Toutes les hauteurs qui s'étendaient à droite jusqu'à celle de Montmartre furent dans un instant couronnées par nos troupes.

Pendant que Blücher s'avançait avec rapidité vers Montmartre, dernier boulevard de Paris, le prince royal de Wurtemberg, à notre gauche, n'attaquait pas avec moins de vigueur Charenton. Le sort de la capitale était fixé. C'est dans cet état de choses que le lieutenant Glassow, de l'état-major russe, parut, et nous dit en français : « Il y a ordre de l'empereur de cesser le feu; la ville capitule. » Le général Rajewski fait aussitôt répandre cet ordre, puis se tournant vers moi : *Allons*, dit-il, *joindre l'empereur.*

La capitulation venait d'être signée quand nous arrivâmes sur les hauteurs de Belleville, où étaient l'empereur et le roi de Prusse. Les deux monarques montaient à cheval au moment où nous en descendions. Leurs Majestés allaient visiter les points dont, en vertu de la capitulation, les troupes alliées devaient prendre possession autour de Paris. L'empereur m'aperçut, et tout en me faisant remarquer au roi de Prusse, Sa Majesté daigna me dire à très-haute voix : « Crossard, je vous fais mon compliment; et le roi de Prusse dit : *Crossard, je vous félicite.* Transporté par un sentiment qu'éprouve en me lisant tout homme dont l'ame et le cœur sont restés sensibles aux émotions de l'honneur, je ne pus m'empêcher de répondre en faisant allusion à ce que j'avais dit à l'empereur le lendemain du combat d'Arcis : « Sire, j'avais bien raison de dire que le reste ne serait qu'un jeu. » Il eût été plus convenable de ne répondre à Leurs Majestés que par un respectueux silence; mais j'étais ivre de bonheur : qui ne l'eût pas été à ma place?... D'ailleurs, c'était la dernière faveur que la fortune m'avait réservée....

De quoi Leurs Majestés avaient-elles daigné me féliciter? Etait-ce de voir triompher la cause pour laquelle j'avais constamment combattu, et

sans déviation;... ou bien, parce que j'avais
et apprécié le mouvement qui devait ra
Paris sous le pouvoir des Bourbons..... Qu
en soit, les paroles bienveillantes que les r
ques daignèrent m'adresser ne firent pas u
pression passagère sur ceux qui les entendi
Long-temps après elles me furent rappel
le prince de Reuss : le comte de Bom
lieutenant-colonel au service du roi, m'e
tracé le souvenir dans une lettre qu'il eut o
de m'écrire : il était alors aide-de-camp du
de Schwartzenberg.

Par un des articles de la capitulation,
stipulé que les alliés occuperaient, le lend
les barrières, et que leur armée ferait
son entrée dans Paris, d'où les maréchau
tiraient avec armes et bagages, emmena
artillerie. Ces maréchaux purent quitte
gloire un terrain qu'ils avaient si long-te
si vaillamment défendu. Dans un comba
inégal, l'honneur avait soutenu seul la disp
tion de leurs forces. Que cet aveu de m
soit considéré comme dégagé d'adulati
comme entraîné par la force de la vérité!.
ne me suis jamais approché des ducs de 1

---

[1] De Trévise et de Raguse.

et de Trévise ; des considérations ne m'obligent donc pas à rendre une justice qui ne peut être déniée que par une méprisable forfanterie, ou par le besoin mal entendu de dissimuler des revers.

Quand j'ai démontré l'impuissance des efforts que Bonaparte aurait faits pour préserver Paris d'une invasion ou de sa ruine, j'ai prouvé combien il serait déraisonnable d'inculper la capitulation par laquelle le duc de Raguse sauva la capitale de son pays. J'aurais bien voulu voir les *héros improbateurs* dans la situation où les deux maréchaux furent placés : peut-être la courte description que j'ai donnée des deux journées aurait-elle été grossie par un plus grand nombre d'observations.

« Nous admettons, diront ces *grands capi-*
« *taines*, que le duc de Raguse ait été forcé d'a-
« bandonner Paris ; mais pourquoi a-t-il consenti
« à une cessation d'hostilités ? En continuant la
« guerre, si l'ennemi eût voulu sortir de Paris
« pour suivre le maréchal, cet ennemi aurait eu
« contre lui tous les désavantages que vous avez
« montrés réunis contre Bonaparte, s'il eût livré
« bataille entre Romainville et Paris. »

D'abord, on suppose ici que les alliés auraient laissé l'armée de Bonaparte faire tranquillement la marche de Fontainebleau à Paris.

On suppose que les alliés auraient pris un champ de bataille acculé à Paris, et qu'ils n'auraient employé contre cette capitale aucune mesure répressive. Voilà des suppositions bien gratuites : cependant, accordons que les alliés eussent commis toutes ces fautes : croit-on que l'armée de Bonaparte, dans l'état où elle était réduite, pouvait se promettre de battre deux cent mille hommes sur un terrain aussi dégagé que l'est celui des environs de Paris, abondant en postes qui appuyent une ligne, un mouvement, et donnent à celui qui sait les utiliser la faculté de porter des masses sur les points dont il juge que dépend la victoire.

Si ces avantages étaient les mêmes pour les deux partis, il restait toujours aux alliés celui qui était immense, de la supériorité numérique en infanterie, en cavalerie et en artillerie. Les arsenaux et l'armement de Paris venaient encore d'augmenter les moyens que les alliés avaient de contenir Paris en couvrant de bouches à feu les hauteurs qui le dominent, et en braquant des canons dans les principales rues.

Bonaparte dut renoncer à l'espoir de vaincre les alliés, dès le moment où il vit s'opérer la jonction de l'armée de Blücher à celle de Schwartzenberg. Par cette jonction, ses adversaires n'é-

taient-ils pas devenus plus formidables qu'ils ne l'avaient été derrière Arcis, où il n'eut à combattre qu'une partie de l'armée de Schwartzenberg, et où, cependant, malgré la valeur de ses troupes, les talens de ses généraux et son opiniâtreté personnelle, il ne pût parvenir à déboucher en présence de son ennemi. J'ai dit, et je l'affirme, que le corps de réserve des alliés n'entra point en action.

« Eh bien, poursuivra-t-on, s'il était trop chan-
« ceux pour Bonaparte de livrer bataille sous les
« murs de Paris, il se serait retiré au-delà de la
« Loire. Il aurait traîné la guerre en longueur,
« et le temps lui aurait donné gain sur ses en-
« nemis. »

Ce raisonnement est d'une absurdité qui ne souffre pas l'examen. Il est d'abord douteux que Bonaparte, suivi par une nombreuse cavalerie à travers un pays avantageux à cette arme, eut repassé la Loire sans avoir essuyé d'énormes pertes : d'ailleurs, quelle fatale impression n'aurait pas faite en France, sur tous les esprits, l'abandon de la capitale? Comment Bonaparte aurait-il recompletté son armée? Le recrutement au nord et à l'est était perdu : il ne l'était pas moins au midi par l'invasion des anglais et par l'occupation de Lyon, tombé au pouvoir des autrichiens.

Mais si, sous le rapport moral et politique, l'état des affaires de Bonaparte était désespéré, il ne l'était pas moins, vu militairement. Les troupes alliées restées sur la rive droite du Rhin auraient pénétré dans l'intérieur de la France; elles s'y seraient échelonnées, non-seulement pour assurer les subsistances et les retraites successives en cas d'échec, mais aussi pour comprimer toute espèce de tendance à nationaliser la guerre.

Les partisans de la maison de Bourbon se seraient armés en faveur de leurs antiques rois. Le monarque légitime aurait déclaré rebelle tout français qui aurait combattu contre ses drapeaux. Si le roi eût omis cette déclaration, les souverains alliés l'auraient proclamée. Les lois de la guerre auraient menacé Bonaparte lui-même, et nous avons eu l'occasion de remarquer plus tard qu'il n'était pas indifférent à cette menace.

La Bretagne, l'Anjou, le Maine et le Poitou, auraient indubitablement, à la voix de leur roi, reproduit leurs phalanges. Or, Bonaparte, qui, en Russie et à Leipsig, avait fait au cœur des français des plaies profondes, et qui saignaient encore, n'avait plus rien à attendre de leur dévouement : celui qui venait de rendre à Laon et à Arcis tous les français témoins de ses inutiles

efforts, aurait-il trouvé dans son génie le moyen d'anéantir tant de puissances conjurées contre lui?..... Non, je ne le pense pas. Le duc de Raguse agit donc en homme de guerre qui voit et combine les résultats, il agit en homme d'état qui aime son pays. Cette opinion tient à une conviction libre de toute influence. Je n'ai jamais eu de rapport avec ce maréchal, et je me persuade que ceux qui auront lu ces mémoires croiront avec moi que tant qu'il y aura des rois, je ne dois pas briguer les faveurs d'un maréchal. Les rois ont le droit de méconnaître les services; mais ceux qui les ont rendus sont assez récompensés, si on ne peut les leur contester.

Enfin, l'empereur et le roi de Prusse, après avoir parcouru, dans un majestueux silence, la ligne sur laquelle les bivouacs des troupes devaient être assis; après avoir contemplé cette ville immense, d'où s'étaient élancées jusqu'au sein de leurs états toutes les calamités qui ont désolé leurs peuples, les deux monarques allèrent prendre leurs quartiers. Pendant tout le temps qu'avait duré leur longue reconnaissance, aucun officier de la suite de Leurs Majestés n'avait pu remarquer dans leurs traits le moindre signe qui décélât l'orgueil du conquérant.

Le grand duc Constantin vint se loger dans

une des maisons les plus voisines de la barrière de Pantin. Il y fut bientôt entouré de plusieurs généraux qu'il avait admis à prendre des rafraichissemens avec lui. Aussitôt que j'entrai, Son Altesse impériale ordonna qu'on me servit le thé. Le ton de bienveillance avec lequel elle prononça et répéta l'ordre, ne me laissa plus douter qu'elle eût oublié le peu de mesure que j'avais gardé le matin, en l'assurant que dans la journée nous serions maîtres de Paris. D'ailleurs, ç'eût été bien mal connaître le grand duc que de le croire susceptible d'un ressentiment. Ce prince s'était bien aperçu que j'étais sorti peiné de ne m'être pas mieux observé; aussi vint-il aussitôt à moi, et me dit : « La journée a été chaude. L'empereur m'a « dit : *Où est donc Crossard? Je ne l'ai pas vu « de la journée.* — Où il est, Sire? il est en avant, « il se bat : il n'est pas de ceux qui restent der- « rière Votre Majesté. » Voilà ce prince, toujours prêt à faire valoir ses serviteurs !

La nuit fut employée à faire les dispositions qu'exigeait la pompe militaire qui devait entourer l'entrée des souverains dans Paris. Ils avaient voulu qu'elle fût imposante par la tenue régulière des soldats, par le bon ordre qui se ferait remarquer dans leurs rangs, en évitant surtout l'appareil insultant de la domination.

Le 31 mars, de grand matin, les gardes russes, prussiennes et badoises, composant avec les grenadiers et cuirassiers autrichiens l'armée de réserve, sous les ordres du grand duc Constantin, se formèrent en colonne sur la chaussée, en avant de la barrière de Pantin. Le signal de la marche est donné, et nous entrons dans Paris. Ce jour assurait le triomphe de la cause de nos rois; la France redevenait pour moi la France; ce jour fut le plus beau de ma vie!

Les cosaques de la garde impériale ouvrirent la marche.

Après les cosaques, venait le général Diebitch, quartier maître général de l'armée, à côté duquel je marchais avec un autre officier supérieur. Nous précédions le grand-duc Constantin qui s'avançait à la tête de son superbe régiment des gardes à cheval.

Immédiatement après ce régiment, paraissaient l'empereur et le roi de Prusse, suivis de leur état-major.

Les monarques avaient placé au milieu d'eux, et sur la même ligne, le généralissime, prince de Schwartzenberg. Par cette déférence les souverains voulaient que l'on vît que le commandement en chef des armées était confié à ce prince.

Les annales militaires des peuples ne nous

montrent point de situation d'un particulier vis-à-vis d'un empereur et d'un roi, égale à celle dont le prince Charles de Schwartzenberg fut honoré. Mais cette déférence n'était pas seulement accordée au rang éminent auquel il était élevé : elle était encore décernée aux qualités supérieures qui caractérisaient Schwartzenberg. Sang-froid imperturbable dans les combats, sagesse dans les conseils, valeur héroïque, excellence de cœur, profonde érudition militaire, grandeur d'ame, modestie, et homme de bien par dessus tout : tel était le prince de Schwartzenberg.

Parmi les généraux autrichiens on distinguait le prince Louis de Rohan. Le droit que ce prince avait acquis d'être compté parmi les vainqueurs qui venaient de relever le trône abattu de ses rois ; ce titre, disons-nous, aurait ajouté à l'illustration de son nom, si les siècles qui nous ont précédé, laissaient à un Rohan le pouvoir d'ajouter à cette illustration.

Cependant la colonne s'avance ; à son approche, la barrière tombe ; nous entrons dans la rue du faubourg Saint-Martin. Si nos yeux sont frappés à la vue de l'immense population qui garnit les fenêtres et les balcons des maisons : notre esprit l'est bien plus du silence profond qui règne de toutes parts. Ce silence, la majesté des souverains

le commandait dans nos rangs : mais qui l'imposait à cette multitude ? L'aspect redoutable de cette longue colonne, son épaisse forêt de bayonnettes, le parfait outillement de son artillerie, la vigueur de ses chevaux, la large poitrine de leurs cavaliers, l'air martial de tous ces soldats du nord. Quelle étonnante tenue après une campagne d'hiver ! de quelle magnificence n'était pas la pompe simple, mais si militaire qui environnait les deux monarques.. !

La belle figure d'Alexandre, la haute stature du roi de Prusse, son maintien tout guerrier, fixaient les regards qui d'abord s'étaient concentrés sur le grand-duc Constantin. Tous les yeux avaient cherché à pénétrer le prince, qu'on leur avait souvent peint sous les formes les plus sévères. Sa manière de se tenir à la tête d'une troupe, inspirait à ceux qui le voyaient le désir de le revoir encore ; et leur conseillait de ne pas s'écarter des bornes de la soumission.

Nous parvînmes jusqu'à la porte Saint-Martin sans que le moindre changement fût survenu dans cette silencieuse attitude. Mais nous avions à peine débouché sur le boulevard, qu'un cavalier vêtu en habit bourgeois vint au-devant de nous ; l'air de connaissance dont il aborda le général Diebitch, me fit demander son nom : c'était le

comte de Modène. Bientôt après parut le vicomte de La Rochefoucault vêtu de la même manière. Il tenait une baguette au bout de laquelle un mouchoir blanc était attaché; il s'arrête devant nous et crie : *vive Alexandre! vivent les alliés, vivent les Bourbons :* ce cri fut électrique : c'est alors que les acclamations répétées *vivent les alliés, vivent les Bourbons*, retentirent de tous côtés, et l'on peut présumer que l'on dut en grande partie le succès politique de cette mémorable journée, au dévouement et à l'ardent enthousiasme du vicomte de La Rochefoucault, et de plusieurs autres royalistes, qui se distinguèrent par la courageuse manifestation de leurs sentimens.

Il eut été inconvenant de notre part de répondre à ces cris : mais en passant devant un grouppe de dames, je leur fis remarquer le brassard blanc que nous portions, en leur disant : « Mesdames, ani« mez vos maris : donnez de l'élan à vos amans. » Certes, jamais moment n'avait plus fortement provoqué la contre-révolution. J'appelai l'attention du général Diebitch sur l'enthousiasme avec lequel nous étions reçus, et sur l'opinion qui se prononçait si vivement en faveur des Bourbons. « Oui, répondit Diebitch, et dès ce soir il faut « compromettre Paris. » Telles furent ses expressions, je n'y change pas un mot. J'ignore ce que

le général entendait par ses paroles ; *dès ce soir il faut compromettre Paris :* je ne lui en demandai pas l'explicaation : mais personne n'ignorait que Diebitch était honoré particulièrement de la confiance de l'empereur Alexandre.

La tête de la colonne eut ordre de faire halte à la hauteur de l'église neuve de la Madelaine, afin de faire serrer la queue. Lorsque tous les corps eurent pris leurs distances, les souverains allèrent se placer au milieu de la grande avenue des Champs-Élisées. Les troupes défilèrent, devant Leurs Majestés, dans l'ordre où elles avaient marché ; et chaque corps se rendît au quartier qui lui avait été destiné.

Je n'ai pas cru devoir parler de l'empressement que les hommes de toutes les classes avaient mis à s'approcher des souverains, de la galanterie avec laquelle ces princes avaient accueilli les dames qui les avaient abordés. Trop de livres ont été chargés de ces descriptions étrangères d'ailleurs â mon sujet.

Les alliés sont dans Paris : les deux monarques, le grand-duc Constantin, les princes de Prusse, le prince royal de Wurtemberg, le généraissime prince de Schwartzenberg occnpent les palais qui leur ont été préparés : ils ne combattront plus. Ici doit se terminer la campagne de 1814. Ce

n'est plus à moi à rapporter ce qui va se passer dans la capitale de la France ; assez d'autres peindront les intrigues politiques, l'agitation des partis, les craintes, les espérances, et surtout, les moyens qui seront employés pour prouver au prince que le trône attend, *quel qu'il soit*, que l'on *fît tout pour lui*.

Ma tâche serait donc accomplie si je ne devais ajouter que, dès le lendemain, je reçus du grand-duc Constantin l'ordre d'aller reconnaître la position, dans laquelle on placerait les troupes si Bonaparte venait de Fontainebleau nous attaquer. L'ordre était bref : son exécution était pressante. Mais il n'est pas de militaire qui n'en discerne les difficultés : comment, en si peu de temps, un seul officier pouvait-il explorer assez tous les détails d'un terrain pour en asservir les accidens aux combinaisons qu'exigeait le but que l'on se proposait. Il y a donc de la témérité à livrer ici à un examen critique des incorrections qui auraient pu être redressées, dans le moment même où les troupes auraient été placées. Mais j'ai consenti à tout sacrifier jusqu'à l'amour propre, à la vérité des faits et aux avantages qui, dans la suite, peuvent en résulter. Si les circonstances venaient à se reproduire, la marche que je me traçai quelque défectueuse qu'elle pût

être, éclairera sur celle qu'auront à tenir les officiers chargés de la commission qui me fut confiée; et les fautes que j'aurai commises leur indiqueront la route qu'ils devront suivre pour les éviter. [1]

[1] *Voy.* Pièces justif., cette reconnaissance.

CHAPITRE LXIV.

Cérémonie expiatoire sur la place Louis XVI. — Arrivée de Monsieur, du Roi, et de la famille royale à Paris. — Le roi donne de nouvelles institution. — Convenaient-elles aux français? — Départ des alliés. — Congrès à Vienne en Autriche. — Débarquement de Bonaparte en France. — Le roi se retire dans les Pays-Bas. — Marche des alliés. — Défaite de Bonaparte. — Retour du roi dans Paris. — Il maintient les institutions. — Leur danger.

Les souverains alliés ne pensèrent pas que la conquête de Paris dût être le terme de leur noble croisade. Ce ne fut point assez pour eux d'avoir assuré par la force de leurs armes le retour de l'héritier légitime d'un trône teint de sang, il leur restait encore un *pieux et saint* devoir à remplir. Ils devaient un holocauste aux mânes de l'infortuné monarque sur lequel des hommes, voués à l'exécration des siècles, avaient porté leurs mains sacrilèges. Ils devaient reconcilier le ciel avec la terre sur laquelle l'Éternel semblait depuis vingt ans épuiser sa colèrer. Il fallait, enfin, purifier le lieu d'horreur où s'était consommé le plus monstrueux des crimes, l'assassinat d'un roi. C'était à la religion à consacrer cet acte : les monarques ordonnèrent donc qu'un

autel fût élevé sur la place qu'on eût à jamais appelé la place d'horreur, si elle ne se fût rachetée par le nom de Louis XVI. Lorsque les troupes formées en colonne furent arrivées aux points qui leur avaient été indiqués, et que les souverains eurent pris place près de l'autel, les prêtres célébrèrent l'office *expiatoire*. La garde nationale eut ordre d'y assister; elle fut rangée au milieu de ces nombreux soldats qui lui *imprimaient* un saint recueillement et des regrets. Les troupes défilèrent ensuite devant les monarques, et cet acte fut le dernier où Leurs Majestés se montrèrent imposantes au peuple parisien. Les souvenirs que cette lugubre cérémonie avait éveillés remplissaient toutes les ames d'amertume; ils devaient être heureusement bientôt dissipés par un événement précurseur de bonheur. La prochaine arrivée de Monsieur, frère du Roi, allait montrer un prince que l'impatience attendait. On ne s'occupait plus que du moment où Son Altesse Royale paraîtrait : ceux qui l'avaient connu faisaient des vœux pour que rien ne fût changé dans le prince, tout en redoutant cependant les traces que de longs malheurs devaient avoir empreintes sur ses traits. Ceux qui n'avaient jamais vu Son Altesse Royale étaient impatiens de juger la vérité du portrait séduisant que l'on avait constamment mis sous

leurs yeux. Ils voulaient juger si tant de grâces se trouvaient en effet réunies à tant de bonté.

L'entrée de Monsieur dans la capitale est fixée au 12 avril, et il est décidé que Son Altesse Royale passera la veille au château de Livri. J'exprimai au grand-duc le désir d'aller rendre au prince des hommages que je lui devais, à tant d'égards : je fus annoncé par le comte François d'Escars [1] et par le comte de Trogoff avec un empressement qui me fit présager le favorable accueil que j'allais recevoir. Cet espoir ne fut pas déçu : au sortir de son appartement, Monsieur vint à moi, et, avec cette grâce pleine d'enjouement qu'on lui connaît sans pouvoir l'exprimer, il me tendit la main. Tant de bonté me transporta, et je m'estimais heureux d'être né le sujet d'un prince de qui il semblait que j'avais tant à espérer. Un zèle trop ardent ne permet plus de réflexion; je m'abandonnai donc sans réserve à l'exposé des moyens dont la victoire nous rendait maîtres pour fixer irrévocablement le calme et le bonheur en France. Dans cette intention, toujours observateur du caractère national, je ne craignis pas de

[1] J'avais été chargé par le grand-duc d'introduire auprès de lui le comte François d'Escars, qui venait de changer de chevaux à une maison de poste où était logée Son Altesse Impériale.

dire à Son Altesse Royale : « Monseigneur, nous devons être continuellement la botte au pied et l'épée au côté. » Ce n'est en effet que par les armes que l'on peut contraindre un peuple turbulent à jouir du repos qui seul le rend heureux. J'ajoutai de plus : « Et ne jamais perdre de vue que ce peuple veut être gouverné avec une verge de fer recouverte de velours. » N'était-ce pas ainsi que Bonaparte l'avait maintenu : c'est un régime auquel il était accoutumé, et dont le gouvernant comme les gouvernés se trouvaient fort bien; mais les Bourbons ne connaissent pour gouverner que des rênes de velours : dignes par la plus brillante valeur de ceindre l'épée que leur légua le grand Henri, ils n'ont point trouvé dans les dépouilles de Louis XIV l'habit de chasse que portait ce roi magnanime le jour où il parut au milieu d'un parlement rebelle [1].

L'entrée de Monsieur dans Paris fut triomphale; les poètes l'ont chantée, les orateurs l'ont célébrée : ma voix est trop faible pour se mêler à ces accens.

L'enthousiasme qu'excitait dans Paris la présence de Monsieur, ne devait être que le prélude de celui dont l'arrivée du roi, de Madame royale

[1] Le roi parut, s'assit, parla..... Le parlement s'inclina.... se tut.... et obéit.

et des princes fils de Monsieur, devait remplir la capitale. Les Français, en revoyant ces illustres rejetons de leurs antiques rois, parurent être remontés tout-à-coup vers leur première origine; l'amour du roi et des princes de son sang, semblait être redevenu le premier de leurs sentimens; les longs malheurs qui avaient accablé cette royale famille, avaient retrouvé le cœur noble, sensible et généreux des anciens Francs. On sut gré au duc d'Angoulême de la conduite hasardeuse qui avait marqué son entrée sur le territoire Français. Ce prince, bravant tous les dangers pour arriver à Bordeaux, avait fait plusieurs lieues accompagné seulement du duc de Damas. On devrait croire que la fortune s'était plue à accumuler sur ceux qui portaient le nom de Damas toutes les illustrations dont la félonie avait dépouillé les hommes que le sort avait fait naître dans le rang le plus élevé. Si un Damas ne combattait plus pour son roi, il partageait l'exil ou les dangers des princes de son sang. Ainsi le comte Etienne, après avoir fait les campagnes de Hollande, à la tête de la légion de son nom, était passé à l'armée de Condé, d'où il fut appellé auprès du duc d'Angoulême qu'il n'a plus quitté. [1]

[1] *Voy.* Pièces justif. la note concernant le duc de Damas, en 1815.

Le duc de Berri, que menaçait une si grande infortune, avait précédé de quelques jours son auguste frère. Il était impossible de se montrer aux Français sous des formes qui fussent à leurs yeux plus en harmonie avec les temps. Tout était martial en ce prince, son ton, ses gestes, son allure, ses manières, sa tenue ferme en selle et sur ses étriers, et plus encore sa loyale franchise, qui, même au milieu de quelque brusquerie, décelait l'excellence de son cœur. Tout est oublié, avaient dit et le roi et les princes, en mettant le pied sur le sol de la patrie. Je ne sais pas comment la postérité pésera dans sa balance la justesse de cette généreuse abnégation; mais il est incontestable que toutes les actions de la famille royale prouvèrent que cette pensée dirigea toutes leurs actions : félons, déloyaux, ingrats, rébelles et serviteurs fidèles, tous trouvèrent dans le monarque et les princes la même expression de bonté; et s'il exista quelques nuances, elles furent à l'avantage de ceux qu'il fallait ramener à l'obéissance. Pour moi, si le titre de mémoires que je donne aux souvenirs que je publie, m'autorisait à dire ce qui me fut personnel, je devrais avouer que nul ne vit l'avenir lui apparaître sous de plus rians auspices. Admis devant le roi, sous l'uniforme russe, jamais bonté royale ne put être plus expansive. Une anecdote suffit pour me

rappeler au roi : j'avais à Coblentz soumis aux princes une lance qui s'alongeait et se reployait à volonté, de manière à n'être plus que de la longueur de la canne que les sergens portent en Autriche. Chaque soldat devait en être muni, et la tenir sous les armes, attachée, ainsi que le font les sous-officiers que j'ai cités. « Oh ! je me le rappelle fort bien, dit le Roi ; mais nous avons l'un et l'autre bien vieilli. — Sire, répondis-je, aujourd'hui je n'ai que vingt ans. » Le Roi se mit à rire, et Sa Majesté daigna me retenir long-temps. Enfin, je sortis plein de joie et riche d'espérance. Je ne devais pas être moins bien traité chez monseigneur le duc de Berri. J'avais attendu avec le général Pozzo di Borgo que le prince fût de retour d'une de ses courses du matin. Dès que Son Altesse Royale entra dans son appartement, suivie seulement du comte de la Ferronais, elle dit en m'apercevant et avant d'être arrivée à moi : « Je sais, monsieur, tous les services que vous avez rendus à notre cause.... » Et il est certain que Son Altesse Royale ne cessa jamais d'en agir envers moi comme en étant vraiment convaincue..... Et nous l'avons perdu !.... Quel français, même celui qui lui fut le plus opposé, ne s'écriera pas avec moi : O douleur !.... Enfin, pour ajouter le dernier trait à un tableau sur lequel j'ai peut-être déjà trop long-

temps arrêté les yeux du lecteur, dirai-je que jamais bienveillance ne fut plus prononcée que celle avec laquelle monseigneur le duc d'Angoulême daigna me recevoir dans une assez longue audience particulière..... Devais-je chérir mon pays?.... Combien ne me devenaient pas précieux les dangers et les travaux qui avaient rempli vingt ans de combats!

Mais pendant que le roi et les princes de sa maison annonçaient aux français des temps plus paisibles et plus heureux, Bonaparte avait quitté la France qu'il avait trop long-temps alarmée; et une nouvelle armée, conservatrice de la gloire de celle qu'elle remplaçait, promettait aux Bourbons un règne fort sous l'égide de sa fidélité et de son courage.

Quant aux monarques alliés, heureux d'avoir rétabli le plus antique trône des rois, ils ne s'étaient pas bornés à consolider, par leur présence dans Paris, le triomphe de la plus noble cause, ils avaient distribué des récompenses à ceux de leurs guerriers qui avaient fixé leurs regards. Je reçus des mains du grand duc Constantin l'ordre militaire de Bavière et celui de Léopold d'Autriche. J'ai déjà eu l'occasion de faire connaître combien il était précieux d'être admis dans un ordre autrichien; mais chevalier de Marie-Thé-

rèse depuis quinze ans, honoré dans la dernière campagne des ordres militaires de Prusse et de Russie, après de sanglantes et décisives batailles, je craignis, en voyant le nouveau rang où l'empereur daignait me placer, que ma conduite n'eût trouvé devant Sa Majesté que de faibles mérites. Je ne dissimulai ni mes craintes, ni mon affliction au généralissime [1]. Cet excellent prince me comprit; il parut partager mes peines, mais il me parla des bontés de l'empereur. Ces bontés étaient encore profondément gravées dans mon ame; je crus donc avoir des torts, et je ne me plaignis plus que de moi seul.

Cependant, le funeste amour-propre qui, dans la vie, produit de si grands égaremens, relevait tant, à mon avis, les circonstances qui m'avaient favorisées à l'époque de l'ouverture de la campagne et pendant son cours, que je crus devoir m'abstenir de me montrer devant l'empereur Alexandre, pour ne pas paraître en briguer le prix. Cet éloignement fut remarqué de l'empereur; et le grand duc m'apprit un jour que Sa Majesté lui avait dit : « Que fait donc Crossard, je ne l'ai pas vu depuis que nous sommes ici. » Enfin, le moment de quitter Paris arriva pour

[1] Prince de Schwartzenberg.

les alliés : les monarques me permirent de prendre congé de Leurs Majestés, et le grand duc consentit à ce que je ne partisse pas avec l'armée russe. Je fus chargé de veiller à l'exécution de l'article du traité par lequel le roi s'était engagé à faire rejoindre les déserteurs russes qui resteraient en France. Je donnai de vifs regrets au départ du grand duc et de mes compagnons d'armes; mais je n'avais encore pris aucun parti sur ma future existence. Si un espoir de fortune me sollicitait à quitter ma première patrie, des sentimens plus généreux venaient m'y rattacher. Je ne doutais pas que la France ne devînt plus florissante sous le règne des Bourbons; et je voyais avec une espèce de fierté que j'étais du nombre de ceux qui leur avaient ouvert les portes de Paris. Tout promettait, en effet, la prospérité; et qui aurait pu en douter, quand le roi le plus savant de son siècle avait, pendant de si longues années, mûri dans le silence les formes à donner au gouvernement qu'il crut le plus propre à enchaîner cette prospérité. Envain l'homme le plus versé dans l'histoire de la nation, le plus grand observateur de l'esprit et du caractère national, aurait-il prétendu opposer les autorités les mieux fondées aux conceptions de Louis XVIII : l'opinion générale en eût fait jus-

tice, et l'eut contraint de se taire devant le génie du roi. Envain Lycurgue et Montesquieu auraient-ils soutenu que le peuple français, léger, inconséquent, irréfléchi, controversiste par vanité, jaloux de faire briller son esprit aux dépens de la justesse des idées, porté par caractère à l'indépendance, était, de tous les peuples, le moins propre à être appelé à participer au gouvernement, et encore moins à délibérer des lois qui doivent être méditées dans le calme, discutées avec sang froid, pesées avec gravité, et, enfin, émises sans passion; Louis XVIII avait proclamé le contraire; l'esprit vaste et pénétrant du roi était exempt d'erreur. Au reste, le roi, l'homme peut-être de son temps qui sut mieux l'histoire, n'ignorait pas que jamais des assemblées délibérantes n'avaient été réunies sans que la France n'en fut ébranlée. Il savait que Henri IV ne s'était placé au milieu des états de Rouen que l'épée au côté et en les menaçant [1]. Il savait de plus que,

[1] «..... Je ne vous ai point appelé ici comme faisaient « mes prédécesseurs, pour vous obliger d'approuver aveu-« glément mes volontés; je vous ai fait assembler pour « recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, « en un mot, pour me mettre en tutelle entre vos mains. « C'est une envie qui ne prend guère aux rois, aux

malgré la crainte que ce grand roi inspirait à tout parti rebelle, Sully n'en avait pas moins conjuré son maître de renvoyer les agitateurs qu'il avait appelés autour de lui, s'il ne voulait pas qu'ils le renvoyassent lui-même. Eh bien! puisque Louis XVIII créait des chambres avec lesquelles il consentait à partager l'autorité royale, en dépit de ces grandes leçons, tout promettait à la France que le roi possédait le secret de commander aux agitations et de régner tranquillement au milieu du trouble.

Les premiers hommes que le suffrage de leurs compatriotes députa auprès du roi se montrèrent dociles aux intentions du maître ; ils parurent convaincus qu'ils ne devaient être que des sujets reconnaissans envers le souverain qui, dans les vues de faire le bien de son peuple, voulait s'entourer de leurs conseils, et consentait à leur déléguer une portion de sa puissance. Malheureusement, en leur faisant cette dernière concession, le roi, à qui cependant rien n'échappait, ne remarquait pas que l'homme s'efforce toujours d'é-

---

« barbes grises *et aux victorieux comme moi.* Je viens « m'asseoir au milieu de vous, mais, ventre saint-gris, « *l'épée au côté.* »

tendre le cercle dans lequel on a cru pouvoir le circonscrire. Tout présageait donc l'âge d'or à la France ; et à moi une brillante carrière dans ma patrie. C'en était assez sans doute pour me faire céder aux instances de ceux qui ne voulaient plus me voir passer les frontières. Ce fut aussi par l'entraînement des sentimens qu'ils échauffèrent en moi, que je me décidai à prier l'empereur de Russie de m'accorder ma démission [1]. Cette résolution exigea un grand effort sur moi-même, au moment où une lettre que m'adressait le grand-duc Constantin était un nouveau gage des bontés dont il me comblait. Après m'avoir parlé de son arrivée à Pétersbourg, Son Altesse impériale ajoutait : « La première division de cavalerie de la garde fit hier son entrée dans la capitale : Crossard y manquait. » — Que de choses obligeantes dans ce peu de mots.

Bientôt le bruit se répand qu'un congrès des souverains alliés va s'assembler à Vienne pour y régler les grands intérêts dont l'étonnant succès de leurs armes les a rendus uniques arbitres. Jamais occasion ne pouvait me devenir plus favorable pour m'acquitter des devoirs que me commandait impé-

[1] *Voyez* Pièces justificatives, la lettre écrite par le prince de Wolskonski.

rieusement la plus profonde reconnaissance ; jamais je ne pouvais trouver de moyen plus convenable pour revoir des lieux qui ne pouvaient cesser de m'être chers ; je n'hésitai donc point à partir pour l'Autriche. Je ferai remarquer ici que le comte Dupont, ministre de la guerre, n'avait point oublié que nous fûmes compagnons et d'armes et d'études. Aussi, tout en me pressant d'obéir à la volonté du roi, qui rappelait ses sujets servant sous des drapeaux étrangers, le ministre s'était-il obligé à reconnaître le grade dont je serais revêtu. Ce fut sous cette garantie que j'arrivai à Vienne. La Cour s'était alors dépouillée de sa noble simplicité pour déployer la pompe imposante qui ne pouvait être séparée du plus ancien empire de l'Europe. La réunion de tous les rois dans le palais des empereurs d'Autriche devait marquer le règne de François II dans les annales du monde : aussi ce monarque voulût-il que sa magnificence égalât la grandeur de l'époque. Les souverains et les princes du sang, étrangers, eurent leurs appartemens dans le château de l'empereur. Non seulement les voitures et les gens de la cour furent donnés aux personnes de leur suite ; mais toutes les dépenses furent également aux frais du trésor. On a publié dans le temps l'état des personnes attachées aux

monarques et à ces princes : on peut dire que chacun d'eux eut sa cour composée, non seulement de ses officiers, mais encore de ceux que l'empereur attacha à leur personne, en qualité de chambellans et d'aides-de-camp. Les fêtes qui se succédaient donnaient chaque jour un nouvel éclat à cette magnificence. Si les grandes affaires qui se traitaient venaient rembrunir les matinées; les jeux qui faisaient le charme des soirées, dissipaient les nuages dont la politique avait chargé l'atmosphère. Deux ministres, le prince de Metternich et le comte de Nesselrode, étaient le pivot de cette machine diplomatique sur laquelle on faisait tourner l'Europe. Ils provoquaient les grandes agitations dont la puissance de leur maître devait également les rendre les régulateurs. Un troisième personnage semblait devoir, par ses antécédens, donner les impulsions que les deux ministres dirigeans voulaient imprimer à la marche des affaires; c'était le prince de Talleyrand, délégué par le roi de France. Mais si ce diplomate était porté, par de grands talens, au rôle que lui confiait son souverain, était-il bien l'homme des circonstances? Louis XVIII n'avait alors pour lui que l'ancienneté de son nom et la force de son génie. Ces moyens, mis dans les mains de M. de Talleyrand, pouvaient-

ils compenser la défaveur qu'il devait avoir aux yeux des ministres étrangers. Parlant naguère au nom d'un dominateur arrogant, le prince de Talleyrand avait nécessairement dû, dans la volonté de son maître, froisser souvent des négociateurs qui, dans le moment présent, se trouvaient appuyés par la prépondérance des armes dont leurs souverains avaient dépouillé Bonaparte. D'ailleurs, quoique l'homme de génie saisisse la route que lui trace chaque situation de la vie, celle que M. de Talleyrand avait suivie jusqu'alors ne devait-elle pas trop différer de celle qu'il devait prendre dans les circonstances pour qu'il y marchât sans faire de faux pas? En tout état de choses, il ne parut pas que de grandes dissidences séparassent les négociateurs. On sut pourtant que, dans la répartition des partages, la Russie et la Prusse, d'accord dans le cabinet autant qu'elles l'avaient été sur les champs de bataille, élevaient une prétention qui, soutenue avec opiniâtreté, pouvait amener de désastreux événemens. On publia que les deux monarques amis voulaient effacer la Saxe de la liste des puissances et confisquer ses états au profit de la Prusse. C'était bien ainsi qu'un empereur d'Autriche avait autrefois dépouillé la branche Ernestine de Saxe, pour enrichir la branche Albertine. Au reste,

totalement étranger aux mouvemens des cabinets, par ma situation, je n'écris aujourd'hui que ce qui était alors devenu public.

Le roi de Saxe n'avait point été invité au congrès : mais la France et l'Autriche défendirent ses intérêts : l'empereur d'Autriche en fit sa cause particulière. Il me fut rapporté que les deux empereurs étant près du foyer, au manège de la cour, où ils assistaient à une répétition de carrousel, Alexandre avait dit à l'empereur François : « Eh bien, Sire, Votre Majesté ne veut donc « pas en finir avec la Saxe? » A quoi le monarque autrichien avait répondu : « Non, Sire, je ne « consentirai jamais à consacrer des principes « qui mettraient en danger ma couronne et celle « de Votre Majesté. » Cependant ces tracasseries s'aplanirent ; la Saxe ne souffrit qu'un déchirement partiel, assez juste quant à son roi, puisqu'il était resté le dernier ennemi de la coalition, mais trop sévère pourtant, puisque les troupes saxonnes s'étaient séparées des aigles de Bonaparte. Cet auguste congrès ne laissa donc point après lui de sinistres souvenirs : mais quel est le temps qui fut exempt de douleur? Un deuil général fut répandu par la perte d'un de ces hommes dont la nature est avare, et qu'elle semble ne produire

que pour mettre en évidence que le génie rapproche l'homme de la divinité : la mort enleva le prince de Ligne aux nombreux amis dont il faisait le bonheur, après avoir fait l'admiration des grands, captivé l'amour des soldats, et excité l'enthousiasme des peuples. Je me garderais bien d'essayer l'éloge de ce prince, la postérité s'en chargera : je doute, néanmoins, que le panégiriste le plus éloquent puisse le tracer plus énergiquement que le prononça une femme jeune, aimable et spirituelle : « Le plus beau monument « de l'Autriche, dit-elle, vient de s'écrouler..... « Le prince de Ligne est mort. »

Jamais pompe funéraire ne fut plus majestueuse. Tout ce que les nations avaient d'illustre s'était réuni autour du cercueil de ce prince. Mais, comme si tous les genres de solennités eussent dû concourir à rendre cette époque imposante pour la recommander plus fortement aux temps, une autre cérémonie guerrière vint succéder à la pompe funèbre d'un feld-maréchal. Le peuple avait pu voir comment étaient honorés, chez un peuple guerrier, les restes d'un héros ; un puissant monarque voulut que ce même peuple connût tout l'éclat dont il couvrait la valeur. L'empereur de Russie voulut célébrer la fête de l'ordre de Saint-Georges. Sa Majesté demanda

donc à l'empereur d'Autriche de trouver bon qu'elle réunît tous les chevaliers qui se trouvaient à Vienne. Le nombre des convives fut de trente-cinq, parmi lesquels on remarquait deux empereurs et deux rois [1]. Les statuts de l'ordre de Marie-Thérèse confèrent également aux chevaliers l'honneur d'être admis à la table du grand maître [2] le jour de la fête de l'ordre : de pareilles institutions, vraiment chevaleresques, sont bien capables d'exciter celui que son heureuse étoile a lancé dans la carrière de la gloire, à braver mille fois la mort pour cueillir enfin le laurier qu'il est assuré d'échanger contre la croix de l'ordre.

Le temps ainsi varié s'écoulait rapidement, surtout pour moi livré à toutes les affections qui rendent l'homme heureux, si toutefois il peut l'être. La fin du congrès approchait, et le grand-duc Constantin parlait de quitter Vienne : c'était aussi mettre un terme à mon séjour ; car sous l'uniforme d'officier général russe, j'avais été depuis le jour de mon arrivée compris dans la suite

---

[1] Le roi de Prusse et le roi aujourd'hui régnant de Wirtemberg.

[2] L'empereur est grand-maître né de l'ordre.

de Son Altesse Impériale, malgré la lettre [1] qui m'avait annoncé que Sa Majesté l'empereur avait accepté la démission que j'avais demandée de Paris : mais cette lettre ne m'était pas parvenue, et ce ne fut qu'à Vienne que j'en reçus le double. Le parti que j'allais prendre restait donc incertain, et les circonstances avaient rendu ma position difficile dans le cas où j'aurais voulu me fixer au service étranger. On se rappellera qu'au moment de partir pour l'armée russe en 1812, j'avais écrit au ministre de la guerre à Pétersbourg [2] : que je ne pouvais renoncer pour toujours au service d'Autriche, et on a vu aussi que l'archiduc Ferdinand avait bien voulu rester dépositaire de cet engagement. Il faut cependant dire ici qu'il eût été fort incertain si l'empereur François eût voulu m'admettre de nouveau dans son armée, car ce monarque voit avec mécontentement que l'on quitte ses drapeaux. En second lieu, j'avais reçu tant de témoignages de bienveillance de la part de l'empereur de Russie et du grand-duc, que ma reconnaissance était fortement engagée. Ainsi, en restant à l'un des deux

[1] *Voyez* Pièces justific., lettre écrite par le prince de Wolkonsky.

[2] *Voyez* vol. IV, page 337.

services impériaux, je ne pouvais éviter de paraître ou ingrat ou peu fidèle aux engagemens que je prenais. Cependant mon hésitation cessa, et la veille du départ du grand-duc je me déterminai à lui faire connaître ma résolution.

Un très-petit nombre de personnes avait eu, ce jour là, l'honneur de dîner avec Son Altesse impériale ; tous s'étaient retirés, et je causais avec le prince Léopold de Cobourg, dans une embrâsure de croisée. Le grand-duc vint à nous, et demanda ce que nous disions. — « Je disais, monseigneur, au prince, que jamais moment ne fut plus pénible pour moi, puisque je dois déclarer à Votre Altesse Impériale l'obligation où je me vois de la supplier de me permettre de la quitter. » — « Si c'est pour votre bonheur, me dit ce prince, je vous suis trop attaché pour m'y opposer; mais avez-vous bien fait attention à ce que vous allez faire? Observez-vous que vous allez vous retrouver parmi des hommes dont vous n'avez plus les mœurs, et qui vous parleront un langage que vous n'êtes point accoutumé d'entendre.... D'ailleurs, dans quelle position gênée allez-vous vous placer? N'oubliez jamais ce que vous devez à ce pays (l'Autriche); souvenez-vous que tout ce que vous êtes, vous ne l'êtes que par lui, et quant à nous-mêmes (les Russes),

je pense que vous ne vous battriez pas avec plaisir contre nous. » Le grand-duc porta la bienveillance jusqu'à ajouter : qu'il croyait qu'auprès de sa personne je ne m'étais jamais considéré que sous le rapport d'un ami. » Enfin, ce fut dans de pareils termes que continua et se termina, toujours en présence du prince Léopold de Cobourg, cet entretien si pénible pour moi, et dont le souvenir m'attriste encore. Le lendemain, quand le grand-duc revint de chez l'empereur de Russie, dont il avait pris les derniers ordres, il me fit entrer dans son intérieur, où il m'adressa ces paroles. « L'empereur vient de me dire : Dites à Crossard que c'est un fou de nous quitter ; car avec son caractère, c'est chez nous qu'il fera la plus grande fortune : je vous donne ma parole d'honneur que vous aurez une terre. » Mais si tant de bienveillance ne pouvait changer ma résolution, combien l'intérêt devait-il être impuissant ? Au moment où le grand-duc allait monter en voiture, la salle s'était remplie de personnages venus pour offrir leur dernier hommage à Son Altesse Impériale. Quand le prince eut dit un mot à chacun, il se tourna de mon côté, et après avoir dit à haute voix : « Adieu, Crossard, je vous remercie de tous vos bons services », Son Altesse Impériale m'embrassa, em-

portant avec elle et mes regrets et ma fortune. Ce n'eut point été assez d'avoir reçu tant de témoignages publics de la satisfaction d'un prince qui m'était si cher, j'en avais obtenu de Son Altesse Impériale des preuves écrites. [1]

Je ne dus plus penser qu'à prendre congé de la famille impériale de Russie. Quand je vis l'empereur, Sa Majesté me demanda : « Êtes-vous bien sûr d'être employé dans votre pays ? » Et cette demande, l'empereur la répéta à plusieurs reprises. Lorsque je dis qu'il était de mon devoir d'aller rendre des services à mon roi, il voulut bien me dire : « Vous m'en avez rendu de bons, mon général. »

La grande-duchesse Catherine me témoigna la même sollicitude sur mon sort ; elle demanda, ainsi que l'empereur : « Êtes-vous bien assuré qu'on vous employera dans votre pays ? » Je m'étais fait présenter à cette princesse le jour de Sainte-Catherine. « J'avais attendu, lui dis-je, pour être présenté à Votre Altesse impériale le jour qui rappelle le nom qu'elle porte d'une manière si digne de lui »..... et beaucoup de gens le penseront avec moi. La grande-duchesse me répondit : « Mon frère Constantin et l'archiduc Charles m'avaient

[1] *Voyez* Pièces justificatives, l'attestat

parlé de vous. » Cette grande princesse m'ordonna de voir, de sa part, madame la duchesse d'Angoulême, pour laquelle elle paraissait avoir une estime particulière.

Je n'aurais point eu l'honneur d'approcher l'impératrice, sans une circonstance qui me devint favorable. J'étais seul avec le roi de Bavière lorsque l'impératrice ouvrit la porte de l'appartement sans avoir été annoncée. Sa Majesté voulut se retirer, en croyant sans doute que le roi était occupé ; mais le monarque lui dit aussitôt : « Entrez, ma sœur ; c'est un russe : ne le connaissez-vous pas? » Et le roi me nomma. Il fit plus encore ; il demanda à l'impératrice de permettre que j'allasse prendre congé d'elle ; et Sa Majesté voulut bien m'indiquer une heure pour le surlendemain. Quel ange, dit le roi à demi voix, quand l'impératrice nous eut quittés. Je vis à l'accueil favorable que me fit le roi combien ce prince était disposé en faveur des Français, et je dus le long entretien dont il m'honora à cette qualité. Sa Majesté me parla beaucoup de l'importance dont il était pour les rois de récompenser généreusement les hommes qui les servaient bien. Il observa surtout que les honneurs ne suffisaient pas, s'ils n'étaient pas soutenus par des richesses : Sa Majesté appuya son opinion sur l'un de ses actes royaux : j'ai fait, dit

le monarque, Wrède prince, mais je lui ai donné cent mille livres de rente!...

Trop de devoirs me pressaient de rendre mes derniers hommages à Sa Majesté Prussienne, pour que je négligeasse d'être admis devant ce monarque dont l'héroïque valeur avait si souvent frappé mes yeux et enchaîné mon admiration. « Vous « allez servir votre roi, me dit sa Majesté; c'est « très-louable; mais vous l'avez toujours servi, en « servant les monarques étrangers. »

Enfin, le dernier jour, où de si précieux devoirs devaient être accomplis, était destiné à augmenter mes regrets. L'impératrice me reçut avec cette inexprimable bonté, qui de tous les sujets russes lui faisaient autant de serviteurs déterminés à lui sacrifier leur vie. Toutes les questions que me fit l'impératrice se rapportèrent à ma future existence. Elle voulut connaître la certitude que je pouvais avoir de l'emploi qui me serait destiné: et Sa Majesté finit par ces mots dont les célestes accens retentissent encore au fond de mon cœur. « Adieu, mon général, je vous souhaite toute sorte de bonheur dans votre patrie!... »

Si je n'ai point encore parlé de la maison d'Autriche, j'espère qu'on ne me fera pas l'injure de croire qu'elle ne fut pas la première dans les obli-

gations que j'eus à remplir ; trop de reconnaissance, trop de sentimens m'attachaient à l'empereur et aux archiducs ; mais si Sa Majesté et les princes daignèrent me recevoir, ce ne fut pas sans une véritable affliction que je remarquai qu'à leurs yeux je n'étais plus qu'un étranger ; ainsi s'étaient perdus d'aussi longues années de services. Le souvenir ne m'en était pas moins précieux ; je me munis donc de toutes les autorités qui pouvaient le consacrer, et c'est dans cette intention que je priai l'archiduc Charles [1] de m'accorder le témoignage que j'ai fait connaître : mais c'est avoir trop longtemps occupé le lecteur de ce qui m'est uniquement personnel. S'il accuse mon amour propre, je conviendrai avec lui de mes torts ; mais il me sera permis de lui demander si dans ma place, il eût été plus modeste? Au reste, croit-on que de tout ce que je viens de dire, il ne résulte pas une grande moralité. Ne serait-il pas constaté que les souverains qui traitent avec bienveillance celui qui s'efforça de les bien servir, augmentent son dévouement, et le portent à tout hasarder pour les mieux servir encore? De plus, ne croira-t-on pas que le jeune officier qui verra les différentes situations que j'ai mis tant d'intérêt

[1] *Voyez* vol. IV, page 396.

à rapporter, ne cherchera pas un jour à obtenir les mêmes avantages.

Je quittai Vienne, muni d'une lettre que l'empereur de Russie avait fait écrire, pour qu'elle fût mise sous les yeux du roi. [1] De retour à Paris, je ne retrouvai plus le général Dupont au ministère; ce changement devenait déjà pour moi d'un sinistre présage. Cependant, je reçus du maréchal duc de Dalmatie, qui venait de prendre le timon des affaires, le brevet de maréchal de camp, qu'il avait été convenu d'échanger contre mon grade de général-major. Je représentai au ministre que son prédécesseur s'était engagé à me donner de l'activité, condition sans laquelle je n'aurais pas quitté les drapeaux sous lesquels je servais. C'était une espèce de pacte que j'avais fait avec le ministre, sous le bon plaisir du roi; d'ailleurs ce n'était point une faveur que je sollicitais. N'avais-je pas le droit de conquête? N'étais-je pas rentré victorieux dans Paris, après en avoir fait briser les barrières à coup de canon et avoir vu sous les mêmes coups se rouvrir les portes du palais de nos rois? Plût à Dieu que le roi et nos princes eussent envisagé leurs droits reconquis de

[1] *Voyez* Pièces justificatives, la lettre adressée à M. le comte de Blacas, par le comte de Nesselrode.

la même manière. Nous n'aurions pas à gémir sur autant de concessions qui ont ébranlé le trône jusques dans ses fondemens et déchiré le cœur des plus fidèles sujets du roi.

Sans rejeter ma demande, le ministre répondit que le temps lui indiquerait la manière dont il m'emploierait. Le temps ne fit pas attendre cette résolution; Bonaparte décida la question.... Le 2 mars, le bruit se répandit qu'il venait de débarquer à Cannes. Je courus chez le comte de Trogoff pour connaître la vérité : il me confirma l'événement, en ajoutant : « Tout dépend du parti que va prendre l'armée. Si elle reste fidèle au roi, c'est un homme perdu; si, au contraire, l'armée tourne casaque, le trône est de nouveau renversé. » Pour moi, accoutumé à ne jamais compter sur les hommes; mais exercé depuis longtemps à combiner les moyens de force et à calculer les résultats, j'eus bientôt arrêté mes idées sur le parti qu'il y avait à prendre. Je me rendis chez le baron de Damas, aide-de-camp du duc d'Angoulême, et je lui dis qu'il n'y avait pas un moment à perdre; qu'il fallait que le roi fît un appel aux souverains étrangers... — Non, dit le baron, il faut faire les choses nous-mêmes, sans le secours étranger. » Je ne crus pas au succès, et je sortis.

Le prince Charles de Rohan, qu'une fatalité éloigne encore de la maison régnante, quand sa naissance, sa conduite et son noble caractère rehausseraient l'éclat du trône, m'avait fait connaître avec avantage au duc de Duras. Ce premier gentilhomme m'avait dit un soir chez le comte de la Châtre, quand j'étais encore sous l'uniforme russe : « Nous ne vous laisserons pas aller, nous vous garderons. » Je crus donc que le duc m'écouterait; et je lui crus du crédit auprès du roi : dans cette confiance, je lui écrivis en ces termes : « Monsieur le duc, je ne suis point un donneur d'avis; mais j'ai le droit de me connaître en révolution et en mouvemens de guerre. Si nous n'étouffons pas la supériorité morale de Bonaparte par une supériorité de forces physiques, nous échouerons; parce qu'en révolution, le peuple s'attache toujours au plus hardi, qu'il croit le plus fort : d'après cette manière de voir, il n'y a pas un moment à perdre pour assurer la retraite du roi sur la Flandre, en priant le roi d'Angleterre et le prince des Pays-Bas de porter leur armée en masse à la frontière. Je demande à être entendu sur les détails. » Je remis moi-même cette lettre au suisse de l'appartement du premier gentilhomme de la chambre, et je m'assurai ensuite qu'elle avait été rendue à son adresse. Arrivé à

Paris depuis quinze jours à peine, je n'étais point assez au courant des affaires pour en surveiller le cours. Je ne vis donc que ce qui était le plus apparent aux yeux du public.

Le duc de Feltre prit le porte-feuille de la guerre, et le 19 mars arriva : c'était un dimanche. Le matin, lorsque le roi parut dans le salon de la paix, il prononça quelques mots que je n'entendis pas, et qui furent suivis d'un *vive le roi* qui fit retentir les voûtes du château. Malgré ces protestations d'amour et de fidélité, je ne sais par quel pressentiment je dis au comte d'Arbaud Jouques[1], qui était à côté de moi : « Cela ne les empêchera pas d'abandonner le roi à la première occasion. » D'Arbaud me répondit avec humeur : « Que dites-vous là?... Nous combattrons, nous périrons, nous mourrons... »

Cependant, Monsieur était revenu de Lyon, où les soldats avaient refusé de se battre contre Bonaparte, qui s'avançait avec une poignée de monde. J'ignore quel plan fut alors arrêté; ceux chargés de le faire exécuter existent vraisemblablement encore; ils pourraient nous l'apprendre. Je ne connus positivement l'état des choses que le 19 assez tard, dans l'après midi. On était rassem-

---

[1] Aujourd'hui maréchal-de camp.

blé chez Monsieur, et là le maréchal Macdonald me dit : « Je vous ai fait comprendre dans mon état-major; ainsi je vous conseille d'aller au ministère de la guerre pour recevoir *votre mise en campagne.* » J'étais à peine entré dans l'armée du roi, et le maréchal me faisait contracter envers lui une obligation! Ma reconnaissance se plaît à lui en offrir publiquement le tribut. Ainsi, la dignité du maréchal ne rompait point les liaisons formées dans des grades bien inférieurs.

Ma course fut inutile; les caisses étaient fermées quand j'arrivai au ministère : mais de retour aux Tuileries, je trouvai la face des affaires bien changée. L'insurrection qui éclatait de tous côtés parmi les troupes ne laissait plus d'espoir de former l'armée que le maréchal Macdonald devait commander, sous les ordres immédiats du duc de Berri. J'aurais pourtant ignoré le parti qui avait été pris, si le comte de Wall, aide-de-camp de Monsieur, ne m'eût pas mis dans le secret : « Tout est fini pour Paris, me dit-il, nous partons à minuit : ainsi, sans perdre de temps, allez faire vos dispositions. » Je suivis ce conseil, et j'eus à ce général l'obligation de n'être pas resté à Paris, quand mon devoir m'appelait ailleurs. Au reste, je ne me ferai point un mérite d'être sorti de France à cette époque; condamné à mort au mois

d'avril 1812, avec les princes de Lambesc et de Vaudemont, sur l'envoi à la cour spéciale par MM. Gilbert de Voisins et Dupaty, mon identité n'eût pas été difficile à constater. J'avais donc une obligation à Bonaparte et à ses agens ; celle de m'avoir donné une illustration en associant mon sort à celui de deux princes de la maison de Lorraine. Mais il n'y avait point à balancer entre aller chercher une mort glorieuse, ou recevoir celle que Bonaparte n'aurait pas manqué de me faire subir. J'avais acquis la certitude du départ du roi, dont le bruit avait cependant couru dès le matin d'une manière assez sérieuse pour donner des inquiétudes aux personnes bien intentionnées, sur le présent et sur l'avenir. Quant à cette dernière époque, j'en regardais les chances si peu douteuses, que je ne craignis pas d'assigner un terme à l'absence du roi..... *Encore une prévision*, s'écriera-t-on..... Eh! quel est le militaire qui voudrait avouer qu'il ne l'eût pas. Comment, les souverains alliés étaient encore réunis;..... leurs armées n'étaient pas encore rentrées dans leurs quartiers, les places frontières d'outre-Rhin et de la Belgique étaient en leur pouvoir; il leur fallait à peine dix marches pour arriver à Paris ; Bonaparte était dans l'impossibilité de réunir plus de cent mille hommes ; tout était dans le désordre

en France; les généraux les plus célèbres, fidèles à leur serment, protestaient qu'ils ne le serviraient pas (et ils ont tenu parole); le ministre de la guerre voulait accompagner le roi, nouvelle certitude que le plus grand désordre régnerait dans les affaires militaires..... Et il fallait du talent pour tirer l'horoscope de l'avenir! Je le répète, il fallait une profonde ignorance et de l'état des choses et de la guerre pour ne pas l'apercevoir. Je me garderai pourtant bien de considérer comme gens sans talens des hommes qui suivirent une bannière qui avait cessé d'en être une. Ils eurent leurs raisons: c'est à la postérité à les juger.

Pour donner quelque apparence de sagesse à l'aventureuse extravagance de Bonaparte, dira-t-on qu'il était persuadé que les souverains ne feraient plus cause commune contre lui?..... Qu'il l'eût espéré, c'est très-possible; il avait trop long-temps eu le droit de s'abuser sur la terreur qu'il inspirait: mais que des hommes sensés, que des généraux habiles aient partagé son erreur; cela ne se suppose pas. Dépouillons pour un moment les souverains alliés de leur amour propre, que devait froisser le mépris que Bonaparte faisait de la foi qu'il leur avait jurée, leurs intérêts les plus sacrés ne les pressaient-ils pas de s'opposer à ce que les peuples se jouassent ainsi de la légitimité des trônes qu'ils venaient de proclamer

saintement, en rétablissant les Bourbons sur celui de leurs aïeux? Pouvait-on penser que, connaissant la force que leur alliance leur avait donnée et les dangers auxquels les exposait le succès d'une nouvelle usurpation en France, ils resteraient spectateurs indifférens d'une entreprise qui sanctionnerait chez les peuples un droit d'élection, ou celui de poser le fauteuil du président d'une republique à la place du trône des rois. N'est-il pas incontestable qu'une saine et judicieuse politique invite les rois, pris comme rois, et abstraction faite de tout autre intérêt, à se regarder et à agir entre eux comme de véritables frères, et à se garantir mutuellement la propriété de leurs droits acquis. Mûs par les mêmes intérêts, sous la sauve-garde des mêmes principes, obligés de se prémunir contre les mêmes passions de leurs sujets; rien ne peut être applicable à l'un d'eux, qu'il ne le devienne également aux autres. Ils forment entre eux une chaîne qui serait brisée par la rupture d'un seul de ses anneaux : le sentiment de leur propre conservation, indépendamment même de toute idée de moralité et de devoir, dictait donc aux rois la conduite qu'ils avaient à tenir, sous peine de tomber dans l'abîme qu'ils auraient imprudemment négligé de fermer : or, nous croyons avoir exposé les prin-

cipes militaires qui constataient l'impuissance de Bonaparte ; il ne restait donc, pour assigner avec certitude un terme à son échauffourée, qu'à calculer avec justesse le nombre des marches et l'époque de la réunion des masses coalisées : mais ce travail était purement mécanique, il n'y avait donc ni inspiration de génie, ni inconsidération dans l'assurance positive que j'avais donnée de la rentrée du roi dans Paris.

L'approche de Bonaparte, l'impossibilité où l'on était de lui résister, avaient donné l'alarme aux étrangers, et les invitait à passer la frontière : Les russes y étaient le plus intéressés. Je vis donc venir chez moi un homme qui se dit être le domestique de place du général Léon Narischkin. Il venait, de la part de son maître, réclamer un paquet que le grand-maréchal de la cour m'avait remis pour son fils. Mes affaires m'avaient jusqu'alors empêché de remplir la commission dont je m'étais chargé. Je me suis souvent, depuis ce temps, informé au général Narisckhin s'il avait reçu ce que j'avais remis à ce domestique. Il m'a toujours répondu avec une légèreté qui m'a désespéré ; c'est pourquoi je donne ici le signalement de l'homme [1] qui me fut envoyé.

[1] Cet homme était vêtu de bleu, avait la tête chauve, poudrée, et la figure large et couperosée.

Enfin minuit sonne : le roi monte en voiture sans que la prédiction du comte d'Arbaud fût accomplie. Bientôt après, Monsieur sortit de ses appartemens. Quand Son Altesse royale fut parvenue au bas de l'escalier, les gardes nationaux qui étaient de service auprès de sa personne, s'attachèrent à ses habits, se pressaient autour du prince, et exprimaient des regrets et un dévouement sans bornes. Je descendais le dernier, et je vis parfaitement tout ce qui se passa. Un vieux garde national, voyant Monsieur serré de très-près, cria : « Mon colonel, n'ayez pas peur. » A ce mot, Monsieur se tourna vivement de son côté : et dans l'attitude la plus noble, répondit : « Moi, peur !..... » Le ton, l'expression renfermaient tout ce qui caractérise un courage supérieur à tous les dangers. Nous montâmes à cheval, et après avoir marché toute la nuit, sans que l'ordre de la marche m'eût été connu, nous arrivâmes à Beauvais. Les princes y dînèrent, et admirent à leur table les généraux qui auraient dû former l'état-major de monseigneur le duc de Berry. Ces généraux, dont le lieutenant-général Belliard était le chef, se séparèrent de Leurs Altesses royales lorsqu'elles remontèrent à chevel pour venir coucher à quelques lieues plus loin sur la route d'Abbeville. M. le duc de Fitz-James me demanda

pourquoi je n'étais pas venu dîner avec Monsieur, qui avait daigné s'en apercevoir. Le lendemain je m'abstins de nouveau de la faveur qui m'avait été accordée, et M. le duc de Fitz-James m'en demanda de nouveau la raison. Mais j'avais l'intime persuasion que j'allais devenir utile, et je ne crus pas devoir obtenir par les circonstances un honneur que je considérais comme le plus grand que pût recevoir un sujet du roi.

Notre marche se continua sans événement jusqu'à Abbeville ; le respect dû à nos princes se mêlait partout aux regrets dont étaient pénétrés ceux qui aimaient leur pays. Mais à Abbeville, nous pûmes déjà connaître la défection que la félonie allait introduire parmi les troupes. Plusieurs officiers de cuirassiers, en garnison dans cette ville, se montrèrent à une fenêtre située sur le passage des princes. Non-seulement leur maintien, mais encore leurs propos n'étaient pas tels que la présence des princes les commandait. Monseigneur le duc de Berri sentit dans ce moment tout ce qu'était un fils de France, et il ordonna que cette inconvenante impudence fût réprimée. Le comte de la Ferronais descendit aussitôt de cheval, et pénétra dans la chambre où étaient ces officiers évidemment mal intentionnés : à l'instant, leur physionomie, leur ton ne furent plus les

mêmes, ils rentrèrent dans les bornes dont ils n'auraient pas dû sortir; et il n'est personne de la suite des princes qui ne jugeât quelles impressions produisait un mouvement énergique. Monsieur leur adressa ensuite des paroles pleines de bonté.

Je continuai à rester dans l'ignorance de ce qu'on voulait faire : MM. de Fitz-James et la Ferronais me demandèrent quelquefois ce que je pensais. Je n'avais point eu de peine à me former un plan : il le fut dès le moment où j'écrivis à M. le duc de Duras la lettre à laquelle il ne répondit pas. Mon opinion était qu'il fallait aller par la ligne la plus courte passer la Lys, et la descendre jusqu'à Vervick; là, repasser sur la rive droite, et prendre un camp entre la Deule et la Marque, dans la position la plus avantageuse et la plus rapprochée de Lille; qu'il fallait s'y retrancher de suite par toute espèce de moyens. Le quartier du roi aurait été placé à Wervick, dans la partie française [1] : le roi aurait appelé tous ses sujets au camp, mis hors la loi Bonaparte, déclaré rebelles ceux qui seraient pris les armes à la main, lesquels auraient été jugés prévotalement, et de suite exé-

[1] Les villages que la Lys traverse sont divisés en partie française et partie belge.

cutés. Le désordre où étaient les troupes de Bonaparte ne lui aurait pas donné assez d'assurance pour venir attaquer celles du roi, soutenues de si près par l'armée anglaise, et même par les belges. Car Bonaparte était encore dans l'erreur en espérant une défection en sa faveur parmi ces dernières troupes. Cet espoir venait de cette trop grande confiance en lui, qui ne lui laissait jamais analyser son adversaire : dans ce cas, n'aurait-il pas vu que deux jeunes princes pleins de valeur allaient se mettre à la tête de ces troupes; qu'ils flatteraient leur fierté :et dès-lors ne devait-il pas savoir que la fierté flattée est le lien le plus solide dont on puisse se servir pour maintenir une troupe dans le devoir; enfin, ne devait-il pas croire que les dispositions que feraient leurs chefs assureraient leur obéissance? On a donc le droit de penser que, dès le lendemain de son entrée aux Tuileries, Bonaparte ne serait pas venu attaquer le camp du roi. Or, la moindre hésitation de sa part le perdait, et cette hésitation devenait indispensable par la situation morale et physique dans laquelle étaient la France, son armée et ses administrations. C'est donc d'Abbeville qu'il fallait se diriger sur la Lys, par la ligne la plus courte, en prenant, par exemple, Saint-Venans ou ses environs pour point de passage. Quant aux subsis-

tances, les contributions y auraient pourvu dans les terres de l'obéissance du roi, et on aurait pris des arrangemens de gré à gré avec les Pays-Bas. Mais le sort en ordonnait autrement : cette direction nous eût trop promptement éloignés de ceux qui désertaient les drapeaux du roi, et l'étoile des Bourbons, avant de se couvrir devant eux, devait encore resplendir d'un éclat que leurs yeux ne pourraient pas soutenir. Le duc de Berri devait à Béthune surpasser tous les héros de sa race par un de ces actes de courage dont les pays n'avaient point encore enrichi leurs annales. Nous avions bien vu le sublime Henri faire de son corps un rempart aux siens contre l'ennemi qui les pressait. Mais quel est le héros que l'histoire nous montre courant seul, l'épée à la main, sur trois cents cavaliers envoyés à sa poursuite?... Eh bien, tel fut à Béthune le duc de Berri. Voici le fait avec tous ses détails, car il n'en est pas un seul qui soit indifférent.

Nous avions traversé Béthune, et nous allions sortir par la porte qui conduit à Armentières, lorsqu'à cette dernière barrière, le maire se présenta au duc de Berri. Sur la démonstration qu'il fit d'une communication secrète, le prince se pencha pour l'écouter. J'étais alors le plus près de Son Altesse Royale; mais je me retirai, et n'eus par consé-

quent aucune connaissance de ce qui venait d'être dit au prince [1]. Son Altesse Royale fit aussitôt rebrousser chemin à la tête de la colonne, et on entra dans la place.

Au moment où la troupe mangeait la soupe, on entend crier de toutes parts : » Aux armes, voilà l'ennemi. » Aussitôt à cheval, je me rendis devant l'hôtel de ville où leurs Altesses Royales avaient pris leur *halte*; monseigneur le duc de Berri était déjà en selle, tenant la tête de son cheval vers la croupe de celui de son auguste père, qui mettait le pied à l'étrier. Tout-à-coup, monseigneur le duc Berri porte la main droite à son menton, baisse les yeux et garde le silence : Voilà bien, si je ne me trompe, l'attitude d'une profonde méditation. Le prince relève la tête, tourne son cheval, et prend à droite la rue qui conduisait à la porte d'où l'on *signalait* l'ennemi. Lorsqu'il m'eut dépassé, je le suivis ; le prince, d'abord parti au pas, *mais bientôt au trot*, arrête son cheval sous la porte et met le sabre à la main. Sur ce mouvement, je tirai l'épée et regardai qui nous suivait; je n'apperçus derrière nous qu'un valet de pied que j'ai su depuis s'appeler

[1] Il est à présumer que le maire venait annoncer que Lille n'était plus au pouvoir du roi.

Alexandre Hirn. [1] Tout autre individu, *quel qu'il fût*, qui prétendrait avoir suivi Son Altesse royale, en imposerait et je le prouverai : dès qu'il eut mis le sabre à la main, le prince part au galop, traverse les ouvrages avancés, et court sur les soldats rebelles rangés en bataille bien au-delà des glacis : aussitôt que le duc de Berri vit qu'il pouvait en être entendu; courant toujours sur eux, n'ayant que moi près de lui, il leur crie : « *Que* » *voulez-vous ? Que signifie cette conduite ? re-* « *tirez-vous, je vous l'ordonne, je suis votre* « *colonel-général;* » et en achevant ces mots, il arrivait devant eux ;... Qui n'eut pas été électrisé par tant d'héroisme? Rien ne put donc m'imposer silence, je m'écriai : *A cette noble contenance, pourriez-vous méconnaître le rejeton de vos rois; aux décorations dont je suis couvert, vous voyez que vingt ans je combattis contre vous, allons, réunissons-nous, soyons tous Français....* » Déjà à la voix du prince, et au moment où il s'arrête, l'officier salue Son Altesse royale, se tourne vers sa troupe et commande la retraite; dans ce moment, nous fûmes joints par le comte de Vassé.

---

[1] Il est encore aujourd'hui sous-piqueur au service de Madame, duchesse de Berri.

Les lanciers qui composaient la troupe rebelle, avaient avec eux un détachement des grenadiers de la garde de Bonaparte, portant encore son aigle sur leurs boutons. Ces grenadiers ne s'étaient point mis en bataille; mais ils étaient allés se mêler à ceux de la Roche-Jacquelin qui avaient établi leur bivouac sur les glacis : ils cherchaient à *débaucher* les grenadiers royaux dont plusieurs avaient été leurs camarades. Mais aussitôt qu'ils virent que les lanciers se retiraient, ils se hâtèrent de les suivre, sans former d'ensemble, et s'en allant individuellement.

Tous, en passant devant le prince, crièrent *vive le duc de Berri*, qui les voyait partir avec le calme de l'indifférence; un seul le regarda fixement et crie *vive l'empereur;* le duc pique son cheval, arrive sur lui, le bras levé, pose la pointe de son sabre près de sa poitrine et ne le frappe pas!... Le comte de Vassé peut également attester ce que j'affirme, comme témoin oculaire. Bientôt après parut le comte de Nantouillet.

Pendant que tous ces événemens avaient lieu, les gardes-du-corps étaient montés à cheval. Un officier supérieur, trapu, noir de figure, barbe noire et grise, arriva au galop au duc de Berri : « Monseigneur, dit-il avec l'accent du midi, il

« faut les charger ces coquins-là. — Non, répon-
« dit le prince, laissez-les aller, nous ne voulons
« que des gens de bonne volonté. » M. de Gour-
gas, chef d'escadron en retraite, dit encore au
prince : « Monseigneur, voilà une belle occasion
« pour nous monter. » Je cite cet officier, parce
qu'il est la preuve existante des intentions hostiles
qui animèrent cette troupe. Ecoutons ce qu'il a
raconté, en ma présence, à M. Agier : « Dans
« la persuasion où j'étais, dit M. de Gourgas,
« que la colonne se rendait à Lille, j'engageai
« deux officiers de mes amis à prendre avec moi
« les devants, afin de pouvoir nous loger plus
« facilement. Mes compagnons de route me de-
« vancèrent pour arrêter un chariot que nous
« apercevions, et proposer au maître de nous
« prendre sur sa voiture. Je ne tardai pas à voir
« déboucher les lanciers. L'officier qui les com-
« mandait courut sur moi, le pistolet au poing,
« en me criant : Vous êtes mon prisonnier. — Ce
« ne sera pas pour long-temps, lui répondis-je,
« voyez ceux qui vont me délivrer..... Bientôt
« après arriva au galop, et le sabre à la main, le
« duc de Berri, accompagné du seul général
« Crossard. » Tel est, mot à mot, le récit que
M. de Gourgas a fait à M. Agier [1], aujourd'hui

[1] Dans le jardin des Tuileries.

d'une si étonnante réputation. Si la mémoire de ce magistrat pouvait être en défaut, M. de Gourgas existe [1], et pourrait lui rappeler ce qu'il ne devrait jamais oublier. Il est donc bien démontré que cette troupe était ennemie, et que le duc de Berri, qu'un Bourbon, l'a affrontée seul, l'épée à la main. Pourquoi la France entière, pourquoi toute l'Europe ne furent-elles pas, avec moi, témoins de l'attitude noble, fière et courageuse de ce valeureux prince : tout parlait en lui, tout fut si imposant pour les soldats rebelles, qu'à l'instant même il commanda l'obéissance, comme chef, et imprima le respect comme fils de nos rois. Certes, je suis flatté, et je remercie le ciel de m'avoir placé où j'étais, dans un moment que nos Annales recommanderont au souvenir des siècles. Mais je proteste que si la gloire fut immense pour monseigneur le duc de Berri, je n'ai pas le droit d'en revendiquer un seul rayon. Je suivis Son Altesse Royale sans connaître son dessein : je l'aurais suivie partout. Je n'eus donc pas le mérite d'aller chercher un danger que ce prince courut braver, après avoir réfléchi sur toute son étendue : eh ! la plume éloquente de M. de Châteaubriand a omis un aussi beau paragraphe dans

[1] Il habite, je crois, les environs de Versailles.

l'histoire de ce prince qu'elle a voulu nous retracer! Eh ! les Vernet, ces Vernet que ce prince comblait de bontés et de distinctions, n'ont pas saisi un sujet qui pouvait immortaliser leur pinceau..... Quant à vous, soldats français, puisqu'il est vrai que le lion n'engendre que le lion, croyez-vous que le fils du duc de Berri prendra la fuite après une bataille perdue ? qu'il ira implorer la pitié et se mettre à la merci d'un superbe ennemi dont il aura mille fois cherché à humilier l'orgueil ? Non, non, acceptez-en l'augure ; il saura plutôt mourir à votre tête.... Qu'il croisse donc, ce royal enfant, sous la garde de vos bayonnettes ; protégez son enfance, pour que dans l'âge viril il fasse la gloire de vos vieux jours, sur lesquels veillera l'excellent cœur que lui a légué son père.

M. le duc de Raguse parut, et le prince le joignit : « Monsieur le maréchal, dit Son Al-« tesse Royale, il est temps de marcher. » Son Excellence était incertaine de la route qui devait être prise ; je hasardai un mot, et j'en reçus cette réponse : « Restez tranquille, Monsieur, je n'ai « pas besoin de conseils. » [1] Toute la colonne s'é-

[1] La réponse n'était pas bienveillante, et ne rend pas suspecte la justice que j'ai cru devoir lui rendre.

branla, et nous arrivâmes à Estaires. L'incertitude devint encore plus grande sur le parti qu'il y avait à prendre. Je vis successivement Monsieur et le maréchal, mais, en vérité, j'ai totalement oublié ce qui fut agité. Enfin, vers minuit on se remit en marche pour passer la frontière, et par les plus horribles chemins, à travers un lac de boue, on arriva à la chaussée qui sépare la France du royaume des Pays-Bas, à un point intermédiaire entre Bayeul et Armentières. Deux maisons isolées étaient situées des deux côtés de la route. Les princes entrèrent dans une de ces chaumières[1] avec les officiers généraux qui commandaient; ils y restèrent long-temps, et durent se convaincre que toute grande opération qui n'a pas été conçue et méditée avant son exécution ne peut avoir que de fâcheux résultats. Quand le jour parut, les princes passèrent la frontière, laissant libre option à ceux qui voudraient les suivre; et le général Lauriston fut chargé de ramener à Béthune ceux qui ne voudraient pas quitter la France M. le duc de Raguse continua à commander tout ce qui formé en troupe suivit les princes. Un accident m'obligea de m'arrêter à Neuckircke, premier village des Pays-Bas.

[1] J'étais le seul officier-général qui n'eût pas de troupes, ou qui ne fût pas attaché à Leurs Altesses royales.

Je ne fus donc pas témoin de l'entrée des princes dans Ypres [1]. Cette contrariété ne fut pas la seule que je dusse éprouver : une perte qu'il n'était plus en mon pouvoir de réparer devait mêler des regrets aux précieux souvenirs que me laisseraient les événemens de Béthune. On se rappellera que le grand-duc me fit, à Langres, don de son épée. Les réglemens ne permettaient pas de porter une épée étrangère avec un uniforme français ; ne voulant cependant pas me séparer de celle à laquelle j'attachais un si haut prix, je la joignis à ceux de mes effets qui demandaient le plus de soin : mais dans l'alerte qui survint, mon domestique ne conserva probablement pas toute sa présence d'esprit, et le porte-manteau qui renfermait l'épée fut perdu.

Dès le lendemain de notre arrivée à Ypres, je priai Monsieur de me permettre de me rendre à Bruxelles, où on attendait le roi des Pays-Bas. Je laissai entrevoir que je pouvais être utile pour cantonner les militaires qui étaient sortis de France. C'est alors que Monsieur me dit : « Dieu sait, « mon cher, combien de temps nous pourrons

[1] *Voy.* Pièces just., la note de M. le comte de Wall, indiquant les officiers qui passèrent la frontière avec Monsieur.

« les tenir; » et cette incertitude affligeait Monsieur.

Dans Ypres, comme pendant la route, tous ceux qui accompagnèrent Son Altesse royale ne purent remarquer dans ses traits que la plus noble et la plus ferme résignation : on peut dire avec vérité que Monsieur se montrait prêt à combattre, ou à soutenir l'événement, quel qu'il fût. C'est surtout pendant la marche qu'éclatait dans toute sa force cette héroïque situation d'ame. Les deux princes marchaient à la tête de la colonne; Monsieur était dans sa voiture, que suivaient immédiatement des chevaux de main; le duc de Berri précédait de quelques pas son auguste père. La fortune revint à moi; j'eus le bonheur de marcher presque toujours à côté du prince. Ce fut dans ces longs trajets qu'il me fut loisible de pénétrer tous les replis de son ame; car ceux qui ont le plus approché ce prince, savent combien il dédaignait de se dissimuler, et la nature en lui donnant ce caractère l'avait bien servi. Jamais prince n'aura une plus belle ame, ni un plus excellent cœur. Dans une de nos haltes, un soldat amputé que je questionnai m'apprit, sans en murmurer, que sa pension ne lui avait point été payée depuis que le roi était de retour. Je le dis au duc de Berri, et j'en reçus l'ordre de payer

à ce militaire une année de sa pension. Cependant ce n'était pas pour son service que le bras avait été perdu, et il ne considéra pas si le bras qui restait ne devait pas encore être employé contre lui. Mais il méprisait trop les dangers pour prévoir ceux qui pouvaient le menacer.

On sut dès le lendemain de notre arrivée dans Ypres, que le roi allait se fixer à Gand, où les princes joignirent Sa Majesté. Le roi des Pays-Bas admit sur son territoire les troupes restées fidèles au roi, comme faisant partie intégrante des armées qui seraient destinées à faire rentrer dans le devoir la portion des français qui, rébelle au roi, s'attacherait à la fortune d'un homme devenu, dans l'étendue de l'expression, un aventurier parjure aux engagemens qu'il avait saintement pris. Le roi des Pays-Bas laissa donc les troupes royales françaises former dans ses états tous les établissemens qu'exigeait leur attitude. Le roi eut à Gand ses ministres et sa cour, comme il l'eût eue au quartier royal le mieux ordonné. Monseigneur le duc de Berri alla commander à Alost le rassemblement qui y fut cantonné, et il nomma le comte de Trogoff chef de son état-major [1]. On dut

[1] *Voy.* Pièces justif., la note du comte de Trogoff.

au zèle du premier valet-de-chambre, Huë, l'arrivée de plusieurs millions que ce fidèle serviteur avait sauvés.

Peu de jours après que les établissemens furent formés, le roi des Pays-Bas, accompagné de la reine, du prince Frédéric et de la princesse Marianne, vint faire son entrée royale dans Bruxelles. J'étais allé au-devant du roi, assez loin au-delà des portes. Dès que Sa Majesté m'aperçut, elle daigna faire arrêter sa voiture, et après m'avoir adressé des paroles de bonté, le roi demanda à la reine si Sa Majesté me reconnaissait. On remarquera sans doute que je suis bien sensible à tous ces témoignages de bienveillance royale; je les considère comme la plus brillante récompense; et je plains ceux qui n'éprouvent pas le même sentiment; il est hors de doute qu'ils obéiront sans répugnance au *premier venu*, que des suffrages *populassiers* porteront à la présidence d'un district ou d'une convention.

Monsieur (Charles X), destiné à devenir roi lui-même, connaissait tout ce qui était dû à la majesté des rois; Son Altesse Royale sentait, de plus, tout ce qu'il y avait de noble dans la conduite du roi des Pays-Bas; et quelle âme sait plus que celle de Monsieur apprécier tout ce qui est chevaleresque et généreux! Monsieur vint donc rendre au roi

et à la reine des Pays-Bas tout ce que les circonstances voulaient qui fût rendu aux souverains qui régnaient dans le pays. Son Altesse Royale et le prince de Condé dinèrent avec Leurs Majestés. Je fus le seul français qui eut l'honneur d'être admis à la table du roi, si j'en excepte le comte François d'Escars et le vidame de Vassé, que leur service ne séparait pas de la personne des princes. Monsieur retourna aussitôt à Gand, auprès du roi; et monseigneur le duc de Berri vint d'Alost faire sa visite à Leurs Majestés. Pendant le temps que Son Altesse Royale me permit de rester auprès d'elle, elle me témoigna les plus vives inquiétudes sur le sort de Madame, dont on n'avait point encore reçu de nouvelles positives. Le prince dit à plusieurs reprises : « Où sera ma « sœur?..... Que sera devenue ma sœur?..... « Comment, on n'a pas de ses nouvelles? » Cette sollicitude était naturelle, sans doute; tout la commandait. Mais qu'on réflechisse bien que, dans ce moment critique, elle était prédominante chez le prince. Tout en reconnaissant la volonté que le roi des Pays-Bas manifestait de se conduire en monarque, en épousant la cause des rois contre des rebelles, le duc de Berri avait entendu avec peine Sa Majesté lui dire : « Que les rois ne se « mêleraient pas des affaires de la France, si leurs

intérêts ne les y entraînaient pas. » Sans me permettre d'exprimer ma pensée, je reconnus que le roi avait parlé la langue des rois, et je ne doutai plus du salut de tous, puisqu'il était évident que les monarques avouaient qu'il était de leur intérêt de se presser et d'étouffer, par l'union de leurs forces, toute espèce d'insurrection. Puisse le génie tutélaire qui préside aux destinées de l'Europe maintenir les souverains dans leur noble croisade ! Puisse le généreux Alexandre n'avoir point emporté dans son tombeau la pierre angulaire sur laquelle reposait l'alliance des rois ! Alors une vile et méprisable faction ne triomphera pas des monarchies : car alors les rois marcheront à la tête de leurs armées, ils fondront ensemble sur les premiers rebelles qui oseront s'insurger, et les armées suivront leur roi ; de même que les soldats n'abandonnèrent jamais le général qui marchait en avant.

Cantonné, comme il a été dit, à Alost, avec quelques milliers de français qui avaient eu l'énergie de mettre à découvert leur fidélité au roi, le duc de Berri s'appliquait à leur donner de l'ensemble : en les faisant journellement manœuvrer, il faisait éclater aux yeux des soldats français cette inclination guerrière qui, dans un prince, les séduira toujours. Son Altesse Royale ne se dissimu-

lait pas l'impuissance de ses moyens contre les forces que Bonaparte pourrait réunir ; mais le duc de Berri avait été l'élève de l'immortel Condé ; imbu des principes de l'héroïque héritier de la gloire, ce prince, en joignant une poignée de braves aux formidables légions chargées de châtier l'impudence de Bonaparte ; ce prince, disons-nous, ne voulait arriver aux Tuileries qu'en poussant devant lui les hommes qui avaient osé s'armer contre leur roi. C'est ainsi qu'un Bourbon prouve que le sang du grand Henri coule dans ses veines ; il veut mourir sur un champ de bataille, s'il ne peut pas mourir dans le palais de ses pères. Mais le duc de Berri ne tarda pas à acquérir l'assurance que le succès couronnerait bientôt ses nobles efforts. Le roi reçut la déclaration officielle par laquelle les monarques alliés mettaient Bonaparte hors la loi des nations, s'engageaient à ne déposer les armes qu'après l'avoir chassé de l'Europe et rétabli Louis XVIII sur son trône. J'ai entendu un témoin auriculaire, très-digne de foi, rapporter qu'à cette occasion M. le comte de Capo-d'Istria avait raconté dans un très-petit comité que, lorsque la nouvelle du débarquement de Bonaparte était parvenue à Vienne, l'empereur Alexandre avait fait venir le chef de la légation française près du congrès ; qu'après lui avoir dit : « Je con-

« nais toutes vos démarches et toutes vos intri-
« gues depuis que le congrès est assemblé; je n'ai
« pas lieu d'en être content; mais je les tiens
« pour non avenues : ainsi, écrivez au roi votre
« maître, que cinq cent mille bayonnettes mar-
« chent à son secours, non-seulement dans son
« intérêt, mais encore par suite du principe de
« la légitimité que les souverains alliés ont con-
« sacré. » J'ignore jusqu'à quel point il faut ajou-
ter foi à cette tradition; mais je suis convaincu
que telle était la noble pensée d'Alexandre. Puisse
sa voix sortir de son tombeau, et frapper de nou-
veau l'oreille des rois qui lui ont survécu! Quoi
qu'il en soit, il fut certain que les armes allaient
encore une fois décider la querelle des rois : ceux
qui s'étaient attachés à leur cause n'avaient plus
qu'à méditer sur les moyens qui, dans la sphère
où ils étaient placés, leur laisseraient la faculté
de remplir avec distinction la tâche qu'ils s'étaient
imposée. J'avais cessé depuis trop peu de temps le
service d'état-major pour avoir perdu l'habitude
de méditer sur les opérations que semblait de-
mander le but de la campagne qu'on allait ouvrir.
Les données sur lesquelles devait reposer le nou-
veau travail que je me créais m'étaient connues :
ce travail me fut donc facile. J'abandonne ici à
l'examen des militaires qui le croiront susceptible

de mériter quelque attention le plan de campagne que je conçus à cette époque [1]. Je ne cherche point des éloges que je ne crois pas mériter : je ne veux, par cette publicité, que completter l'exposé du soin que j'ai apporté à ne pas m'écarter de la route que je me traçai dès le premier moment que j'embrassai le parti auquel je me suis consacré. Je remis au roi, aux princes et à M. le duc de Feltre les pensées que j'avais rassemblées. Un maréchal de France, M. le duc de Bellune, n'avait point hésité à venir mettre à la disposition du roi son épée, sa vie et sa longue expérience. Si on voulait louer en sa présence sa noble conduite, le preux maréchal imposait silence, en soutenant qu'il n'avait fait que remplir le devoir que lui imposaient la double qualité de maréchal de France et de sujet français. Tant de loyauté avait investi le duc de Bellune de l'estime générale. Je me serais donc cru obligé, à ce double titre, de soumettre ma manière de voir au jugement du maréchal ; mais je n'avais pas l'honneur d'en être assez connu, et je craignis qu'il ne trouvât trop de hardiesse dans mon entreprise : d'ailleurs, je pensai que le ministre de la guerre ne manquerait pas de lui communiquer mon plan, s'il le jugeait digne de quelque attention.

[1] *Voy.* Pièces justificatives.

Le ministre de la guerre accueillit favorablement ce travail, et il voulut que je lui en montrasse le développement sur la carte. Le comte de Trogoff m'apprit que Monsieur lui en avait paru satisfait, et une lettre du comte de Nantouillet me transmit les remerciemens du duc de Berri. Je sus par MM. de Frazans [1], attachés à Gand au cabinet du ministre, que le rapport fait au roi avait été avantageux. Son Excellence l'avait terminé en priant le roi d'en proposer l'exécution aux alliés. J'en remis une copie au baron de Fagel, premier aide de camp du roi des Pays-Bas et ministre de Sa Majesté à la cour de France. Je ne pouvais que gagner à cette communication ; je croyais trop à l'amitié de ce général pour en redouter la critique, et j'estimais trop ses talens pour ne pas chercher à m'éclairer de ses avis. Une intime liaison entre ce général hollandais et le comte de Goltz, ministre de Prusse près de Louis XVIII, rendait leurs pensées et leurs actions communes. Le baron de Fagel ne fit donc pas mystère au général prussien des vues que je lui avais soumises : elles furent si peu en opposition avec celles de ce général, qu'il me proposa d'aller

[1] L'un est conseiller à la Cour royale de Paris, et le chevalier est colonel en retraite.

joindre l'armée prussienne. Mon intention était bien en effet de m'attacher à quelque armée étrangère pour faire la campagne; car je craignis que monseigneur le duc de Berri ne trouvât pas les occasions qu'il aurait désirées. C'est pourquoi, aussitôt qu'on fut officiellement instruit de la marche des alliés, je priai le roi des Pays-Bas de me permettre de faire cette campagne avec son armée. Sa Majesté me répondit qu'elle en avait donné le commandement au duc de Wellington, dont je devais demander l'agrément; mais sur la proposition que me fit le comte de Goltz, je demandai au duc de Feltre la permission de me rendre à l'armée du maréchal Blucher. Le ministre la refusa, alléguant que la volonté du roi s'y opposait. Tout se disposait pourtant à entrer prochainement en action; les alliés d'outre-Rhin s'avançaient à marches forcées; les prussiens, les belges et les anglais n'attendaient plus que le signal. Leur général en chef, lord Wellington, l'avait publiquement annoncé à Madame duchesse d'Angoulême. Le 5 juin, Son Altesse royale était venue de Gand à Alost, pour voir les troupes rassemblées sous les ordres du duc de Berri. Après que les troupes eurent défilé devant la princesse, à côté de laquelle se trouvait le duc de Wellington, le lord prit congé de Son

Altesse royale, en lui disant à très-haute voix : « *Adieu, Madame, à l'honneur de vous revoir* » *bientôt à Paris.* » Malgré l'assurance que les alliés donnaient de reprendre les premiers l'offensive, je ne doutais pas que l'initiative ne fût prise par Bonaparte : elle était trop dans son caractère et dans ses principes, qui peut-être à cette époque se trouvaient convenir à sa situation de guerre. Les événemens me paraissaient si positifs, que, me promenant un jour sur la place de Gand avec M. le comte Beugnot, je lui fis la réponse que je vais répéter, à la question de savoir si Bonaparte attaquerait ou n'attaquerait pas? « Bonaparte attaquera, dis-je : il enfoncera ce qu'il aura devant lui, et ensuite il sera perdu... » Cette perte devait résulter de l'inutilité de ses efforts contre les places de la Hollande dans lesquelles se seraient nécessairement jetées les troupes qu'il pourrait avoir battues, lesquelles auraient été bientôt dégagées par les trois ou quatre cent mille hommes qui auraient débouché sur ses derrières par le Rhin et par la Meuse. M. le comte Beugnot me répliqua qu'il était persuadé que Bonaparte n'attaquerait pas; mais qu'il croyait que s'il attaquait et gagnait la première affaire, tout était perdu.

Cependant, M. le conseiller d'état ne se rap-

pelle plus[1] aujourd'hui cette circonstance, qui continue de me rester bien présente; mais ma mémoire n'a point été fatiguée par les hautes conceptions administratives qui ont signalé cet homme d'état, ni par les formules algébriques à l'aide desquelles il a dû résoudre tant d'importans budgets.

Bonaparte ne tarda point en effet à reprendre le système qui l'avait autrefois trop bien servi pour qu'il s'en désistât. Il entre le premier en campagne, passe la Sambre, et le 16 juin il attaque les prussiens : le vieux Blücher est enfoncé; la victoire vient de nouveau caresser celui qu'elle avait long-temps comblé de ses faveurs : mais était-ce bien le même homme qu'elle vint retrouver. A Charleroi comme à Leipzig, Bonaparte se bat le 16; le 17, il déploie peu de vigueur, et le 18, il attaque les anglais. Nous avons souvent répété qu'une des combinaisons qui devaient entrer dans un plan de campagne ou de bataille, était la connaissance du caractère et des talens du général auquel on avait affaire : or, Bonaparte n'avait pas connu le général en chef qu'il allait attaquer, ou nous avons bien mal

[1] Je rappelais il y a quelques jours cette particularité à M. le comte Beugnot chez M. le maréchal Macdonald : il me dit qu'il ne s'en souvenait plus.

défini le caractère du lord. [1] Il se persuada qu'en attaquant l'anglais avec son impétuosité accoutumée, soutenu par l'exaltation de ses troupes ivres d'un premier succès, il le culbuterait : ainsi il ne calcula pas que la tenacité et l'opiniâtreté du duc égaleraient la vigueur de ses attaques, et que la résistance qu'il éprouverait, finirait par émousser l'impétuosité de ses soldats dont il ne lui était pas permis de méconnaître le caractère. Ce n'était donc pas par la force que Bonaparte devait chercher à déloger Wellington ; c'était, *sauf erreur*, en pesant sur l'extrémité de sa gauche, qu'il fallait le menacer de l'adosser à la mer : mais pour exécuter une pareille manœuvre il fallait avoir obtenu des succès plus décisifs contre les prussiens ; et au lieu de les négliger autant le 17, il fallait les pousser avec plus d'ardeur que la veille, et les rejetter bien plus loin en arrière ; mais au lieu de s'emparer de l'avantage d'une manœuvre, Bonaparte l'abandonne tout entier à son adversaire. Tant il est vrai qu'à la guerre le temps perdu est irréparable, et qu'une faute commise est irrémissible : le vieux Blücher, dont un échec éprouvé ne peut ébranler la fermeté, met à profit le temps que

[1] *Voy.* tome IV, page 3.

lui donne son adversaire, et il se dispose à reprendre sa revanche. Il ne perd de vue ni son ennemi ni son allié, et quand celui-ci attaqué le 18, a épuisé par une héroïque résistance les efforts de son ennemi, Blücher fait déboucher sous les ordres d'un général habile et hardi, un corps de troupes derrière Bonaparte. Jamais mouvement ne fut mieux pensé d'après le caractère de l'ennemi, ni l'heure de l'exécution mieux calculée, et jamais on ne vit plus d'habileté ni de résolution en exécutant. Ce mouvement fut décisif : les troupes de Bonaparte, surprises et attaquées à dos, furent aussitôt renversées, mises en désordre, abandonnant et le champ de bataille et la victoire. Eloigné du théâtre de l'action, nous n'avons pu retracer ici que les faits qui ont été publiés par les relations de tous les partis, et ce n'est que d'après les faits que nous avons hasardé nos raisonnemens. Nous n'avons point vu avec indifférence que le sort de Bonaparte avait été décidé par un mouvement exécuté au dos de son armée. Ceux qui auront pris la peine de lire avec attention le projet de campagne qui avait été remis au roi, auront pu remarquer que tout y avait été conçu et combiné pour assurer la jonction de deux cents mille hommes à un point indiqué derrière Bonaparte. Il semble donc, d'après le succès

qu'obtint le corps prussien qui décida la victoire, que, pour juger le plan dont il s'agit, il faut d'abord examiner la position que les anglais, prussiens, belges et bavarois [1], qui devaient former la première armée d'exécution, occupaient avant l'ouverture de la campagne; et qu'il faudrait juger ensuite s'il eût été possible aux différentes colonnes de faire leur jonction sans que Bonaparte l'eût empêché. Si ces deux problèmes sont résolus dans le sens du plan, les événemens qui ont eu lieu ne permettent plus de douter que l'armée de Bonaparte n'eût été anéantie. On n'a donc point été surpris de voir la victoire obtenue par un mouvement qu'on avait toujours cru décisif; mais l'étonnement a été à son comble, quand on a vu Bonaparte abandonner son armée et fuir, sans s'arrêter, jusqu'aux Tuileries. Cette précipitation ne peut être attribuée qu'à l'impression qu'avait faite sur lui l'acte qui le mettait hors du ban des nations. Cette présomption est légitimée par l'effet que produisait la mise hors de la loi prononcée contre les émigrés pris les armes à la main : on a vu qu'ils n'hésitaient pas à recevoir la mort plutôt que de tomber aux mains d'un

[1] Les bavarois avaient leur quartier-général à Kaiserlautern.

vainqueur qui les envoyait au supplice : soyons donc justes, et, sans vouloir insulter aux mânes de celui qui repose dans la nuit du tombeau, reconnaissons cependant que la force de son caractère, quand il fut menacé de tomber au pouvoir d'un ennemi qui avait prononcé sur son sort, n'égala pas la force de caractère de l'émigré qui préféra la mort à la captivité : nous le répétons, nous ne voudrions pas que ces réflexions fussent injurieuses ; mais elles sont nécessaires pour qu'on rende enfin justice à l'héroïque constance d'un parti trop long-temps opprimé. Bien plus, si Bonaparte manqua, dans l'adversité, de la force d'ame qui caractérise le grand homme, n'aurons-nous pas le droit de nous étonner de l'avoir vu monter à la hauteur où il était parvenu, sans que les généraux, qui étaient ses égaux, n'aient éprouvé de répugnance à reconnaître un maître dans leur camarade?

Les bruits alarmans d'abord apportés par des valets d'armée, qui, aux premiers coups de canon, s'étaient enfuis du champ de bataille, furent dès le soir même dissipés, par le courrier que reçut le roi : on apprit la victoire remportée par les alliés; on en connut tous les détails; mais il était difficile d'en prévoir les étonnans succès. Qui eût pensé qu'une armée commandée par des généraux

que des talens éprouvés rendaient célèbres, fut revenue jusqu'à Paris, sans s'être arrêtée; lorsque le pays et tant de places fortes leur offraient de formidables positions. « Quelle terrible conséquence à tirer de ce principe consacré par les temps : « Que le grand capitaine ne développe jamais mieux son génie qu'après avoir cédé une victoire qn'il sait rendre inutile à son adversaire et souvent préjudiciable. »

Le roi donna aussitôt l'ordre de quitter Gand, et de lever les cantonnemens ; Monsieur s'était empressé de joindre l'armée du duc de Wellington. Je ne pouvais m'imaginer que les alliés arriveraient si promptement et si facilement à Paris ; je renouvellai donc mes instances auprès du duc de Feltre pour obtenir la permission de me rendre à l'armée anglaise. Les liaisons que j'avais eues avec le lieutenant-général Clinton pendant la campagne de Souwarow [1] me firent espérer que ce général me permettrait de l'accompagner. Le duc de Feltre se rendit enfin à mes instances ; le chevalier Stuart, [2] ministre britannique auprès du roi de France, me donna un passeport, et je partis le

---

[1] *Voy.* vol. II.

[2] Aujourd'hui ministre d'Angleterre près de Sa Majesté Charles X.

soir même pour Paris ; mais j'avais à peine fait quelques lieues que je vis venir un officier Français courant à toute bride, qui me cria de loin que Paris s'était soumis. Je galopai quelque temps à côté de lui : il me dit qu'il allait porter la nouvelle au roi et qu'il me priait de ne pas dire que je l'avais rencontré au duc de Maillé qui venait après lui. Je repris ma route : le duc de Maillé fit arrêter sa chaise de poste pour me donner la nouvelle que j'avais déjà ; mais il n'était pas en mon pouvoir de l'avouer. Le roi prit le lendemain le chemin de sa capitale, où il fit son entrée le 8 juin.

La soumission de Paris n'arrêta point la marche des alliés du nord. Ils pensaient avec raison que le roi aurait besoin de forces pour introduire des changemens dans une forme de gouvernement dont il devait avoir été reconnu que le vice avait produit les malheurs qu'on venait d'éprouver ; et cependant la Chambre que l'on peut encore aujourd'hui, par le dépouillement volontaire de nos rois, considérer comme le centre du gouvernement ; cette Chambre avait paru si bien composée que le roi lui-même avait décidé qu'une pareille réunion d'hommes devenait impossible à *retrouver*. Sur quoi peut-on donc établir que la forme de ce gouvernement fut la cause des malheurs qui frappè-

rent la France? Sur le manque de forces qui nait d'une division de pouvoirs; sur l'imprévoyance inhérente à une vigilance qui n'est pas concentrée dans une seule autorité, parce que chacune des parties composant l'ensemble de la puissance, se repose sur l'autre du soin de prévoir ou de pourvoir à tout; sur le peu de confiance qu'inspirent à chaque portion du pouvoir des agens dont le choix n'a pas été indépendant; enfin, sur la responsabilité timorée de ces agens, ou même sur leur mauvaise foi vendue au parti dont ils furent les créatures. Après les fautes qui avaient amené la catastrophe des cent jours, on eut donc lieu d'être surpris de voir Louis XVIII, appuyé sur la force de ses alliés, persister dans ses idées de donner à la France un gouvernement représentatif. Tous les gens de bien furent effrayés et tous les penseurs politiques s'affligèrent quand il fut décidé que le roi ne ferait même pas à sa charte les corrections, dont l'expérience avait démontré la nécessité; ils en augurèrent que la monarchie encore mal assise sur des bases nouvelles serait livrée aux dangers inséparables d'un mode de gouvernement dans lequel les passions populaires sont si facilement excitées par les orateurs de tribune et par les journaux qui finissent toujours par devenir une puissance redoutable. Aurions-nous besoin

d'une autorité pour appuyer cette opinion? Bonaparte nous la fournirait : Bonaparte dont le nom soulève et nourrit encore tant de passions ; Bonaparte auquel on accorde la connaissance des hommes et un véritable esprit monarchique, disait à M. de Fontanes qui venait de lui présenter une députation du corps législatif. « Vous voyez ces gens-là ; ils me paraissent bien dévoués, bien *soumis*, eh bien ! si je les *démuselais*, ils me dévoreraient[1]. » Or, si Bonaparte appuyé sur une *redoutable armée*, qui lui était *aveuglément dévouée ;* si Bonaparte dont la volonté *était de fer* avait aussi bien jugé les dangers d'une tribune publique, écho du scandale et de sédition ; à combien plus forte raison Louis XVIII, à peine rentré dans sa capitale, ne devait-il pas considérer que le moment n'était pas opportun pour établir un gouvernement représentatif. Il semble que les droits du roi et la tranquillité publique ne pouvaient être efficacement défendus et conservés, que par la force et l'unité dans le gouvernement. Les prétendus contrepoids ne sont que des obstacles dans un état agité et où des partis opposés et violens se trouvent en pré-

[1] Ne serait-il pas à propos d'ajouter que Bonaparte pensait encore, qu'avec la liberté effrénée de la presse, tout gouvernement devenait impossible en France.

sence : or, pourrait-on nier que tel était à cette époque l'état de la France, où tant d'intérêts divers luttaient, dans tous les sens, et que des élémens de discorde et de trouble existaient dans toutes les parties du royaume et menaçaient de la guerre civile. Pour démontrer cette vérité, esquissons rapidement le tableau que la France offrait à cette époque ; c'est-à-dire, montrons sa situation, ou si l'on veut, l'esprit qui animait alors chaque corps de l'état ; et il sera facile de conclure du plus ou moins d'influence de chacun de ces corps, sur l'ensemble, un résultat général pour le tout.

L'armée voulait bien un roi ; mais un roi puissant, sur le pouvoir duquel se fondassent sa fortune et sa considération ; or, dans un gouvernement constitutionel le pouvoir du roi est constamment entravé, et l'armée reste sans considération.

Les magistrats qui composaient alors les tribunaux, pris dans l'ordre le plus révolutionnaire, celui des avocats, devaient nécessairement nourrir un insurmontable éloignement pour toute espèce de forme opposée à leurs principes : mais c'est cependant la sévérité des magistrats qui impose à la turbulence ; que n'avait-on donc pas à redouter si ceux chargés de reprimer la malveillance, mettaient de la tiédeur à la poursuivre, ou de l'indulgence dans l'application des peines.

De grands propriétaires composaient les administrations de départemens et de cantons. Si des biens nationaux avaient élevé ou grossi leur fortune; malgré la stabilité que le gouvernement assurait à ces fortunes, ils n'en appréhendaient pas moins un revirement, et ils appellaient un autre ordre de choses. Etaient ils roturiers? malgré l'insignifiance des titres, ils désiraient un nivellement et demeuraient partisans du gouvernement républicain.

Quant à l'esprit du peuple, il ne pouvait être que celui que les grands administrateurs savaient lui donner; mais ces administrateurs étaient choisis par les ministres, influencés eux-mêmes par le parti dominant dans la chambre prépondérante.

Eloigné de tout ce qui mène à connaître la situation des finances, il y aurait plus que de la témérité à vouloir l'esquisser. Mais n'est-on pas effrayé en voyant les sommes immenses portées chaque année au budjet. Le gouvernement représentatif peut bien être une égide pour les ministres retranchés derrière la volonté dite nationale; mais le mal n'en prend pas moins un accroissement dont les malveillans tireront tôt ou tard parti; et peut-être cette grande facilité d'obtenir des impôts est-elle un vice mortel pour la monarchie?

Quelques efforts que l'on eût alors l'intention de faire pour que l'industrie devint une ressource première de l'état, l'esprit de dissipation inhérent au caractère national, l'espoir de faire d'étonnantes fortunes par les armes, devaient faire croire que les hommes ardens, toujours désireux de nouveaux troubles, s'éloigneraient des ateliers et n'appliqueraient point à l'industrie le génie qui aurait pu lui être propre.

Le commerce, source nouvelle de prospérité, ne peut exister sans la confiance; et la confiance ne pouvait s'établir là où régnait encore l'agitation.

La fertilité du sol peut suppléer au défaut de commerce et de l'industrie; mais l'abondance produite par le sol ne peut être offerte ni maintenue que par de grands propriétaires. Or, en dépeçant les grandes propriétés, la révolution a fait disparaître les grands propriétaires. On peut dire aujourd'hui que tous ont acquis une propriété sans que personne soit devenu un propriétaire. Il résulte que chacun fatigue son champ, qu'il force à produire, et dont il prépare par là la stérilité.

Si une telle situation faisait appréhender des malheurs pour l'avenir, peut-être aurait-on cru qu'ils auraient été étouffés par des principes de morale inculqués au peuple. Mais la morale ne

peut être enseignée là où la voix du prêtre ne peut pas se faire entendre : le ministre des autels, hors d'état d'adoucir les souffrances du pauvre, quand il est indigent lui-même, ne fixe parmi nous ni le respect, ni l'attention. Les vieux ecclésiastiques auront bientôt cessé d'exister ; et dans le discrédit où le sacerdoce est tombé, la religion attend peu des hommes qui leur succèdent.

La religion, ce lien puissant, est donc brisé en France; la noblesse, colonne première d'un trône, offrait-elle au monarque un plus puissant appui? nous ne le pensons pas. La puissance de la noblesse ne pourrait résider que dans son ensemble, sous les drapeaux du roi, et surtout dans la parfaite union de tous ses membres : or, ceux dont la noblesse prit son origine avec la monarchie, courent aujourd'hui après des préfectures ou après de riches emplois dans les droits réunis et dans les douanes; ils préfèrent à l'habit militaire, unique parure de leurs ancêtres, les habits chamarés des antichambres du roi, où ils ne seront ni tués, ni blessés. Enfin, la noblesse, divisée entre elle par la distinction d'ancienne et de nouvelle, qu'une imprévoyance trop peu réfléchie glissa dans la Charte, la noblesse, disons-nous, était privée de l'union qui constitue la force : elle n'offrait donc au monarque aucune garantie. Dans

cet état de choses, Louis XVIII devait donc craindre que son trône ne fut menacé, par les nouvelles institutions, d'une ruine prochaine : car le gouvernement représentatif n'est-il pas l'instrument le plus parfait dont on puisse se servir pour renverser un trône? dans un tel gouvernement, le roi ne peut rien sans ses ministres, puisque ses actions ne sont valables qu'autant qu'elles sont revêtues de leur signature : mais les ministres peuvent tout sans le roi quand ils savent influencer les Chambres.

Le roi ne fait exécuter que ce que les Chambres ont résolu : par-là se crée dans les Chambres une puissance arrogante et dangereuse pour le trône, surtout chez des français portés par caractère à l'irrévérence, et d'une coupable légèreté même dans les choses les plus sérieuses.

Voudrait-on encore révoquer en doute la facilité avec laquelle un gouvernement représentatif peut renverser un trône? L'expérience va nous le démontrer : l'intrigue fait désigner les ministres par la voix publique; les Chambres forcent le roi à les accepter : or, les ministres choisissent les administrateurs, disposent des finances, donnent des ordres à l'armée, et nomment ses chefs : ils sont donc maîtres absolus de tous les agens par lesquels le trône se soutient, et sans lesquels il

doit nécessairement s'écrouler. Le nierait-on? C'est au 20 mars à répondre. L'armée quitte les drapeaux du roi; les administrateurs proclament Bonaparte, et les receveurs lui remettent leurs caisses : meis les ministres avaient nommé les chefs de l'armée, les administrateurs et les gens de finances : il est donc évident que, dans un gouvernement représentatif, la stabilité du trône repose sur les ministres et sur les chambres. S'il en est ainsi, reconnaît-on dans la Charte octroyée par Louis XVIII la sagesse et la profonde érudition qui caractérisèrent ce monarque. Je pense donc franchement, sans prétendre que mon avis fasse autorité; je pense que les institutions données par le prince ne furent pas seulement, au temps où il les donna, dangereuses pour sa royale dynastie, mais que toujours susceptibles d'allumer une guerre civile au milieu d'un peuple brave, ambitieux et prompt à s'enflammer, ces institutions menacent la tranquillité des peuples voisins; car l'expérience nous l'a démontré, à nous contemporains : des troubles ne peuvent être suscités en France, sans se propager à l'extérieur. Soyons donc étonnés que si un sentiment quelconque, si une philosophie trop profonde voilèrent aux yeux du roi législateur les calamités qui pouvaient naître des conceptions de son génie, les monarques

ses alliés, *qui n'étaient point philosophes*, mais qui savaient assez bien la guerre, et qui étaient entourés de généraux qui la savaient parfaitement, n'aient pas cherché à éclairer le Nestor des rois sur les malheurs qui pouvaient dans l'avenir servir d'ombre à son immortalité.

Les alliés partirent, nous laissant notre charte; ils partirent avec la persuasion qu'ils nous laissaient tous les élémens de troubles. — « Dès que nous serons partis, dit le grand-duc, vous allez recommencer vos dissensions intestines. » — Eh bien! puisqu'ils l'avaient prévu, pourquoi ne nous avoir pas imposé des moyens préservateurs? N'avions-nous pas été contraints d'acquitter les millions qu'ils avaient imposés? Nous aurions également dû subir des lois conservatrices du trône de nos rois et du repos des peuples. Je n'ose pas croire, car qui plus que moi doit respecter la loyauté des monarques étrangers; je n'ose donc pas croire que ces monarques aient voulu favoriser à l'avenir, une explosion tumultueuse, pour en tirer le droit de morceler notre belle patrie. Il est indubitable que si des projets impies venaient à s'ourdir contre le plus antique des trônes, et que, profitant du désordre qu'un changement amènerait, les monarques étrangers conduisaient au milieu de nous, avec la rapidité de l'éclair,

les masses qui nous envahirent en 1814, tout serait renversé. Cest envain que nos plus célèbres généraux voudraient développer leurs grands talens; je ne pense pas qu'ils obtinssent plus de succès que n'en eut Bonaparte, dont ils n'auraient certainement pas la même puissance. Rien à mon avis, ne serait plus aisé à bien développer qu'un plan d'euvahissement, pour ces masses du Nord, bien compactes, bien organisées et bien conduites; mais je l'avoue à ma honte, je ne vois pas comment nos meilleurs généraux organiseraient *victorieusement* leur plan de répression. C'est aussi cette impéritie qui fait toute ma sécurité. Envain nous montre-t-on des Chambres furibondes prêtes à s'assembler, décidées à tarir les sources de la prospérité de l'état, en refusant les moyens de l'alimenter; je me persuade que ces Chambres peuvent bien renfermer dans leur sein, de turbulents ambitieux, d'insensés démagogues, qui rêvent encore un ridicule nivellement: ces Chambres sont en majorité composées de français, sujets fidèles de leur roi qui soutiendront sa royale existence; de français qui ne voudraient pas dans leur patrie voir un déchirement qui ne manquerait pas de s'opérer; car jamais il ne serait devenu plus facile et *mieux fondé;* enfin, ces Chambres renferment dans leur sein de

riches et *honorables* banquiers qui ne voudraient point voir le pillage de leur caisse auquel on serait néanmoins forcé d'en venir pour pourvoir à la subsistance des soldats et aux besoins d'une inévitable invasion. Non, le ciel protecteur de la France écartera du meilleur des rois tant de calamités. Les monarques de l'Europe pris collectivement se convaincront plus fortement encore que dans leurs intérêts, ils ne forment qu'une famille; et que tous doivent veiller au salut de chacun d'eux. Affermis dans ces principes, leur sagesse les éclairera sur de dangereuses oscillations; elle leur inspirera les mesures à prendre pour asseoir sur des bases inébranlables la tranquillité de la grande famille européenne. Fasse le ciel que cet espoir se réalise! et c'est en lui adressant ces vœux que je termine ma trop téméraire entreprise.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Reconnaissance d'une position à prendre en avant de Paris, contre une armée venant de Fontainebleau. (*Voy.* p. 321.)

« Avant de fixer ses idées d'après la reconnaissance qui a été ordonnée en avant de Paris, dans le dessein d'arrêter l'ennemi qui viendrait de Fontainebleau, il serait nécessaire de savoir si la résistance que l'on veut opposer, doit être apportée seulement par le corps de réserve abandonné à lui-même? Ou bien ce corps ne doit-il se placer que pour recueillir l'armée qu'on supposerait avoir été enfoncée; ou bien enfin, le corps de réserve ne devrait-il tenir l'ennemi en échec qu'autant de temps qu'il en faudrait à l'armée pour repasser la Seine. On sent que ces différentes données demandent d'autres combinaisons.

« Dans tous les cas, l'ennemi pouvant arriver entre Marne et Seine après avoir passé cette dernière rivière, ou directement par la route de Fontainebleau, il est indispensable de prendre une position qui ferme ces deux débouchés. Cette condition est d'autant plus fâcheuse que le corps d'armée qui sera sur la défensive se trouvera

séparé ; et que devant, en cas de retraite, éviter Paris, on est contraint d'étendre sa ligne pour couvrir les ponts qui lui donneraient passage. Afin d'atténuer autant que possible ces désavantages on proposera de ne pas porter la position au-delà de deux lieues en avant de Paris. Ainsi on croit que la gauche doit être mise à Saint-Maur et à Charenton, tant pour en conserver les ponts, que pour se ménager les moyens de manœuvres dont il sera bientôt parlé.

« Deux ponts jetés au confluent de la Marne et de la Seine, au moyen des bateaux qui couvrent ces deux rivières, lieront la gauche avec le reste de la ligne dont le centre passerait par les hauteurs de Villejuif, et se replierait vers Issy, en cherchant à appuyer la droite le plus près possible de la Seine. C'est encore ici qu'il serait urgent de connaître exactement le nombre de troupes qui doit former la ligne, pour en fixer l'étendue et déterminer par conséquent un point d'appui pour la droite. Car, quoique le jour où Paris fut attaqué, l'armée embrassât dans son opération plus de trois lieues d'étendue, il serait imprudent d'étendre une position défensive au-delà de quatre ou cinq mille toises. Mais la quantité de postes que présente le terrain qui servirait de théâtre à l'action, ne laisse pas d'inquiétude sur les points de force dont on aura besoin.

« Quant au centre, le terrain se prête à lui fournir un emplacement avantageux, quelle que soit l'arme dont on veuille le composer : la cavalerie trouvera des plaines, et l'infanterie aura de bons postes à défendre. Il sera donc aisé de se procurer pour les deux armes des pivots solides de manœuvres, dès que le moment sera arrivé de prendre l'offensive. En tenant le noyau des forces au centre dans une position favorable, et en couvrant de retranchemens les ponts, on pourra se porter rapidement en force contre l'ennemi qui sera obligé de décider sa principale attaque, parce que les rivières et la rareté des ponts entraveront ses conceptions et borneront ses manœuvres.

« Considérant les hauteurs qui bordent la rive droite de la Marne, comme la position principale de la gauche, les ponts retranchés de Charenton et de Saint-Maur; les villages de Creteil et de Maisons mis en état de défense, rendront maître de toute la plaine de Villeneuve Saint-George, où l'ennemi, gêné par la rivière d'Yères, assez difficile, et par une forêt, ne pourra entrer qu'avec défiance.

« Il est inutile de répéter qu'il faudrait occuper militairement tous les villages qui, en avant de la ligne, offriraient les meilleurs postes; leur mise en état de défense consisterait dans des barrica-

des, des abattis, des coupures et des maisons crénelées. On verrait si le temps laisserait la faculté d'élever quelques redoutes : ce qui serait douteux.

« On ne peut encore trop insister sur la nécessité de se jeter, par une attaque vive et impétueuse, sur l'ennemi, aussitôt que l'on sera assuré de la manière dont il manœuvre ; car il ne faut pas perdre de vue que si la défense est contrariée par l'inconvénient d'être divisée, cet inconvénient est encore plus grand pour Bonaparte, qui déjà inférieur en nombre, ne peut nous aborder avec l'ensemble de ses forces. Il est une dernière précaution qui ne peut être trop recommandée aux officiers supérieurs de cavalerie, c'est de bien faire explorer les plaines qu'ils auront devant eux et aux environs, à cause des carrières et autres obstacles qui entrecoupent le terrain. Cette mesure leur fera juger l'étendue du front sur lequel ils pourront fournir leurs charges, et la manière dont, pendant la charge, devront être assurés les flancs.

« Cependant, quelques mesures que l'on adopte, il est indispensable de hâter la reddition du château de Vincennes, qui gênerait la retraite de la droite et du centre [1].

[1] Le jour de l'entrée des alliés dans Paris, j'avais re-

« Il résulte de ce qui vient d'être exposé, que, pour décider avec sagesse la position que l'on prendra sur le terrain qui vient d'être reconnu, il faut, avant tout, savoir le nombre de troupes qui doit s'y placer, et la destination qu'elles auront. C'est alors que l'on pourra déterminer l'étendue de la ligne, les points qui la fermeront, et l'utilité qu'on peut tirer de la rivière de Biévre, pour en augmenter la force : enfin, c'est alors que l'on pourra discuter avec certitude toutes les chances de la défense. »

Je ne parle point ici des précautions répressives qui auraient dû répondre de la tranquilllité de Paris, pendant le combat : on les a déjà fait connaître [1]. Mais les circonstances, dont tant d'historiens ont rendu compte, firent que ce travail devint inutile.

---

trouvé M. de Courson, ancien capitaine au régiment de Vexin, que j'avais connu dans les campagnes de Hollande, aide-major de la légion de Damas. Il voulut bien me servir de guide dans cette reconnaissance, et ses réflexions me furent de la plus grande utilité.

[1] *Voy.* page 377 de ce vol.

NOTE.

On doit aux noms de Langeron, Lambert, etc., page 305, ajouter les noms des comtes de Lagarde, Saint-Priest, Rastignac et Maironville, qui servaient également dans l'armée russe. Le comte de Lagarde, à peine rétabli d'une blessure qu'il reçut dans une action où il se couvrit de gloire, combattait aussi sous les murs de Paris.

Projet d'opérations pour la campagne de 1815, *proposé au roi.* (Page 377.)

« Ce n'est qu'après avoir mûrement pesé la force des armées, amies et ennemies, la supériorité des différentes armes dans chacune de ces armées, le caractère des généraux portés au commandement, le caractère national de l'armée qu'on veut combattre et celui de l'armée que l'on conduit ; ce n'est encore qu'après avoir bien analysé les circonstances du moment et l'esprit du jour qui anime le peuple chez lequel on veut pénétrer, que l'on peut asseoir avec justesse un système de guerre, en déduire un plan d'opération, et déterminer le pays qui doit servir de théâtre à ces opérations. Ce fut aussi cette étude lente et soutenue, qui, dès l'an 1804, avait fait proposer aux archiducs Charles et Jean, le systême de guerre que de longs malheurs et d'irrésistibles argumens firent enfin admettre en Espagne en 1810, et qui fut si heureusement suivi en 1812, par les généraux russes [1].

« L'impétueux, l'audacieux et toujours imprudent Bonaparte, menant à la guerre des masses énormes de français accoutumés depuis vingt ans

[1] *Voy.* vol. III, page 16 et 157.

à vaincre, propres par leur intelligence, leur valeur et leur impétuosité naturelle, à gagner des batailles dont un moment d'élan décide presque toujours l'issue; Bonaparte à la tête de pareils hommes, ne devait-il pas, en effet, constamment enfoncer ceux qui tentaient de l'arrêter de vive force? Il fallait donc ruser avec lui, temporiser contre son impétuosité, utiliser son emportement par des pièges tendus à son aveugle orgueil; il fallait chercher à user et non pas à briser l'instrument terrible dont il était armé; il fallait détruire les armées que la révolution avait amoncelées, mais en trouvant le moyen de les miner et non pas en voulant les écraser.

« Telles furent les réflexions que produisirent ce système de petite guerre et ces retraites simulées qui creusèrent en Russie et en Espagne le tombeau de tant de milliers de français, trop opposés à leur roi et au bien de leur pays. En retraçant et ce système et les opérations qui en furent déduites, le temps toujours juste dira sans doute, un jour, quel en fut le *penseur :* son nom serait aujourd'hui peut-être difficilement avoué.

« Bonaparte une fois privé de ces hommes aguerris à qui il avait dû tant de triomphes, il devenait nécessaire, pour le combattre, de chercher d'autres combinaisons; ses talens militaires n'avaient jamais paru irrésistibles, ses soldats étaient

nouveaux, ses armées découragées par leurs défaites ; la proportion du nombre était en faveur de ses ennemis, déjà façonnés par plusieurs campagnes, et exaltés par des succès inespérés ; le peuple français, en appelant un changement de choses, semblait faire espérer des diversions dans l'intérieur : ce n'était donc plus le temps de temporiser, il fallait signaler de l'audace, marcher fièrement à Bonaparte, rechercher les batailles avec autant d'ardeur qu'on avait mis de soin à les éviter ; en un mot, il fallait, avec la rapidité de l'éclair, faire un coup de main sur la France.

« Mais, ce plan une fois résolu, il appartenait au caractère national, et à la valeur intrinsèque des différentes armes, d'assigner le terrain qui devait servir de théatre aux opérations. Ces considérations commandaient aux alliés de se diriger sur Paris, par le pays le plus ouvert qui, tout en favorisant la supériorité de leur cavalerie, de leur artillerie, pût en même-temps leur permettre de concentrer leurs masses de beaucoup excédentes sur chacun des points où Bonaparte aurait voulu les attendre. C'est alors qu'ils n'auraient jamais eu à redouter d'insignifiantes diversions ; et qu'ils auraient dédaigné de se laisser dévier de leurs plans par cette manœuvre déjà trop vieillie.»

« Ainsi, le conseil qui avait fait prévaloir

le débouché par Bâle, pour arriver par le Jura, les départemens du Doubs et des Vosges sur la Seine, avait paru essentiellement faux et dangereux. Ce débouché, en mettant les armées alliées à la discrétion des suisses, ne les livrait-il pas, en cas d'échec, aux malheurs qui, dans une pareille conjoncture, avaient frappé le général Merci [1]? Les pays qu'il fallait traverser étaient peu abondans, hérissés d'obstacles de toute nature, susceptibles de chicanes si faciles à être saisies par l'intelligence du français; ils étaient investis de dangers qui ne pouvaient échapper qu'à Bonaparte incapable d'un calcul fait avec calme et sang-froid.

« Ces dangers si éminemment évidens furent, dans tous leurs détails, exposés aux alliés; et bientôt après un second écrit soumit à leur discussion l'entrée en France entre le Chiers et la Semois. Cette opération conciliait la rapidité des marches avec le déploiement des masses; la facilité des subsistances et le développement des armes jugées supérieures chez les alliés. »

« La défensive de la base d'opération assurée par des camps retranchés, que des postes détachés liaient entre eux, était établie sur la chaîne de la Forêt-Noire, depuis le Necker jusqu'à la Suisse.

---

[1] *Voyez* page 110 de ce volume.

Cette défensive, en comprimant toute invasion des français au-delà du Rhin, parait à l'inconvénient des blocus que nécessitaient les places de l'Alsace. En menaçant, de plus, de se porter par l'offensive sur tous les rayons pris au-delà des forteresses, les corps chargés de la défensive paralysaient encore l'action extérieure de ces mêmes forteresses.

« Forte de cette première disposition, la masse totale exécutive des alliés, après avoir laissé le tiers de son tout comme premier échelon, entre la Lahn et le Mein, passait le Rhin à Coblentz. De là elle se portait en quatre colonnes par des directions que donnaient les rives de la Moselle, sur Stenay et Rocroy, pour franchir la Meuse entre l'embouchure de la Semois et celle du Chiers.

« Ce n'est point ici le lieu de dérouler le plan que l'on rappelle; autrement on y verrait la discussion des chances de guerre qu'amenait chaque manœuvre, la manière dont il avait été pourvu aux subsistances, la situation des postes et des camps destinés à protéger les flancs de l'expédition contre tout ce qu'aurait pu tenter Bonaparte. Je passerai également sous silence la marche des corps qu'il avait paru indispensable que les suédois poussassent sur Maestricht et sur Liége; mais je dirai que le passage de la Meuse étant une

fois exécuté, l'ensemble des forces alliées couvertes à gauche par l'Aisne et à droite par l'Oise, devait entrer dans les vastes plaines du Soissonnais, abandonnant aux cosaques réunis la tâche de parcourir et de garder les plaines arides de la Champagne, de ces plaines où avait, en 1792, échoué le duc de Brunswick.

Développés sur un terrain où ils trouvaient tous leurs avantages, c'est alors que les alliés devaient commettre le sort de la cause aux hasards d'une bataille. Bonaparte refusait-il le combat? Un coup terrible était porté à sa réputation, Paris était menacé, et la conduite ultérieure des alliés ne pouvait plus être dictée que par les raisons de guerre et d'état. Il eût été d'autant plus important de consulter ces raisons, que des troupes embarquées à Bremen auraient dû prendre terre en Picardie au moment où les alliés auraient passé la Meuse.

Tel est le précis du plan de campagne qui fut proposé aux alllés en 1814. Ce plan, je le crois aujourd'hui plus applicable encore aux temps et aux circonstances; car les principes qui avaient fait rejeter l'invasion en France par la Suisse, et ceux qui avaient fait considérer la Meuse comme l'unique barrière à forcer, en désignant le passage entre le Chier et la Sémois; ces principes, loin

d'avoir été atténués par les événemens, n'en ont reçu que plus d'autorité.

« La possession de Mayence et de Luxembourg, celle des Pays-Bas, en assurant des subsistances dont l'abondance n'eût été précédemment que le produit du travail et de l'industrie, rend à l'action des forces qui auraient été passives.

« Cette possession prête des contreforts à l'offensive; elle organise d'Ostende un débarquement qui paraît toujours devoir devenir une opération principale, et elle livre à la sagacité les combinaisons par lesquelles l'armée des Pays-Bas peut concourir à la solution du grand problême. Ces combinaisons, il ne faut pas se le dissimuler, seront sans contredit pénibles à balancer. Pour s'en convaincre, il suffit de déterminer le but que doivent atteindre les alliés et celui que peut se proposer Bonaparte.

« Il importe aux alliés de ne pas laisser se nationaliser la guerre; ce qui exclut une lenteur dans les opérations qui entraînerait infailliblement l'exaspération d'un orgueil national blessé, le désespoir engendré par des vexations inséparables de la guerre, et donnerait un air imposant à l'attitude de Bonaparte.

« Il importe aux alliés d'anéantir la réputation déjà abattue de Bonaparte, de terrifier par un grand succès ceux qui voudraient suivre ses dra-

peaux. Il leur importe d'encourager les hommes bien pensans, et de rattacher au roi les tièdes, les timides, les hommes avides de fortune et ceux qui, bourrelés par leur conscience, n'attendent qu'un prétexte de défection. D'aussi grands avantages ne peuvent être obtenus que par une victoire signalée : c'est donc une grande bataille que doit appeler l'impatience des alliés.

« S'il était avéré que la levée de bouclier faite par Murat ait été conçue par Bonaparte, elle décélerait dans ce dernier un à-plomb de caractère et une étendue de vue qu'on ne lui suppose pas; il serait à présumer que, s'étant avoué trop faible pour triompher en France de la monarchie, il avait cru devoir tout attendre du temps : c'est pourquoi, choisissant pour théâtre un pays où les masses auraient été inutiles, et où les talens et la constance, en nourrissant des succès auraient pu rallier les peuples à lui, il aurait voulu transporter sa fortune dans les montagnes de la Suisse, des Alpes et des Apennins : mais cette probabilité déçue, il semble qu'on ne peut plus lui attribuer qu'un seul dessein que légitime une des dispositions qu'il a prises.

« En rassemblant les troupes de ligne, et en confiant les places fortes à des gardes nationales, Bonaparte veut tout remettre à la destinée des combats. Peut-être même, pour affaiblir les alliés

et ramener l'équilibre entre les forces, hasarde-t-il de perdre des ressources que la prudence se ménage dans les défaites. Il espère que, bientôt livrées par ces gardes nationales, les alliés commettront l'irréparable faute d'occuper des places où tiendront garnison des hommes qui serviront les intérêts du roi, ou bien des hommes que leurs affections morales écarteront des dangers. Cette pensée, à laquelle Bonaparte n'est peut-être pas étranger, l'abandon qu'il fait des forteresses, ne nous permettent plus de douter que, dans la lutte qui se prépare, son système de guerre consistera dans la recherche continuelle des batailles. Ces batailles, il ne cherchera point à les engager avec les corps que provoqueront les raisons de guerre; mais avec ceux qui, par des triomphes faciles ou éclatans, lui maintiendront la faculté d'enchaîner plus long-temps le peuple par le prestige de la victoire.

« S'il n'était pas des circonstances où c'est être en opposition avec les principes que de s'asservir à ceux que prescrit l'art, certes, celui qui impose la loi de ne jamais faire ce que veut l'ennemi, conseillerait aux alliés d'imprimer à l'ensemble de leurs mouvemens le jeu du levier. Ce jeu, si profondément pensé par Bourcet, fut la base fondamentale des manœuvres proposées aux armées

d'Espagne [1] et de Russie. Sans doute, aujourd'hui, il semblerait convenable que le corps sur lequel Bonaparte voudrait faire ses efforts se retirât, lorsque ceux qui ne seraient pas entrepris gagneraient ses flancs, ses derrières, ou des points dont la prise le mettrait à la merci des vainqueurs. Cette manœuvre serait peut-être d'autant plus habile, qu'elle userait, à coup sûr, les derniers moyens de Bonaparte : mais ne perdons pas de vue que ce jeu se jouerait en France; dès-lors, si nous nous rappelons les raisonnemens qui militent contre toute espèce de lenteur dans les opérations; si nous nous souvenons encore des principes sur lesquels se composa le plan d'opérations conçu au-delà du Rhin, nous en concluerons la nécessité de marcher audacieusement au-devant de Bonaparte pour lui livrer bataille au lieu de l'éviter. La nécessité ordonne impérieusement de courir une chance par laquelle les grands généraux ouvrent rarement une campagne.

« Cette certitude acquise, tous les efforts ne doivent plus tendre qu'à maitriser un succès sur lequel le hasard a tant d'influence : or, sans présumer ici des dispositions que comportent et le moment et les lieux, il est indubitable que les

[1] *Voyez* tome IV, pages 48, 74, 270 et 303.

premiers élémens de ce succès reposeront, et dans la supériorité du nombre, et dans l'avantage du terrain.

« Des masses énormes à déployer, une supériorité incontestable dans l'arme de la cavalerie et dans celle de l'artillerie, ne permettent aux alliés que des plaines pour champs de bataille; pendant qu'un intérêt contraire sollicite Bonaparte à choisir ces mêmes champs de bataille, ou sur un terrain embarrassé, ou sous l'égide d'une forteresse : c'est donc dans les plaines de l'Artois ou dans celles du Soissonnais que les alliés sont appelés à décider la noble cause de l'Europe. Ainsi, tous leurs mouvemens doivent être compassés de manière que leurs masses, quoique partant de différens points, arrivent cependant sans avoir pu être isolément entamées par Bonaparte sur le lieu où, au jour de l'action, chacune d'elles se trouvera être devenue partie intégrante du grand ensemble. Cette manœuvre paraît être impossible dans son exécution, dès que l'on considère que le caractère de Bonaparte, autant que les règles de l'art, le porteront à se ruer sur ces masses pour en prévenir la jonction : mais un calcul rigoureux dans les distances et dans le départ des différens corps, un soin particulier à bien couvrir leur marche, l'attention de retran-

cher chaque camp de passage ou permanent, déjoueront les projets de Bonaparte. Ces précautions seraient-elles encore insuffisantes? Le jeu du levier, employé momentanément pour faire rentrer dans des positions d'échelon, élevées sur les derrières le corps qui serait trop vivement pressé, donnerait le temps aux autres corps de le dégager, et conduirait plus sûrement au but.

« Cette assertion reçue, concevons que toutes les masses offensives des alliés, concentrées au nord, entre Furne et Namur, et à l'est, entre la Sémois et le Chier, veuillent s'avancer simultanément pour faire leur jonction dans le bassin que dessinent les sources de l'Oise, de la Somme, de la Scarpe et de l'Escault, et livrer bataille à Bonaparte vers Saint-Quentin, Péronne ou Arras.

« Dans cette hypothèse, les différens corps n'ayant à-peu-près que les mêmes distances à parcourir, quelque centrale que fût la position que pût prendre Bonaparte, s'il se laissait prévenir par l'offensive, ne tomberait-il pas dans l'impossibilité d'engager une de ces masses sans se voir aussitôt attaqué lui-même sur ses flancs ou sur ses derrières par la masse auxiliaire? Car les reconnaissances, les dispositions à envoyer, les mouvemens préparatoires, en remplissant presque

toujours la veille d'une bataille, donnent et le temps d'arriver, et celui de se concentrer.

Cette vérité reconnue, avant de tracer à chacune des deux armées, la direction dans laquelle elle devrait s'avancer vers le point fixé pour la jonction, il sera nécessaire d'énoncer les procédés par lesquels l'une et l'autre base d'opération seront préservées contre toute tentative.

L'intervalle qui règne entre le Chier et la Sémois, a été considéré comme première base d'opération pour l'armée de l'est : cette base est soutenue par Luxembourg; les postes de Mouzon, de Carignan, de Virton et d'Arlon, appuyeraient un camp retranché : ce camp serait destiné à arrêter tout ce qui voudrait entreprendre contre la base, en débouchant à gauche, entre les sources de la Moselle et la rive droite de la Meuse. Des percées ouvertes dans les bois situés en arrière des postes, masqueraient et accéléreraient les navettes de secours, sur chacun de ces postes. Les courses des cosaques qui auraient été répandus dans le palatinat du Rhin, les mouvemens offensifs par lesquels les garnisons de Mayence et de Luxembourg menaceraient Metz et Thionville, protégeraient également cette même gauche.

Luxembourg, les postes retranchés d'Arlon, de

Chateau-Renaud, de Bouillon; ceux encore de Bastogne, de Saint-Hubert, et les autres si marqués par la campagne du général Beaulieu, soutiendraient puissamment les paysans armés du Limbourg et du Condros qui, à l'aide de quelques troupes régulières dans ce pays difficile, mettraient la droite à l'abri de tout accident.

Les premières mesures étant ainsi réglées, l'armée de l'est attaquerait et enleverait les camps retranchés que Bonaparte aurait formés en avant de la rive droite de la Meuse, entre le Chier et la Sémois; le passage de la Meuse serait effectué, et la marche se prononcerait en avant.

Puisque les principes qui ont été posés, recommandent à cette marche des terrains toujours ouverts, il semblerait qu'elle dût se diriger sur Maubert, Fontaine, La Chapelle et le Catelet.

Cette direction porte constamment à travers des plaines. Les montagnes, les marais, les grandes rivières, d'inévitables défilés, n'opposent point à l'armée de dangereux obstacles. Les grandes forêts restent écartées, et quelques bouquets de bois ne peuvent point être tenus pour des entraves.

« Ne point opposer d'obstacles à la rapidité, ne serait pas le seul avantage qu'offrirait la direction qui serait suivie; elle aurait encore celui de remettre à la cavalerie le soin de couvrir la gauche

de la marche; lorsque la droite serait absolument gardée par l'action du corps qui opérerait à la gauche de l'armée du nord.

« Parvenu au Catelet, l'armée de l'est ne pourrait attendre ses manœuvres ultérieures, que de la situation dans laquelle se trouverait l'armée du nord : cette situation déterminerait ou de nouvelles marches en avant, ou des dispositions concertées pour combattre. Revenons donc à l'armée du nord, et voyons comment elle arriverait au terme qui aurait été fixé pour la jonction.

« Placée entre la mer et la Meuse, quatre points sur lesquels s'appuye sa base première, présentent à l'armée du nord, quatre débouchés pour pénétrer en France. Ces points sont Ypres, Menin ou Courtrai, Mons et Tournai; tous susceptibles d'acquérir, par quelques travaux, le degré de résistance qui conviendrait aux opérations dont ils seraient les premiers pivots.

« Mais avant de prononcer sur celui de ces points, d'où devrait partir l'offensive, il est indispensable d'exposer et de raisonner les moyens qui mettraient la frontière des Pays-Bas hors d'insulte, lorsque l'éloignement de l'armée ne lui laisserait plus que ses seules ressources : l'étendue du front de défense et la nature du pays sont les guides qui doivent éclairer dans cette recherche.

La ligne soumise à la défensive s'étend de la mer jusqu'à la Meuse, et comporte à-peu-près 40 lieues. Des inondations pourraient réduire d'un tiers cette quantité. Dans cette étendue, le terrain se montre partout coupé de haies, de ravins, de canaux et de rivières. Des places fortes démantelées, d'anciens postes autrefois adaptés à la nature du pays par le talent de l'ingénieur, offrent encore aujourd'hui des masses éboulées qui se prêteraient facilement à être relevées, et donneraient à la défense de campagne, toute la force dont elle aurait besoin.

Peu de troupes suffiraient donc pour assurer la garantie qu'on voudrait obtenir. Tout l'art résiderait dans la manière dont elles seraient reparties et placées. Ces troupes ne devraient point s'opposer de front à l'ennemi; mais à la faveur des postes et du pays, bien entendu, elles manœuvreraient de façon à faire toujours craindre au corps qui s'avanturerait au-delà de la frontière, de se voir aussitôt compromis dans ses communications. Ces manœuvres seraient étudiées et prévues à l'avance.

« En faisant le siége de Lille, et leur invasion en France, sans être maîtres d'Ypres, Mons et Tournai, alors places de premier ordre, Eugène et Malborough mirent en évidence, combien les

forteresses doivent peu en imposer ! Aussi, si dans une question de cette gravité, il m'était permis d'avoir un avis, penserais-je que les camps retranchés sont, de toutes les barrières, celles qui peuvent le mieux fermer un pays. Je n'ignore pas que plusieurs ingénieurs n'apperçoivent dans cette méthode, qu'une facilité donnée à l'ennemi de détruire les armées, en contraignant par des blocus, les troupes qui occupent ces camps, à mettre bas les armes. Cette opinion, je la crois aisée à réfuter.

« Quoi qu'il en soit, je pense que trois camps retranchés, liés par des postes détachés, suffiraient pour rendre la frontière impénétrable.

« Laissant à la marine et aux eaux, la défense de la partie qui se trouve entre Ypres et la mer, le premier camp s'établirait à Cassel ; il aurait Ypres pour appui, et pousserait des partis sur Saint-Omer, Aire, Béthune, Saint-Venant et la Côte ; car ce n'est que par des mouvemens continuels qu'on évite une défensive passive qui finit toujours par être forcée.

« Entre la Deûle et la Marque, dans la position qui paraîtrait la plus avantageuse et qui se rapprocherait le plus près possible de Lille, serait placé le second camp, les ingénieurs prononceraient auquel des deux, de Menin ou de Courtrai, il appartiendrait de l'appuyer.

« La garnison de Tournai, réduite à elle-même, jetterait une partie de ses forces hors des murs, dans les postes les plus propres à barrer les avenues de France.

« Enfin, terminant la ligne de défense, et appuyé sur Mons, un dernier camp serait formé derrière l'Oneau. Ce camp tiendrait les postes de Kievrin et de Bavay, il soutiendrait l'inondation tendue entre Mons et Saint-Guillain, il ouvrirait des marches qui lui permettraient de prendre à revers tout ce qui marcherait sur Tournai, il alarmerait Maubeuge, et pousserait ses partis jusqu'à la Sambre.

« Des reconnaissances indiqueraient la situation et le nombre de postes qui couvriraient et lieraient les camps entre eux. Des instructions seraient rédigées pour leur prescrire comment ils auraient à manœuvrer dans chaque cas de guerre; soit qu'il fallût repousser une attaque isolée, arrêter une pointe faite par l'ennemi, ou se replier pour se réunir contre des forces trop supérieures.

« Si un échec obligeait l'armée d'exécution à reprendre sa base : dans cette hypothèse, les troupes qui auraient occupé les camps, viendraient se ranger derrière la seconde ligne que la nature semble avoir tracée pour la défense des

Bays-Bas. Cette ligne, dont Oudenarde est l'avancé, va d'Ostende par Bruges et Gand à Anvers. Quoiqu'une étendue de 25 lieues en accuse la force, tant qu'une armée s'y trouvera postée, l'ennemi le plus audacieux n'osera jamais s'avancer entre l'Escaut et la Meuse; s'il l'osait, le général le plus inepte serait coupable s'il ne l'en punissait pas.

« On croit, au premier aperçu, découvrir deux inconvéniens attachés au système de défense qui vient d'être énoncé. Il semble exiger beaucoup de troupes et de travaux. La première objection se réfute en faisant observer que la dotation des camps et des postes serait en raison de la force des garnisons françaises répandues sur la ligne parallèle à la frontière. De plus, ces camps devenus mobiles se serreraient sur l'armée d'exécution à mesure qu'elle ferait des progrès : ils en seraient donc la réserve.

« Les postes détachés, en entrant dans les places qui se rendraient, simplifieraient la dépense en hommes. D'ailleurs, il est à remarquer que ces camps seraient le dépôt des recrues qui, en s'y exerçant aux armes, grossiraient toujours le nombre des combattans aux yeux de l'ennemi.

« Je ne désavouerai pas toute l'application et toute l'activité qui doivent être apportées dans

les travaux; mais il n'est point de poste qui ne puisse être utilisé; il n'est point de places autrefois fortifiées qui n'ayent encore des masses et des fossés; les eaux se prêtent ici à toutes les combinaisons, le bois fournit en abondance les palissades, les fraises, les chevaux de frise et tous les autres outillemens de cette espèce : l'ingénieur n'a qu'à vouloir, et bientôt il créera.

« La défensive établie sur la frontière, examinons maintenant par où il conviendrait à l'armée du nord de se porter en France. Mais, avant tout, redisons que la marche a pour but d'arriver par des pays toujours ouverts dans les plaines d'Arras, de Peronne ou de Saint-Quentin, en prenant sa direction ou sur la Somme ou sur l'intervalle qui en sépare les sources de celle de l'Oise. A cet avantage doit se joindre celui d'éviter de heurter contre une place forte ou de s'en trouver pressé de trop près sur ses flancs ou compromis dans ses communications. Cette dernière conduite exige que l'on pose un principe de distance : reconnaissons donc d'après Lafitte, que toute place qui reste éloignée de plus de trois lieues, ne peut plus gêner dans les opérations. Le même auteur nous montre encore les trouées que les places frontières du nord de la France, laissent entre elles. Enfin, la défensive que conçut Villars en 1711, en

nous indiquant les parties faibles de la frontière, deviendrait pour nous, s'il en était besoin, un nouveau guide dans le choix d'un débouché.

Mais les conditions qui doivent éclairer sur ce choix nous pressent au premier coup-d'œil de répudier le débouché par Ypres, qui ne fut jamais utilisé par le prince Eugène. Le pays est continuellement coupé, chicanier, soumis aux inondations : trop prompt à devenir impraticable par les pluies, il oblige à suivre les grandes routes qui aboutissent toutes à une place forte, difficile à tourner à cause de ce qui vient d'être dit.

Quoique le pays d'entre la Sambre et l'Escaut diffère, par sa nature, de celui qui règne entre la Lys et la mer, il n'en est pas moins à rejeter : moins embarrassé de marais, il est chargé de bois, de ravins et de ruisseaux. En avançant entre la mer et la Lys, les places se présentent de front : en cheminant entre la Sambre et l'Escaut, après avoir défilé entre une double haie de forteresses très-rapprochées les unes des autres, on vient heurter contre le Quesnoi. Ce débouché devenant donc aussi peu admissible que le premier, détermine l'irruption en France entre la Lys et l'Escaut. C'est par-là qu'Eugène et Malboroug entrèrent trois fois successivement en France. Villars avait tellement senti la faiblesse de cette partie

de la frontière, qu'il mit tout en œuvre pour rendre formidable la ligne qu'il retrancha de Béthune à l'Escaut. Le maréchal de Montesquiou proposa, de plus, de fortifier une autre ligne depuis la tête de l'Escaut jusqu'à la Somme, vers Saint-Quentin.

Quelles autorités plus puissantes pourraient faire sanctionner une opinion? Le pays réunit en effet toutes les qualités qui ont été exigées; excepté la Deule et le canal de Douai, qui, loin d'être des obstacles, ne sont au contraire que des moyens de manœuvres, le pays est absolument ouvert et dégagé d'empêchemens. Il verse sur la Bassée et sur Lens, par de vastes plaines qui se continuent encore jusqu'au point qui aurait pu être déterminé par les armées de l'est et du nord, ou pour y faire leur jonction ou pour un concentrement de bataille. Le dépouillement du terrain donnera encore plus de confiance à cette vérité.

« D'Estaires à Tournai, une distance de dix lieues, en offrant Estaires, Armentières, Lannoi et Tournai comme points de départ, multiplie les débouchés de colonnes, et les tient tellement près les unes des autres, que l'armée peut être considérée comme marchant développée. La haute Deule et la haute Marque, quoique souvent marécageuses dans leurs bords, sont cependant trop insignifiantes pour compromettre la réunion des

colonnes, toujours favorisée par des plaines. Béthune se rapproche le plus de la marche, mais en reste encore trop loin pour lui donner de l'ombrage. Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, Landrecies, le Quesnoi, Maubeuge : toutes ces places demeurent hors de portée, et elles seraient de plus paralysées par des postes pris avec intelligence. Toutes situées dans des terrains propres à cette arme, elles verraient bientôt les rassemblemens qu'elles essaieraient de former dissous par la cavalerie légère qu'on ne négligerait pas de faire voltiger autour d'elles.

« Que faut-il de plus pour convaincre que l'armée du nord ne peut déboucher en France qu'entre la Lys et l'Escaut? Cette conviction s'opérera bien davantage quand le développement des marches aura démontré que leur sûreté ne peut jamais être exposée.

« Partant d'Estaires, la colonne de droite se porte par la Bassée sur Lens ; le pays est trop ouvert pour que des postes fussent censés devoir être occupés, afin de couvrir la droite de cette colonne. Des partis de différentes armes pourraient seulement avoir ordre de remonter la rivière qui passe à Béthune.

« Une direction prise entre la route d'Estaires à Lens et le canal de Lille conduirait la seconde

colonne d'Armentières également sur Lens; elle veillerait sur la gauche de la colonne d'Estaires, qui, en revanche, protégerait sa droite, quand le poste occupé de Haubourdin et le camp placé entre la Deule et la Marque répondraient de sa gauche.

« Quittant Lannoi pour remonter la Deule et venir passer cette rivière vers ses sources, la troisième colonne arriverait aussi par Seclin à Lens. Les mouvemens des partis mis en campagne par le camp d'entre Deule et Marque, l'occupation du poste de Haubourdin, la marche de la quatrième colonne deviennent pour la troisième garant de toutes les chances.

« Sortant enfin de Tournai, la quatrième colonne se rendrait, ainsi que les autres, à Lens. Elle marcherait par Séclin; à moins que par les renseignemens du jour on ne préférât de lui faire par Orchies, tourner les sources de la Deule: au moment où la colonne partirait de Tournai, un corps de troupes couvrant sa gauche, irait attaquer et s'établir dans Mortagne, St. Amand, Hamon et Marchiennes.

Il est inutile de dire que tous les postes dont il a été parlé seraient fortifiés sur le champ. Beaucoup d'entre eux sont susceptible d'inondations qu'on s'empresserait de former.

« Mais le corps qui aurait fait voile d'Ostende, trop faible pour en imposer aux masses ennemies, ne pourrait attendre de grands succès que des talens de ses chefs; des postes bien choisis sur la Somme, qui le rendraient maître de manœuvrer sur les deux rives, et le camp qu'il se serait hâté de retrancher entre la Somme et la Bresle, feraient toute sa force. Les services qu'il rendrait seraient en proportion de l'intelligence qu'il mettrait dans ses mouvemens, lesquels pourraient être calqués sur ceux que le duc d'Albuquerque exécuta avec tant d'habileté, lorsque, sur le Tage, il fut chargé, avec une poignée de monde, de conjurer l'armée française, qui pouvait se jeter, ou sur le duc del Parque, ou sur Areizaga [1].

« Négligeant l'armée de l'est, Bonaparte voudrait-il faire effort sur celle du nord? Cette armée manœuvrerait ainsi qu'en pareil cas il a été prescrit à l'armée de l'est. Les plaines, plus dégagées vers le nord, donneraient plus de jeu à la cavalerie; Bonaparte serait plus aisément contenu, et réduit plus positivement à l'impuissance. L'action

[1] *Voyez* tome IV, page 146.

« L'armée de l'Est n'ayant à peu près que la même quantité de chemin à faire pour arriver au Catelet, la jonction des deux armées pourrait s'opérer en deux marches. Mais avant de porter les deux armées réunies plus en avant, il convient de rechercher ce qu'aurait pu entreprendre Bonaparte pour empêcher la jonction : plusieurs combinaisons peuvent être discutées.

« Mettant à profit les obstacles qu'oppose la Somme, Bonaparte après avoir rangé quelques corps derrière ce fleuve, pour tenir l'armée des pays bas en échec, voudrait-il avec toutes ses forces, donner contre l'armée de l'Est ? Celle-ci couverte de retranchemens refuserait tout engagement sérieux ; et en se bornant à escarmoucher, elle donnerait à l'armée du nord le temps d'arriver sur le flanc ou sur les derrières de Bonaparte qui verrait alors se concentrer une attaque sur lui. Il ne faut pas perdre de vue que le corps embarqué à Ostende aurait infailliblement pris terre à cette époque sur la rive gauche de la Somme ; ce qui en rendrait la défense illusoire. Cet avantage fait connaître toute l'importance qui devrait être attachée à un embarquement. Eugène et Malboroug l'avaient si bien conçue, que des troupes devaient débarquer à Montreuil, pour faciliter leur entrée en Picardie.

« Mais le corps qui aurait fait voile d'Ostende, trop faible pour en imposer aux masses ennemies, ne pourrait attendre de grands succès que des talens de ses chefs; des postes bien choisis sur la Somme, qui le rendraient maître de manœuvrer sur les deux rives, et le camp qu'il se serait hâté de retrancher entre la Somme et la Bresle, feraient toute sa force. Les services qu'il rendrait seraient en proportion de l'intelligence qu'il mettrait dans ses mouvemens, lesquels pourraient être calqués sur ceux que le duc d'Albuquerque exécuta avec tant d'habileté, lorsque, sur le Tage, il fut chargé, avec une poignée de monde, de conjurer l'armée française, qui pouvait se jeter, ou sur le duc del Parque, ou sur Areizaga [1].

« Négligeant l'armée de l'est, Bonaparte voudrait-il faire effort sur celle du nord? Cette armée manœuvrerait ainsi qu'en pareil cas il a été prescrit à l'armée de l'est. Les plaines, plus dégagées vers le nord, donneraient plus de jeu à la cavalerie; Bonaparte serait plus aisément contenu, et réduit plus positivement à l'impuissance. L'action

[1] *Voyez* tome IV, page 146.

du corps parti d'Ostende, qui, dans cette hypothèse, débarquerait entre la Somme et l'Athie, ou entre l'Athie et la Canche, contribuerait vivement au succès.

« Supposer que Bonaparte voulût diviser l'ensemble de ses forces pour aller isolément au-devant des deux armées qui marcheraient à lui; ou bien croire que, à l'exemple de Dumouriez, il chercherait à se maintenir dans une position à laquelle l'art et la nature auraient prodigué toutes leurs ressources, serait lui supposer trop peu de capacité. Les masses qu'il aurait en tête, prises séparément, sont déjà trop supérieures. Dans la première supposition, il faciliterait donc le triomphe de ses ennemis; et dans la seconde, il servirait le système et les projets qui auraient été conçus contre lui.

En dernière hypothèse, trop peu confiant dans sa cavalerie et dans son artillerie pour se hasarder dans les plaines, Bonaparte espérerait-il plus de fortune dans un terrain chicannier, où l'avantage du nombre pourrait encore être balancé par l'impossibilité de se déployer? La nature du pays, rendu plus nerveux par les places fortes qui le couvrent, les dispositions qu'il croit aux habitans, le solliciteraient peut-être à déboucher

avec toutes ses forces entre l'Escaut, la Sambre et la Meuse [1]. Mais il a été dit qu'au moment où les deux armées commenceraient leurs opérations, un corps de troupes, appuyé par les places fortes de la basse Meuse, déboucherait de Namur, son pivot principal, et aurait pour tâche, en s'étendant de la Sambre à la Meuse, de couvrir à-la-fois, et la droite de l'armée de l'est, et la gauche de celle du nord. Dix mille hommes, principalement de troupes légères, composeraient ce corps. Ils suffiraient sans doute, sinon pour arrêter, au moins pour entraver la marche de Bonaparte. Le pays n'est qu'une chaîne de postes, chaque village, dit Feuquière, y est une citadelle; partout le talent trouvera des positions où un nombre quelconque de combattans, avec peu d'industrie, se rendra inattaquable; et on ne peut y subsister. En faisant une semblable pointe, Bonaparte laisse aux alliés la liberté de faire leur jonction, il s'isole de la France et abandonne, pour ainsi dire, la partie. En tentant de tout sauver par une diversion, il quitte le principal pour embrasser l'accessoire. Réduit à monœuvrer, *selon*

[1] Ce fut en effet, par ce débouché, qu'en 1815 Bonaparte vint attaquer les alliés.

ses expressions[1], sur les places fortes, il répète la faute qui, au-delà de la Marne, lui fit perdre Paris, et il court le même sort. Non, un pareil projet ne peut pas appartenir à Bonaparte.

« Si les discussions qui ont été agitées ont produit la vérité, on conclura qu'il sera impossible à Bonaparte de tenir ses armées entre la Meuse et la mer, au-delà de la Somme, et que par une manœuvre simple et sans danger, les alliés le délogeront du bassin que dessinent les côtes, la Somme, les sources de l'Oise et la basse Meuse française.

« Rejetté sur la rive gauche de la Somme, Bonaparte ne peut plus donner à ses opérations d'autre théâtre que le pays qui existe entre cette rivière et la Marne ; car si en longeant la côte, il essayait d'arrêter les armées en pesant sur l'extrémité de la droite de l'armée du nord, il courrait manifestement le risque d'être renversé dans la mer. C'est alors j'espère, qu'instruits par les dangers de la dernière campagne, les alliés ne commettront plus ni leur gloire ni leur salut par une séparation de forces, ils se serreront au con-

[1] *Voy.* sa lettre à l'archiduchesse Marie-Louise, p. 267 de ce volume.

traire entre l'Aisne, l'Oise et la Somme. Manœuvrant toujours à la faveur de ces rivières, par les terrains qui seront le plus ouverts, ils chercheront à faire étendre Bonaparte, afin de l'accabler sous le poids d'une masse qu'un contre-mouvement rapide aurait concentré : il tombera aisément dans le piége, si on donne prise à la manie qu'il a de déborder les ailes; ou si on flatte le principe qu'il s'est formé de prendre la ligne intérieure. Le général Jomini, le *vanteur* de ce grand principe, a pu, dans la dernière campagne, voir combien ce principe était faux, quand il s'appliquait contre deux grandes masses.

« Les opérations des alliés se borneront donc à mettre leur gauche à l'Aisne. Ce n'est que par des cosaques ou par des courses de troupes légères à cheval, qu'ils exerceront des diversions jusqu'à la Marne et au-delà. Quels que fussent les mouvemens de Bonaparte pour attirer les armées dans les départemens des Marnes, il n'y serait pas suivis. Ces départemens et celui de l'Aube ne sont-ils pas d'ailleurs ruinés ?

« Mais si Bonaparte, successivement acculé dans les confluens de l'Aine, de l'Oise, et de la Marne, tentait de couvrir Paris, l'une des deux armées pourrait toujours se replier sur son flanc,

ce qui , relativement a lui , donnerait aux masses la forme d'un angle rentrant. Un des côtés manœuvrerait , pendant que l'autre côté le tiendrait en échec. Le corps de débarquement transporterait alors sur la Seine les opérations dont il aurait rendu la Somme témoin.

« Enfin , ne pourrait-il pas arriver que , forcé d'abandonner Paris , Bonaparte ne croyant pas encore sa cause perdue , ne voulût en continuer les débats dans les provinces de l'Ouest ? Ici commencerait le rôle des Espagnols , et les services qu'ils rendraient ne concernent pas seulement la guerre : ils importent encore aux intérêts du roi.

Sous la protection de l'armée espagnole , une armée française se composerait de la jeunesse la plus fidèle. Des hommes dévoués au roi pourraient alors empêcher le déchirement de leur pays et conserver au monarque toute la dignité et toute la prépondérance que doit avoir un roi de France. L'armée espagnole appelle donc une attention soigneuse. Sans doute monseigneur le Duc d'Angoulême sera le lien le plus puissant entre les deux rois ; mais dans une armée un prince du sang peut-il tout voir et tout dire ? Peut-être , parmi les sujets du roi , existe-t-il quelques hommes à qui des circonstances ont obtenu l'estime de

l'armée espagnole et la reconnaissance de la nation. De pareils hommes ne pourraient être accueillis qu'avec bienveillance par le roi Ferdinand.

« Si mes idées ont été clairement énoncées, j'ai démontré combien une dissémination de forces serait dangereuse pour les alliés. Je regarde donc comme absolument pernicieuse, l'opinion qui veut qu'à la faveur de leur nombre, les alliés entrent en France sur tous les points. Je substituerais à ce projet celui de marcher en échelons rapprochés. Je préviendrai plus loin l'objection qui pourrait s'élever contre la facilité des subsistances. J'insisterais surtout, contre toute espèce de plan qui ferait encombrer de troupes le pays d'entre Sambre et Meuse.

« Ici finit la tâche que mon zèle plutôt que la confiance dans mes forces m'avait fait entreprendre. Son complément tiendrait cependant à indiquer les sources des subsistances, et à prouver que dans aucun cas elles ne peuvent être en souffrance. Mais quand on a les mers et des pays abondans pour contribuables, des canaux, des rivières et des grandes routes pour les transports; des places fermées pour dépôts sur tous les points les plus rapprochés du pays où l'on porte la guerre,

les vivres ne peuvent jamais manquer. Leur pénurie serait un crime dans les chargés de confiance, et l'exactitude de leur service ne dépend que de plus ou moins d'exactitude dans le calcul des consommations et dans celui des transports.

Attestat donné par S. A. I. le grand-duc CONSTANTIN. (Page 344.)

M. le baron Jean-Baptiste Louis de Crossard, colonel et chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, à l'époque où il entra au service de Russie, a obtenu en se retirant, le grade de général. Durant les campagnes de 1812, 1813 et 1814, il a été décoré des ordres de Russie, de Saint-George, de la 4.e classe, de Saint-Wladimir de la 3.e classe, de Sainte-Anne de la 1.re et de l'épée d'honneur, ainsi que des ordres de Léopold d'Autriche, et du mérite militaire de Prusse et de Bavière.

M. le baron de Crossard a rempli auprès de moi les fonctions de sous-chef d'état-major. Cet officier réunit à une valeur brillante et des principes purs et éprouvés, les connaissances et les talens les plus distingués. Il a su se concilier l'estime de ses compagnons d'armes, et la pleine approbation de ses chefs. C'est à ce titre que l'honneur et la justice me commandent de rendre au général baron de Crossard le témoignage le plus authentique de ma satisfaction.

Le présent attestat est écrit en français, pour être d'un usage plus général.

Vienne, ce 28 octobre, 1814.

CONSTANTIN,
Grand-Duc de Russie.

Titre de la démission.

Le baron de Crossard a été reçu au service russe en 1812, avec le grade de colonel et a servi à l'état-major; il a fait plusieurs campagnes et a été aux batailles suivantes : en 1812 à la bataille de Taroutino, à Maloiaroslavetz, à Krasnoi et à Viasma. En 1813 à Lutzen, à Bautzen, à Dresde, à Kulm et à Leipzig. En 1814, à Brienne, à Arcis, à Fère-Champenoise et à celle de Paris. Pour la conduite distinguée qu'il y a tenue, il a été décoré des ordres : de Saint-Georges de la 4.e classe, de Saint-Wladimir de la 3.e classe, de Sainte-Anne de la 2.e classe en diamans et de l'épée d'or avec l'inscription pour la bravoure.

Le 2 octobre 1814, il a obtenu par ordre suprême sa démission avec le grade de général-major. En attendant qu'il lui soit délivré le décret de sa démission par le ministre de la guerre, il lui est donné la présente munie de ma signature et du scellé de mes armes. Fait à Vienne, le 29 janvier 1815.

De Sa Majesté l'empereur, mon très-gracieux souverain, aide-de-camp-général, lieutenant-général, chef de l'état-major général de ses armées et chevalier de plusieurs ordres.

PRINCE VOLKONSKY.

ÉTAT-MAJOR IMPÉRIAL.

Vienne, 4 novembre 1814.

Lettre annonçant que S. M. l'empereur a accepté la démission. (Page 334.)

MON GÉNÉRAL,

J'ai eu l'honneur de répondre les 9-21 d'octobre sous le N.° 87, à la lettre que Votre Excellence m'avait écrite le 8 septembre; je vous y informais, que Sa Majesté l'empereur vous avait accordé, d'après la demande que vous en aviez faite, votre démission avec le grade de général-major.

Veuillez bien recevoir l'assurance de ma parfaite considération.

LE PRINCE VOLKONSKY,

aide-de-camp général de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et major-général de ses armées.

A. S. E. M.r le général-major baron DE CROSSARD.

Lettre écrite par ordre de l'empereur de Russie, pour être mise sous les yeux du roi. (N.° 348.)

MONSIEUR LE COMTE,

Le Général Crossard qui vient de quitter notre service pour rentrer dans sa patrie, est un des fran-

Note sur le comte ETIENNE, *aujourd'hui duc* DE DAMAS, *premier menin de M. le Dauphin.* (*Voy.* page 326.)

Toujours sur le chemin de l'honneur, M. le duc de Damas suivit, en 1815, monseigneur le duc d'Angoulême, dans le midi : Son Altesse Royale l'ayant, à l'époque des cent jours, envoyé en qualité de commissaire du Roi à Toulouse, il fut, lors de la défection de la garnison, arrêté et déporté sur le territoire espagnol.

Il se rendit à Madrid, d'où, après avoir fait sa cour à Sa Majesté Catholique, il rejoignit, à Vittoria, l'armée du comte de Labisbal : il y forma un noyau de troupes réglées, qu'il conduisit à Irun, d'où, avec le secours de l'abbé Élizagaray, il organisa un corps de deux mille volontaires basques.

Décidé à rentrer en France, après la bataille de Waterloo, il refusa les secours du général espagnol, passa la Bidassoa avec son infanterie, et fut rejoindre, à Saint-Jean-de-Luz, les volontaires basques, auxquels il avait donné rendez-vous : à la tête de ces troupes, il marcha sur Bayonne, qui ouvrit ses portes; il triompha, par la sagesse de ses mesures, de toutes les résistances, fit arborer le drapeau blanc à la citadelle, malgré les efforts de l'officier qui y commandait, et il en confia le commandement, ainsi que celui de la ville, au général Chauvigny de Blot, son second. De plus, il licencia la

garnison, en donnant des feuilles de route à tous les soldats, et en promettant à tous les officiers, au nom du roi, la conservation de leurs grades.

Après deux jours employés à établir sur cette frontière l'autorité du Roi, M. le duc de Damas partit pour Bordeaux, d'où le général Clausel sortit deux heures avant son arrivée : il fut accueilli, dans la ville du 12 mars, comme un sauveur et comme le précurseur de monseigneur le duc d'Angoulême.

La joie publique fut bientôt troublée par la nouvelle de la marche sur la ville d'une colonne de huit mille hommes, commandée par le général de Caën; aussitôt M. le duc de Damas, accompagné de M. Lainé, fut à la rencontre de ce général, qui, sur leurs représentations, consentit à faire halte en attendant les ordres de Son Altesse Royale; heureusement le prince vint bientôt, par sa présence, applanir toutes les difficultés, et mettre le comble au bonheur des fidèles bordelais et à celui du noble duc. Là ne se bornèrent cependant pas les titres que cet illustre serviteur du roi devait acquérir aux bontés du monarque : une violente insurrection éclate à Bordeaux contre les droits-réunis, dont les registres sont pillés et détruits : déjà l'autorité de M. le comte Dejean, commissaire du roi, a été méconnue, et les efforts de M. Lainé, pour ramener le calme, sont restés impuissans : le duc de Damas se montre, harangue la multitude, et tout rentre dans l'ordre [1].

[1] Le prince était parti quand l'insurrection éclata.

NOTE DE LA PAGE 162.

Sur les événemens qui ont précédé immédiatement la restauration en 1814; *communiquée par le comte de* WALL, *maréchal-de-camp, aide-de-camp du roi, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, etc.* (Page 162.)

Vers le milieu de décembre 1813, voyant les progrès des armées alliées, et la détermination positive des souverains de pénétrer dans l'intérieur de la France, je conçus l'espérance de la restauration de notre Roi légitime, et désirant contribuer de tout mon pouvoir à ce bienfait de la Providence, je quittai Paris, après avoir conféré avec les sujets les plus fidèles, les plus dévoués à la maison de Bourbon, et je me rendis dans mes propriétés en Bourgogne, afin d'y attendre que les armées arrivassent jusqu'à ma hauteur. Le 19 janvier 1814, j'appris que les troupes autrichiennes allaient occuper Dijon. J'y entrai en même temps qu'elles, et je me présentai chez M. le prince de Hesse Hombourg, qui commandait cette partie de l'armée alliée, au nom des gentilshommes bourguignons, pour lui demander la permission de manifester les vœux que nous formions tous pour le rétablissement de la monarchie légitime en France, vœux que nous désirions soutenir à mains armées, si l'on voulait nous autoriser à former un corps de volontaires royaux, montés, équipés à nos

frais. Le prince de Hesse me répondit qu'une autorisation aussi importante ne pouvait m'être accordée que par le généralissime des troupes alliées, ou par les souverains eux-mêmes, qui étaient tous au grand quartier-général : qu'au reste, le prince de Schwartzenberg arrivait le lendemain à Dijon, que je ferais bien de l'attendre. En effet, j'eus l'honneur de le voir le lendemain; il me reçut à merveille, me rattacha ma croix de Saint-Louis, et m'engagea à aller trouver les souverains à Langres.

Je m'y transportai, et j'eus le bonheur d'y rencontrer plusieurs compatriotes distingués par leurs services, leur dévouement sans bornes à la cause royale et leur haute position sociale, entre autres le comte de Trogoff, le baron de Crossard et le comte Alexis de Noailles : ce dernier me pilota près des personnes qui avaient de l'influence dans l'espèce de congrès qui se trouvait réuni près des souverains des puissances alliées : j'obtins promptement une audience de Sa Majesté l'empereur de Russie; j'eus l'honneur de lui remettre une lettre par laquelle je sollicitais, au nom des gentilshommes bourguignons, l'autorisation de prendre la cocarde blanche à Dijon, et de former un corps de volontaires royalistes dans les environs de cette ville. Sa Majesté Impériale eut la bonté de m'accueillir avec une grande bienveillance, et de me promettre que le prince de Schwartzenberg me délivrerait cette autorisation, comme généralissime des troupes alliées; mais à condition que notre

rassemblement aurait lieu dans la partie du pays qui n'était pas encore occupée par les troupes étrangères. Le comte de Noailles resta au quartier-général pour attendre l'expédition de l'autorisation promise, et je retournai à Dijon pour y faire, de concert avec mes amis, les préparatifs nécessaires à l'exécution de notre projet.....

L'armée, sur ces entrefaites, fit un mouvement en avant : M. de Noailles crut ne pas devoir s'en éloigner ; je l'attendis vainement à Dijon plus de huit jours : j'appris la nouvelle de la bataille de Brienne, qui eut lieu le 2 février, et je pardonnai à M. de Noailles d'avoir voulu y assister. Néanmoins, ma position, vis-à-vis de mes amis (auxquels j'avais promis l'autorisation de s'armer pour la bonne cause), était embarrassante : ne recevant aucune nouvelle à cet égard, je me décidai donc à retourner au grand quartier-général ; je ne pus le rejoindre qu'à *Troyes* le 8 février ; j'obtins la permission d'armer mes compatriotes sur les ailes de l'armée des alliés, et je retournais très-satisfait à Dijon, lorsque, traversant la ville de Châtillon-sur-Seine, j'appris du comte de Rosamowsky que Son Altesse Royale MONSIEUR, frère de Louis XVIII, était arrivé à Bâle : je pris le parti, d'après cet événement, d'aller de suite prendre ses ordres. Le chevalier de la Salle, qui se trouvait à Châtillon, et le comte de Trogoff (qui avait quitté le commandement du quartier-général des alliés pour se réunir aux gentilshommes

bourguignons, et qui en conséquence m'attendait à Dijon), se décidèrent tous deux à venir avec moi trouver le prince à Bâle. Nous y arrivâmes ensemble le 12 février 1814.

La suite des événemens rentre dans le domaine de l'histoire.

Paris, le 4 janvier 1830.

NOTE DE M. LE COMTE DE WALL. (Page 363.)

Son Altesse Royale MONSIEUR, lorsqu'elle a passé la frontière près d'Huningue, pour entrer en France en 1814, n'était accompagnée que par Melchior de Polignac, Lasalle, Trogoff, et moi, en fait d'aides-de-camp; le comte François d'Escars, capitaine de ses gardes, et l'abbé de Latil alors son aumonier, étaient aussi avec le prince, et voilà absolument tout ce qui composait sa suite.

M.r de Bruges, Armand et Jules de Polignac, ont rejoint MONSIEUR à Vesoul, et le duc de Maillé à Meaux. Lors de l'entrée à Paris, Trogoff et Lasalle étaient en mission : de Bruges, Jules et Melchior de Polignac ainsi que moi, nous nous trouvions les seuls aides-de-camp présens.

COMTE DE WALL.

Lettre de M. le comte DE TROGOFF, *maréchal-de-camp, aide-de-camp du roi, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, gouverneur du château royal de Saint-Cloud.* (Page 371.)

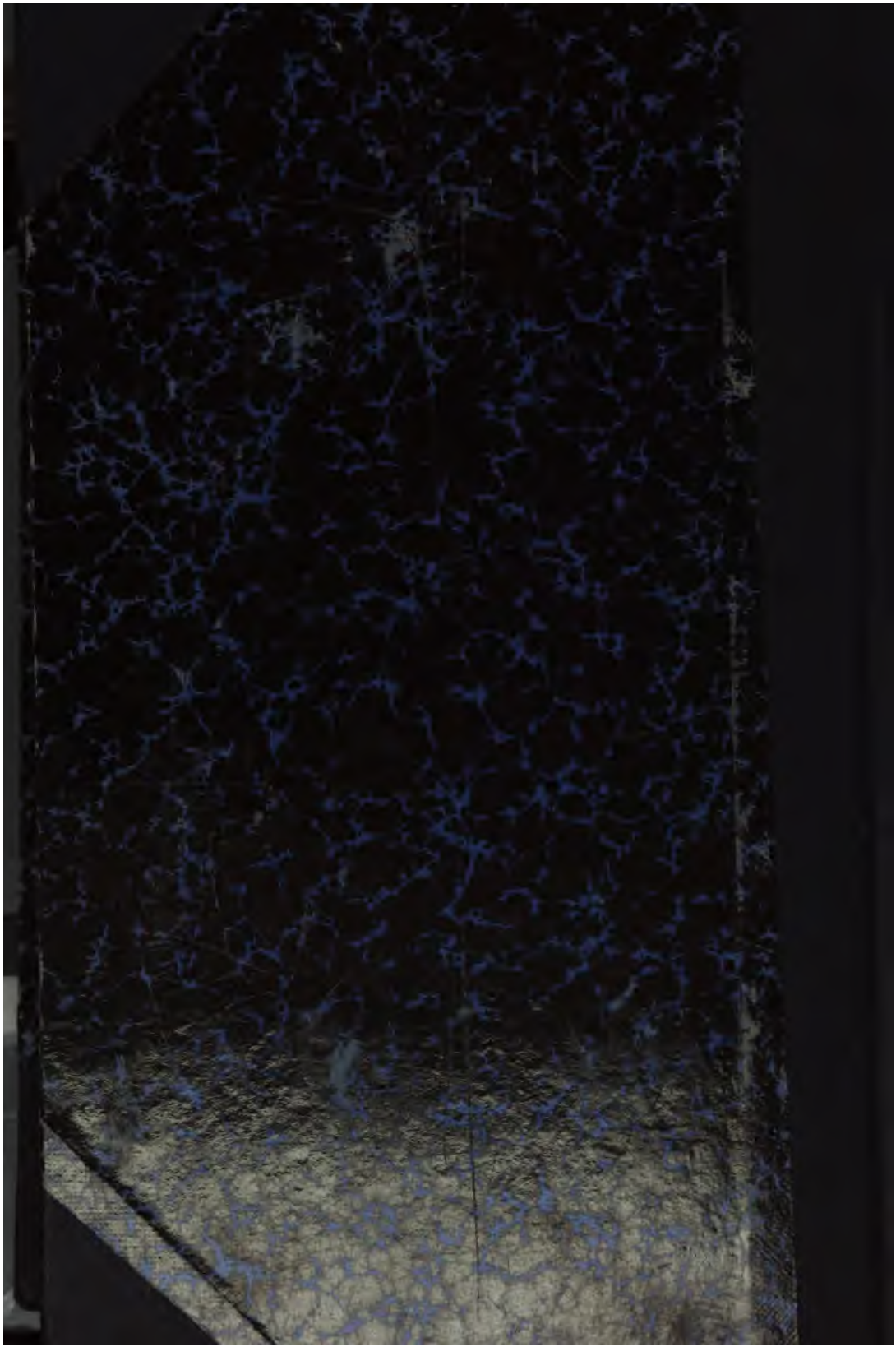
» Ma mémoire me servirait mal : tous mes journaux sont emballés et à Paris, de sorte que je ne puis vous donner que des idées sommaires sur Alost.

Je quittai la colonne par ordre de Monsieur, pour aller faire quelques dispositions à Dieppe; j'y reçus l'ordre de rejoindre en Belgique, en passant par l'Angleterre. Je fus reçu par le Prince Régent qui me fit diner le lendemain chez lord Castesreght : Son Altesse Royale me donna les plus grandes assurances relativement aux ressources de toute espèce, que l'Angleterre fournirait en abondance. Je passai de Douvres à Ostende où j'arrivai quelques heures après Sa Majesté, qui me donna l'ordre de rejoindre Monsieur, à Gand. J'avais fait au Roi un rapport exact de ce que le Prince Régent et lord Castelreght m'avaient dit. Je demandai à Sa Majesté, à son arrivée à Gand, la permission d'aller rejoindre les troupes de Schwartzenberg; elledaigna me confier la place de chef d'état-major de l'armée que l'on devait espérer voir se réunir près d'elle. Je partis par ordre de Son Altesse Royale le duc de Berri, pour disposer les cantonnemens d'Alost où je concentrai la maison du roi, consistant en gardes du corps,

chevaux-légers, mousquetaires et gendarmes : quelques fragmens de cavalerie formèrent des noyaux : les grenadiers à cheval y restèrent sous les ordres de M. le colonel Tirlon, après le départ de M. de la Roche-Jacquelin qui se rendit dans la Vendée où il trouva la mort et les lauriers cueillis par son nom.

» Les cantonnemens d'Alost réunissaient 8,000 hommes bien armés et bien équipés; tous desiraient être employés à l'avant-garde. L'infanterie de ligne était commandée par M.rs le comte Damas, lieutenant-général, et le comte de la Tour-du-Pin, maréchal de camp : la maison du roi avait ses chefs : ce corps fut dissous à St.-Denis. Le comte de Diesbach avait traversé la France, la Suisse et les cercles du Haut-Rhin pour ramener au roi les cent suisses, troupe aussi belle que fidèle.

» Son Altesse Royale Madame la duchesse d'Angoulême vint d'Angleterre à Gand, et voulut voir la troupe et les différens corps qui avaient suivi le Roi : sa présence causa l'enthousiasme le plus grand.

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME.

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 05847 9794